

Causeries, deuxième série

Edmond About

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Les Mangeuses d'argent

La question Dupin occupe depuis un mois la plus belle moitié de la France. On m'écrit de tous côtés pour me mettre en demeure de donner mon avis sur la crinoline, les châles de l'Inde, les diamants et le luxe effréné des femmes. « Êtes-vous pour ou contre nous ? » me dit une anonyme jeune et charmante, au moins si je l'en crois. Une autre me fait savoir qu'un joli polémiste en jupons, M Olympe Audouard, est toute seule sur la brèche, et que nous serions tous des lâches si nous ne soutenions un peu cette héroïne de bien. Une autre assure que toutes les difficultés politiques, philosophiques et financières doivent céder le pas à la grande affaire du jour.

« Pourquoi a-t-on souscrit si vite l'emprunt de la ville de Paris ? Pour qu'il n'en fût plus question, et qu'on revînt au plus tôt à la crinoline. Il paraît que tous les journaux ont consacré au moins un article au luxe effréné. Les Débats ont rempli trois colonnes ; la Revue des Deux-Mondes prépare des arguments nouveaux et décisifs. Allons ! n'attendons pas que l'affaire ait perdu le mérite de l'actualité.

Ce qui frappe à première vue dans cette discussion que j'ai suivie de mon mieux, c'est la déviation progressive du débat et son rétrécissement continu.

Un vertueux pétitionnaire écrit au Sénat pour se plaindre de Mlles X, Y et Z, qui ont éclaboussé sa femme dans la rue et loué une première loge à l'Opéra quand madame étouffait aux troi-

sièmes. Le Sénat, orné de toutes les vertus qui sont le fruit de l'âge et de l'expérience, commence par fermer ses portes, qui, d'ailleurs, ne sont jamais ouvertes, et, dans une intimité deux fois close, cherche s'il n'y aurait pas des mesures à prendre contre le débordement des mauvaises mœurs. Là-dessus, M. Dupin aîné, avec sa brusquerie célèbre, donne un coup de boutoir dans les crinolines légitimes ; il montre que le gaspillage, la sotte vanité et l'inconduite même ne sont pas un monopole aussi restreint qu'on semble le croire. Il imite, dans son honnête rudesse, certain curé de la Rome moderne : le cardinal-vicaire lui demandait la liste exacte des catins de la paroisse ; le curé prit la plume et écrivit séance tenante :

« Mà, corpo di Bacco ! s'écria le cardinal-vicaire, je ne te demande pas ces noms-là !

— Mais, Éminence, répondit le curé, je vous cite d'abord les principales. Celles-là péchent cent fois plus que les autres, à mon avis, car elles ont choisi le métier par plaisir, et les autres le font pour vivre !

L'honorable M. Dupin n'est pas allé si loin, mais il a transporté la question sur un terrain nouveau, et c'est là que les ennemis et les champions de la crinoline échangent leurs horions autour de lui. Les uns contestent l'existence de ce prétendu luxe effréné, les autres l'exagèrent, d'autres le légitiment et soutiennent que les femmes du monde ne dépenseront jamais assez. M Olympe Audouard se plaint que les maris ont toujours 50 000 fr. dans leur poche pour payer les caprices de M X..., Y... ou Z..., tandis qu'ils trouvent à peine 2000 fr. par mois pour acheter de la bure à leurs femmes. On répond à la très-gracieuse préopinante que 2000 fr. par mois font déjà 24 000 fr. par an, et que 24 000 fr. de toilette

exigent pour le moins 200 000 fr. de rente. Et la discussion va s'égarant de plus en plus dans les menus détails, car les premières accusées, celles qui devaient puiser 50 000 fr. dans la poche de chaque mari, protestent qu'elles ne font pas leurs frais, qu'elles sont mal payées, et que neuf fois sur dix elles travaillent pour l'honneur !

M'est avis qu'il convient de reprendre les choses ab ovo et de traiter à fond, une bonne fois, la question des mœurs françaises.

Françaises est-il bien le vrai mot ? Parisiennes ne serait-il pas plus juste ? Le mal dont on se plaint est, si je ne m'abuse, plutôt local que général. Il y a bien çà et là trois ou quatre grandes villes qui copient les mœurs de Paris. Marseille, par exemple, et le Havre, et Bordeaux, ont plus ou moins adopté les fantaisies parisiennes ; mais entre Paris et Marseille vous avez Lyon, qui résiste au courant ; entre Paris et le Havre, Rouen tient bon pour l'honnête économie et l'antique sagesse ; entre Paris et Bordeaux, Tours et Poitiers conservent avec soin l'austérité du bon vieux temps. Le Nord gagne beaucoup d'argent, mais il n'a garde de le jeter par les fenêtres ; l'Est, moins riche, vit d'épargne ; la Bretagne ne songe pas à gaspiller ses écus, et pour cause. On peut admettre en thèse générale que les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la nation ne connaissent le luxe effréné que par les journaux de Paris et le discours de M. Dupin.

Je ne dis pas cela pour atténuer le fléau, mais pour le circonscrire. Établissons d'abord qu'il ne s'agit pas de la santé de trente-sept millions d'hommes, mais d'une plaie morale qui est tombée sur Paris. La province s'en émeut, comme elle s'est émue de la grève des cochers ; mais elle ne s'en croit pas plus directement menacée. Malgré les chemins de fer et la rapidité croissante des

communications, il faudra un bon demi-siècle pour que le luxe se propage du cœur aux extrémités, et ce serait bien le diable si, d'ici à cinquante ans, les pères ou les fils n'y trouvaient pas un remède.

La source du mal, où est-elle ?

Nous voyons les… comment dirai-je ? les demoiselles ? soit. Nous voyons les demoiselles jeter l'argent à pleines mains ; nous voyons les mères de famille rivaliser de luxe avec les demoiselles, et les hommes donner de la main droite, donner de la main gauche, donner toujours jusqu'à ce qu'ils aient gaspillé leur patrimoine. Lorsqu'ils ont tout donné, ils cherchent à se refaire, quelques-uns par le travail, quelques autres par le crime, la grande majorité par le jeu.

Il semble donc à première vue que l'homme soit une victime sacrifiée aux dépenses du sexe terrible, et que le magistrat instructeur doive s'écrier dès le début « Où est la femme ? »

Les femmes elles-mêmes sont unanimement de cet avis, et elles s'attribuent tout le mal. Voici comme :

Si vous interrogez une mangeuse d'argent, prise au hasard dans la catégorie honnête, elle vous répondra sans hésiter :

« J'ai dépensé d'abord pour lutter d'élégance avec les demoiselles et retenir à moi le cœur de mon mari. Mes efforts n'ont servi de rien, parce que je vivais sur un budget limité et que ces créatures puisent dans la poche inépuisable du public. Mon mari s'est échappé de mes bras pour courir à des femmes plus brillantes : comme il veut se persuader à lui-même qu'il est seul à payer les frais de son nouveau culte, il donne à sa maîtresse plus qu'a moi.

Il ne reviendra pas, je ne l'espère plus, je ne fais plus de frais pour l'attirer ici : mais je dépense par habitude, par ennui, par dépit, par dignité même, pour qu'en soldant les notes de ma modiste et de ma couturière il soit forcé de me payer aussi cher que sa maîtresse. Voilà comment les demoiselles font la ruine d'un peuple entier. »

Allez ensuite interroger une de ces filles de concierge, qui dévorent jusqu'à deux et trois mille francs par jour. Elle vous répondra, si elle est franche :

« C'est aux femmes du monde que nous devons tout. Si elles n'étaient pas ce qu'elles sont, nous ne gagnerions pas notre vie. Notre clientèle se compose, primo, des maris qu'elles ennuient ; secundo, de jeunes gens qu'elles dégoûtent du mariage. Il n'y a pas moyen de causer avec elles : on vient causer chez nous. Elles ne permettent pas de fumer chez elles : on vient fumer chez nous. Il faut croire aussi que l'amour n'est pas follement drôle chez elles, puisque tous leurs maris viennent aimer chez nous.

» Elles ne nous valent pas, puisqu'elles sont moins agréables aux hommes, et elles nous méprisent ! C'est bien le moins que nous tâchions de les éclabousser un peu. Ça coûte cher à leurs maris : tant pis pour elles ! »

Dans cette déclaration cynique, comme dans la confession des femmes de bien, vous voyez que personne ne songe à donner tort a l'homme. Il me semble pourtant que dans la vie privée comme dans la vie publique, l'homme étant le législateur et le maître, doit être seul responsable de tout.

Les demoiselles en question sont cyniques, j'en conviens : elles corrompent la jeunesse, elles avilissent l'âge mûr, elles dégradent

la vieillesse, et elles ruinent tout ce qu'elles touchent.

Cependant, je n'ai pas le courage de leur jeter la pierre.

D'où sortent-elles ? D'une classe que l'homme, seul législateur, n'a pas daigné instruire. L'homme s'est adjugé toutes les professions lucratives, leur laissant pour tout potage celles où l'on meurt de faim. Ignorantes et pauvres, elles ont toutes rencontré au début de leur carrière un homme qui les a séduites, ou un homme qui les a achetées. Dès ce moment, les hommes se les sont transmises de main en main ; elles n'ont été que de misérables jouets, maniés, torturés et détériorés par l'homme. Le gaspillage qu'on leur reproche serait une vengeance légitime, mais elles ne l'exercent pas en manière de représaille. Elles aimeraient mieux placer leur triste argent à la caisse d'épargne ; si elles le dépensent à tort et à travers, c'est qu'elles y sont forcées. Et par qui ? Par l'homme qui est sot et vaniteux jusque dans ses vices ; il veut voir sa maîtresse en voiture, il veut qu'elle ait une loge à l'Opéra ; il exige qu'on dépense à la gloire de sa libéralité deux fois plus d'argent qu'il n'en donne. Il ne recherche pas la créature la plus jeune et la plus jolie, mais la plus en vue, celle qui s'habille le mieux, qui fait le plus d'étalage, qui a les plus beaux chevaux dans son écurie, qui a croqué le plus d'argent français et étranger, eût-elle cassé toutes ses dents à cette besogne. Le Parisien de 1865 n'hésiterait pas une minute entre la Vénus de Médicis, par exemple, et une vénérable invalide de l'amour, si connue par un demi-siècle de gaspillage que son nom est devenu synonyme de dépense. Il se pose en traînant par le monde un squelette ruineux, comme en ouvrant la porte d'un restaurant très-cher où l'on dîne mal.

Voilà les hommes que nous sommes, et cela dit, je vous demande en bonne foi si le législateur doit s'armer contre nos victimes ? Qu'il s'arme contre nous, s'il le peut ; il fera bien. Qu'il prenne la férule et qu'il frappe sur ses voisins, sur ses amis, sur son fils, sur son père, sur lui-même, sur tous, excepté sur les malheureuses qui n'en peuvent mais, car elles sont ce que l'homme les a faites.

Laissez-moi vous répéter, avec un de mes meilleurs amis (je dirais le meilleur, s'il ne m'avait compromis par mainte sottise) :

« La prostitution est un fruit nécessaire de l'arbre social tel qu'il est planté, la tête en bas, les racines en l'air. Un demi-million de filles sans fortune, sans mari, sans éducation morale, sans talent ou sans débouché pour leur talent, n'ont d'autre capital exploitable que leur corps, et si on les empêchait d'en faire commerce, il faudrait les nourrir ou les tuer. »

Vous savez que la ville de Paris enregistre 28 bâtards sur un chiffre de 100 naissances. À qui la faute ? Aux femmes séduites et abandonnées, ou aux pères discrets qui désirent garder l'anonyme ?

Je ne voudrais pourtant pas qu'on crût voir dans cette diatribe une apologie de mesdemoiselles X., Y. ou Z. À les prendre comme elles sont, j'avoue qu'elles constituent un terrible fléau. Si nous avions encore une police à la Sartines, on pourrait faire un travail instructif sur les fortunes dilapidées, les grandes familles écroulées, les consciences ravagées de fond en comble par la crinoline qui se vend. Le sens moral s'élève peut-être en province, mais j'affirme hardiment qu'il dégringole fort à Paris. La plupart des escroqueries, des tricheries et des bassesses qui se font aujourd'-

hui ont pour but d'obtenir ou de conserver les bonnes grâces de Mademoiselle telle ou telle. Je ne cite que pour mémoire les jeunes gens de bonne famille qui vont se faire tuer en Algérie ou au Mexique après avoir mangé leur dernier sou. Ceux-là ont le bon lot ; ils sont heureux ; leur mort rachète leur vie. Songez donc qu'ils auraient pu épouser ces aimables créatures et rentrer dans leur argent et même dans celui d'autrui.

J'avoue encore que dans une société comme la nôtre, où les meilleures places se louent au plus offrant, les mères de famille sont exposées à de singuliers voisinages. Au théâtre, au concert, partout, sauf dans l'enceinte du pesage et chez M. de Beslièvre, l'ivraie et le bon grain se mêlent et se confondent, et l'on n'a pas encore trouvé le crible qui doit les séparer. C'est un mal, j'en conviens, il faut plaindre le bon grain et maudire l'ivraie si l'on veut. Mais ne direz-vous rien à celui qui l'a semée ?

Je voudrais pouvoir vous promettre que ce mélange des deux mondes ne sera pas éternel. Mais j'ai beau guetter les symptômes du mieux ; je ne vois rien paraître. Il me semble, au contraire, que les demoiselles enrichies se confondent insensiblement avec la haute bourgeoisie de Paris. Elles reçoivent sérieusement, elles donnent des dîners où les hommes de premier choix se ruent en cravate blanche ; elles ont même (qui le croirait ?) quelques relations féminines une veuve par-ci, une femme mariée par-là, sans compter les marquises vraies ou fausses, condamnées ou acquittées en police correctionnelle, qui se louent jusqu'à deux francs l'heure pour les raouts. À côté des demoiselles qui s'élèvent, nous avons les femmes de bien qui descendent. On en voit quelques-unes céder à je ne sais quel vertige agréable et tomber des hauteurs du foyer domestique à l'entresol de la Maison-d'Or. Autre-

fois une femme coupable et prise en faute n'avait qu'un seul refuge le couvent. Aujourd'hui elle en a mille, avec écurie et remise. Toutes ces émigrations d'un monde à l'autre feront de la société parisienne une salade bien curieuse avant cent ans.

Àmoins pourtant que la corruption des mœurs ne se guérisse spontanément, comme la maladie des pommes de terre, dont on ne parle presque plus ! Mais, sur ce point encore, il faut vous l'avouer, les symptômes rassurants font défaut. Le Paris neuf, qu'on nous fabrique à coups de pioche et de truelle, n'est pas un climat favorable à la floraison des vertus. Les boulevards deviennent si longs, si longs, que toute femme aux petits pieds sent le besoin d'une voiture. Les loyers sont si chers, si chers, qu'il faudra bientôt s'associer au nombre de dix pour en payer un seul. Il est vrai que le bien peut sortir de l'excès du mal. Si le vice s'obstine à tenir garnison dans le nouveau Paris, les ménages iront peut-être coloniser la province. Ils reviendront de temps à autre pour leurs affaires, et ils traverseront la ville en courant, comme on traverse à Brest ou à Marseille les rues consacrées au plaisir des matelots.

Je m'aperçois qu'il me reste à traiter une grande moitié de ma thèse. À huitaine la question des crinolines sans peur et sans reproche. Nous chercherons pourquoi les Parisiennes deviennent peu ou prou des mangeuses d'argent.

Je ne veux pas vous prendre en traître : il y a gros à parier que nous n'épuiserons pas encore le sujet aujourd'hui. C'est que M. Dupin (qui cite mal à propos Caton le Censeur et qui le représente au milieu de nous, sauf quelques accessoires), M. Dupin, dis-je, a soulevé d'un coup de boutoir la plus lourde question des temps présents. Je ne le loue ni ne le blâme d'avoir frappé sur la

crinoline ; je ne discute pas le quatrain qui court les rues de Paris : la crinoline est, à mon sens, une carcasse irresponsable. Elle cache et montre tour à tour les richesses et les maigreurs secrètes de la femme ; elle nous fait illusion sur un balai vivant qui circule dans les rues ; mais, dimanche prochain, sur le grand escalier de la Madeleine, elle fera connaître aux amateurs serrés contre la grille toutes les pauvretés physiques qu'elle était destinée à cacher.

La crinoline n'a jamais ruiné personne : au contraire. C'est un engin des plus économiques, qui tient la place de quatre jupons et supprime une dépense de cinq francs par jour environ. Elle en coûte cinquante, elle en épargne dix-huit cents, car elle dure aisément une année. Donc, écartons la crinoline et revenons à la femme, ce sujet sur lequel on ne saurait trop s'étendre, suivant l'expression d'un philosophe aimable du siècle dernier.

Une gracieuse correspondante me reprochait encore hier matin d'avoir trop longtemps négligé ce thème capital. Hélas ! madame, j'ai publié il y a deux ans un gros volume intitulé Madelon, où je montrais l'action dissolvante d'une seule mangeuse d'argent sur les cœurs les plus purs et les caractères les plus fermes.

Depuis le 2 décembre 1864, j'ai fait trois gros in-octavo où les mangeuses du grand monde frétillent comme des poissons rouges dans un aquarium de Millaud. Mais je n'ai pas encore dit la centième partie de ce qui est à dire, et la preuve, c'est que je reviens à mes brebis tondeuses avec un plaisir toujours neuf. Savez-vous qu'il s'imprime à deux pas de la Bourse un journal exclusivement consacré aux mangeuses d'argent ? On l'appelle la Vie Parisienne, car les grands intérêts qu'il discute ne franchissent que par accident l'enceinte de Paris.

Cette feuille de format élégant, illustrée de jolies gravures, ne compte guère moins de six mille abonnées, quoiqu'elle ait horreur du scandale et qu'elle n'ait jamais publié une personnalité nuisible. D'où vient donc cette vogue inouïe ? Ah ! voilà. C'est que la Vie parisienne est le Moniteur des mangeuses d'argent. Moniteur, dans les deux sens du mot. Non-seulement elle publie leurs décrets ou leurs fantasies (c'est tout un) comme le Moniteur universel imprime les décrets impériaux ; mais elle leur donne sur les doigts, elle leur dit tous les huit jours leurs petites vérités, elle les menace de la férule, comme ferait un moniteur dans une école primaire.

Le rédacteur en chef, mon ami Marcelin, est un artiste doublé d'un philosophe. Comme artiste, il avertit ces dames toutes les fois qu'elles se font laides pour mieux plaire ; comme philosophe, il les défend, il les gourmande ; il protège contre tout excès ces natures excessives. Les collaborateurs — j'en suis parfois— composent un groupe bien curieux, je vous jure. Vous verriez, s'ils ôtaient leurs masques, que ce journal ultramondain compte deux philosophes pour un homme du monde. Et nunc crudimini. pardon ! Vous voyez, dis-je, que M. Dupin n'a pas eu la primeur de la question Dupin. L'originalité de son discours est d'avoir été prononcé devant plusieurs messieurs qui se connaissent surtout en hommes, attendu que la politique a pris le plus clair de leur temps.

Voilà peut-être un préliminaire un peu long mais où serait-il permis de causer, sinon dans une causerie ?

Ce qui me tient lieu de plan aujourd'hui, c'est le désir de vous montrer la source d'un grand mal dans l'éducation des petites filles. Je n'aurai garde d'empiéter sur le terrain de Fénelon, ni

même de Rousseau, qui fit une Sophie à l'usage de son Émile. Nous sommes à Paris, en 1865 ; restons-y, et ouvrons les yeux.

Comment élève-t-on, dans la capitale de M. Haussmann, celles qui seront un jour des femmes ? Il est bien entendu que je laisse de côté les classes indigentes ou simplement laborieuses, comme la petite industrie ou le commerce de détail. Ce n'est pas dans ces régions que le luxe et la dépense ont mérité les censures de l'honorable M. Dupin. Il faut mettre hors de cause, à priori, tout ce qui n'a ou ne gagne pas vingt mille francs de revenu.

Sauf quelques exceptions malheureusement très-rares, un père de famille ne peut plus vaquer lui-même à l'éducation de ses fils : comment trouverait-il le temps d'élever ses filles ? Tout homme en place est absorbé non-seulement par les devoirs de son état, mais par les obligations officielles. Quand vous lisez dans un journal qu'il y a réception le lundi dans tel ministère, le mardi dans tel autre, et ainsi de suite jusqu'au samedi, vous pouvez conclure hardiment que deux ou trois mille pères de famille sortiront de chez eux tous les soirs de la semaine, rentreront tard, longtemps après le coucher de leurs enfants, et se lèveront le lendemain pour courir sans délai où le devoir les appelle. Les grands dîners qui commencent à huit heures, les bals qui finissent au jour, les spectacles, le club, la Bourse, le bureau, le comptoir, les visites de digestion, de politesse ou de brigue, les rendez-vous d'affaires, les promenades d'hygiène ou de vanité au bois de Boulogne : voilà passablement d'obstacles qui s'interposent entre un père et ses enfants. Mais la mère ? Si nous parlons d'un bon ménage, la mère suit presque partout son mari. Et je ne veux pas me donner trop beau jeu en parlant des mauvais ménages.

Il y a dans Paris plusieurs milliers de couples bien assortis, honorables, riches, qui dînent en ville six fois par semaine, et donnent à dîner le septième. Les enfants ne vont pas dîner en ville avec leur père et leur mère les enfants ne mangent pas à table lorsqu'on a dix personnes à la maison les enfants dînent à part avec une bonne anglaise (c'est la mode) en attendant qu'ils aient gouvernante ou précepteur. Au moins le déjeuner se passe-t-il en famille ? Rarement. La vie de Paris, à mesure que nous allons, tend à devenir pour les adultes d'un certain rang, une vie nocturne. Les parents se soumettent à ce bouleversement de l'ordre naturel, parce qu'ils ne peuvent l'empêcher, mais presque tous tiennent la main à ce que leurs enfants se lèvent et se couchent aux vraies heures et fassent quatre repas sagement espacés. Cette vieille régularité qui maintenait en joie et en santé les pères de nos grands-pères, nous y avons renoncé pour nous-mêmes, mais nous y soumettons encore nos enfants. Presque tous il y a déjà des exceptions.

J'ai vu de petits bonshommes hauts comme la botte, de petites bonnes femmes grosses comme le poing, se lever tard, veiller jusqu'à minuit, boire du vin de Champagne, et se flétrir, on le devine, avant l'âge de la floraison. Laissons ces tristes phénomènes et revenons au commun des martyrs. On peut dire, en thèse générale, que les neuf dixièmes des enfants riches, à Paris, sont élevés par leurs domestiques.

Les papas vont crier à la calomnie. Et les mamans, donc ! Oui, madame, j'avoue que vous trouvez moyen de consacrer en moyenne cent vingt minutes par jour à votre petite famille. D'un heure à trois, c'est convenu. Et l'effort que vous faites est assez honorable pour qu'on vous en félicite, au lieu de vous chicaner

sur le peu. Vous vivez dans un monde où le mouvement, le bruit, l'ostentation, l'ubiquité sont de rigueur. Votre existence est prise dans un engrenage implacable, et vous avez vraiment du mérite à sauver deux heures chaque jour.

Quant à vous, cher monsieur, vous rejetez la faute sur le despotisme des affaires ; et tout le monde, hélas ! a des affaires aujourd'hui. Les millionnaires en ont autant, peut-être plus que moi qui suis un pauvre diable. Si l'on se résignait à n'avoir qu'un enfant, on pourrait se tenir à l'écart des affaires. L'enfant héritera de ses parents, tôt ou tard, et il ne se sentira pas trop déchu, quoique la pièce de vingt francs, qui est tombée à dix depuis quelques années, se rapproche insensiblement de la pièce de cent sous. Mais on se donne plusieurs héritiers, ne fût-ce que par prudence, en souvenir de notre condition mortelle. On ne veut pas qu'ils soient plus à plaindre que leurs parents : il faut donc les enrichir, et l'on se jette dans les affaires. Il en est de tout genre, de toute qualité, depuis les spéculations de bourse jusqu'à la politique et aux emplois.

Un bon père aujourd'hui travaille, fût-il riche, pour assurer l'avenir de ses enfants. Il veut gagner une dot à sa fille ; il se jette dans la politique et accomplit les douze travaux d'Hercule pour procurer une bonne sinécure à son fils.

Car il est à noter que les pères de notre temps ne comptent pas beaucoup sur l'activité de messieurs leurs descendants.

Michel Letellier comptait sur le sien ; il le faisait piocher comme un manœuvre aussi ce fils fut-il Louvois. Colbert ne gâtait point le marquis de Seignelay, qui devint sous ses yeux un excellent ministre.

Aujourd'hui, l'idéal des pères prévoyants est un emploi tranquille et bien rétribué, une recette générale ou tout au moins particulière. Cela n'exige pas un grand effort d'éducation. Pourvu que l'enfant se porte bien et qu'il atteigne sa majorité sans encombre t Le père se démène, il s'intrigue, il se pousse, il poursuit la faveur, il l'atteint, il la conserve, il s'y cramponne, et il revient de temps à autre à la maison savoir des nouvelles de son fils.

J'exagère ; je le sais bien. Mais si vous aviez une maladie dans le sang, je ne vous la montrerais pas à l'œil nu : je prendrais le microscope. C'est dans un microscope, si vous voulez, que j'ai vu la première éducation des petits Parisiens abandonnés aux domestiques.

Or vous savez, je pense, que la gent domestique s'est bien modifiée à Paris. Où sont-ils, les vieux serviteurs du bon temps, qui faisaient partie de la famille ? On pouvait leur confier sans crainte un garçon, voire une fille. Ils tutoyaient leurs jeunes maîtres, j'en conviens ; c'est un abus que les petites demoiselles et les petits messieurs de trois ans ne toléreraient plus aujourd'hui. Mais ils les aimaient en revanche, ils entouraient du respect le plus tendre et du soin le plus jaloux ces yeux naïfs et ces oreilles vierges. Les enfants, à leur tour, éprouvaient comme un sentiment filial pour ces vieux meubles, intelligents et dévoués, de la maison paternelle. Ils voyaient en eux comme des parents pauvres, sans jalousie et sans aigreur. Ce type que j'évoque en passant, n'a pas disparu de la France ; il a déménagé, voilà tout : vous le trouverez en province. Mais à Paris, les maîtres et les valets n'ont ni le temps ni le désir de se connaître. On se prend, on se quitte, on se donne réciproquement les huit jours tout le long de l'année. Tel maître congédie sa maison en bloc, tous les étés,

pour s'en aller à la campagne. Presque tout serviteur est en quête d'une place meilleure, j'entends plus lucrative en gages et en profits. Que beaucoup de ces malheureux rançonnent le fournisseur, fassent danser l'anse du panier, tirent profit de tout, jouent leurs économies à la Bourse, attendent le gros lot du Bureau-Exactitude ou de l'empereur Maximilien ; qu'ils soient souvent cupides au fond du cœur, cyniques en paroles ; que l'argent, dans leurs discours, tienne le haut du pavé ; qu'ils mettent au premier rang l'homme qui peut leur donner le meilleur pourboire et les plus grosses étrennes, c'est dans l'ordre. Je ne suis pas assez fou pour m'en scandaliser. Ils sont ce que le sort et l'éducation les ont faits. Mais qu'un père abandonne ses filles et ses fils à ces précepteurs en livrée, c'est ce que je supporte un peu moins aisément.

On tient beaucoup à ce que les jeunes filles arrivent jusqu'à leur mariage avec un bandeau sur les yeux. Les anciens raisonnaient autrement, mais n'importe. Je m'en tiens aux mœurs françaises et chrétiennes, et j'admets qu'une ignorance angélique soit le dernier mot de la perfection. Mais alors, ô jolies, spirituelles et intéressantes mamans, promenez vos filles vous-mêmes et ne les envoyez pas aux Tuileries sous l'aile d'une bonne qui va quérir son pompier.

Je sais bien que plus tard, vers la douzième année, vous mettrez votre fille au couvent. Le couvent ne lui apprendra rien, je l'accorde ; mais pensez-vous qu'il lui fasse oublier ce qu'elle a vu et entendu ?

Ce point touché, je n'appuie pas. Inutile de dresser la statistique des bonnes et des gouvernantes qui donnent des rendez-vous dans la chambre d'un enfant bien gardé. J'ai vu des fillettes de dix ans, imperturbables dans leur candeur artificielle, disser-

ter gravement sur les choux prolifiques et les rosiers féconds en marmaille ; entre elles, elles tenaient de tout autres discours. Mettez dans vos papiers qu'il y a fort peu d'imaginations enfantines qui n'aient été tachées peu ou prou par les discours ou les actions de vos valets. La grande précaution du couvent vient trop tard ; c'est enfermer le loup dans la bergerie. J'admire les mamans qui refusent de mener leurs filles au Gymnase quand elles sont allées au café des Aveugles avec leur bonne d'enfant. Une jeune dame, dont la famille est plus que millionnaire, m'a conté qu'elle avait dansé pour de l'argent dans le jardin des Tuileries c'était sa bonne qui la produisait en public et qui empochait les gros sous.

C'est dans la compagnie des valets que les futures mangeuses d'argent apprennent la plus sotte vanité de notre époque : la vanité d'argent. On leur met dans l'esprit qu'un riche vaut mieux qu'un pauvre, que les meilleures choses sont celles qui coûtent le plus cher ; que l'exercice le plus honorable est celui qui consiste à dépenser beaucoup d'argent. Les petites filles d'aujourd'hui ont encore des poupées, mais ce n'est plus pour s'amuser. C'est pour les faire voir, pour s'en parer aux yeux des autres fillettes, pour dire ce qu'elles coûtent, pour humilier tout enfant qui n'en a pas une si belle et si chère.

Mettez en face deux gamines, dont chacune a dans les bras une poupée Huret : la poupée de quarante francs humiliera celle de trente, d'abord parce qu'elle a les bras articulés, mais aussi, mais surtout parce qu'elle coûte dix francs plus cher. Une petite fille élégamment vêtue regarde de haut en bas celle qui s'ébat en blouse de toile, mais l'autre prend sa revanche au même instant :

« Votre père a-t-il des chevaux ?

— Non.

— Hé bien ! mademoiselle, mon père en a quatre à l'écurie. »

Il n'y a pas à répondre un seul mot ; la petite fille en blouse doit prendre le pas sur l'autre. Interrogez tous les valets et tous les enfants riches de Paris !

Deux marmousettes causent ensemble sur les bambins de leur connaissance.

« Moi, dit l'une, j'ai quatre amoureux.

— Mais lequel épouseras-tu ? Car tu sais qu'on ne peut en prendre qu'un.

— À la fois, c'est connu. Ma chère, je suis bien embarrassée. Jules sera très-riche ; il aura des chevaux. Mais Édouard est Américain, il retournera dans son pays, et c'est joliment chic, une femme qui voyage. Paul a un défaut, c'est qu'il louche, mais il sera baron ; je serais donc baronne.

— Et l'autre ? Il en manque un.

— Ah ! Prosper ? (On rougit). Il est joli, vois-tu ; c'est le plus joli petit garçon que j'aie vu de ma vie. Malheureusement il n'est pas noble, il n'est pas Américain, et son père est ruiné. Je ne l'épouserai donc pas, mais je l'aimerai bien tout de même.

Six ans plus tard, entendez-vous la même petite fille murmurer sa prière devant l'autel d'un couvent à la mode ?

« Sainte Vierge ! Qu'il soit riche, qu'il ait un nom et qu'il fasse tout ce que je voudrai ; je vous tiens quitte du reste ! »

Parmi les corrupteurs de ce joli petit sexe, il faut compter les amis de la maison.

Autrefois, nous donnions des bagatelles aux enfants de nos amis pour leur être agréables ; aujourd'hui celui qui donne est surtout occupé de se montrer riche et généreux. Je vois encore mon vieux camarade E. de V… (un marquis, s'il vous plaît) courant le boulevard, le 31 décembre, avec un grand panier qu'il remplissait aux petites boutiques. Je vois surtout la joie de la fillette qu'il éblouit le lendemain par le déballage de deux cents joujoux, tous différents. Elle les regardait de ses grands yeux, elle les aspirait de la bouche ; elle ne pouvait dire que deux mots : « Comment, encore ! »

La même enfant, cinq ans plus tard, ne s'amusait plus de rien : les petits meubles de Tahan, les livres illustrés, les bijoux l'avaient blasée. Une petite Parisienne se fait un écrin avant l'âge de dix ans. Ce n'est plus seulement à l'occasion des mariages, c'est à tout propos, à sa fête, à son anniversaire, à Pâques, au jour de l'an, qu'on s'amuse à la couvrir d'or. Les diamants ne sont pas encore de la partie mais on y viendra, n'ayez pas peur.

J'ai l'air de décrier le présent au profit du passé ; mais enfin rappelez-vous vous-même, homme ou femme, la terreur respectueuse où vous étiez dans votre enfance devant une pièce de cinq francs. Avant nous, la marmaille avait encore l'esprit plus modeste. Un mien oncle est entré à l'école navale d'Angoulême avec quarante sous que sa mère lui avait donnés il les garda deux mois dans sa poche, sans oser écorner la pièce. Les bambins d'aujourd'hui qui ont de l'or et des billets dans leur tirelire vont hausser leurs petites épaules. Eh ! chers enfants, l'écolier aux quarante sous est devenu un vrai homme, et il a fait un beau chemin.

Il y a bien des choses en ce monde qui se méritent et ne s'achètent pas. Vos domestiques ne vous l'ont pas dit ; c'est une lacune.

Il me semble que nous n'étions pas avares, malgré notre respect superstitieux de l'argent. Mais nous le regardions comme une denrée rare et chère, qu'on ne doit point dépenser légèrement lorsqu'on n'est pas capable d'en gagner par soi-même. Nous nous imaginions aussi qu'un enfant n'a rien à lui, que ses dix sous sont soumis à la volonté des parents comme celui qui les a dans sa poche. Aujourd'hui, une petite fille dit fort bien à sa mère : Ah ! tu ne veux pas me donner cette robe ? À ton aise ! J'ai cent francs, je l'achèterai.

Dans huit ou dix ans, la même petite personne dira peut-être à son mari : je ne vous demande pas cette rivière, je l'achète ; n'ai-je pas ma dot ?

Enfin, s'il faut tout dire, les frères collaborent ferme à l'éducation de leurs sœurs. Tout notre sexe met la main à ce chef-d'œuvre du dix-neuvième siècle, qui s'appelle une mangeuse d'argent. Aussi me vois-je obligé de remettre à huitaine la fin (ou tout au moins la suite) d'un discours peut-être

trop long.

Savez-vous rien de plus charmant que ce petit tableau de famille en plein air ?

La scène représente un contre allée du bois de Boulogne. Un grand jeune homme de vingt ans, beau garçon, cavalier parfait, galope côte à côte avec une jeune fille de seize dix-sept. À cinquante pas en arrière, un serviteur en livrée les accompagne.

Rien de plus honnête et de plus fier que le visage de l'adolescent ; rien de plus chaste que la physionomie de sa jeune sœur je vous défie de trouver deux fronts plus purs dans la troupe des archanges, cette cavalerie céleste. Le frère est si glorieux de son rôle, qu'il n'hésiterait pas à cravacher dix mille hommes en l'honneur de sa petite compagne. La sœur, animée doucement par la course, hume l'air avec un appétit charmant ; les ailes de son petit nez se dilatent et frémissent ; ses yeux brillent d'un éclat inusité ; à la joie de se sentir vivre s'ajoute une petite pointe d'orgueil bien légitime. Elle sait qu'on la regarde et qu'elle n'a rien à redouter de l'examen le plus sévère. Son cheval est de pur sang, son frère est très-gentil, la livrée de son domestique est d'un goût irréprochable, son amazone lui va bien.

Mais le joli petit couple en a rencontré un autre presque aussi jeune et pour le moins aussi brillant. C'est un garçon de vingt-cinq ans, un peu fatigué parce qu'il a passé beaucoup de nuits et que les nuits comptent double dans la vie. C'est une femme de vingt-huit à trente ans, enluminée comme une image et fringante à cheval comme le singe de l'Hippodrome.

Les deux garçons ont échangé un regard furtif sans porter la main au chapeau ; la fille de trente ans a toisé effrontément la jeune vierge de seize, qui ouvre de grands yeux et dit à son frère :

« Pourquoi donc ton ami Paul ne nous a-t-il pas salués ?

— Parce qu'il ne pouvait pas toucher à son chapeau sans commettre la dernière des impertinences. Tu n'as donc pas vu avec qui il était ?

— Si. Qui est-ce ?

— Grand baby ! c'est Bichette.

— Ah ! c'est Bichette. Et qu'est-ce que Bichette ?

— Comment ! tu vas avoir dix-sept ans, et tu n'as pas entendu parler de cette femme-là ? Moi, je la connais ; j'ai été au bal chez elle.

— Elle reçoit ?

— Tout ce qu'il y a de mieux en hommes, parbleu !

— Elle est donc mariée ?

— Certes ! Épouse illégitime du général Pavé !

— Tu te moques de moi.

— De fond en comble. Bichette, mon cher ange, est tout simplement une drôlesse numéro un, une fille qui a pour profession de ruiner les messieurs et de s'en faire deux cent mille livres de rentes. Comprends-tu ?

— À peu près. Mais alors pourquoi ton ami Paul, qui est si bien, se montre-t-il avec elle ?

— Tiens ! Mais parce que ça le pose en homme chic sur le pavé de Paris. Bichette a huit chevaux à l'écurie, un loyer de vingt-cinq mille francs, et plus de diamants dans son coffre-fort qu'on n'en voit en une soirée aux bals de la duchesse ***. »

Suit une longue série de détails intéressants sur le luxe de la demoiselle en question. La jeune fille ne les écoute pas, elle les boit avidement par l'oreille.

« Et tu connais cette femme-là ?

— Un peu, ma chère. Me prends-tu donc pour un enfant ? »

Voilà ce que la jeune fille la plus éthérée peut apprendre et apprend en moins de trois minutes. Calculez la somme de savoir qu'elle acquerra sans doute en quatre ou cinq ans, si elle va souvent se promener avec son frère ! Il n'y a pas de cicérone plus ferré sur le personnel, les mœurs et les finances du monde inférieur que ces belles innocentes aux yeux purs, aux lèvres dédaigneuses. Elles connaissent les noms, les chevaux, les livrées et trop souvent les aventures de M Bichette et de ses amies. Elles savent que celle-ci est très-drôle et celle-là bête comme ses pieds que l'une a de l'argent placé et que l'autre est criblée de dettes ; elles ont la mémoire farcie de descriptions fort exactes où les élégances ruineuses de ce singulier monde sont détaillées par le menu. Grâce aux renseignements d'un petit bonhomme de frère, elles peuvent vivre en esprit dans cette Amérique parisienne où l'on n'a qu'à s'abaisser pour prendre l'or à poignée.

Àforce de voir passer et repasser devant elles le vice triomphant, heureux et même honoré ; à force de voir les hommes les plus distingués par la naissance, le rang et la fortune, rendre des soins publics à M Coco, Bichette et Tata, elles perdent bientôt ce dégoût salutaire qui leur soulevait le cœur au spectacle de la prostitution. Dans le monde honorable qui les entoure, elles voient chaque matin un jeune homme affiché par les mœurs les plus scandaleuses épouser une innocente comme elles ; elles n'ont pas le droit d'espérer que, quand leur tour viendra de choisir un mari, on leur en fera faire un tout exprès.

Lorsqu'on énumère devant elles les cinquante ou soixante beaux noms qui s'entassaient la veille au soir dans les salons d'une fille, elles se demandent sans une répulsion trop marquée :

Lequel de ces messieurs sera le père de mes enfants ? Quelle veuve ferai-je en allant à l'autel ? Sera-ce Tata, Coco ou Bichette ? Elles savent aussi qu'au bout d'un certain temps les pères de famille retournent à leurs vieux péchés et que le mariage moderne se réduit trop souvent aux proportions d'une simple lune de miel. Ces enseignements ne leur permettent plus d'envisager le vieil Hyménée avec cette terreur profonde et pourtant douce qui serrait le cœur de leurs mères. Interrogez une jeune fille un peu franche, elle vous dira : « D'abord, il faut être mariée, puisque le célibat est une prison pour la femme. Les bons maris sont rares, il est vrai, ou plutôt il n'y en a plus ; mais n'importe : que je sois seulement chez moi avec ou sans enfants, je trouverai le moyen de n'y pas mourir d'ennui. »

Quelques-unes, les plus braves, se promettent de lutter, de défendre leur bonheur, de se cramponner au mari, de se faire plus séduisantes que les coquines de l'autre monde. C'est la grande exception, et d'ailleurs cette fantaisie inutile ne survit guère à la première expérience. Lorsqu'une jeune fille de quinze ans s'enferme dans sa chambre et se noircit les yeux avec une épingle enfumée, ou s'exerce à lever le pied devant une glace à la hauteur de son front, ne croyez pas que ces innocentes s'appliquent à dérober les secrets de l'autre monde pour conquérir plus sûrement leurs maris. Elles s'amusent, voilà tout ; elles font, pour tuer le temps, les sottises les plus originales dont on ait parlé devant elles. Elles continueront plus tard, avec plus de discernement, j'en conviens, ce système de récréations bizarres qui remplit bien ou mal ces pauvres petits cœurs vides, ces pauvres petits cerveaux creux.

Tandis que le laisser-aller des familles permet aux jeunes filles d'apprendre abondamment tout ce qu'elles devraient ignorer, on leur enseigne de moins en moins ce qu'elles devraient savoir.

Il faut rayer de la grammaire ce vieux dicton : telle mère, telle fille. Plus nous allons, moins les filles de la génération qui fleurit sont semblables à leurs mères.

Entrez dans une famille riche où trois générations féminines sont en présence : voici ce que vous verrez, j'en réponds.

La grand'mère, neuf fois sur dix, est une petite bonne femme exquise. Née à la fin de l'Empire ou dans les premiers jours de la Restauration, elle a gardé le goût des toilettes simples, l'amour des choses de l'esprit, le culte (comme on disait) des beaux arts. Sa mémoire est meublée de poésies un peu vieillottes ; elle a des cartons pleins de Romulus à l'estompe, de Niobides aux deux crayons, de fleurs qu'elle a dessinées elle-même d'après Redouté. Elle a tâté de l'aquarelle et essayé la peinture orientale ; une harpe ne fait pas peur à ses petits doigts maigrelets. Son écriture est de forme surannée, mais, sur le chapitre de l'orthographe, elle en remontrerait à MM. Noël et Chapsal. Dans la conversation, elle abonde peut-être en banalités et laisse échapper trop d'anecdotes, mais elle sait beaucoup, elle ne manque pas d'esprit, elle a trouvé le temps de penser à l'avance les idées qui sortent de sa bouche ; elle ne sera peut-être pas ce qui s'appelle amusante, mais je serais bien étonné qu'un homme intelligent s'ennuyât en sa compagnie. Son esprit est comme ces bons petits paysages de 1818, que les amateurs d'aujourd'hui relèguent au grenier, parce qu'ils sont exécutés dans le style bonhomme, mais où les curieux s'amusent un bon quart d'heure, parce que l'artiste y a fourré mille petits détails qu'on retrouve avec intérêt.

La fille, élevée sous Louis-Philippe, est un personnage moins futile et pourtant moins agréable. Elle a reçu ce qu'on appelait, vers 1835, une éducation sérieuse ; peut-être même a-t-elle passé un examen d'institutrice à l'hôtel de ville. La chose était de mode il y a vingt ou trente ans. Elle sait mieux compter que sa mère, elle sait moins écrire. Elle parle mieux, si l'on veut, elle cause moins bien. Elle est meilleure musicienne, mais avec trop de prétentions et surtout trop de théorie. Elle s'est fait un répertoire imposant de doctrines littéraires, artistiques, politiques et religieuses. Je la crois moins pieuse, dans le fond, que sa bonne femme de mère, mais elle est plus dévote et plus intolérante. C'est de son temps que le sexe féminin s'est laissé enrôler sous un drapeau.

Telle qu'elle est néanmoins, cette femme a des qualités très-estimables ; elle prend au sérieux son mari, son ménage et l'éducation de ses enfants. Si elle dépense trop, si elle est entraînée chez les brigands de la mode, c'est à son corps défendant, pour tenir son rang, pour payer un tribut nécessaire aux ridicules du jour. On lui ferait injure en la comparant à sa fille, cette petite personne de vingt ans qui se mariera la semaine prochaine et entreprendra le bonheur d'un monsieur, sans garantie du gouvernement.

Tout le monde l'a gâtée au logis, et personne ne l'a élevée. Sa mère avait des théories, mais elle a été si fort accaparée depuis dix ans par ses devoirs de salon qu'elle n'a pu songer à la pratique. Elle dit seulement, par acquit de conscience : « Nous n'avons pas été élevés comme vous, mes enfants. Jusqu'à mon mariage, j'ai mangé le pilon des volailles. Du temps de ma mère, c'était encore pis ; l'arête du turbot revenait de droit aux enfants.

Aujourd'hui, le blanc du poulet n'est pas assez blanc pour mademoiselle et il faudra lui servir les ortolans désossés. »

Cette mère, qui voit si juste, n'a jamais rien su refuser à sa fille c'est la mode ; que voulez-vous ?

La petite écrit comme un chat et s'en vante « C'est bien heureux, dit-elle ; si j'avais une écriture de curé comme grand'mère, ou si j'alignais des soldats sur le papier comme maman, on verrait mes fautes d'orthographe. » Elle ne sait ni le dessin, ni même la musique, mais elle sait une foule de plaisanteries charmantes sur les arts de désagrément. « Le piano, dit-elle, c'est portier comme tout. J'aime mieux acheter pour un louis de bonne musique aux Italiens que de m'en fricoter pour six sous de mauvaise. Quant aux arts du dessin, j'aime mieux m'en passer. Supposez que je m'y sois attelée pendant dix ans : serais-je seulement de la force de M. Ingres ? » En revanche, elle danse à merveille et lève le pied en famille après souper. Elle monte à cheval aussi bien que Cora ; c'est elle qui le dit ; au reste, Cora n'est pas du tout sa femme. Y a-t-il là-dessous une rivalité d'artiste ? Je ne sais. L'idéal du chic est pour elle Anna Deslions ; lorsqu'elle ne l'a pas rencontrée au Bois, elle a perdu sa journée.

L'hiver dernier, elle a échangé quelques paroles avec Thérésa, dans un concert du plus grand monde ; elle n'en est pas folle « Trop de chien à la clef, » dit-elle, car elle possède tous les argots, sans excepter le javanais. Cette petite merveille a usé trois ou quatre institutrices « qui l'embnuyaient à crever, » c'est toujours elle qui parle ; elle a suivi cinq ans le fameux cours de M. Tourniquet, vieillard inepte, mais consciencieux, qui serine aux petites Parisiennes les dynasties des rois d'Égypte. Elle n'a pas profité, mais pas du tout, et elle s'en vante. « Dame ! si les mi-

nistres et les millionnaires étaient au concours, on piocherait peut-être pour avoir le droit de choisir. Mais il n'y a pas d'examens à passer ayant le mariage. Je suis gentille, je porte bien la toilette, et j'ai ma dot : moyennant quoi, je suis sûre d'acheter un homme à ma guise. »

Son choix est fait, ou, pour parler comme elle, elle a fait sa dupe. C'est un homme de quarante ans, bien conservé. Il lui a fait la cour six semaines, tout juste : c'est elle qui a voulu abréger les délais :

« Bah ! nous n'aurons que trop le temps de nous connaître. »

Il a beaucoup vécu, et il se marie pour se ranger.

Par un instinct fort naturel, le cœur de ce garçon a voulu faire peau neuve ; respects, timidité, délicatesse exquise, tous les symptômes d'un renouveau moral apparaissaient à la fois.

A-t-elle ri, bons dieux ! Elle l'a bravement déconcerté par cinq ou six plaisanteries. Maintenant, ils sont camarades.

Le futur n'a plus de palpitations en tirant le cordon de sonnette ; il envoie son bouquet, fait sa visite quotidienne et pense que le mariage n'est pas si noir qu'on le disait. On les laisse en tête-à-tête ; ils font des listes, ils alignent des chiffres. Tout compte fait, on aura de quoi paraître ; c'est l'important.

On a trouvé un appartement modeste et, dans la même rue, une écurie avec remise. Vous pensez bien que mademoiselle, qui a roulé carrosse avec sa nourrice, ne se marie pas pour être à pied. On vivra simplement chez soi, ou pour mieux dire, on n'y vivra jamais. Tous les jours de l'hiver, dîner en ville (la liste est faite) ; des bals à discrétion, un abonnement à l'Opéra, un autre

aux Italiens, par tiers, avec des amis. L'été venu, on ira se mettre au vert chez la bonne grand'mère, et mener la vie de château. Monsieur a déjà changé son tailleur sur l'ordre exprès de mademoiselle : ses pantalons n'allaient pas bien ; c'est elle qui l'a dit.

Au milieu de ces arrangements, la grand'mère a laissé tomber une tuile : « Mais, étourdis que vous êtes, tous vos plans d'avenir s'en iront à vau-l'eau dès le premier enfant ! » Ils se sont regardés, ils ont regardé la grand'mère, et ils ont ri comme des fous. C'était bien la première fois que cette hypothèse se présentait à eux. « Au fait, a dit la jeune fille, un malheur est si tôt arrivé ! » Et de rire. Là-dessus, elle prend un paquet de forme oblongue qu'on venait d'apporter, elle le dépose sur le giron de la grand'mère et lui dit :

« Le problème est résolu. À vous le poupon, grand'mere !

— Et je le nourrirai, n'est-ce pas, gamine ?

— Fi ! l'horreur ! Est-ce qu'on n'a pas inventé des Bourguignonnes pour allaiter ces monstres-là ?

— J'ai bien nourri ta mère, et ta mère t'a nourrie.

— Eh bien ! ce n'est pas moi qui me laisserai sucer par un crapaud ! » (Historique.)

Quel ménage feront ces gens-là ? Je vous le donne à penser.

Voyez-vous beaucoup de différences entre cette jeune femme et les créatures qui cherchent leur vie autour des lacs du bois de Boulogne ? J'en vois une très-importante, mais une seule : la vertu. Même légèreté, même égoïsme, même vanité, même igno-

rance, même toilette, même équipage, même peinture aux joues et chignons du même faiseur.

Mais la vertu ! la vertu ! n'est-ce pas tout ?

Non, ma foi, si vous entendez par vertu un petit mérite local, le seul que les Turcs apprécient dans la femme. J'admets par bonhomie que cette jeune fille ne trahira jamais certain devoir du mariage. Est-ce tout ? Son mari sera-t-il heureux à ce prix ? Une femme peut vivre sans passion (d'autant plus que la passion n'est plus guère à la mode), et cependant afficher, ruiner, tuer à petit feu le pauvre diable qui lui a donné son nom.

Certes, il est ennuyeux de se voir montré au doigt dans les rues ; mais si le ridicule atteint injustement un pauvre homme trahi en plein, il ne ménage guère le mari qui assiste les bras croisés à la parade tapageuse et ruineuse de sa femme. Quel est l'affront le plus sensible ? Un adultère effectif, mais caché soigneusement, ou un scandale quotidien qui fait croire à cent adultères ?

Le plus triste de tout ceci n'est pas l'énormité des dépenses, quoique plus d'un mari, voire plus d'un amant, soit dévoré jusqu'à l'honneur par les petites dents d'une jolie femme. Quand les fils, qui ne font rien, auront mangé ou fait manger l'épargne de leurs pères, d'autres bras se mettront au travail, il se fera d'autres fortunes, et le progrès, un peu attardé, rattrapera le temps perdu.

Ce qu'il faut déplorer profondément, c'est la décadence d'un sexe qui a donné à notre pays la plus charmante moitié de sa gloire. Lorsqu'on vient de relire une lettre de M de Sévigné, ou simplement de causer un quart d'heure avec une des vraies femmes qui nous restent, on tombe au milieu de cinq ou six mangeuses à la mode, et l'on est presque effarouché. Il semble que le

langage, les idées, les sentiments de la mauvaise compagnie aient été colportés d'un monde à l'autre par les jeunes messieurs qui font la navette entre les deux.

Les critiques ont observé depuis quelques années que notre théâtre, le premier du monde, renonçait insensiblement à l'esprit et à l'étude pour exhiber des jambes, des étoffes, du clinquant et des pirouettes. Cette triste révolution menace d'envahir le grand théâtre du monde.

La Grève des Épouseurs

J'ai pour voisin de campagne un provincial dans mon genre, qui a fait ses études à Paris, et même, entre vingt et trente ans, quelques études sur Paris. Mais il n'y retourne plus de plein gré depuis qu'il est marié, père de famille, et absolument heureux dans son coin. C'est un homme vraiment bon, pour deux raisons sans réplique : d'abord parce qu'il n'a rien à désirer, ensuite parce qu'il travaille du matin au soir et qu'il dort du soir au matin. Les Parisiens fiévreux, qui font du jour la nuit, se moqueraient de lui et de moi, si je disais à quelle heure il se couche.

Cet homme, sur qui les poules semblent avoir déteint, a la monomanie du bien et du juste. Il s'insurge à tort et à travers contre les iniquités sociales ; c'est un vrai don Quichotte en chambre, toujours prêt à tomber sur l'ombre même des abus. Un de ses dadas favoris est l'esclavage auquel nous réduisons le sexe faible. Il a trop de bon sens pour rêver une invasion de jupes dans la politique, mais il tient et il maintient qu'au point de vue du cœur une femme vaut un homme, si tant est qu'elle ne vaille pas mieux.

Son équité voudrait que le sexe le plus faible ne fût pas condamné toute la vie à attendre le bon plaisir du plus fort. Lorsqu'il voit, dans un bal de province, une fille intelligente et bonne faire tapisserie de huit heures à minuit, ses nerfs s'agacent « Eh quoi ! dit-il, la pauvre enfant est soumise au caprice de neuf ou dix garçons ignorants et vulgaires dont le meilleur ne vaut pas son petit doigt ! » Je n'ai pas besoin d'ajouter que les vieilles filles, si injustement raillées en tout pays, sont le plus cher objet de ses sympathies. Il enrage de voir les carrefours de la vie honnête encombrés de personnes aimables et respectables, qui n'attendent même plus le bon plaisir de l'homme, et qui, pour consoler la douleur la plus amère, n'obtiennent que les ricanements du mépris. « Est-ce leur faute, dit-il, si elles n'ont pas trouvé quelques billets de mille francs dans leur berceau ? Or, il en faut au moins une poignée pour acheter un secrétaire de la mairie ou un employé des droits réunis. Pouvaient-elles amasser un capital par elles-mêmes ? Nous vivons dans un monde où la femme est exclue de tous les travaux lucratifs ! Or, la femme qui n'a pas les moyens de se payer un mari est condamnée par cela seul à une espèce de mutilation morale. Ses instincts d'épouse et de mère, tout ce qu'il y a de meilleur en elle s'atrophie, se dessèche et se brûle ; le corps même dépérit au bout d'un certain temps un être organisé ne se soustrait pas impunément aux lois de la nature. Il n'y a qu'un remède à cette consomption, et il est pire que le mal : la société, qui ne peut rien pour établir honnêtement la jeune fille honnête, la foule aux pieds dès qu'elle immole le devoir à l'instinct. »

Vous pouvez reconnaître à cet échantillon que les théories de mon ami ne sont pas d'un méchant homme.

Jugez de mon étonnement lorsqu'il entre chez moi, ce matin, au retour d'un petit voyage, et me dit en se frottant les mains d'un air guilleret :

« Savez-vous la bonne grève qui vient de se déclarer à Paris ?

— Il n'y a pas de bonne grève.

— Si ! il y en a au moins une ; et c'est celle que j'ai eu le plaisir de constater moi-même.

— Alors, j'y suis. Comme champion du beau sexe, vous prenez fait et cause pour les blanchisseuses de fin ?

— Vous êtes à cent lieues de la question, mon cher. La grève qui fait mon bonheur, c'est…

— Allez donc !

— La grève des Parisiens, qui ne veulent plus épouser les Parisiennes !

— Où diable avez-vous trouvé ça ?

— Mais dans le meilleur monde, à la fin d'un très-joli bal, chez mon camarade et mon ami M. Léon S…

— À l'heure du cotillon ? Les danseurs se sont retirés sur le mont Aventin ? Ils ont fait un pronunciamiento et demandé une augmentation de vingt-cinq pour cent sur toutes les dots ? Est-ce cela que vous voulez dire ?

— Je dis tout simplement que les jeunes gens de Paris ne veulent plus se marier à aucun prix, et qu'après avoir entendu froidement leurs raisons je les approuve, morbleu !

— Vous ? avec vos idées ?

— Moi ! sans démentir un seul mot de ce que j'ai toujours dit.

— Alors, expliquez-vous, car il me semble que je rêve.

— Mon cher, le bal avait été charmant, sans hyperbole, pour un bal de l'arrière-saison. J'y ai compté plus de quarante jolies personnes, femmes ou filles… on ne les distingue plus trop bien les unes des autres, car elles portent les mêmes robes et parlent à peu près de la même façon. Il n'y a que les diamants ! Mais beaucoup de femmes du monde laissent leurs diamants dans l'écrin au mois de mai. Les jeunes gens étaient fort empressés ; ils n'avaient pas cet air fourbu qu'on remarque chez eux à la fin du carnaval : la sève remonte dans les cœurs comme dans les arbres, et le printemps luit pour tout le monde. Je ruminais en moi ce joli vers de Musset :

Toute femme aujourd'hui doit désirer qu'on l'aime !

Et je pensais que réciproquement tout homme devait être en disposition d'aimer. Vous savez la réflexion de Frédéric II, par une belle nuit d'hiver, bien étoilée : « Voilà, dit-il, un temps qui donnera beaucoup de soldats à la Prusse. » Moi, je disais en aspirant les parfums du jardin par les fenêtres ouvertes : « Ces jolis bals de printemps doivent donner beaucoup de ménages à la France. »

Tous les invités, ou peu s'en faut, restèrent jusqu'au matin, et l'appétit des soupeurs dépassa les prévisions du maître d'hôtel. Il fallut diviser le public en trois fournées ; je crois même qu'on alla réveiller Tortoni et le café Anglais pour obtenir un supplément de vivres. J'étais de la dernière série, avec Léon S… et huit ou dix

danseurs intrépides qui donnèrent un fameux coup de dent. Quant à moi, vous savez, j'ai l'estomac campagnard, même à Paris. Que je veille ou que je dorme, mon appétit se couche à huit heures et le canon des Invalides ne le réveillerait pas. Je demeurai pourtant, sur les instances du cher Léon ; ne suis-je pas le seul ami qui lui reste du collége ? Il en avait sept ou huit, intimes comme moi, lorsqu'il s'est marié en 1850. Madame les a éloignés l'un après l'autre, celui-ci parce qu'il mettait mal sa cravate, celui-là parce qu'il manquait de religion, l'un parce qu'il avait épousé une personne trop simple, l'autre parce qu'il n'aimait pas la musique de Gounod. Le Parisien choisit ses amis lui-même, mais sa femme fait un travail de révision qui les élimine parfois jusqu'au dernier.

Quand la troisième série, dont j'étais, eut sucré son café et allumé les cigares, la conversation s'anima comme il arrive partout où le vin de Champagne a coulé. Moi qui n'avais rien pris qu'une tasse de thé, je payai mon écot par quelques réflexions sur les harmonies secrètes qui unissent le mariage et le printemps. Un immense éclat de rire accueillit mes paroles : je m'étais fourvoyé dans un guêpier de célibataires endurcis et un peu gris. Vous savez quel est le premier mouvement d'un homme qui tombe à l'eau : il cherche une branche. Je saisis Léon S… qui est des nôtres, lui ! et je le pris à témoin.

Léon secoua la tête et me dit : « Mon bon vieux, tu as vu ce soir pas mal de jolies filles ?

— Énormément.

— Pas tant que ça. Mais il y en avait sept qui peuvent passer pour jolies, qui appartiennent à des familles honorables, qui ont

reçu une bonne éducation de cours ou de couvent, qui ne manquent ni de santé, ni d'esprit, ni de grâce, et qui, malgré ces avantages, roulent depuis deux, trois, quatre et cinq ans travers tous les bals de Paris sans trouver qui les épouse !

— Quoi ! m'écriai-je, l'avarice des hommes a-t-elle fait de si grands progrès ? En sommes-nous descendus là que, faute d'un peu d'argent ?...

— Arrête ! Tu vas lancer une tirade inutile. Le vil métal, pas vrai ? Naïf homme des champs ! Le vil métal n'est pas ce qui leur manque. Elles sont dotées, ces colombes ! Si elles ne l'étaient pas, la chose irait de soi, et mon observation n'aurait plus aucun sel. Mais elles ont des dots, en espèces sonnantes. La plus pauvre des sept a quatre-vingt mille francs déposés chez le notaire ; la plus riche en a quatre cent mille en obligations du Nord ; les cinq autres sont échelonnées entre les deux chiffres que je t'ai dit. Et personne, j'entends aucun des hommes qu'elles pourraient accepter, ne veut ni d'elles ni de leur argent. On refuse avec acharnement ces petites personnes appétissantes et ces dots qui feraient ouvrir de grands yeux et de grandes bouches à tous les épouseux de la province. Qu'en dis-tu ?

— Je dis que tu te moques de moi, et que tu n'es pas aimable pour un ami qui devrait être couché depuis hier soir.

— Demande à ces messieurs ! Ils te diront tout d'une voix que ma maison n'est pas la seule où l'on constate ce phénomène. C'est partout la même histoire ; fais un tour dans les salons de Paris, et tu verras ! Vous autres provinciaux, quand vous voyez une fille de deux cent mille francs coiffer sainte Catherine, vous entrez en défiance, vous soupçonnez des tares occultes, vous vous dites qu'il y

a quelque chose là-dessous. Vous cherchez si les parents n'ont pas été en cour d'assises, si la jeune personne n'est pas épileptique ou si elle n'a pas eu des familiarités trop vives avec un petit cousin. À Paris, mon garçon, les filles de vingt-cinq ans n'étonnent plus personne. On sait qu'elles ont monté en graine, avec leur dot, parce que les hommes n'en ont pas voulu.

— Mais pourquoi ?

— Interroge ces messieurs ! Tu as là toute une tablée de célibataires. Moi, je suis marié ; si je plaidais la cause du célibat, j'aurais l'air de me plaindre, et d'accuser quelqu'un, ce qui est à cent lieues de ma pensée. »

Un bambin de dix-huit ans qui fumait un gros cigare en frisant l'espoir de sa moustache, prit la parole avec aplomb et dit :

« Ma parole d'honneur panachée, mon cher monsieur, votre innocence m'étonne. Le père Thibautodé, mon auteur, m'a laissé cent mille balles de rente. C'est le strict nécessaire pour un garçon posé comme moi sur le pavé de Paris. Mon écurie en mange la moitié à elle seule, et pourtant je n'ai que trois chevaux de course, ou, pour parler plus juste, deux et demi. Le reste me permet d'être aimé pour moi-même, en second, par tout ce qu'il y a de plus chic dans le monde de la crinoline. J'étais hier avec Nana, je la lâcherai ce matin pour Tata, à moins que le souffle azuré de la fantaisie ne me pousse dans le giron de Zaza. Je ne me ruinerai pas ; a pas peur ! je sais compter ; c'est tout ce que j'ai appris au collége. Je pense aller comme ça, tout doucement, jusqu'à ma dernière année, suivant l'exemple de plusieurs vieillards vénérables qui émaillent le boulevard. Avouez que je serais bien bon enfant de partager cette modeste aisance avec une bégueule

comme on en voit tant, et un tas de petits Thibautodé qui ne m'amuseraient pas du tout ! »

Ce petit homme, pourri avant d'être mûr, ne m'inspira qu'un profond dégoût. Je m'apprêtais à lui donner une leçon, mais son discours fut hué de telle sorte que mon éloquence eût été du superflu. Quand le tapage fut apaisé, un beau garçon de trente-cinq ans prit la parole et me dit :

« Ne croyez pas, monsieur, que l'égoïsme bête et le goût des plaisirs faciles soient les seules raisons qui nous détournent du mariage. Je ne suis ni un égoïste, ni un oisif ; j'ai travaillé pour moi toute ma vie, et si j'éprouve un regret, c'est, de ne pouvoir travailler pour une famille. Mais voyez où j'en suis, et dites-moi ce que vous feriez à ma place. Je me suis élevé, non sans peine, à un emploi de 12 000 francs ; mon revenu me suffit pour vivre. Si…

— Un instant ! m'écriai-je. Épousez une femme qui vous en apporte autant ! Voilà comme on fait les bonnes maisons !

— En province, peut-être à Paris, non. Vous ne savez pas, monsieur, ce que Paris est devenu depuis quelques années. Une femme qui m'apporterait douze mille francs de rente ajouterait beaucoup plus à ma dépense qu'à mon revenu. D'abord, elle entendrait dépenser elle-même en toilette, en mobilier, en dîners, en luxe de maison l'intérêt de son capital. Trop heureux si elle n'empiète pas sur les appointements de ma place ! La position que j'occupe lui ouvre les portes d'un certain monde ; par quels raisonnements lui persuaderais-je de n'y point aller ? Elle me répondrait sans hésiter : Eh ! monsieur, je ne vous ai pas épousé pour autre chose. Si je l'y mène, elle s'apercevra, dès la porte

d'entrée, qu'elle n'est pas aussi bien mise que Mesdames telle et telle ; elle n'exigera peut-être pas que je lui donne autant de diamants qu'elle en voit sur les autres ; mais, par compensation, elle voudra se faire habiller par le tailleur à la mode. Savez-vous ce qu'un bal coûte en moyenne au mari de la femme la plus raisonnable ? Trois cents francs ! Tirez-vous d'affaire avec un revenu de deux mille francs par mois. Je ne parle pas des enfants : qu'il en survienne un seul, nous serons sur la paille. Et lui, donc ! ce pauvre petit diable ! Quel héritage pourrons-nous lui laisser, sinon nos dettes ? En province, les gens de bien font presque tous des économies, parce qu'en province on vit pour soi. À Paris, les plus honnêtes gens font presque tous des dettes, parce qu'ils sont forcés de vivre pour les autres ! Je ne parle pas du célibataire : il a le droit d'être philosophe ; mais l'homme marié est l'esclave d'une esclave : il appartient à sa femme, qui appartient à la vanité. »

Je crus devoir protester contre une accusation si absolue.

« Monsieur, dis-je, il y a des femmes de bon sens, même à Paris. »

Ce jeune homme sourit poliment, et me dit avec condescendance :

« Oui, monsieur ; j'en connais plus d'une. Je crois même qu'en général la femme est plus raisonnable que l'homme ; elle est plus sobre, d'abord, et s'abstient de tous les poisons qui nous troublent le cerveau. Vous trouverez le bon sens chez les femmes du peuple, ces innocentes victimes du cabaret ; chez les femmes de la petite bourgeoisie, qui mettent sou sur sou pour l'échéance ou le loyer ; vous le trouverez plus haut encore, chez toutes les

femmes d'un certain âge, celles qui ont passé quarante-cinq ans et qui l'avouent. Celles-là ont reçu une éducation plus solide que les poupées à trente-six ressorts qu'on nous fabrique aujourd'hui ; elles ont eu le temps de lire, elles ont pris l'habitude de penser, elles habitent des hauteurs morales où le tapage des boulevards, les bouteilles cassées à la Marche et les chansons de mademoiselle Thérésa n'éveillent aucun écho.

« La folie que j'accuse ne sévit que dans un milieu spécial, une sorte de champ clos, où quelques milliers de femmes, inégales par le rang, la fortune, la naissance et la beauté, se démènent incessamment pour s'effacer les unes les autres. Ce milieu, où nous sommes jetés pour notre malheur, est ce qu'on appelle par excellence le monde. Les filles qui dansaient ce soir chez notre ami S… sont des filles du monde ; elles ne se marient qu'à la condition de devenir femmes du monde : or, l'obligation de loger, de voiturer, d'habiller et de farder une femme du monde, entraînée pour les steeplechases du monde, comporte aujourd'hui tant de dépenses que les célibataires intelligents ne s'y frottent plus.

— Mais, monsieur, répondis-je, il n'y a pas de plaisirs sans peines. Le bonheur coûte peut-être un peu plus cher Paris qu'en province, mais il est conséquemment plus vif ! »

Un autre interlocuteur, homme de quarante ans environ, partit comme une fusée :

« Le bonheur ! s'écria-t-il, de quel bonheur voulez-vous parler, je vous prie ? Je suis veuf, moi, et je vous jure qu'on ne me reprendra plus à ce bonheur-là. Je ne regardais pas à la dépense ; ma fortune n'est que trop grande pour le profit qu'elle m'a fait ! De tous côtés on m'offrait des dots à choisir j'ai dit : Non !

Puisque j'ai le moyen d'épouser une femme qui me plaise, prenons-la pauvre, elle nous en saura gré. J'ai donc fait une parvenue ! J'ai élevé à moi une de ces pauvres désolées qui promènent dans le monde un sourire forcé, triste amorce où personne ne mord ! Moi, j'ai mordu, v'lan ! Il y avait une famille, j'ai fait un sort à la famille.

« On m'a prouvé, chiffres en main, que pour produire mademoiselle et la mettre en lumière on s'était endetté de cent mille francs. J'ai payé. Il ne me restait plus qu'à encaisser mon bonheur : Ah ! la belle plaisanterie ! Ma femme avait dit comme moi sur toutes les questions, tant qu'elle n'avait pas été ma femme. Le lendemain du sacrement, elle a dressé la tête, roide comme aspic. Elle a démasqué toute une batterie de sottises vieilles et neuves, prêtes à mitrailler mon pauvre bon sens. Elle avait une foi à elle, des principes à elle, un confesseur à elle, une littérature, une médecine à elle, et tout un bataillon d'amies à elle, qui n'ont jamais été les miennes, grâce à Dieu ! J'ai des goûts simples, elle en avait d'autres. Mon père m'a laissé un nom auquel je tiens, et un titre dont je ne fais aucun cas : on est de son époque. Ma femme était de son époque, à elle ; le bonheur d'être marquise lui faisait sauter la cervelle au plafond. Elle m'a rétabli, bon gré, mal gré, dans ce coquin de marquisat, que je donnais au diable ; elle a tiré mes armes de la poussière pour les étaler partout : sur les panneaux de ma voiture, sur mon argenterie, mon linge, mes tapis, mes meubles ; pour un rien, elle me les aurait plaquées dans le dos ! Elle était née Dupont en ligne mâle et Mathieu en ligne féminine : épousez donc une bourgeoise par amour de la simplicité !

« Après deux ans de l'union la plus désunie qui ait jamais enchaîné un homme de bien, je n'étais plus ni maître ni valet dans

ma maison. Ma femme avait tout usurpé, avec une demi-douzaine de petites amies. On faisait des parties de médisance à mes dépens, chez moi, hors de chez moi ; il y avait sept bouches chrétiennes qui confessaient mes iniquités tous les samedis à je ne sais quel bon jésuite !

De guerre las, j'ai pris la porte, et je vous demande, à vous, monsieur le moraliste, ce que vous auriez fait à ma place ? Ma femme n'était pas une femme, mais quelque chose de creux, de remuant, d'échauffé, de mobile et de nerveux ; une fontaine de larmes, un orchestre de cris, une catapulte de convulsions, une bobine de Rhumkhorff. Et toutes ses amies (j'en ai compté six, mais peut-être étaient-elles douze), toutes ses amies lui ressemblaient comme autant de gouttes d'un même acide.

« Ma femme est morte, Dieu merci ! mais les autres vivent, et elles font école. Le monde parisien est à elles, et me préserve le ciel de troubler leurs ébats ! »

Tous les convives applaudirent cordialement cette tirade : j'en conclus que tout le monde pensait comme l'orateur avait parlé. Et moi qui ai prêché jusqu'à ce jour la sainte cause du mariage, je suis forcé de donner raison à la grève de Paris. »

Ainsi parla mon sage ami, et je ne savais que lui répondre, car je n'avais jamais eu vent de ces choses-là. Épouseurs de Paris, mettez-vous en grève, si bon vous semble, mais n'essayez pas de nous entraîner dans le mouvement ! Nous sommes gens de province, et nous avons les femmes qu'il nous faut, car nous prenons le soin de les façonner nous-mêmes. C'est la grâce que je vous souhaite.

La Médecine à Paris

Si par hasard quelqu'un de nos lecteurs s'est aperçu de mon silence, je le remercie cordialement et je lui fais ici mes plus humbles excuses. Le journaliste n'a pas droit à six mois de vacances, comme les sénateurs et les députés, ni même à deux, comme les magistrats, les avocats, les professeurs et les élèves. Le nom seul de notre profession indique assez que nous devons être toujours prêts et travailler tous les jours. Comme les boulangers, nous sommes les esclaves d'une nécessité quotidienne : le pain n'est pas plus indispensable à la vie des hommes civilisés que le papier noirci.

Mais pour être journaliste on n'en est pas moins homme, sujet à toutes les éventualités de la vie, le bonheur compris. Or, les émotions violentes, si elles ne paralysent point les bras du boulanger, troublent un peu le cerveau de l'écrivain. Et mieux vaut, selon moi, se présenter les mains vides que d'offrir au public les élucubrations d'un cerveau troublé. Ne rien dire est meilleur que dire des sottises, ne le pensez-vous pas, vous qui nous écoutez ?

Je connais un journaliste qui se leva de grand matin, le lendemain de son mariage, et se mit à écrire tout d'une traite, jusqu'au soir. Il le fallait ! Le journal, ou la revue, comptait absolument sur lui. Lui seul, à ce qu'on lui disait, était capable de sauver une publication fort malade. Il ne sauva rien du tout, on le devine, et très-probablement ce qu'il écrivit ce jour-là n'avait pas l'ombre du sens commun.

Àquelque effort qu'un homme se livre, il ne pourra tirer de son esprit que ce qui y est contenu. Or, il arrive qu'un sentiment ou une idée envahisse notre esprit de manière à en chasser tout le

reste. Le bonheur est comme un roi qui descend dans la maison d'un pauvre : il n'y a de place que pour lui. Donc ce pauvre diable d'heureux, dont je vous raconte l'histoire, était forcé de parler de tout, excepté de ce qu'il avait dans le cœur et dans l'esprit.

Je suppose que le tour de force est encore plus rude, quand il s'agit d'écrire auprès d'un berceau neuf. Car enfin, quoique les cœurs bien nés ne deviennent jamais indifférents aux affaires publiques, nous voyons au premier plan ce qui nous touche de plus près. Ce n'est pas de l'égoïsme, c'est de l'optique. Mettez-vous seulement la main devant les yeux, vous n'apercevrez plus rien dans la chambre.

Interposez entre le monde et vous une petite tête dans un petit bonnet, et vous assisterez à un joli phénomène que les astronomes n'ont pas encore étudie : une éclipse totale du Monde.

Les bruits s'éclipsent comme les objets, et par la même cause. Un simple cri, très-faible, vous empêche d'entendre le bruit du canon ; c'est le vagissement qui tonne et c'est le canon qui vagit, parce que l'un vient de la chambre voisine et l'autre du Mexique.

Je crois aussi que le bonheur est un élément impolitique au suprême degré, car il amollit en nous « ces haines vigoureuses » dont parle le Misanthrope. Tout est bien, rien n'est mal aux yeux de l'homme, dans ces moments, hélas ! trop rares, où il n'a rien à désirer. — Vous savez ? lui dit-on, M. Veuillot a fait une brochure.

— Ah ah ! ce bon M. Veuillot ! J'espère qu'elle a réussi, sa brochure.

— Mais c'est qu'elle n'a pas réussi du tout.

— Allons ! Tant mieux !

— Les négociations de M. Vegezzi sont terminées.

— Bien, cela, ! Ces pauvres cardinaux sont enfin réconciliés avec le roi d'Italie !

— Au contraire ! tout est rompu, ou (comme on dit officiellement) interrompu.

— À la bonne heure !

— L'Espagne se dispose à reconnaître l'Italie.

— Elle a raison.

— On dit aussi que le Portugal médite d'annexer l'Espagne.

— Il n'a pas tort.

— Nous avons fait un nouveau député en Auvergne.

— Bien ! Et qui ?

— M. Girot-Pouzol, un tout jeune homme.

— Parfait ! Il faut des jeunes gens à la Chambre, et dans le gouvernement aussi.

— Mais, M. Girot-Pouzol était le candidat de l'opposition.

— Où est le mal ?

— Mais, c'est que le préfet avait posé la question avec la dernière des imprudences. Il aura sur les doigts, ce malheureux préfet !

— Bien, bien.

— Vous trouvez ? Mais cette accident, survenu après tant d'autres, va ruiner le système des candidatures officielles.

— Tant mieux ! toujours tant mieux ! »

Voilà, mon cher lecteur, à quel degré d'optimisme le parfait contentement peut faire descendre un homme. C'est pourquoi je me sens incapable de traiter aucune question politique. Si je cédais au courant de bienveillance qui m'entraîne, je dirais que le pape est réconcilié avec les Romains, le czar avec les Polonais, l'empereur d'Autriche avec les Hongrois, M. Haussmann avec les Parisiens, l'empereur Maximilien avec les juaristes, Johnson avec Davis et M. Granier de Cassagnac avec la Révolution.

Je m'extasierais sur la hausse de toutes les valeurs de Bourse, j'admirerais l'activité féconde du Corps législatif, qui a fait si peu de discours et tant d'affaires, et voté toutes les lois que nous avions espérées. Mais je me sens incapable de rien critiquer aujourd'hui ; j'amnistie tout, sauf à me rattraper dans huit jours, suivant l'usage, et je commence un article d'observation pure, sur la médecine à Paris.

Le Parisien s'aperçoit à peine de ce qui change autour de lui. La transformation de la ville ne s'opère que par degrés, quelque zèle qu'on mette à tout faire à la fois, comme dans un changement à vue. Vous avez tout le temps de vous accoutumer aux nouveaux aspects, de vous blaser sur un square avant qu'il soit planté, et sur un boulevard de deux lieues avant qu'il soit bâti. Quand vous allez au bois de Boulogne par l'avenue de l'Impératrice, il vous semble que c'est la vraie route, la seule possible, et que les choses ont toujours été ainsi.

Il faut qu'un provincial arrive de son village, l'esprit farci de vieux souvenirs, l'ancien plan de Paris gravé dans la tête, pour vous rappeler que tout était autrement en 1845. Les démolitions, les reconstructions, les percements, les nivellements, tout ce qui s'est fait en détail sous vos yeux s'accomplit pour ainsi dire en un seul moment à sa vue.

Il voit crouler tout un quartier qui se tenait debout dans sa mémoire ; il voit sortir de terre ces longues files de maisons uniformes dont il n'avait aucune idée jusqu'à ce jour. L'improvisation gigantesque de M. Haussmann a pu frapper beaucoup de Parisiens dans leurs intérêts, leurs goûts, leurs habitudes ; elle ne frappe d'étonnement que les étrangers ou les provinciaux.

Cette réflexion s'étend à tous les changements qui se sont faits dans la vie parisienne. Ce n'est pas en un jour que le loyer d'une famille bourgeoise s'est élevé de 1500 fr. à 3000. Le filet de bœuf n'a pas monté brusquement de 1 fr. 25 à 2 fr. 50. Vous avez eu quinze ou vingt ans pour vous acclimater à la cherté de toutes choses. La transition n'est bien sensible qu'aux yeux d'un nouveau débarqué, le jour où il remet les pieds sur le macadam de Paris.

Il faut donc, pourvoir clair à vos propres affaires, emprunte rquelquefois les lunettes d'un simple provincial comme moi.

Àcent lieues de Paris, nous conservons facilement le souvenir de l'ancienne vie parisienne, car elle s'est transportée chez nous peu à peu, avec ses bons et ses mauvais côtés, ses avantages et ses inconvénients.

Nos loyers de 1865 sont à peu près les mêmes que vous payiez il y a vingt ans ; le vin, la viande et toutes les denrées se vendent

en province aux anciens prix de Paris ; l'élégance des femmes, le jeu et les autres plaisirs des hommes ont atteint le niveau parisien de 1840, sans le dépasser visiblement. Le bourgeois de Nancy ne ressemble pas mal au bourgeois de Paris dans les pièces de M. Scribe ; les vieux célibataires de Metz ou de Besançon semblent calqués sur les types de Béranger ; la jeunesse dorée de Marseille ou du Havre me représente assez exactement les héros parisiens de Balzac. Si la grisette rieuse et désintéressée, si l'artiste chevelu se trouvent encore en quelque lieu, c'est en province. Vous souvient-il de Bernardet, ce médecin de la Camaraderie, que Régnier représente avec tant de verve et d'esprit ? Il a quitté Paris depuis plus de vingt ans ; si vous voulez le voir, il faut courir à cent lieues.

Le but de Bernardet et de ses confrères du même temps était la clientèle. Avoir beaucoup de malades à soi, courir de l'un à l'autre, crever plusieurs chevaux par an, être éveillé dix fois dans la nuit : tel est encore l'idéal d'un jeune médecin en province. En 1865, à Paris, tout docteur qui a un peu d'ambition aspire à se passer de clientèle. Les plus grands et les plus célèbres obtiennent par leurs travaux et leurs efforts obstinés de n'avoir plus un seul malade à eux.

Comprenez-vous pourquoi ? Le labeur de la clientèle n'est pas seulement pénible et compliqué d'une responsabilité des plus lourdes : il implique un savoir étendu jusqu'à l'infini et une aptitude universelle. Mettez-vous un instant à la place de l'honnête et laborieux jeune homme qui, au sortir de l'école, arrive à Saverne, par exemple, et se charge de maintenir en parfaite santé deux ou trois cents familles. Il faut qu'il sache tout, qu'il ait tout observé, tout pratiqué, qu'il manie avec une égale dextérité les hommes,

les enfants et les femmes ; il doit être médecin, chirurgien, accoucheur, aliéniste, orthopédiste, spécialiste dans toutes les spécialités à la fois, car ses malades seront à lui et n'attendront rien que de lui : le médecin de petite ville est un médecin pour tout faire !

Il est presque impossible qu'un homme si occupé ajoute aucune découverte au trésor de la science. Trop heureux s'il trouve le temps de suivre à petits pas les progrès qui s'accomplissent loin de lui ! La clientèle, en le condamnant à savoir tout, lui interdit de rien trouver par lui-même. Il est forcé d'ensevelir dans un travail obscur, ingrat et mal payé, des facultés qui n'étaient peut-être pas médiocres.

Le médecin pour tout faire me rappelle ces horlogers du bon vieux temps qui savaient leur métier sur le bout du doigt dans toutes ses parties. Ils fabriquaient, assemblaient, finissaient par eux-mêmes toutes les pièces d'une montre, et ciselaient la boîte elle-même avec un soin irréprochable. Cela prenait six mois environ pour chacune ; ils en faisaient jusqu'à soixante ou quatre-vingts dans leur vie et mouraient sans avoir rien inventé. La division du travail a changé tout cela. Nous avons des horlogers qui laminent les ressorts, d'autres qui les polissent et d'autres qui les trempent ; chaque rouage est fait par un spécialiste qui le possède à fond ; les pièces sont assemblées par le plus habile homme et repassées par la main la plus délicate. Et à la tête de chaque fabrique il y a des horlogers qui n'ont jamais donné un coup de lime : ceux-là sont les ingénieurs de la chose ; ils inventent, perfectionnent et font exécuter. Moyennant quoi, il se fabrique infiniment plus de montres, elles coûtent beaucoup moins cher et le progrès va son train.

Il se fait dans la médecine une révolution du même genre. On a divisé le travail. Le domaine de la science s'est tellement étendu en tous sens, qu'un homme doué de facultés moyennes ne peut plus le connaître dans son ensemble et ses détails. Quelques savants se sont cantonnés dans des spécialités où ils excellent. Quelques autres ont grimpé au sommet d'une montagne, pour voir les choses de plus haut. Ils ne descendent plus sur le terrain de la pratique, mais on peut venir à eux et leur demander un conseil. Le médecin pour tout faire n'est pas mort, mais il a changé de rôle. Il est l'ami, le conseiller, le guide de sa clientèle ; il la mène aux hommes spéciaux qui guérissent tel ou tel mal.

Le type du médecin pour tout faire est cet excellent homme qui va tous les jours en visite chez le richissime baron de R... Ami de la maison, reçu à bras ouverts, il passe la famille en revue, et si l'un des enfants a le pouls un peu vif ou la langue chargée, il lui dit : Tu es malade ; fais appeler tel ou tel médecin.

Voilà un homme qui a de l'instruction et de la pratique, qui en sait assurément plus long que les arrogants petits purgons d'autrefois, si fiers de leur talent, si jaloux de leur autorité despotique, si ardents à repousser un intrus qui touchait à leur clientèle ! Il laisse à d'autres le profit et l'honneur de guérir ses malades ; il s'enferme humblement dans son rôle d'hygiéniste, de conseil et d'ami. Je le cite comme un type et non comme une exception il y en a cent à Paris qui professent la même modestie.

Dès qu'un malade est vraiment malade, le médecin pour tout faire se hâte de mettre sa responsabilité à couvert. Il appelle M. Bouillaud ou M. Trousseau, ou M. Rayer, ou M. Andral, ou M. Sée, ou M. Noël Guéneau de Mussy, ou M. Lorain, ou M. Tardieu si le cas est du ressort de la médecine ; il réclame les soins de M.

Malgaigne, de M. Michon, de M. Nélaton, de M. Richard, de M. Verneuil, de M. Broca, de M. Chassaignac, de M. Demarquay ou de M. Velpeau, s'il s'agit d'une opération chirurgicale.

S'agit-il d'un accouchement difficile ? Le médecin pour tout faire se récuse : il va chercher M. Campbell, ou M. Dubois, ou M. Pajot, ou M. Joulin, ou M. Moreau, ou M. Depaul. Vos oreilles, ô Parisiens, appartiennent à M. Bonnefont ou à M. Triquet ; vos yeux à MM. Desmarres père et fils, Sichel, Giraud-Teulon, Liebreich, Tavignot, E. Meyer, Wecker ; vos larynx à MM. Mandl, Fauvel et Moura. Les maladies de la peau relèvent de l'illustre Bazin et de son ingénieux élève M. Hardy ; les accidents de jeunesse vous adressent à Ricord, à Fournier, à Bassereau ; les maladies de l'urètre vous envoient chez Caudmont, Mallez, Civiale ou Mercier ; les hernies chez Dupré. MM. Huguier et Alphonse Guérin ont monopolise les maladies des femmes ; l'orthopédie est le domaine de M. Vincent Duval, son fondateur en France, de M. Bouvier et de M. J. Guérin, praticien remarquable, théoricien hors ligne, journaliste sérieux, le plus intelligent des jouteurs qui animent l'Académie de médecine. M. Duchenne et M. Tripier manient l'électricité avec gloire et l'appliquent au traitement des maladies nerveuses. Les maladies mentales, un peu trop négligées aujourd'hui, appartiennent à M. Baillarger, M. Falret, M. Merel de Rouen, M. Lassègne, M. Luys et M. Dally, qui est le Tardieu de la folie. C'est lui qui décide en justice si le criminel est responsable ou non.

Voilà une nomenclature un peu longue, mais est-ce ma faute, à moi, si les médecins éminents sont si nombreux à Paris ? Je n'ai nommé que les premiers, ceux qui n'ont pas besoin qu'on les fasse connaître ; encore est-il probable que j'en ai oublié plus

d'un. Les omissions, d'ailleurs, importent peu, car ce n'est plus le public lui-même qui choisit ses guérisseurs ; il s'en rapporte au choix du médecin pour tout faire et s'en trouve généralement bien.

Les hommes que j'ai cités sont tous des médecins sans clientèle : ils ne soignent ni une, ni cent, ni mille familles à Paris ; ils guérissent une ou plusieurs maladies. On les cherche et on les trouve dans leur cabinet le jour où l'on a besoin d'eux.

Je crois inutile d'insister sur les avantages de la division du travail. Il est trop évident qu'un homme muni d'une bonne instruction médicale doit devenir très-fort en peu d'années s'il concentre tous ses efforts sur un seul point. Le champ de la science est si vaste aujourd'hui que tous les médecins, sauf quelques hommes de génie, optent nécessairement entre la spécialité et la médiocrité. Je ne dis pas de mal des hommes médiocres ; ils sont souvent de bon conseil, et ils en savent toujours assez pour vous apprendre où le bât vous blesse. Mais quand vous êtes sûr d'avoir une dartre, adressez-vous à l'homme qui guérit les dartres, et ne vous informez pas s'il est en outre bon accoucheur. Ce n'est pas un long bail que vous passez avec lui ; il s'agit simplement de lui livrer votre peau afin qu'il la guérisse. Vous payerez selon vos moyens le service qu'il vous aura rendu, et vous ferez place à d'autres, qui s'en iront guéris à leur tour.

Il y aurait beaucoup à dire sur la rétribution des soins médicaux : c'est une question commerciale qui, comme beaucoup d'autres, est encore un peu dans l'enfance.

Lorsque le médecin n'était qu'un bon ami qui partageait son temps entre un millier de malades, on le payait à la visite comme

les fiacres à la course, que le malade fût tué ou guéri. Maintenant que la Faculté de Paris, par la division du travail, devient une sorte d'usine, une fabrique de santé où la province et l'étranger viennent s'approvisionner de longue vie, on arrivera peut-être à chercher des tarifs équitables et logiques. Je traiterai un jour de cette affaire, et de l'enseignement médical aussi, qui est une des graves questions de notre temps.

Mais, aujourd'hui, je me ferais scrupule de laisser cette esquisse sans rendre hommage aux ingénieurs en chef de la médecine moderne, à ces horlogers qui n'ont jamais fabriqué ni réparé une montre, et qui n'en sont pas moins les grands maîtres de l'art. Il s'agit, vous le devinez, des médecins adonnés à la science pure, ceux qui, non-seulement n'ont pas de clientèle, mais qui n'ont pas même de malades. Et pourtant la médecine moderne leur est redevable de ses plus belles découvertes, de ses plus admirables progrès.

Ces hommes placés au sommet de la science s'appellent Claude Bernard, Balbiani, Bouchardat, Littré, Charles Robin, Philippeaux, Davaine, Marey. Claude Bernard a touché à tout ; on en peut dire autant de Bouchardat. L'un a jeté les bases d'une rénovation complète de la médecine ; l'autre a trouvé de belles applications de la chimie. Balbiani est célèbre par ses études expérimentales sur les générations alternantes et sur les infusoires ; Philippeaux a fait avec Vulpian des recherches de physiologie expérimentale ; Davaine a étudié les entozoaires et le parasitisme interne, et Marey la circulation. M. Littré et Charles Robin, après avoir publié séparément tout un monde d'observations personnelles, de faits constatés, de lois découvertes, se sont réunis pour construire un vrai monument, le Nysten, livre unique, où

l'homme du monde aussi bien que le savant embrasse d'un seul coup d'œil la médecine moderne.

Pourquoi faut-il que ces grands esprits soient des mécréants de la pire espèce ? Cela gâte tout leur talent et annule tous leurs mérites. Peut-être pas à vos yeux, lecteur tolérant, mais aux yeux des Académies. L'Académie française a repoussé M. Littré ; l'Académie des sciences cherche un bon catholique, bien médiocre et bien soumis, pour l'asseoir dans le fauteuil de Charles Robin.

L'Enseignement médical et l'exercice de la Médecine

Vous avez décidé qu'avant de m'établir à mon compte et d'épouser ma bien-aimée Susannah, je devais achever mon éducation à Paris. M'y voici donc depuis trois mois, et j'emploie tout mon temps à suivre les meilleurs cours, à fréquenter les hôpitaux, à me frotter autant qu'il est permis, aux grands hommes de la science. Mes seules distractions sont la lecture de la Bible et la fréquentation de cinq ou six Américains respectables, installés en France depuis longtemps. Ils connaissent à fond les idées et les coutumes du pays, et j'apprends en leur compagnie mille choses que je n'aurais pu découvrir ou deviner par moi-même.

Pour vous dire comment la médecine s'enseigne, se perfectionne et se propage ici, il faut que je commence par vous faire connaître le peuple français, si peu semblable à nous et généralement à tous les autres hommes.

Chaque sujet de cet empire est installé pour toute sa vie comme le prophète Jonas le fut pendant trois jours. Figurez-vous, si vous le pouvez, trente-sept millions d'individus entassés dans le corps d'un animal gigantesque. Seulement la baleine s'appelle ici l'État.

La baleine mangeait, respirait et remplissait toutes les fonctions naturelles pour le prophète son prisonnier. L'État fait tout pour les Français ; aussi ont-ils pris l'habitude de ne rien faire eux-mêmes. Cette condition semble agréer à leur paresse et à leur timidité. Ils tremblent à la moindre colique, à la plus légère convulsion de leur enveloppe vivante ; il leur semble qu'en devenant libres, ils seraient inévitablement noyés. Toute révolution qui menace de leur ouvrir l'espace est désignée sous le nom de cataclysme, ou de catastrophe, et les plus honnêtes gens se mettent à calfater les flancs de la baleine. La baleine aurait beau leur dire : Allez dehors, vous me gênez, un peuple est lourd à porter, cher à nourrir ; tâchez de vous tirer d'affaire : ils se révolteraient contre elle, tant ils ont peur de ce fléau américain que nous nommons Self Help.

Dans notre admirable pays, l'individu apprend à ne compter que sur lui-même ; en France, les petits garçons de trois ans sont élevés dans le fétichisme de l'État. J'en ai rencontré un qui venait de recevoir un coup de poing sur l'œil, et qui, au lieu de riposter, menaçait son camarade du gendarme. Ce simple trait vous en dit plus long qu'un volume sur les mœurs du peuple français.

Les huit pages de ma lettre ne suffiraient pas à l'énumération de tous les métiers que l'État est contraint de pratiquer pour le soulagement des sujets. Je résume en disant qu'il est tout et qu'il fait tout. Mais la baleine n'a pas un million de mains dans le tube

intestinal ; il faut donc que l'État emploie une partie de ses sujets à faire la cuisine et les affaires des autres.

Le million de mains est prêté avec une sorte d'empressement par cinq cent mille individus qui prennent le nom de fonctionnaires. Ils ne sont pas très-largement payés, et leur rétribution est presque toujours en raison inverse de leur travail, mais ils travaillent assez peu, et ils jouissent d'une considération qui flatte leur vanité. Les principaux portent des habits dorés et autres insignes honorifiques. L'opinion place le dernier des fonctionnaires au-dessus du premier des citoyens, car il est quelque chose, et l'autre est simplement quelqu'un.

Les fonctionnaires petits et grands jouissent encore d'un avantage précieux : ils sont généralement irresponsables. Un ministre fait le bien ou le mal, à son choix, sans que la nation lui demande compte de ses actes ; un magistrat qui vous tient six mois sous les verrous par erreur ne vous doit pas même des excuses ; une femme appelée Doize, après avoir souffert injustement, a reçu des injures. Les fonctionnaires ecclésiastiques (car l'État se charge d'honorer Dieu pour ses sujets catholiques, protestants et juifs), les prêtres dis-je, parlent et agissent dans leurs fonctions, comme s'ils se sentaient irresponsables. Le médecin qui, par distraction, ordonnerait un gramme d'émétique au lieu d'un décigramme, tuerait son malade et ne devrait pas un sou d'indemnité à la famille, le malade fût-il un homme de cinq cent mille dollars.

Mais, direz-vous, cher maître, le médecin est donc un fonctionnaire dans ce vieux monde transatlantique ?

Les Français protestent que non ; il me semble que si, quoique le médecin ne prête serment à personne.

Dans la libre Amérique, le médecin est un commerçant, et il s'en fait gloire. Il achète un peu de science par son travail et quelques drogues pour son argent, et il vend le tout aux malades, plus ou moins cher, suivant les lois de l'offre et de la demande. On vient chez lui comme au marché, faire emplette de santé ; s'il commet une tromperie ou une bévue, il la paye.

Ici, rien de pareil. Le médecin est un particulier que l'État prend tout jeune et qu'il élabore pendant six ans, pour le rendre supérieur aux autres hommes. Lorsque le candidat, ou le surnuméraire, a dépensé six années de sa vie et 20 000 fr. de son argent, l'État lui fait subir un examen final, et le déclare apte à guérir toutes les maladies. Il l'investit d'un pouvoir illimité, que Molière (un vieil auteur français) a défini en vers macaroniques :

Ego cum isto boneto
Venerabili et docto,
Dono tibi et concedo
Virtutem et puissanciam
Medicandi,
Purgandi,
Seignandi,
Perçandi,
Taillandi,
Coupandi,
Et occidendi
Impune per totam terram.

Ces vers sont empruntés à une pièce fort comique, qui date de presque deux siècles. Le prologue, qui ne se joue plus, contient une mention qui paraîtrait bien étrange aujourd'hui.

Le théâtre représente un lieu champêtre et néanmoins fort agréable.

Vous voyez, mon cher maître, que les goûts de l'homme ont bien changé depuis l'année 1671, mais le diplôme de médecin français n'a rien perdu de sa vertu première. C'est toujours un firman qui permet à quelques privilégiés de s'ébattre à travers l'existence des hommes comme un taureau dans la boutique d'un faïencier. Avez-vous le bonnet ? vous pouvez tuer impunément dix mille hommes. Mais si vous n'avez pas le bonnet, il vous est interdit de guérir votre concierge. Tous les bonnets doctes et vénérables se soulèveront contre vous, et les tribunaux vous condamneront pour exercice illégal d'un art privilégié.

Si pourtant j'ai la vocation et une certaine aptitude ? si j'habite un village privé de médecin à diplôme, et si, par un travail assidu j'arrive en deux ou trois ans, à soigner tant bien que mal mes voisins et leurs bêtes ? si j'accepte loyalement la responsabilité de mes bévues et si j'entreprends de guérir le prochain à mes risques ? Interdit. L'État a fait une grande route, il faut la suivre. Les chemins de traverse sont condamnés. Mais je n'ai pas six ans à perdre sur les étapes de la grande route !

Je n'ai pas vingt mille francs pour dorer les bornes kilométriques ! Tant pis pour moi.

L'État prend à forfait la vie et la santé des citoyens ; il délègue son pouvoir médical à ceux qu'il juge dignes du bonnet ; il est prêt à frapper l'usurpateur qui leur fera concurrence.

Grâce à ce système libéral autant qu'ingénieux, la France, mon cher maître, abonde en médecins inférieurs aux nôtres. Mettez-vous à la place d'un malheureux garçon qui a épuisé toutes ses

ressources pour gagner le fameux bonnet. Un bonnet ne se mange pas ; or, il faut vivre : il faut se mettre à l'œuvre et gagner n'importe comment le pain de chaque jour.

À Paris, on se démène, on intrigue, on fait la cour aux portiers des maisons riches ; on s'extermine en démarches humiliantes et stériles, juste au moment où l'on est assez jeune et assez près de l'école pour commencer des études sérieuses. En province, même jeu ; on se remue peut-être un peu moins, mais on vit plus misérablement encore. Il suit de là que les neuf dixièmes des médecins à bonnet restent sur le peu qu'ils ont appris à l'école et sont perdus pour le progrès de la science. Et pourtant quelques-uns dans le nombre auraient été des hommes de talent !

La perspective de ces misères physiques et morales décourage bien des gens. On commence à manquer de médecins dans les campagnes. Mes amis m'ont cité tel village où le médecin ne gagne pas, en travaillant, l'intérêt des 20 000 francs qu'il a dépensés. À ses côtés végète un vétérinaire aussi malheureux que lui. Un seul homme suffirait à soigner bêtes et gens ; mais l'État n'admet pas ce genre de cumul. Il sait pourtant qu'un médecin ne serait pas plus sot s'il faisait un peu de pathologie comparée, et qu'un vétérinaire ne tuerait pas un cheval de plus s'il avait l'occasion de se perfectionner sur les chrétiens. Non, le bonnet de docteur et le chapeau du vétérinaire ne doivent pas coiffer la même tête ; il y aurait encombrement.

Vive notre pays, cher maître, et vive la liberté ! N'est-il pas naturel qu'un père de famille choisisse librement le médecin de sa femme ou de ses bœufs ? Que d'un autre côté tout homme intelligent et capable puisse entreprendre à ses risques et périls la guérison des hommes et des animaux ? Ainsi fait-on chez nous, et

les races humaine, chevaline, ovine et bovine ne s'y portent pas plus mal qu'en France, au contraire.

Les Français craignent-ils de voir les vrais savants délaissés pour les médicastres ? Allons donc ! le malade a trop d'intérêt à se fournir de santé aux bonnes sources. Il va, coûte que coûte, porter sa peau aux princes de la science, à ceux qui ont fait leurs preuves, écrit des livres, publié des mémoires ; à ces hommes éminents que l'État, déjà nommé, marque d'un sceau spécial et recommande ainsi à la confiance publique.

L'État ! toujours l'État ! Lui seul est compétent sur toutes les matières dans ce benoît pays de France. Il a beau se récuser par modestie et par fatigue, on le consulte malgré lui. Il faut, bon gré mal gré, qu'il juge, qu'il prononce, qu'il décide. On veut avoir une opinion officielle sur la médecine homœopathique comme sur l'emplacement d'Alésia.

Les emprunts étrangers, les loteries à cinq sous, les tableaux de M. Gudin, la science de M. le Verrier et les plus admirables choses de cette époque n'auraient pas fait fortune sans l'approbation de l'État. On porte les couverts à la Monnaie pour que l'État y mette son contrôle, les livres au ministère de l'intérieur pour que l'État les estampille ; chaque citoyen ou sujet se porte lui-même aux antichambres et aux bureaux dès qu'il croit valoir quelque chose, et sollicite humblement quelque signe distinctif, une sorte de timbre apposé par l'État.

Aux yeux du bon public, la valeur d'un tableau varie entre cent francs et mille louis d'or, selon que l'artiste est un refusé, un reçu, un médaillé, un décoré, un officier ou un commandeur, comme M. Gudin, par exemple. Un axiome mathématique est évident par

lui-même ; mais il gagne en autorité s'il est signé d'un sénateur. Les comédies paraissent plus comiques, les romans de la Revue des Deux-Mondes paraissent plus touchants, si l'auteur qui les signe est un académicien. L'Académie n'est pas l'État, direz-vous ? C'est bien mieux ! c'est un État dans l'État !

Dans cet admirable pays où l'on n'est guère par soi-même, mais où l'homme est jugé sur l'emploi, un médecin qui veut se mettre en vue, devenir quelque chose et vendre la santé au plus haut prix, n'a qu'une voie ouverte devant lui : l'enseignement. On enseigne à la Faculté ; on enseigne dans les hôpitaux.

Non-seulement le Français n'a pas le temps de peser les mérites de chacun, mais il n'en a même pas l'idée. À ses yeux, le corps médical se divise en docteurs simples, excellents pour les engelures et le coryza, en docteurs décorés qui valent de cinq à dix francs par visite, et en illustres professeurs contrôlés et garantis par la plus haute confiance du gouvernement.

Ici, cher maître et cher beau-père, il n'y a point de patriotisme qui tienne. Je tire mon chapeau, n'ayant pas de bonnet, et je m'incline avec respect devant la grande École de Paris. Nous la dépasserons sans doute un jour, car l'Amérique est la tête du monde ; mais, jusqu'à nouvel ordre, ces messieurs sont plus forts que nous. Non-seulement les maîtres de Paris, mais ceux de Montpellier, de Strasbourg et de plusieurs autres villes. Je le dis sincèrement et provisoirement : les grands médecins de la France ne craignent aucune rivalité, pas même la nôtre.

J'espère, Dieu aidant, que dans une vingtaine d'années il n'en sera plus de même, et voici mes raisons.

L'état-major des hôpitaux et de la Faculté se compose aujourd'hui d'hommes supérieurs qui ont tous, en leur temps, agrandi le domaine de la science. Je crois voir des géants associés qui tous, dans des directions différentes, ont conquis chacun sa province et créé un vaste empire. Le crédit dont ils jouissent et qu'ils doivent à leur position officielle plus qu'à leurs admirables travaux, a tenté naturellement les meilleurs élèves de l'École. L'élite des étudiants se rue dans les concours ; on se dispute les chaires vacantes et surtout les hôpitaux. Pensez donc ! un jeune homme qui aurait la fortune de devenir le collègue de Velpeau serait immédiatement son égal aux yeux de la foule.

La concurrence a rendu, comme il convient, les juges plus exigeants. Entre dix candidats, qui n'ont pas eu le temps de rien chercher par eux-mêmes, il est juste de choisir celui qui possède le mieux les vérités découvertes par autrui. Il faut donc que les futurs collègues de nos maîtres connaissent dans ses moindres recoins le vaste empire qu'on a conquis avant eux. Plus ce champ est étendu, plus il faut de temps pour le parcourir, plus on risque d'arriver fourbu au terme du voyage. Que dis-je ? On y arriverait vieux, si l'on n'avait pas de bonnes jambes.

Aujourd'hui, les jeunes professeurs de l'École, les jeunes médecins des hôpitaux touchent le but vers l'âge de 35 ou 40 ans. Jusque-là, qu'ont-ils fait ? Ils ont passé leur jeunesse à préparer des concours, c'est-à-dire à charger leur mémoire de toutes les connaissances qui pouvaient les faire valoir dans un petit nombre d'épreuves déterminées. Ils sont ferrés sur tous les détails de la médecine courante, sauf peut-être la thérapeutique, car il est de bon goût de s'étendre sur la question de manière à manquer de temps, et d'aborder là thérapeutique au moment où l'horloge

vous coupe la parole. Les pauvres candidats sont bourrés de détails, chargés de faits, courbés sous le poids des observations recueillies par leurs maîtres ; on n'exige pas qu'ils exposent des vues générales ; je crois pourtant qu'on le leur permet par tolérance. Cette méthode permet à l'École de recruter d'excellents élèves, qui pourront faire un jour d'excellents professeurs. Mais ils ont passé l'âge des recherches originales, des idées neuves et hardies ; ils prendront difficilement l'habitude de rien tirer de leur propre fonds. Quelques-uns sont tellement empêtrés de leur science acquise qu'ils ne comprennent même pas le mérite de l'invention.

Un excellent professeur de l'École à qui l'on demandait « Pourquoi ne vous présentez-vous pas à l'Institut ? Claude Bernard a des chances, vous en auriez autant que lui, » répondit naïvement :

« Mais c'est juste. Tout ce que Bernard a fait, je le sais aussi bien que lui, et je sais bien des choses qu'il ne sait pas. »

Cher maître pesez bien cette réponse. Elle met a découvert le défaut de la cuirasse.

J'avoue pourtant que la gymnastique des concours n'a pas mis sur les dents ceux qui ont eu l'esprit d'arriver jeunes, comme Lorain, Fournier, Axenfeld, Luys. Mais neuf professeurs sur dix rappellent ce personnage de vaudeville qui était abruti par la lecture. Ils savent trop ; ils ploient sous le travail d'autrui. Ils ont marché tant et tant sur les routes et les chemins vicinaux de leur empire qu'ils n'ont plus la vigueur nécessaire pour conquérir une bicoque.

J'espère donc, en bon patriote, que les Français ont fait une sottise en jetant la fleur de leur panier dans l'enseignement médical. Ce qui m'enfonce dans cette idée, c'est que parmi les idées nouvelles, les découvertes médicales qui réalisent un progrès scientifique, il n'y en a pas une qui sorte de l'École ou des hôpitaux. Que vous en semble ?

Au moins l'enseignement payera-t-il à la France ce qu'il lui coûte ? Je n'en suis pas bien sûr. Il est très-brillamment organisé, et médiocre au point de vue scientifique. Il sert à maintenir un bon niveau moyen, mais c'est tout.

Ce qui préoccupe bien autrement mon amour-propre national, c'est la création d'un enseignement libre à côté et souvent au-dessus de l'école. Chaque fois qu'un docteur jeune ou vieux a quelque chose à enseigner, il ouvre un dispensaire particulier, invite ses confrères à l'entendre et s'improvise orateur. Orateur n'est pas le mot : les orateurs sont assis dans les chaires de l'École ; mais il professe ce qu'il sait, et, n'étant pas payé pour allonger la corde, il s'arrête dès qu'il n'a plus rien de nouveau à nous dire. J'ai suivi plusieurs de ces cours et j'y ai rencontré bon nombre de médecins étrangers attirés à Paris, comme moi, par la renommée de l'enseignement officiel. Nous entendions professer dans ces cliniques libres ce que l'École répétera dans quinze ou vingt ans. Nous y prenions des notes, puis nous allions à l'École, comme au spectacle, et nous applaudissions l'éloquence ou l'esprit d'un admirable parleur.

Voilà cher maître et vénéré beau-père, les impressions d'un loyal Américain sur cette illustre École de Paris. Je compte que vous garderez ma lettre pour vous, car Susannah n'y comprendrait rien, et votre voisin le Français dirait que je paye d'ingrati-

tude l'hospitalité de son pays. J'ai réglé mon dernier compte au Grand-Hôtel moyennant 710 fr. pour la semaine.

Votre bien dévoué,

Jonathan Doyouknow.

La Résurrection des Communes

Un journaliste ne peut pas répondre dans son journal à toutes les lettres qu'il reçoit. Le Times ne serait pas assez grand pour loger une telle correspondance. Nous sommes ici quinze ou vingt rédacteurs ordinaires ; chacun de nous décachette en moyenne deux ou trois lettres par jour. Quant à notre rédacteur en chef, je parie qu'il ouvre régulièrement sa douzaine. Or, tous les citoyens qui nous font l'honneur de nous consulter ne seraient satisfaits qu'à demi si nous imprimions les réponses sans les demandes. Quelque avides qu'ils soient de connaître notre avis, ils désirent par-dessus tout se lire eux-mêmes : le moyen, s'il vous plaît de contenter tant de monde ? Ce n'est pas qu'on ne nous adresse souvent des choses excellentes et dignes de la plus large publicité, mais elles arrivent presque toujours en temps inopportun, à propos d'une question épuisée ou du moins oubliée.

Les sujets qui alimentent la presse quotidienne sont en général assez vastes pour être presque inépuisables : aussi n'avons-nous pas la prétention d'en épuiser aucun. Notre art consiste à les toucher l'un après l'autre avec la précision dont nous sommes capables, chaque fois qu'ils sont remis à l'ordre du jour. Celui qui veut approfondir une question de telle sorte que personne n'ait

un mot à dire après lui, doit se renfermer dans un livre. Sous cette forme, il s'introduit chez-vous, s'installe à votre chevet, vous expose son affaire à loisir et ne vous quitte pas qu'il ne vous ait convaincu. Le journaliste agit d'une tout autre sorte. Il guette son public au coin des rues, il se tient, les mains pleines, à l'angle des boulevards, il épie le visage ondoyant et multiple de la foule et cherche à deviner la nature et la dose des vérités qu'elle consommera volontiers aujourd'hui. Examen fait, nous enfournons dans l'œsophage public un aliment prêt, à demi élaboré pour qu'il soit de concoction plus facile, et nous varions incessamment ce bol intellectuel, car c'est la variété des mets qui maintient l'homme en appétit.

Un bon bourgeois, dans sa maison provinciale ou dans son appartement de Paris, ignore cette difficulté, qui est la principale du journalisme. Il ne soupçonne pas la loi de notre profession telle qu'elle est formulée dans un vers de la Fontaine :

Rien ne sert de courir, il faut partir à point.

Il poursuit à loisir l'idée qui lui semble vraie ; il l'étudie sur toutes ses faces ; il la complète, la tempère, la corrige en toute sécurité, et quand il est content de son travail, il nous l'apporte ou nous l'envoie : « Prenez, dit-il et servez chaud ! » C'est bien facile à dire. Mais si le public n'a plus faim ? ou s'il a faim d'autre chose ? Faudra-t-il pour vous plaire, que nous indisposions nos lecteurs ?

C'est, quatre fois sur cinq, à la suite de nos articles qu'on vient nous suggérer ce que nous avons omis. Nous le savons ; vous ne nous apprenez pas qu'un article de journal est incomplet par essence. Le forgeron qui a frappé dix bons coups sur un fer rouge

ne croit pas que la pièce soit faite et parfaite. Il la quitte pourtant et va s'escrimer sur une autre, sauf à reprendre la première en son temps, lorsqu'elle sera retournée au feu. S'il s'obstinait à unir d'emblée tout ce qu'il ébauche, le métal serait bientôt écroui.

Voilà bientôt un siècle que l'esprit public est martelé vigoureusement par la presse. A-t-il gagné à ce travail ? Commence-t-il à prendre figure ? Ressemble-t-il à quelque chose de propre et de civilisé ? Nul n'en doute. Mais sachez qu'on n'est arrivé à ce résultat qu'en portant le marteau sur toutes les aspérités l'une après l'autre. On renfonce aujourd'hui un préjugé, demain un monopole, un abus de la force, une injuste prétention de la faiblesse et de l'ignorance. Il faut s'y reprendre à cent fois pour obtenir la réforme la plus légitime.

Comptez les coups de bélier que nous avons donnés en dix ans dans les portes de Clichy. Elles tiennent toujours bon, ces portes injustes et maudites ! Elles tomberont bientôt, la chose est sûre ; il n'y a plus qu'un dernier coup à frapper. Mais à quand le moment opportun ? Aujourd'hui ? Non. Le démolisseur le plus vigoureux se fatiguerait en pure perte. Il faut attendre que la question soit remise à l'ordre du jour et que le public, comme les Chambres, en soit saisi de nouveau. Les meilleurs arguments publiés aujourd'hui feraient plus de mal que de bien aux pauvres prisonniers pour dettes.

La grande affaire du jour, ou pour mieux dire la seule, est la prochaine élection des conseillers municipaux. Tous les esprits sont tendus vers cet événement, qui commencera peut-être une révolution pacifique. On peut donc en parler tout à l'aise, sans crainte de fatiguer le public. Et l'opportunité du moment me per-

met d'imprimer une lettre que j'ai reçue en temps utile, dans la primeur de la question :

« Molinchart (Saône-et-Garonne), le 10 juillet 1865.

« Enfin, nous arrivons aux élections municipales. J'attends cet heureux jour depuis cinq ans, vous le savez, pour prendre une revanche éclatante. La bataille sera rude chez nous, mais les bons sont en force. Le maire n'a pas encore publié sa liste officielle ; le sous-préfet se cache sous sa tente ; le préfet a publié une circulaire empreinte de la modération la plus irréprochable : Il reste neutre, donc il a peur. La Société de Saint-Vincent de Paul est rentrée dans ses trous : elle garde sa liste pour le dernier moment, mais elle trouvera à qui parler, je vous jure. Ma liste, à moi, n'est pas tout à fait arrêtée, et je ne ferai rien sans votre avis. Voici ce qui me semble juste et politique :

« 1 Éliminer en bloc l'ancien conseil municipal, élu il y a cinq ans sous la pression du maire et des gendarmes ;

« 2 Exclure a priori les fonctionnaires, les riches, les dévots, les beaux parleurs, les hommes soi-disant compétents qui ont la fatuité de se croire indispensables, les libéraux douteux dont la politique neutre donnerait une couleur équivoque au scrutin ;

« 3 Recruter mes vingt-trois conseillers dans les éléments les plus énergiques de la bourgeoisie et du peuple ; inscrire en tête un ancien martyr dont le nom seul ait la valeur d'une protestation (j'ai ça) et mettre en queue un pauvre diable à moitié fou, qui court presque nu dans les rues. Supposez que la liste du maire arrive juste après la nôtre, l'épigramme sera parlante et l'on rira dans les quatre-vingt-neuf départements ;

« 4 Je ne me porte pas moi-même. Ce n'est pas un mandat que je veux obtenir, mais une leçon que je veux donner.

« Que vous semble de mon projet ? Répondez-moi dans votre prochain article de l'Opinion nationale, et faites de ma lettre tel usage qu'il vous plaira.

« Bousingot. ----------
« Ancien candidat à la Constituante. »
(12 027 voix.)----------

L'homme qui m'écrit cette lettre un peu passionnée est un des plus honnêtes et des plus droits que je connaisse. Il occupait un emploi lucratif en 1849. Il l'a perdu volontairement plutôt que de renier une seule de ses idées. L'industrie lui a refait une petite fortune dont il jouit honorablement. Il partage son revenu avec les pauvres et les persécutés, si tant est qu'il y ait encore des persécutés à Molinchart. Mais il n'entend rien, ce me semble, à la question municipale. Je voudrais l'empêcher de faire une sottise, et je m'empresse de lui répondre à la place et, dans la forme qu'il a désignée lui-même

« Saverne, 15 juillet 1865.

« Ce n'est pas à un Français de votre caractère que je conseillerais de recevoir les coups sans les rendre. Si le préfet, le sous-préfet et le maire font mine de vous traiter en esclave, et Molinchart en pays conquis, défendez-vous, morbleu ! et usez de toutes les armes permises par la loi. Vous trouverez à Paris des manuels électoraux, des consultations, une collection de jugements et d'arrêts instructifs, tout un arsenal à l'usage dès guerres électorales. Opposez liste à liste et politique à politique, si le malheur veut que la politique vienne gâter les affaires de Molinchart.

Distribuez vos bulletins vous-même, s'il le faut ; arrivez à la mairie avec les premiers occupants, surveillez le scrutin, passez la nuit devant l'hôtel de ville si le vote doit durer deux jours, assistez au dépouillement avec tous vos amis, contrôlez les additions, prenez acte des illégalités s'il s'en commet contre vous ou les vôtres ; protestez par-devant le conseil de préfecture, s'il y a lieu, et pourvoyez-vous en conseil d'État si la justice préfectorale a donné gain de cause à ses agents, selon l'usage. Un homme ne doit pas se laisser opprimer par un autre. Attaquez ceux qui vous attaquent et moquez-vous de ceux qui vous conseillent de tendre la joue gauche. Est-ce entendu ?

« Nous possédons en France, ou, pour parler plus juste, nous sommes possédés par un vieil état-major de bonshommes politiques qui occupent la plupart des postes secondaires, préfectures, sous-préfectures, mairies, etc. Cet élément inerte et résistant s'interpose entre la nation et ses chefs, au détriment du bon accord et du progrès pacifique. Nourris de politique, arrivés par la politique, cramponnés, selon le moment, à une politique ou à une autre, les hommes dont je parle ont la manie de fourrer la politique partout. Leur devise est qu'il faut tenir les citoyens, de peur qu'ils ne s'emportent ; leur tactique serait de nous lier les mains en nous fermant la bouche. Vous avez eu affaire à ces gens-là, c'est pourquoi vous vivez sur la défensive et vous vous éveillez toutes les nuits pour voir si vous n'avez ni bâillon ni menottes.

« Mais il s'est fait un changement dans le personnel administratif, ainsi que dans mainte autre chose. Deux préfets séparés par un ruisseau ou par un simple rang de bornes, peuvent être à mille lieues et à cent ans l'un de l'autre par les théories et la pratique. L'un dit à ses maires : Je suis à l'Empereur, vous êtes à

moi, les sujets de l'Empire sont à vous. On me tient, je vous tiens, tenez bien vos administrés, et gardez que la liberté ne s'introduise ici sous la forme la plus innocente. Donnez-vous à vous-mêmes un conseil municipal qui vous contrôle humblement, à votre gré. La Constitution veut que les conseillers soient élus, c'est un mal, mais vous savez le remède. Allons, hardi ! une bonne pression sur la matière électorale ! Faites entendre à ces gaillards-là que nous sommes leurs maîtres. Celui qui n'est pas pour vous est contre vous ; il est votre ennemi, donc il est le mien, donc il est celui de l'Empereur et de l'Empire.

« Le préfet voisin, plus jeune ou simplement plus habile, réunit ses maires et leur dit : Messieurs, l'État est une grande association, la commune en est une petite. Le chef de l'État est chargé d'une lourde besogne par la masse du peuple français : il a l'Europe à maintenir, une armée à manœuvrer, une flotte à perfectionner, l'industrie, le commerce et la culture à protéger, la justice à diriger, les lois à préparer et à sanctionner, que sais-je encore ? Tout un monde d'occupations sur les bras, car il fait de la politique au nom de 37 millions d'hommes. Vous pouvez lui rendre service en faisant la petite besogne où la politique n'entre pour rien.

« Administrez les revenus de vos communes respectives, entretenez les chemins, surveillez l'éclairage et la propreté des rues, faites conduire au violon les tapageurs nocturnes : on ne vous demande rien de plus. La Constitution vous accorde un certain nombre de collaborateurs, elle vous les donne tout choisis par le vote populaire : acceptez-les de bonne grâce, et mettez-vous d'accord avec eux. Tous les cinq ans, vous vous présenterez avec eux à l'élection communale, et je mesurerai votre mérite au nombre

de voix que vous obtiendrez. Si vous n'avez pas su vous faire aimer de la commune, tant pis pour vous ! Nous vivons dans un siècle où l'on ne gouverne pas les gens malgré eux.

« Voilà, cher monsieur Bousingot, un préfet qui a le sens commun. Je n'en sais pas beaucoup, mais j'en connais quelques-uns de cette étoffe. Le ministre de l'intérieur, qui est un esprit très-fin, a donné à tout son personnel une impulsion excellente. Ce n'est pas sa faute si le vieil élément récalcitrant et tenace, est encore en majorité dans les préfectures et les mairies. Les hommes d'autrefois s'acharnent à maintenir la vieille centralisation politique, tout se tient à leurs yeux ; l'État doit être éternellement une vieille machine savante et compliquée, dont tous les engrenages sont solidaires les uns des autres. Il faut, au nom des vieux principes, qu'un gamin ne puisse faire la nique à M. le garde champêtre sans outrager la majesté du trône. La politique nouvelle tend à renfermer son action dans la sphère politique ; elle voudrait laisser à l'initiative individuelle tout le terrain dont l'État n'a pas besoin pour manœuvrer.

« Rien ne serait plus tranquille et plus charmant que la commune affranchie de toutes les tracasseries politiques, vivant en elle-même, pour elle-même, étrangère (je ne dis pas indifférente) aux querelles des partis. Nous ne renoncerions pas à lire les journaux, à nous passionner pour toutes les nobles causes, à prendre parti dans les affaires publiques ; mais nous perdrions l'habitude de les parodier mesquinement dans nos trous. On ferait acte de citoyen chaque fois qu'une grande question serait en cause ; on se monterait toujours la tête (et pourquoi pas ?) à l'élection du député ; mais on ne verrait pas un cordonnier voisin d'un lampiste, se faire le Brutus de ce César huileux.

Tandis que le gouvernement restreindrait sa responsabilité au strict nécessaire, les gouvernés réduiraient au minimum les causes de dissentiment qui les excitent et les aigrissent. L'idéal d'un conseil municipal serait la réunion de vingt ou trente individus choisis pour leur aptitude et leur probité, sans aucune acception de leurs sentiments politiques. Qu'un député soit tenu de livrer sa profession de foi, c'est trop juste : nous lui donnons nos pleins pouvoirs dans les grandes affaires de l'Empire ; c'est lui qui, pendant des années, va faire de la politique pour nous. Laquelle ? Il faut s'expliquer à l'avance, ou gare les malentendus !

« Mais les bonnes gens que je charge de dépenser mes octrois et mes centimes additionnels, il serait bien indiscret de demander ce qu'ils pensent sur le Mexique, la Pologne ou la liberté de la presse. Ont-ils le droit d'envoyer ou de rappeler une armée ? de proposer ou d'approuver une loi ? Leur opinion politique me soucie aussi peu que celle de mon notaire ou de mon ramoneur. Qu'ils soient républicains, orléanistes, légitimistes, cléricaux même, cela m'importe peu. Le bonhomme Chrysale ne demande pas que sa cuisinière sache le français, mais qu'elle fasse bien la soupe. Nos conseillers municipaux sont de braves gens qui se chargent gratis de la cuisine municipale, voilà tout.

« Donc, mon cher monsieur Bousingot, j'ai peur que votre liste de candidats ne soit ce qu'on appelle un anachronisme. Si le préfet, le sous-préfet et le maire de Molinchart ont l'esprit d'écarter la question politique, ne soyez pas moins raisonnable qu'eux. Ne décourageons pas les administrateurs qui nous laissent tranquilles. Un préfet a plus de mérite à ne pas faire le mal, que vous et moi, cher monsieur, à faire le bien.

« Agréez, etc.

Bâtons rompus

N'ayez pas peur, sensibles abonnés : je ne veux rien casser sur le dos de personne. La campagne adoucit les mœurs comme la musique. N'est-elle pas un concert perpétuel ? J'entends d'ici le vent qui souffle dans la forêt, une petite chute d'eau qui rebondit sur la pierre, une poule qui pond, un chien qui jappe, un paon qui annonce la pluie, un cygne effaré qui patine en fouettant le bassin de ses ailes ; et tous ces bruits, qui feraient une cacophonie épouvantable entre la Seine et les boulevards, remplissent mes oreilles et mon cœur de la plus douce harmonie.

Lorsqu'en lisant mes journaux, à huit heures du matin, je vois des hommes de talent s'entr'égorger à coups de plume, je me reporte au temps, au jeune temps, où j'étais fou comme eux, et je me ris un peu de moi-même. Que restera-t-il dans dix ans de toutes ces querelles ? Qu'en restera-t-il dans dix jours ? Un peu de rancune par-ci, un peu d'orgueil par-là, un bruit vague dans quelques coins, pas un atome de besogne faite. Or, la postérité se souciera peu de savoir avec qui nous nous sommes empoignés de notre vivant. Mais, en revanche, si nous avons fait prévaloir une idée utile, ou laissé un beau petit livre, gros seulement comme Paul et Virginie, elle redira nos noms avec reconnaissance. C'est pourquoi regardons en avant et suivons notre route sans retourner la tête contre les malheureux qui nous visent au talon.

Les estaminets contemporains s'amusent de ces querelles. Ils trouvent fort plaisant que leurs supérieurs s'injurient ou même se

battent devant eux. Nous serions de grands sots, nous qui valons un peu mieux que les buveurs d'absinthe, si nous nous détournions de notre ouvrage pour distraire ces abrutis. L'honneur nous commande-t-il de rendre injures pour injures ? J'en doute d'autant plus qu'il me paraît difficile de lutter avec les malotrus sans descendre à leur niveau. On partage son honneur et sa célébrité, si l'on en a quelqu'une, avec l'individu qu'on prend à bras-le-corps. Qu'un homme emploie son temps à faire le bien qu'il peut et à publier les vérités qu'il sait : à ce prix, la postérité le placera en bon lieu et les contemporains sensés (nous en avons encore plus d'un) lui rendront tôt ou tard justice.

La solitude la plus absolue et les mœurs les plus inoffensives ne nous protègent pas, je le sais, contre les calomnies, les noirceurs et les petites infamies de la basse presse. Mais j'ai inventé pour mon repos un système préservatif que je recommande à tous les piocheurs de ma sorte. Vous croyez peut-être qu'il s'agit de jeter les journaux au feu sans les lire, dès qu'on y a flairé la haine ou l'injustice ? Non ; lisez tout : il y a quelquefois des vérités utiles dans les grossièretés du plus indigne ennemi. Mais aussitôt après avoir lu, mettez-vous bravement à l'ouvrage : le remède est souverain, j'en use depuis plusieurs années, et c'est pourquoi les agressions les plus hargneuses ne m'ébranlent plus.

J'ai lu dans les journaux de la semaine dernière le compte rendu d'un doublé baptême qui m'a vivement interessé. Il ne s'agit pourtant ni de filles ni de garçons, mais de deux cloches dont la plus lourde avait M. de la Vallette pour parrain. L'autre est filleule de M. le comte Boudet, député. Elles parlent français et latin, ces deux cloches. Elles disent en français (suivez l'ordre des préséances, et instruisez-vous, bonnes gens !) : « Je date de

1865 ; Pie IX, pape ; Napoléon III, empereur ; Nicolas Joseph Dabert, évêque ; Justin Macerouze, curé ; Ernest Monteil, maire, etc. » Dans l'inscription latine, elles se vantent l'une et l'autre de dissiper les orages et d'émietter la foudre : Fulgura frango, dit l'une ; Nimbum fugo, dit l'autre.

Supposez que ces deux monuments se retrouvent en 1965 dans les ruines de Bergerac, que diront les archéologues ? Ne seront-ils presque autorisés à croire qu'en 1865 la France plaçait le pape au-dessus de l'Empereur et le curé au-dessus du maire ? Mais ce n'est pas le pis : ils ironT jusqu'à dire que de nos jours, deux cents ans après la fondation de l'Académie des sciences la France croyait encore à la vertu magique d'un instrument de tapage. Fulgura frango ! On nous comparera aux Chinois, qui frappent sur leurs chaudrons pendant les éclipses pour effrayer le dragon qui mange le soleil. Nimbum fugo.

Nous qui sommes les contemporains, nous n'accuserons pas le marquis de la Valette de ranger l'Empereur à la suite du pape ; il a fait son choix en public, et même avec un certain éclat. Nous n'accuserons pas un esprit si moderne et si vivant de contre-signer en latin les préjugés absurdes d'un autre âge. Un parrain n'est pas responsable des difformités physiques ou morales de son filleul ; mais il est clair que, pour les bonnes gens qui mettent le spirituel au-dessus du temporel, les découvertes les plus éclatantes de la science moderne seront toujours considérées comme non avenues. Voilà ce qu'on apprend à écouter le langage des cloches.

Mais les cloches auront beau dire : la science va son train. Je vous parlais il y a quelques mois d'un vivier très coûteux que M. Coste a fait construire au bout du monde, dans les rochers grani-

tiques de Concarneau. Pour le voyageur superficiel, cet établissement n'est guère que la boutique à poisson d'un brave homme appelé maître Guillou. Mais notre argent qu'on a dépensé là sans compter ne sert pas seulement à enrichir un marchand : les viviers de Concarneau sont d'abord une école de pisciculture maritime et surtout un puits de science où tous les observateurs du monde sont admis à remplir leur tonneau. M. Gerbe, un savant modeste, y a découvert les métamorphoses féeriques de la langouste ; M. Charles Robin vient d'y trouver l'appareil électrique de la raie. Le plus grand philosophe de la zoologie moderne, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, avait dit :

« La raie ressemble trop à la torpille pour n'avoir pas un appareil électrique, au moins rudimentaire : l'unité de plan le veut aussi. »

Là-dessus on s'était mis en quête, et l'on n'avait pas trouvé. Charles Robin arrive il y a vingt ans avec son microscope ; il dissèque les raies de la halle aux poissons et découvre l'appareil, mais inerte, comme bien vous pensez. La raie n'arrive pas vivante à Paris ; il est presque impossible de l'apporter en vie jusqu'à terre. Cependant le microscope avait constaté sur les côtés de la queue un tissu identique à celui de la torpille, une pile gélatineuse dont tous les éléments correspondaient d'un côté avec les nerfs, de l'autre avec les vaisseaux sanguins. Robin ajoute son affirmation à celle de Geoffroy Saint-Hilaire, mais il était hors d'état d'expérimenter sur le vif : le vivier de Concarneau manquait à la science, et d'ailleurs le pauvre savant gagnait son pain en donnant des leçons particulières : le besoin le clouait à Paris.

Deux naturalistes étrangers cherchent des raies vivantes, font l'expérience, la manquent, et décident que Geoffroy et Robin se

sont trompés l'un après l'autre. Pensez-vous que Robin se tienne pour battu ? Pas plus que M. le Verrier si tous les étrangers avaient cherché sa planète sans la voir, et que lui-même eût été trop pauvre pour acheter un télescope.

Un vrai savant qui a trouvé la vérité a priori attendra toute une vie, s'il le faut, pour appeler l'expérience à son aide. Robin n'a attendu que vingt ans. Il est allé à Concarneau, il a trouvé des raies vivantes sous sa main, ce qui était à peu près impossible avant la création du vivier Guillou, et il a fait fonctionner leur appareil électrique. Ce succès est fertile en enseignements, si je ne me trompe. Il vérifie une fois de plus la grande théorie de Geoffroy Saint-Hilaire ; il justifie une fois de plus la création du vivier par M. Coste ; il montrerait, s'il en était besoin, que le microscope est bon à quelque chose ; il prouve que M. Duruy n'a pas mal fait de donner à Charles Robin une chaire qui le fait vivre ; il décidera peut-être l'Académie des sciences à recevoir un chercheur de premier ordre, sans billet de confession.

Mon excellent et très-honoré collaborateur, M. Victor Meunier, me pardonnera j'en suis sûr, cette petite incursion sur son domaine. J'ai voulu simplement tirer les conséquences d'un fait qu'il a déjà éclairé de sa lumière et sanctionne de son autorité. Je me sauve et j'arrive à l'Académie des beaux-arts, où M. Jules Pelletier a lu un travail hors ligne sur les voyages diplomatiques de Rubens.

Tous les journaux, c'est une justice à leur rendre, ont publié comme à l'envi cette étude d'un esprit très-juste et très-fin. Mais l'auteur est inconnu d'une grande partie du public ; c'est pourquoi je voudrais esquisser sa figure. Plus d'un de ceux qui me lisent s'est dit assurément : Pelletier, Pelletier ? Qu'est-ce que cet

académicien-là ? Il est membre de l'Académie des beaux-arts ; cependant, nous n'avons ni peintre, ni sculpteur, ni graveur, ni compositeur célèbre du nom de Pelletier.

La remarque est fort juste, et je vous étonnerai bien davantage en vous disant que cet académicien, qui porte à peine trente ans sur sa figure, est un grave président de la cour des comptes.

Du temps que M. Fould était ministre d'État, il avait mis près de lui deux jeunes gens parfaitement inconnus, mais d'une grande activité et d'une merveilleuse aptitude aux affaires. L'un s'appelait Jules Pelletier, l'autre Georges de Soubeyran. Le premier ne tarda guère à devenir secrétaire général, et le second, chef du cabinet. La position les mettait en rapport avec une multitude d'écrivains et d'artistes, et comme ils étaient gens d'esprit, comme ils manquaient absolument de cette morgue qui sévit trop souvent dans les ministères, ils se firent presque autant d'amis qu'ils rencontrèrent de visages. L'Académie des beaux-arts n'ouvrit pas seulement ses portes à M. J. Pelletier parce qu'elle voyait en lui un distributeur de commandes, mais surtout parce qu'il joignait l'agréable à l'utile et qu'il était artiste jusqu'au bout des doigts. Il est en outre fort érudit, grand amateur de livres, très-friand de curiosités historiques.

Tandis qu'il paraissait accablé sous un labeur énorme au ministère d'État et depuis au ministère des finances, il préparait une histoire du Père Joseph et dirigeait des recherches fort ingénieuses dans toutes les bibliothèques d'Italie. Ce n'est donc pas seulement une coquetterie légitime, mais un goût naturel qui l'a poussé à faire cette intéressante étude sur Rubens.

Son ami, le baron de Soubeyran, après lui avoir succédé comme secrétaire général, est aujourd'hui député et sous-gouverneur du Crédit foncier, où il déploie de hautes capacités financières. M. Pelletier a préféré le travail plus obscur et plus calme de la cour des comptes ; il est simple en ses goûts, et ce n'est pas sans une affinité secrète qu'il s'est mis à retracer la vie de l'Éminence grise. Quoiqu'il ait occupé des postes considérables, je ne crois pas qu'il se soit fait un ennemi, même parmi l'opposition la plus avancée. Il a le sens trop juste et l'esprit trop aimable pour n'être pas tolérant. Et tenez, puisque le hasard fait qu'il habite la même maison que M. Jules Simon, je crois pouvoir affirmer, sans désobliger ni l'un ni l'autre, que ces deux hommes pourraient être, dans un moment donné, des conciliateurs admirables.

Nul ne peut prévoir aujourd'hui ce que l'avenir nous réserve ; mais il est permis d'espérer que les opinions ne se feront pas toujours une guerre acharnée, que le combat des passions hostiles fera place à la discussion amiable des théories, et que, s'il y a toujours des adversaires en présence sur le terrain de la politique, on n'y verra pas éternellement des ennemis aux prises.

On peut prédire aussi, sans trop de paradoxe, que le pouvoir ne recrutera pas toujours ses principaux agents parmi ces vétérans de la politique dont les rangs s'éclaircissent chaque jour. C'est un jeu monotone que de découvrir Pierre pour couvrir Paul, et de faire circuler de place en place un petit personnel immuable et fatigué. Les jeunes gens auront leur tour, et l'avenir m'excusera peut-être d'en avoir dit si long sur M. Jules Pelletier et son ami le baron de Soubeyran.

Puisque je suis sur ce terrain, laissez-moi faire l'éloge d'un sous-préfet : une fois n'est pas coutume. Un brocanteur ne ferait

pas fortune avec les encensoirs que j'ai cassés sur le nez des sous-préfets.

Mais une bonne idée est bonne, d'où qu'elle vienne ; elle paraît même un peu meilleure, si je ne me trompe, lorsqu'elle naît en terrain stérile ou réputé tel. Notre administration, prise en bloc, laisse terriblement à dire. Il y a tout un vieux personnel réactionnaire, effaré, rebelle à tout progrès, hostile à toute nouveauté, même bonne. C'est la vieille poussière de la rue de Poitiers qu'on a secouée sur la France et qui s'est logée un peu partout. Mon Dieu ! je ne dis pas qu'il soit impossible de vivre avec cette administration invalide, mais quant à marcher, c'est différent.

Or, il paraît certain que si un gouvernement tient à rester en place, il ne doit pas s'arrêter une minute. Le pays marche, bon gré, mal gré. Précédez-le, si vous avez de bonnes jambes ; suivez-le en arrière-garde, si vous ne pouvez mieux faire, mais ne vous endormez pas sur la route : tous les gouvernements traînards se sont perdus. Ces idées semblent être admises, non-seulement parmi nous autres gens du peuple, mais encore en assez haut lieu. La résistance se produit dans la région intermédiaire. Essayez-donc de faire démarrer l'homme en place ! Il n'a qu'une idée : rester où il est jusqu'à ce qu'un heureux hasard ou la force inerte de l'ancienneté lui procure un avancement. Il sait qu'on ne le destituera jamais pour avoir maintenu le statu quo autour de lui, mais qu'on s'expose en voulant trop bien faire. En émettant une idée nouvelle, il craindrait de se compromettre ; il est d'ailleurs admis dans cette vieille garde que l'initiative est un luxe interdit aux administrateurs.

Cependant, je vois poindre une nouvelle école. Il s'est glissé quelques jeunes gens dans les sous-préfectures, et ceux-là se

lancent volontiers à la chasse du mieux en dépit du dicton : « Qui va à la chasse perd sa place. »

Àla tête de cette jeune garde, on commence à signaler le sous-préfet de Saint-Jean-d'Angély. Je ne vous le donne pas pour le plus rassis de nos administrateurs, mais c'est un homme. Simple conseiller de préfecture à Laval, si je ne me trompe, il s'est vu dans la nécessité de maintenir les droits du pouvoir civil : il l'a fait énergiquement à ses risques et périls, et il a eu le bonheur de n'être pas puni. Le voici maintenant dans une petite sous-préfecture, et au lieu de vivoter sur la politique comme tant d'autres, il rêve le progrès social et moral. Il invente une société d'assurance mutuelle contre l'ignorance. « Nous savons tous que l'ignorant est livré sans défense à toutes les tentations du crime ; le peuple des prisons et des bagnes se recrute presque exclusivement parmi les illettrés ; cotisons-nous pour que tous les Français puissent apprendre à lire ; il n'y a de sécurité publique qu'à ce prix. » N'est-il pas original et nouveau de voir un sous-préfet confier la sécurité publique au maître d'école, lorsqu'il a une brigade de gendarmerie à sa porte ?

Le plus beau de l'affaire, c'est que l'appel de M. Dugué de la Fauconnerie a été entendu de ses administrés. Il a fondé ce qu'il voulait ; les pièces de cinq francs sont tombées chez lui comme une pluie. Voilà un impôt repoussé par la Chambre et ressuscité sous forme de cotisation volontaire, à la voix d'un sous-préfet qui n'a pas trente ans. Que tous les sous-préfets imitent leur jeune collègue, que les maires se mettent de la partie, l'impôt de l'instruction primaire se trouvera voté directement par la nation. N'est-ce pas curieux, et, dans tous les cas, méritoire ?

Mais tandis qu'on s'agite là-bas pour le bien, je pourrais vous citer tel département où l'administration et le clergé s'entendent fraternellement pour repousser les bibliothèques populaires, confisquer les conférences publiques et arrêter le développement d'un fléau qui s'appelle… devinez ! la propagation de la langue française chez le paysan français.

Dans le Haut-Rhin, c'est autre chose. Mon ami Jean Macé est un vrai diable, un bon. Tout le département est possédé de son esprit honnêtement diabolique. C'est à qui fondera des bibliothèques ; il y en aura bientôt dans les hameaux de six maisons, dans les chaumières isolées, dans les maisons forestières. Et tout le monde se met à lire, et quand les Alsaciens ont lu, comme ils sont d'un sang calme et d'un esprit méditatif, ils se mettent à penser. Et quand ils ont pris l'habitude de penser ils ne sont que meilleurs, ils payent mieux leurs impôts, ils vont moins au cabaret, ils se querellent moins entre eux ; que dis-je ? Ils se mettent à s'entr'aider, les scélérats ! et de la façon la plus évangélique s'il vous plaît. C'est une chose incroyable : l'évêque de Saverne, à qui je l'ai contée, s'est écrié que je me moquais de lui.

Savez-vous ce qu'ils font, ces paysans de Beblenheim ? Ils fondent une société de crédit mutuel. Le capital est fait : moyennant vingt-cinq francs versés en bloc ou par à-comptes, comme à la caisse d'épargnes, le premier honnête homme venu devient sociétaire. Chaque sociétaire peut emprunter pour lui-même ou pour un ami le double de ce qu'il a versé. La banque paye 3 pour 100 à ses créanciers ; elle prête à 6, sur parole, sur signature ou sur produits consignés à domicile, suivant le cas. Je viens de lire les statuts ; ils sont d'une simplicité et d'une droiture admirables, mais non sans malice. Il y a notamment un article 53 que je re-

commande à mon ami Sauvestre : « Ne pourra pas faire partie de la Société quiconque n'enverra pas régulièrement ses enfants à l'école. » Vous lirez bientôt ces statuts, mon cher Sauvestre, et vous en serez aussi content que si vous les aviez rédigés vous-même ; car si l'idée d'une banque si utile et si démocratique n'avait pas germé dans le cœur de Jean Macé, vous l'auriez trouvée dans le vôtre.

Je suis trop proche voisin de Nancy pour ne pas dire un mot du fameux manifeste que mes compatriotes de Lorraine ont lancé dans le public. Rien n'est plus désirable, à mon avis, que la décentralisation administrative. Je la réclame à cor et à cri depuis que je connais un peu l'organisation de la France. Donc je suis désolé de l'imprudence qu'on a faite en mettant une idée simple, juste, inoffensive, sous le patronage d'une coalition. Demandez-vous la décentralisation pour l'obtenir, ou simplement pour vous la faire refuser et crier ensuite ? Si c'est un « oui » que vous voulez, faites tout ce qu'il faut pour prouver au gouvernement que vous ne cherchez pas des bâtons pour le battre. Cette salade d'adhésions qui jurent ensemble le met nécessairement en défense : elle lui montre un danger dans un progrès qui le rendrait plus fort en le laissant plus libre. Il désirait peut-être hier ce que vous lui demandez aujourd'hui ; il n'en voudra plus demain ; et pourquoi ? Parce que vous mettez sous le patronage d'une opposition trop connue une question de ménage.

La Grève

Ce n'est pas moi qui me suis mis en grève samedi dernier. J'avais rempli consciencieusement mon devoir hebdomadaire, mais peut-être avais-je expédié de mon village quelques-unes de ces vérités qui ne sont pas bonnes à dire. Dans un journal composé d'éléments homogènes, comme celui où j'ai l'honneur de travailler pour vous, tout le monde est d'accord sur les questions de principes, mais on peut s'entendre un peu moins sur l'opportunité des choses. Les collaborateurs de Naples, de Turin, de Bordeaux, de Saverne (car nous sommes un peu partout), jugent un événement avec les mêmes yeux que les rédacteurs de Paris. Il n'y a pas deux façons d'envisager le bien et le mal, où tout le monde a l'esprit droit et la conscience sévère. Mais le possible et l'impossible sont choses que chacun apprécie à sa manière, selon le point de vue qu'il a choisi.

L'habitant d'une petite sous-préfecture éloignée de Paris, perdue au pied des Vosges, oublie trop aisément la dépendance où la presse est réduite depuis 1852 ; il s'imagine que nos institutions se sont perfectionnées avec l'esprit public et que le pouvoir, comme la nation, peut entendre sans effroi les bonnes vérités dites sans haine et sans perfidie. À Paris, on sait mieux, on mesure plus exactement ce qui manque à la liberté ; on connaît mieux le poids de ces chaînes légales que la modération des ministres cache sous le velours, sans les alléger d'un centigramme. Voilà pourquoi notre fille est muette, et la causerie a chômé pendant huit jours.

Mais personne ne songe à faire grève dans les journaux, et je demande aux ouvriers intelligents qui nous lisent la permission

de leur dire pourquoi.

Le journalisme est une industrie comme la fabrication des chapeaux ou la construction des voitures. Tous les matins, un camion chargé de papier blanc s'arrête à la porte d'une imprimerie ; tous les soirs, à quatre heures, les marchands accourent à la même porte pour prendre le produit fabriqué, qui n'est autre chose que ce papier noirci.

La seule différence entre nos produits et les vôtres, messieurs les chapeliers, c'est que nous remplissons les têtes que vous coiffez : vous protégez le crâne contre la pluie, nous défendons le cerveau contre l'ignorance ; vous ornez le dehors, nous améliorons le dedans. Messieurs les carrossiers, vous construisez des machines élégantes, légères et cependant solides, qui transportent un homme à quatre lieues de chez lui dans une heure, si les chevaux sont bons, et sans cahot si la route est unie. Notre machine, à nous, transporte la société entière, au grand galop, vers un avenir de lumière, de justice et de fraternelle harmonie ; nous n'avons pas besoin de chevaux pour cela, et les obstacles qu'on amoncèle sur le chemin ne nous ont jamais arrêtés.

Notre industrie paye l'impôt comme les vôtres ; à cela près que les gouvernements nous frappent plus fort que vous. Un produit que nous livrons au marchand pour onze centimes en a payé six à l'État. Que diriez-vous si une voiture établie pour 5 000 fr. était frappée d'un impôt de 6 000, qui, joint au bénéfice de l'intermédiaire ou vendeur, élèverait le prix de vente à 15 000 fr. ? C'est pourtant l'histoire des journaux à 15 centimes ; je n'ai fait que remplacer les centimes par des billets de mille francs, comme on grossit l'objet au microscope pour rendre chaque détail plus visible. Cinq centimes sont le prix du journal en fabrique ; six, le

montant de l'impôt ; quatre, le bénéfice du vendeur. Si la marchandise des chapeliers était taxée comme la nôtre, un chapeau qui vaut dix francs en fabrique en payerait douze à l'État ; le détaillant en prendrait huit et le consommateur aurait trente francs à payer, sous peine de courir nu-tête dans les rues.

Je ne dis pas cela pour vous apitoyer sur notre sort, mais pour montrer que notre industrie a aussi ses petites misères.

Chez nous, comme chez vous, toute fabrique se compose de deux éléments distincts, et, jusqu'à un certain point, opposés l'un à l'autre : le capital et le travail. Dans un journal, aussi bien que dans une carrosserie, il y a un patron et des ouvriers. Et parmi les travailleurs du journal, les uns sont payés au mois, les autres à leurs pièces.

Avant d'aller plus loin, je vous supplie de ne pas voir dans l'assimilation que j'établis entre notre travail et le vôtre une flatterie renouvelée de 1848. Le temps n'est plus où les fameux ouvriers de la pensée vous parlaient comme à leurs coteries, et se disaient vos égaux pour se faire vos maîtres. Vous savez aujourd'hui que vos meilleurs amis ne sont pas ceux qui vous encensent, mais ceux qui, franchement, sans fausse modestie, avec l'autorité qui s'acquiert par de longues études, vous enseignent ce qu'ils ont appris. Un homme en vaut un autre, absolument parlant ; mais l'instruction et le raisonnement créent des différences incontestables, et ceux qui ont exercé leur cerveau pendant que vous fatiguiez vos bras n'ont pas besoin de faire les camarades pour que vous reconnaissiez en eux vos amis. Entre vous, le simple manœuvre, employé comme force, reconnaît la supériorité d'un ouvrier habile qui transforme artistement la matière et centuple dans sa journée le prix d'un morceau de fer ou de bois. Vous de-

vez donc avouer que le journaliste est un travailleur de la première catégorie, parce qu'il tire d'une plumée d'encre une vérité inédite, un argument irréfutable, quelquefois même un bon conseil.

Il n'en est pas moins vrai que notre profession est organisée exactement comme la vôtre ; c'est ainsi que dans les maisons nouvellement construites, l'appartement du premier étage et celui du cinquième sont distribués sur le même plan. Le journaliste au mois ou à ses pièces a les mêmes rapports avec le propriétaire du journal que l'ouvrier avec son patron.

Chez nous, comme chez vous, le patron est un ancien travailleur, souvent un homme qui travaille encore, et plus que tout autre, dans la maison. Le capital qu'il fait fructifier par ses labeurs et par les nôtres est en partie à des associés, commanditaires, bailleurs des fonds, qui en espèrent légitimement un profit considérable. Si vous aviez 1000 fr. d'économies et si vous les engagiez dans une entreprise industrielle par actions, comme, par exemple l'usine Cail, vous diriez :

« Mon argent, c'est mon travail, ma sueur, mes privations, quelque chose de moi, que je me suis tiré du corps. Je le mets dans une caisse, où, joint à d'autres sommes apportées par d'autres actionnaires, il formera un capital.

« Le capital est un instrument prodigieux qui rend le travail plus aisé, plus rapide, plus utile et plus lucratif ; avec le capital, on construit des bâtiments, on achète des machines, on fait venir du charbon, on produit de la vapeur. Mes 1000 fr. vont donc servir à quelque chose, et comme c'est moi qui les ai créés, il est juste qu'ils travaillent un peu pour moi. S'ils me rapportent 5 du

cent, je trouverai qu'ils ont fait à peine leur devoir, car, enfin, l'industrie n'est pas sans dangers, on s'y ruine quelquefois ; je puis tout perdre. Il est donc juste qu'un capital exposé rende plus qu'un capital assis sur une bonne hypothèque à l'abri de tous les événements. »

Voilà comment vous raisonneriez, mon cher lecteur, si vous étiez un des trop rares ouvriers de Paris qui ont pu économiser une somme un peu ronde. Hé bien ! tous les capitalistes, grands et petits, tiennent le même langage et font le même calcul.

Or, l'industrie telle qu'elle est aujourd'hui, ne peut pas marcher sans capitaux. Supposez une fabrique qui occupe cent ouvriers et qui gagne en moyenne 3000 francs par jour : il n'y a là rien d'impossible. Chacun des travailleurs crée là, dans sa journée, une valeur de 30 francs ; car enfin, si un bloc de fer estimé 500 francs le matin, a reçu des façons qui portent sa valeur à 3500, les cent ouvriers de l'usine ont bien créé 3000 francs qui n'existaient pas la veille. Mais, ont-ils créé tout cela par eux-mêmes ? Il s'en faut de beaucoup. L'outillage de la maison leur a donné un fier coup de main. Or, l'outillage est un capital, il représente plusieurs millions ; ces millions sont le fruit du travail et de l'économie de cinquante individus peut-être, qui trouvent juste de tirer profit de leur argent.

Si les cent ouvriers de l'usine, par un faux raisonnement que j'ai lu dans plus d'un livre, se disaient demain matin : « On nous exploite ! Chacun de nous crée trente francs par jour, et sur le fruit de nos labeurs on ne nous donne pas plus de cinq ou six francs par tête ! Il nous faut trente francs, ou nous ne travaillerons plus ! » S'ils calculaient ainsi, ils feraient une lourde sottise. Le capital se mettrait en grève à son tour, car ce n'est pas pour

leur plaisir que les millions s'aventurent dans l'industrie. Et le même ouvrier qui gagnait des journées de six francs, grâce au secours d'un puissant outillage, verrait que par ses propres forces il crée à peine deux ou trois francs par jour.

Nous autres, journalistes, nous travaillons pour des boutiques où l'on gagne aisément un demi-million par année. Qui est-ce qui l'a créé, le demi-million ? Nous. À qui profite-t-il ? À nous un peu, dans une proportion qui varie entre vingt et vingt-cinq pour cent. Le reste du bénéfice est pour le capital, ce capital hardi, imprudent même, qui s'est risqué dans une entreprise aussi aléatoire que la création d'un journal. Sur dix feuilles qui se fondent, il en périt au moins neuf. Celle qui réussit à vivre dépense quelquefois la moitié d'un million avant de gagner le premier sou. Qui peut dire quels capitaux ont été dévorés par la Revue des Deux-Mondes, si florissante et si riche aujourd'hui ? Chacun de nous connaît un peu l'histoire du journalisme ; aussi trouvons-nous équitable que les fonds engagés dans une entreprise si périlleuse rapportent jusqu'à cent pour cent. Quant à dicter des lois au capital qui nous fait travailler, nous n'y pensons même pas. Nous savons que s'il a besoin de nous pour croître et multiplier, nous avons besoin de lui pour vivre.

Et vous ? connaissez-vous l'histoire de vos industries ! Avez-vous démonté un à un les ressorts de cette machine où vous êtes engrenés ? Savez-vous bien exactement quelle part est légitimement due à votre collaborateur indispensable, le capital ?

Quand vous avez fini votre pénible journée, quand les feux sont éteints et les établis déserts, il y a généralement, dans l'usine ou la fabrique, une augmentation de richesse créée. Plus ou moins, vous avez ajouté quelque chose à la somme de biens qui

existaient hier ici-bas. Voilà ce que personne ne conteste, et il n'y a pas un homme assez fou, depuis l'abolition de l'esclavage, pour dire à son semblable : Le fruit de ton travail est à moi. L'ouvrier qui, dans ses dix heures, aurait créé un million par lui-même, à lui seul, aurait le droit d'emporter son million tout entier ; personne ne pourrait, sans crime, prélever un franc sur la somme. Mais la question est bien plus complexe aujourd'hui. Vous n'avez pas travaillé seuls, il y avait avec vous, autour de vous, en collaboration avec vous, le travail accumulé, puissant, actif, de cent mille hommes peut-être : il faut faire la part de ces absents, grâce auxquels vous produisez si vite et si bien. Dans quelle proportion répartirez-vous la somme ? Ne faudra-t-il pas tenir compte des pertes auxquelles le patron est exposé ? Si ses commettants lui font faillite, il vous aura payé un travail que lui-même il a donné pour rien. N'est-il pas juste aussi de prendre sur vos gains le salaire des employés qui ont recruté les commandes, stimulé la vente, livré la marchandise, tenu la comptabilité ? Sans ces rouages-là, point de fabrique, c'est-à-dire point de travail pour vous !

Vous avez l'esprit juste et la conscience droite ; vous savez aujourd'hui qu'il serait monstrueux de réclamer à vos patrons tout ce qu'ils ont gagné par vos mains. Mais il vous semble à première vue qu'on fait la part trop grande au capital, trop mesquine au travail. Et, forts de cette idée, vous fixez un minimum au-dessous duquel vous ne travaillerez plus.

Ce qui vous pousse à ces résolutions un peu désespérées, ce n'est pas seulement la passion de votre droit bien ou mal étudié ; c'est aussi le besoin, la cherté toujours croissante de la vie, cette exagération de tous les prix qui suit depuis quelques années la

hausse absurde des loyers. J'entends bien. Nous aussi, nous trouvons que le beurre est cher ; nous disons que tantôt Paris ne sera plus habitable que pour les gens de Bourse et les filles. Il nous plairait de voir notre travail payé plus cher à mesure que la difficulté de vivre augmente autour de nous. Cependant nous ne menaçons pas de tuer l'industrie qui nous occupe ; nous faisons un peu plus d'ouvrage, et tout est dit.

Vous avez eu raison de réclamer la liberté des coalitions ; le législateur a bien fait de vous l'accorder : il était monstrueux qu'une classe de citoyens fût désarmée, en présence d'une autre armée de toutes pièces. Reste à savoir si vous n'avez pas tort d'user si vite et si largement de votre droit.

Je suis presque certain que les réclamations dont on parle depuis un mois s'appuient sur un fond de justice ; cependant, si par malheur vous vous étiez trompés dans vos calculs ?

J'admets encore que les calculs soient absolument justes : il est souvent meilleur de souffrir une injustice tolérable que de s'armer contre elle. Il n'y a pas de guerre qui ne fasse des victimes, et j'ai peur que les victimes soient toutes de votre côté. Avant d'arriver à vos fins, si jamais vous y arrivez, vous boirez des bouillons terribles.

La grève est charmante au début. Je me mets parfaitement à la place du brave garçon, pas trop laborieux, qui dit en se croisant les bras :

« Je vais prendre du bon temps sans me priver de rien pendant une quinzaine, un mois, deux mois s'il le faut. Par cet exercice fort doux, j'ajoute au prix de tout le travail que je ferai désormais jusqu'à la fin de ma vie. Hier encore j'étais un homme de

quatre francs par jour ; bientôt j'en vaudrai cinq, grâce au repos obstiné que j'ai le courage de prendre. Et j'augmente non-seulement ma valeur personnelle mais celle de mes amis, mes camarades, tous ceux de mon métier ! En ce moment ils travaillent encore au prix ancien et partagent leur salaire avec moi ; mais l'argent qu'ils me donnent est un placement à gros intérêt. Qui est-ce qui ne donnerait pas quarante sous par jour durant un mois ou deux pour gagner tous les jours un franc de plus jusqu'à la fin de sa vie ? »

Cette combinaison a plusieurs côtés séduisants : d'abord, elle est ingénieuse et nous sommes Français ; puis elle a une couleur de solidarité fraternelle, et nous sommes démocrates ; enfin elle n'exige de personne aucun effort bien héroïque. Un corps d'état fait son pronunciamiento aux patrons, qui le repoussent ; aussitôt on déclare la guerre. Les travailleurs… je me trompe… les ouvriers, voulais-je dire, se divisent en deux corps d'armée. On convient que l'aile droite travaillera pour l'aile gauche, tandis que l'aile gauche chômera intrépidement en faveur de l'aile droite. On prévoit quelques privations dans le cours de la campagne, mais c'est presque un plaisir de se serrer le ventre pour conquérir une longue suite de prospérités.

Mais tandis que vous faites ce raisonnement, les patrons raisonnent aussi de leur côté. Ils se disent :

« Que deviendrons-nous, si nous nous laissons faire la loi ? Où s'arrêteront les prétentions de nos ouvriers ? Rien ne prouve qu'ils s'en tiendront toujours aux prix qu'ils nous demandent aujourd'hui. Si on leur laisse croire qu'ils sont plus forts que nous, ils voudront travailler de moins en moins et gagner de plus en

plus, et cette progression nous conduira bientôt à des absurdités révoltantes.

C'est pourquoi nous devons résister aux réclamations, même justes, qui se présentent à nous comme des menaces. La main-d'œuvre va nous manquer, soit ! Nous perdrons de l'argent, mais nous ne mourrons pas de faim, nous ! »

Méditez ce dernier mot ; ce n'est pas une parole en l'air. Il est certain que les patrons peuvent vous affamer, et vous ne pouvez, vous, que déranger plus ou moins leurs affaires. Le capital est une force immense : ne l'armez pas contre vous ! Les ouvriers anglais, réunis en associations plus anciennes, plus nombreuses et plus fortes que les vôtres, ont érigé capital contre capital. Il n'en est pas moins vrai qu'ils ont subi de rudes défaites, de véritables retraites de Russie, où l'on mourait de froid et de faim.

Si l'homme souffrait seul, il prendrait peut-être son parti, car il est brave. Mais souffrir dans la personne d'une femme, d'un enfant ! Et penser qu'on les a réduits soi-même à ces extrémités par une erreur de calcul ! C'est grave. Mais je n'insiste pas. C'est à votre raison que mon raisonnement s'adresse, et non à votre sensibilité.

Écartons même, si vous voulez, tous les mauvais présages. J'admets que vous ayez remporté la victoire et obtenu les salaires que vous demandez. En serez-vous beaucoup plus heureux ? Ma foi, non.

L'équilibre finit toujours par s'établir, un équilibre honnête et juste, entre les divers services que l'homme rend à l'homme. Si tout le monde s'entend pour vendre trop cher, personne n'achètera rien à bon marché ; c'est une vérité de la Palisse. Les ouvriers

auront beau recevoir plus d'argent qu'aujourd'hui, comme ils rencontreront partout la cherté qu'ils auront faite eux-mêmes, ils ne seront pas plus riches que devant. Peut-être même seront-ils plus pauvres : car enfin l'industrie française ne travaille pas seulement pour la France. Elle exporte, bon an mal an, pour quelques milliards de produits. À quelle condition ? À condition de faire mieux que les Anglais, les Allemands, les Belges et les Suisses, et pas plus cher.

Or, il y a encore des pays en Europe où l'ouvrier travaille du matin au soir sans se plaindre, pour gagner ce qu'un de vous, messieurs, dépense après dîner au grand café Parisien. L'ouvrier saxon, par exemple, est d'une patience et d'une sobriété qui vous feraient rire. Ne vous moquez pas de lui : il vous coupera l'herbe sous le pied un jour ou l'autre, si vous n'y prenez garde. Tandis que vous vous gendarmez à Paris pour faire hausser vos salaires, vous livrez à vos concurrents tous les marchés de l'univers ; vous fermez à votre industrie les débouchés de l'exportation.

Ce n'est pas tout. Après la grève, il faut retourner au travail, et le travail paraît infiniment plus pénible. On a perdu le pli. Je ne sais si vous êtes comme moi, mais quand je suis resté seulement trois jours sans rien faire, c'est le diable de m'y remettre ; il me semble que j'ai le cerveau rouillé.

Ce n'est pas encore tout. Ah ! tant pis si je vous ennuie. Après la grève, on a des dettes, et le travail n'en paraît que plus dur. Il n'y a rien de plus ingrat et de plus triste au monde que de travailler pour payer. On ne voit pas à l'horizon la récompense de ses peines ; on sent qu'on s'extermine gratis, comme un esclave. En effet, c'est qu'on est l'esclave de son passé. J'ai connu dans notre partie un homme de grand talent et un brave garçon, mais

faible et paresseux. Il était devenu célèbre ; tout le monde lui demandait des livres, tout le monde lui donnait de l'argent à l'avance. On l'endetta si bien, qu'il finit par ne plus rien faire. À quoi bon ? Tout ce qu'il aurait fait, même une douzaine de chefs-d'œuvre, ne lui aurait pas rapporté un sou. Il devait à Pierre et à Paul tout ce qu'il avait, même en germe, dans la tête. Le découragement le prit et il mourut.

Je ne vous conte pas des histoires bien gaies, mais c'est qu'en vérité ce n'est pas le moment de rire. Cette épidémie de grève inquiète tous ceux qui vous veulent du bien. Nous constatons avec regret que le goût du travail se perd et que le besoin de jouissance va croissant. Vous négligez le meilleur moyen de vous enrichir, qui est de travailler six jours par semaine. Qui est-ce qui travaille six jours par semaine aujourd'hui ? Que ceux qui travaillent six jours par semaine lèvent la main ! Je n'en vois guère. Que ceux qui font des économies sur leurs salaires lèvent la main ! J'en vois bien peu. Nous autres, gens de lettres, qui avons une réputation de fainéants, nous travaillons sept jours sur sept, et nous plaçons quelques économies quand les affaires vont bien. Si vous ne vous rendez pas à nos raisons, rendez-vous du moins à notre exemple.

Un jour viendra, j'en suis certain, où tous les travailleurs intelligents gagneront leur journée en quelques heures, comme nous, et pourront épargner aussi une petite somme au bout de l'année. Mais ce progrès tant désiré ne peut être obtenu que par la régularité du travail et l'amélioration des mœurs. Vos grèves ne nous mènent pas vers le but ; au contraire. On n'a jamais fait de bonne besogne en se croisant les bras.

La Cherté

La Fontaine disait :

Est bien fou du cerveau
Qui prétend contenter tout le monde et son père.

Or, la Fontaine a toujours raison.

C'est surtout dans les sociétés à peine assises, en voie de formation ou de transformation, perpétuellement agitées par la lutte des droits mal définis et des intérêts hostiles, qu'il est impossible de contenter tout le monde. Le bon vouloir le plus sincère et la modération la plus décidée ne servent, neuf fois sur dix, qu'à nous faire écraser entre les deux partis.

Si l'on était véritablement sage, on rentrerait chez soi dès qu'on voit deux armées en présence ; on fermerait les volets et l'on n'oublierait pas de tirer les verrous. Mais avouez que cette sagesse est un peu égoïste et pusillanime !

Celui qui dans ces occasions embrasse de gaieté de cœur la cause qui lui paraît la meilleure, celui qui s'arme et qui risque sa peau sans être soldat, n'est insensé qu'à demi. Il courra les dangers qu'il éviterait en se tenant tranquille ; cependant, il a certaines chances de décider la victoire et de participer au triomphe. S'il est ambitieux, il court le risque de gagner quelque chose en jouant le tout pour le tout.

Mais celui qui se jette entre les deux armées sans aucun intérêt présent ou à venir, sans rien attendre ni des uns ni des autres, simplement par amour de la paix et de l'humanité, et dans l'espoir, assez invraisemblable, d'empêcher un conflit, celui-là est un

fou de la plus belle espèce. Il n'aura que ce qu'il mérite, s'il demeure aplati par le choc.

Je sais mieux que personne à quels accidents on s'expose en défendant envers et contre tous ce que l'on tient pour vrai ; mais il faut que la manie dont je suis possédé soit décidément incurable, puisque les accidents les plus rudes ne m'en ont pas guéri.

Les délégués des ouvriers me disaient hier en fort bon style, un peu trop vif peut-être (mais il faut passer bien des choses aux esprits échauffés par la lutte) : « De quoi vous mêlez-vous ? Laissez-nous débattre nos intérêts contre nos patrons. »

Messieurs les délégués, vous avez raison à votre point de vue. Vos affaires sont vôtres et non miennes. Je ne suis ni ouvrier ni patron ; il y a plus : je ne connais ni un patron ni un ouvrier de Paris, car il y-a sept ans que j'habite la province.

Aucun intérêt proche ou lointain ne me pousse à prendre part à la guerre. Si nous étions au temps du suffrage restreint, j'aurais peut-être un intérêt politique à défendre vos patrons contre vous. Sous le régime du suffrage universel, j'ai tout à gagner à vous défendre contre eux, car vous êtes le grand nombre, et vous tenez entre vos mains des récompenses dignes d'envie. Mais je n'ai nulle ambition, je n'aspire pas à siéger sur les bancs du Corps législatif, et cela pour une raison bien simple, c'est que je suis à peu près sûr de n'avoir aucun talent oratoire. La politique active ne me séduit pas du tout : elle prend trop de temps, elle exige des sacrifices au-dessus de mes forces, notamment celui de la paix et de la solitude, où je travaille selon mes goûts. La tribune du journal me suffit pour les petites vérités que j'ai à dire. Ainsi donc vous avez raison : si je ne consultais que mon avantage personnel, je

vous laisserais guerroyer avec vos patrons, et je me tiendrais tranquille.

Mais on est citoyen, on est homme, et l'on ne pense pas seulement à soi. Si l'on se laissait entraîner aux petites passions personnelles, on relèverait peut-être avec aigreur les vivacités de la discussion, on rendrait coup pour coup, et l'on deviendrait injuste par représailles : à quoi bon ? Les esprits ne sont que trop excités dans Paris. Un homme qui veut le bien sans arrière-pensée fait bon marché de sa petite personne. Il court au but sans perdre temps, quand même on sèmerait quelques pois fulminants sur sa route.

Lorsque je vous prêchais la conciliation, il y a huit jours, j'étais bien résolu d'écrire un deuxième sermon à l'adresse de vos adversaires. Ils ne le perdront pas : la vérité doit luire pour tout le monde. Les attaques que j'ai subies durant toute la semaine, n'ont pas aigri mon cœur contre vous, ni découragé mon bon vouloir.

Aussitôt fait que dit : j'entame mon second point, qui n'est plus à votre adresse.

Depuis vingt ans, le prix des choses a doublé ; le prix des personnes ne s'est pas accru dans une proportion aussi forte. Cependant la personne ne se conserve que par un emprunt perpétuel au monde extérieur. L'homme se défait et se refait partiellement tous les jours ; il se refait avec du pain, de la viande et du vin ; le logement, l'habillement, la chaussure, tous les abris du corps le protègent contre la destruction.

Un effort, quel qu'il soit, implique une déperdition de force ; il se fait dans l'homme physique un vide qu'il faut combler exacte-

ment, si l'on ne veut pas que le travail volontaire devienne un suicide, le travail obligé un meurtre.

Dans les pays et dans les temps où l'homme se renouvelle à bon marché, il peut travailler à bon marché sans se nuire à lui-même. Le jour où les denrées indispensables à la vie haussent de prix, l'effort humain doit hausser dans la même proportion : c'est une loi d'équité et de logique. Une société dans laquelle le travail ne rendrait pas à l'homme ce qu'il prend, serait homicide, au moins par imprudence.

C'est peu que l'individu gagne au jour le jour ce qui lui est strictement nécessaire. Il doit nourrir sa femme, ses enfants, jusqu'à un certain âge, ses vieux parents au delà d'un certain âge. Il doit aussi épargner quelque chose pour le moment où il deviendra impropre au travail.

Par une loi de la nature et de la raison, l'équilibre s'établit presque spontanément en tous lieux entre la valeur des personnes et celle des choses. Interrogez l'histoire et la géographie : vous verrez qu'aux époques où la nourriture d'un homme coûtait un sou par jour, le travail de la journée se payait entre deux et trois sous. Dans les pays où les denrées sont hors de prix, à la Havane, par exemple, le plus léger service, une porte ouverte par le serrurier, une course de commissionnaire, vaut cinq francs. Aujourd'hui, dans l'empire français, malgré tous les chemins de fer qui nivellent les tarifs, une journée de manœuvre varie entre un et quatre francs, selon le prix du nécessaire dans la localité où le travail se fait. L'État n'a pas besoin d'intervenir entre ceux qui l'exécutent et ceux qui le commandent ; voulût-il s'immiscer dans ces transactions, il ne le pourrait pas : il est incompétent. Tout se règle de gré à gré et d'homme à homme, sauf en ces jours de crise

qui sont des points imperceptibles dans l'histoire de l'humanité. Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, il suffit que l'ouvrier dise au patron : « Voici ce que je dépense, et voilà ce que je gagne. » Le patron ne peut pas exiger qu'un autre homme, son égal, s'immole à lui : il équilibre la balance. C'est non-seulement son devoir, mais son intérêt immédiat, car il n'espère pas qu'un pauvre se privera longtemps du nécessaire pour augmenter la fortune d'un riche. Il sait qu'avant huit jours le pauvre irait chercher un labeur moins ingrat dans une de ces villes, assez nombreuses, grâce à Dieu, où le métier nourrit son homme.

Le bon marché engendre le bon marché ; la cherté se produit et s'accroît incessamment elle-même. Un homme qui serait logé, nourri, éclairé, chauffé, habillé gratuitement par les autres, pourrait et devrait à son tour les servir au même prix.

Celui qui paye le nécessaire à un taux raisonnable, assigne un prix raisonnable au travail qu'il produit. Mais si le pain que je mange se vend au poids de l'or, j'ai le droit de ne remuer ni pied ni patte avant que vous m'ayez couvert d'or.

L'or et l'argent se sont dépréciés par leur abondance, depuis qu'on exploite l'Australie et la Californie. La pièce de cinq francs ne vaut plus que cinquante sous, s'il est vrai que le prix de toutes choses ait doublé. C'est un ennui très-sérieux pour ceux qui étaient riches ; mais pour les pauvres, une véritable calamité. D'autant plus que la cherté s'est accrue par degrés insensibles à l'œil nu, et dans des proportions tout à fait irrégulières.

Si le prix de toutes choses avait monté avec ensemble comme une marée, les services que l'homme rend à l'homme seraient restés dans un rapport constant. Chacun donnant le double et re-

cevant le double, il n'y aurait eu ni victimes, ni dupes. Mais les affaires ne marchent pas si régulièrement, même dans une civilisation avancée. Chacun commence par tirer à soi : c'est la loi de nature ; chacun se met en garde contre la cherté en se faisant payer plus cher. Et tout à coup, au milieu de la prospérité générale, il s'élève un cri de détresse. C'est une classe de la société, une classe tout entière et nombreuse qui s'est laissé prendre au dépourvu. Dans son insouciance, sa bonne foi, son ignorance absolue des lois économiques, l'ouvrier a payé les prix nouveaux, tandis qu'on le payait lui-même aux anciens prix. Il n'a pas entendu les réclamations successives du sous-lieutenant, de l'expéditionaire, de tous les serviteurs ou employés de l'État. Les jeunes gens à douze cents francs ont fait leur pronunciamiento il y a plusieurs années, et le gouvernement, leur patron, s'est hâté d'accueillir une réclamation trop juste. De tous côtés, les classes les plus savantes ou les plus habiles ont pris leurs précautions contre la cherté. Les derniers réclamants sont les derniers avertis : il y a du dépit dans leur affaire, ils ne pardonnent ni aux autres, ni à eux-mêmes l'erreur de compte dont ils ont souffert trop longtemps.

C'est à Paris surtout que la difficulté de vivre a fait des progrès déplorables. La faute n'en doit tomber sur personne, pas même sur M. Haussmann ; on ne guérit pas la misère avec des récriminations. Le pouvoir a voulu assainir la grande ville ; de l'assainissement on a glissé, par une pente naturelle, aux embellissements, aux percements, aux monuments, aux expropriations, aux démolitions, aux spéculations et à l'expulsion d'une partie considérable de la population.

Lorsque le mètre de terrain s'élève à deux mille francs dans certains quartiers, les maisons neuves coûtent cher, les proprié-

taires imposent des loyers plus lourds au commerce et à l'industrie, qui élèvent bientôt leurs prix en conséquence.

Au bout d'un certain temps, le marchand d'abri, ou le propriétaire, ayant vu que le prix du beurre a encore augmenté, rétablit l'équilibre de son budget en augmentant les loyers de sa maison. Et la fruitière d'en bas, pour ne pas être en reste, se hâte d'augmenter sur nouveaux frais le prix du beurre. Il n'y a pas de raison pour qu'on s'arrête dans cette voie ; l'abnégation n'est pas de mode, sinon dans le discours. Chacun la prêche à son voisin et s'accorde une dispense à soi-même.

Que chacun défende sa poche et que la société humaine soit tiraillée en tous sens par l'obstination des intérêts contraires, c'est une chose qu'on n'empêchera pas aisément. La guerre ne finira pas de sitôt entre le propriétaire et le locataire, l'industriel et le marchand, l'agriculture et la manufacture. Tant qu'il n'y aura que des millions aux prises, nous ne nous dérangerons pas pour les séparer. Mais le jour où l'on voit s'engager dans la mêlée des hommes qui combattent pour le nécessaire et non pour le superflu, l'humanité s'émeut. On les plaint d'autant plus qu'ils sont braves jusqu'à la folie, et que pour éviter un malheur ils en affrontent un pire.

Parmi les arguments que l'ouvrier vous oppose, messieurs les patrons, il y en a de bons, de passables et de contestables. Je ne discute pas le calcul statistique des délégués carrossiers ; la statistique est une science complaisante qui dit tout ce qu'on veut. Peut-être répliqueriez-vous à votre tour par des chiffres ; vous me diriez qu'il y a autant de célibataires parmi les ouvriers que de pères de famille ; vous me demanderiez comment ces travailleurs en déficit ont créé le fonds commun dont ils disposent aujourd'-

hui ; vous prouveriez peut-être que le goût du plaisir n'est pas antipathique aux ouvriers de Paris, car enfin ce n'est pas le Sénat qui remplit les cafés à vingt billards. Je prévois vos objections, mais sans m'y arrêter plus qu'il ne faut. Je vois planer sur tous les détails de l'affaire une question qui domine tout : Y a-t-il, oui ou non, dans la classe des bons ouvriers, des souffrances imméritées ? Connaissez-vous des ouvriers qui, travaillant six jours par semaine, ne gagnent pas assez pour vivre et nourrir leur famille ? Il y en a, c'est bien certain.

Maintenant pouvez-vous, en réduisant vos bénéfices, élever les salaires à la hauteur du besoin présent ? Vous qui vendez plus cher tout ce qui se fabrique, pouvez-vous payer plus cher aussi les bras intelligents qui fabriquent pour vous ? Si vous le pouvez, dites-le, et surtout faites-le bien vite. Dussiez-vous rester quelques années de plus dans les affaires, sacrifiez un peu de votre gain. Il n'est pas absolument indispensable qu'un homme s'enrichisse en dix ans ; les industriels du bon vieux temps moisissaient trente années et plus dans l'atelier. Tout nous porte à penser qu'ils faisaient au travail une part équitable, car l'ouvrier aimait son patron comme un père.

Je sais que vous me répondrez que les affaires vont mal, que tout n'est pas roses dans l'industrie, que les faillites tombent dru comme grêle : il y a du vrai là dedans. Mais vous êtes moins intéressants que l'ouvrier, même quand vous êtes plus sages. Si les affaires vont mal vous mangez de l'argent, ce qui est dur. Quant à lui, il ne mange pas du tout, et c'est la mort. Il n'a pas un capital sur lequel il puisse vivre.

Quand l'ouvrier se laisse entraîner à de faux raisonnements, la faute en est à son éducation incomplète : on la complétera ;

n'ayez pas peur. Quand vous vous trompez à votre avantage, vous, hommes éclairés, vous n'avez pas l'excuse de l'ignorance.

Quand l'ouvrier se monte et fait un coup de tête, il use d'une liberté nouvelle pour lui ; il prend ses grades dans la vie militante, il s'élève d'un cran, à ses risques et périls, dans la hiérarchie sociale. Un acte d'indépendance, si funeste qu'il puisse être un jour à son auteur, est une affirmation définitive de l'homme. Quant à vous, votre indépendance n'est pas à conquérir, mais votre désintéressement et votre générosité sont encore à montrer, si j'en crois vos adversaires. Montrez-les, et montrez-les vite, au nom du ciel !

Si la grève dure et si elle gagne du terrain, comme tout l'annonce, personne ne peut dire ce qui adviendra de nous.

Le commerce français, grâce aux nouveaux traités, importe en ce moment cinquante mille chapeaux anglais. Il importera dans un mois des voitures anglaises et tous les produits anglais qui ne se fabriqueront plus chez nous. La Suisse, la Belgique, l'Allemagne, n'attendent qu'une bonne grève bien établie pour nous inonder de leurs produits. Le mal sera passager, j'y compte bien ; la France ne sera pas longtemps un débouché, comme l'Inde anglaise et la côte de Guinée. Mais si l'importation ne nous menace pas sérieusement, notre exportation est sérieusement menacée. J'entends déjà les brillants étrangers du boulevard qui disent entre deux bouffées de cigare :

« Eh ! ça nous est bien égal, donc déjà ! Si la France ne veut plus nous servir, ou si elle nous prend trop cher, nous ferons nos commandes à Londres ou à Bruxelles ! »

Messieurs les patrons, consultez-vous ; voyez s'il vous en coûtera plus d'élever le taux des salaires ou de perdre les bénéfices de l'exportation.

Mais j'insiste sur la question d'urgence, et j'ai mes raisons pour cela. Si l'intérêt de l'ouvrier veut qu'il fasse des économies et point de dettes, votre intérêt aussi est de prévenir les effets d'une grève prolongée. L'ouvrier qui reçoit deux francs par jour sur la caisse commune, épuise une ressource qu'il aurait dû garder pour la vieillesse ou la maladie, et de plus il s'endette. Une famille, un célibataire même ne vit pas avec deux francs par jour. Ajoutez que les jours de grève entraînent nécessairement plus de dépense que les jours du travail. Il faut tuer le temps, voir les amis, vivre dehors, et cela coûte. Que la grève se prolonge quelques mois, vous vous trouverez en présence de pauvres gens ruinés, découragés, qui désespéreront de joindre jamais les deux bouts, et qui n'auront plus de goût à la besogne. Faites donc toutes les concessions possibles, et n'attendez pas à demain si vous le pouvez faire aujourd'hui.

Le plus grand vice de la grève, c'est qu'elle nuit également aux deux parties. Tandis que le patron et l'ouvrier se regardent en chiens de faïence, chacun comptant sur la fatigue et le découragement de l'autre, ils se ruinent parallèlement. Ne vaudrait-il pas mieux s'entendre tout de suite, puisque l'on a besoin les uns des autres et qu'on est sûr d'en venir là tôt ou tard ?

Les États souverains, lorsqu'ils veulent terminer un litige sans effusion de sang, prient le roi Léopold de leur servir d'arbitre. Les ouvriers et les patrons n'ont pas besoin d'aller chercher des juges en Belgique. Qu'ils choisissent à Paris cinq personnes étrangères à l'industrie, mais capables de discerner le juste et le possible. La

question peut être vidée en quatre jours ; on éviterait ainsi les maux qui menacent les producteurs et les consommateurs, c'est-à-dire tout le monde.

De la Liberté et de plusieurs autres choses

Il y avait autrefois une langue française. Elle n'était pas aussi pompeuse que l'espagnol des Castillans, ni aussi douce que l'italien de Toscane, ni aussi riche en subtilités métaphoriques que l'Allemand de Kant et de Hegel ; mais elle avait le plus rare et le plus précieux de tous les mérites : elle était claire. La diplomatie l'adopta, de préférence à toutes les autres, dès l'année 1648, un demi-siècle avant la naissance de Voltaire, lorsque Racine n'était qu'un gamin de neuf ans, la Fontaine un petit provincial inconnu, et Molière un comédien ambulant, aussi obscur que misérable. Cette langue, à peu près fixée par l'honnête Vaugelas, qui achevait alors de vivre, eut la gloire de devenir européenne, parce que l'Europe entière était comme éblouie de sa limpidité. Elle portait partout la lumière avec elle ; elle dissipait les équivoques comme un soleil d'été dissipe les brouillards du matin.

Pauvres nous ! Qu'en avons-nous fait de notre belle langue française ? Le Dictionnaire de l'Académie est recommencer d'un bout à l'autre. Mais, par qui ? Par l'Académie ? non ! La France et l'Europe récuseraient l'Académie de M. Thiers, de M. Villemain et de M. Guizot, pour cause de suspicion légitime.

Un exemple entre cent :

Comment les grands vieillards de l'Académie définissent-ils aujourd'hui le plus beau mot de la langue moderne, liberté ?

J'arrive trop tard pour donner mon avis sur le célèbre discours de M. Thiers. Heureusement, vous savez que j'avais pris l'avance. Mais j'estime qu'il n'est jamais trop tard pour arrêter les sophismes dangereux, surtout quand le talent les emporte sur son aile jusqu'aux dernières limites du monde.

L'honorable M. Thiers s'est présenté pour la dernière fois devant les électeurs de Paris comme un ami de la liberté, sans commentaire. Les électeurs sont gens de bien ; la confiance a toujours été leur fort. Ils savaient tous, car ils ont de la mémoire, que M. Thiers a fait les lois de septembre, qui ne sont pas le dernier mot de la liberté de la presse. Ils savaient que la liberté des échanges, comme le Crédit foncier, comme les chemins de fer, comme la coupure des billets de banque, a trouvé dans M. Thiers un redoutable ennemi.

Mais le jour où l'illustre orateur est venu leur offrir ses services avec MM. Picard, Ollivier, Jules Favre, Guéroult, Havin, Pelletan, Jules Simon et consorts, ils ont pensé que le temps et le progrès avaient porté conseil. Ils ont dit noblement : À tout péché miséricorde ! Le voisinage garantissait les nouveaux principes du candidat ; les bonnes gens qui l'ont nommé croyaient voter pour la liberté en personne. L'élection s'est faite par la naïveté publique ; un petit coup d'épaule de M. Haussmann n'a servi qu'à rendre le résultat plus brillant. Mais, je vous le demande en bonne foi, sans passion et sans malice, auriez-vous voté pour M. Thiers si vous aviez connu sa définition de la liberté ? Vous tous qui défendez la liberté, avez-vous supposé que l'oppression des Romains, le pouvoir temporel du pape, Antonelli, Mérode, le

droit divin dans ses applications les plus insolentes, le massacre de Pérouse, le rapt des enfants juifs et toutes ces iniquités qui fourmillent dans la sentine de Rome (comme disait Luther) fussent le commentaire logique et légitime de la liberté de conscience ?

Le nom de liberté est à la mode : tant mieux ! cela fait l'éloge de notre temps. Mais il faudrait s'entendre à la fin et savoir ce que parler veut dire.

Déjà M. de Falloux et ses amis ont fait passer l'esprit humain sous les fourches du jésuitisme au nom de la liberté d'enseignement. Si nous souffrons que M. Thiers, au nom de la libéré de conscience, décrète la servitude illimitée de six cent mille Italiens, il faudra désormais que le genre humain se mette en garde au seul mot de liberté. Je vois poindre à l'horizon des orages de liberté pires que la grêle et la foudre. Si le malheur voulait que M. Thiers arrivât au pouvoir, il serait homme à proclamer, dans la libéralité de son vieux libéralisme, les libertés les plus terribles pour nous : la liberté de bâillonner, la liberté d'emprisonner, la liberté de bâtonner, la liberté de nous couper la tête. Méfions-nous des libéraux déchaînés ; on ne peut pas savoir où ils s'arrêteront dans cette voie. Rappelez-vous seulement, candides électeurs, certaine loi du 31 mai, qui accordait à la vile multitude la liberté de ne plus voter !

Je ne suis pas de ceux qui usent leurs pantalons aux genoux ; je n'ai pas besoin de lunettes bleues pour contempler les astres d'or, ou dorés, qui éclairent notre ciel politique. Mais, franchement, j'aime mieux le pouvoir tout nu, tout brutal et tout cru que ce libéralisme inverse. Le fatalisme est une erreur que je déplore ; l'absolutisme plus ou moins tempéré par les mœurs est un far-

deau qui me pèse ; mais au moins on entend ce que le gouvernement vous dit et l'on sait que lui répondre. On n'est pas d'accord avec lui, mais on parle la même langue. Lorsque un orateur auguste, répondant à l'Adresse du Corps législatif, assure que « nous redoutons les abus de la liberté plus encore que les abus du pouvoir, » il n'y a pas d'équivoque possible. Nous répliquons hardiment « Non, Sire, vous vous trompez, ou vos ministres vous renseignent mal sur l'état de l'esprit public. Nous redoutons les abus du pouvoir, parce que nous les voyons tous les jours, et nous les sentons à toute heure depuis tantôt quinze ans. Quant à la liberté, comment en craindrait-on l'abus, quand on en a désappris jusqu'à l'usage ? Vous tenez à conserver votre pouvoir intact, parce qu'il vous est plus agréable ainsi et plus commode, et qu'il vous permet de faire sans distraction des choses quelquefois excellentes ; ce désir est logique, il est conforme aux intérêts actuels, immédiats de la situation que vous occupez. Nous pouvons être incommodés de ce qui vous paraît bon pour vous, mais quand l'animal le plus humble a l'instinct de conservation, il est trop naturel que l'État, cet organisme supérieur, s'applique à protéger son existence. Mais nous avons aussi des besoins légitimes, et le plus impérieux de tous, maintenant que l'ordre est solidement établi, est une soif de liberté. Essayez seulement de nous laisser libres : nous nous en trouverons mieux, et qui sait ? peut-être vos intérêts ne s'en trouveront pas plus mal. Vos ministres auront un supplément de besogne et de tracas ; la critique glissera souvent un grain de sable dans le petit pain que vos chefs de bureau mangent à leur déjeuner mais quand même un de ces messieurs se casserait la dent par mégarde, le pouvoir ne serait pas sensiblement ébranlé. Tout au contraire : issu du suffrage universel, le pouvoir ne peut vivre aujourd'hui que par l'assentiment quotidien du peuple ; chaque concession qu'il nous fait l'af-

fermit sur sa base, en rétablissant l'harmonie des gouvernants et des gouvernés. » Voilà ce que les amis de la liberté osent dire poliment aux grands chefs qui nous la refusent. Nous n'en sommes pas moins les adversaires du pouvoir dans huit ou neuf questions sur dix, mais nous parlons la même langue que lui, d'où je conclus que nous arriverons peut-être un jour à nous entendre. Comment s'entendrait-on avec les éloquents et les subtils qui font du jour la nuit et de la liberté l'esclavage ?

C'est nous qui sommes les ennemis de la liberté, au compte de ces messieurs, parce que nous voulons émanciper tous les pauvres du pays en leur apprenant à lire !

C'est nous qui sommes les factieux lorsque nous réclamons l'application des lois.

Une congrégation détestable, ennemie déclarée de toutes les idées modernes, accapare non-seulement les millions, mais les générations, capte les héritages, fausse les esprits, corrompt les âmes, enseigne ouvertement la haine de nos principes et le mépris de nos institutions. Nous demandons que l'horreur de la liberté ne soit plus professée par les jésuites, et l'on nous impose silence au nom de la liberté !

Les philosophes réclament le droit de ne pas payer les frais du culte, et ils donnent, je crois, des raisons sans réplique. Le culte leur est indifférent, toutes les fois qu'il ne leur est pas désagréable. Celui qui ne fréquente pas les églises n'a que faire de les bâtir et de les meubler, et celui qu'on injurie publiquement du haut de la chaire devrait être dispensé de nourrir ses insulteurs. On nous répond que la conscience des fidèles ne s'épanouit à l'aise que dans des bâtiments très-vastes et très-ornés, au milieu

d'un clergé nombreux et bien nourri ; que ce luxe, au plus juste prix, coûte 46 millions par an, et que le philosophe, en refusant un sou de ces 46 millions, violerait la plus sainte de toutes les libertés, qui est la liberté de conscience. Peste ! Il est bien heureux que la conscience des catholiques se soit humanisée depuis un siècle ou deux ; car si elle reprenait goût à la grillade, elle ne nous demanderait pas seulement notre argent, mais aussi notre peau, toujours au nom de la liberté de conscience !

J'ai l'air d'exagérer ; mais non : cela s'est vu. Il est vrai qu'autrefois les inquisiteurs étaient des hommes simples, qui appelaient les choses par leurs noms. Ils ne marmottaient pas des devises de liberté en poussant les verrous du Saint-Office ; ils n'avaient pas l'esprit de railler un pauvre diable en le menant à la mort et de lui dire « Tu vois ce bûcher ? Je l'appelle une glacière. »

Les sceptiques qui composent le nouveau parti libéral ont mis au jour un argument qui serait bien plaisant s'il ne concluait à l'iniquité la plus atroce. Le voici dans son nu :

« La conscience de 37 millions de Français a besoin d'un chef qui maintienne l'unité catholique ; elle veut que ce chef réside à l'extérieur et qu'il soit indépendant. Or, comme il n'y a d'indépendance que dans la souveraineté, nos 37 millions de consciences veulent absolument que le pape règne à Rome et qu'il opprime 600 000 Italiens qui ne nous ont rien fait ! »

J'admets qu'il y ait parmi nous 37 millions de catholiques cléricaux et ultramontains, ce qui manque de vraisemblance. Parmi les citoyens français qui ont été baptisés dans une église catholique, on trouverait, je crois, un certain nombre de déistes, de ra-

tionalistes, d'athées, de positivistes, de sceptiques, et surtout d'indifférents. Le vieux dicton populaire : « Je me moque de ça comme du pape, » est d'origine française ; je ne sache pas que nous l'ayons traduit de l'allemand ou de l'anglais.

Mais quand même la conscience de M. Thiers et la mienne et la vôtre, lecteur, auraient besoin de posséder un roi-prêtre hors du pays, s'ensuivrait-il logiquement que ce roi dût opprimer 600 000 hommes ? Jamais conscience chrétienne n'a pu élever des prétentions aussi exorbitantes que celle-là.

L'honorable M. Thiers croyait en 1849 qu'il fallait immoler trois millions d'Italiens à « cet intérêt de premier ordre » qui s'appelle le pontificat. Aujourd'hui, la Révolution a réduit le chiffre des victimes, et M. Thiers semble adhérer au progrès accompli : une fois n'est pas coutume. Mais si 2 400 000 Italiens ont pu s'affranchir du despotisme sénile de leurs prêtres, pourquoi n'essayerait-on pas d'en délivrer encore quelques autres ? La ville de Rome ne compte pas plus de 175 000 habitants. Le reste est dispersé dans la campagne, et vit fort mal.

Les Romains de la ville sont, d'après M. Thiers, les obligés de la papauté. L'éminent orateur, qui est en outre un grand historien, a découvert que Rome devait tout à la société chrétienne. C'est un pape qui a vaincu Annibal et détruit Carthage ; plusieurs papes de génie ont conquis l'Espagne, la Grèce, la Gaule, la Germanie, l'Asie et le nord de l'Afrique. Scipion, Marius, César et autres chrétiens éminents ont fait de cette heureuse cité « la capitale d'un des plus grands empires du monde ! » L'historien national le dit ; il faut le croire. « Et ces monuments, dit-il, ces monuments immortels qui attirent chez eux le concours de tous les peuples du globe, à qui les doivent-ils ? à la chrétienté ! » En véri-

té, la science est une admirable chose, et rien n'est plus utile que d'écouter les grands historiens. On croyait jusqu'ici que les papes avaient gâté et trop souvent démoli les chefs-d'œuvre de l'architecture romaine ; on répétait par habitude le vieux calembour que vous savez :

Quod non fecerunt Barbari, fecerunt Barberini.

On déplorait même un peu, lorsqu'on avait du goût, cette affluence de richesses mal acquises qui permit aux pontifes du dix-septième et du dix-huitième siècle d'écraser la plus belle ville du monde sous les monuments les plus fastueux et les plus lourds. Mais passons ! Si les 175 000 Romains de la ville croient devoir une certaine reconnaissance au pouvoir qui les opprime de père en fils, ils le diront. Mais les 425 000 autres sujets du pape n'ont ni le souvenir orgueilleux de la conquête du monde, ni la vue des monuments trop lourds et des églises trop riches, pour se consoler de l'ilotisme auquel vous les condamnez. De tous les biens que le pouvoir temporel prodigue à l'univers, ils n'en connaissent qu'un : la fièvre paludéenne. Il n'y a pas de raison, même dans le discours de M. Thiers, contre l'émancipation de ces pauvres gens-là.

Restent 175 000 individus qui subiront éternellement le despotisme d'un prêtre, pour que les consciences de notre pays s'épanouissent en liberté. À ce prix seulement nous pourrons vivre heureux et disserter en termes choisis, dans les salons et dans les assemblées, sur les libertés nécessaires. Ô liberté ! que de crimes on commet encore en ton nom !

Est-il donc vrai, toute rhétorique à part, qu'un prêtre ne puisse être libre, s'il n'est despote ? Faut-il admettre aveuglément, ou

sur la foi d'un homme d'esprit, qu'il n'y a d'indépendance que dans la souveraineté ? » Pour marier des cousins germains, éplucher des cas de conscience, discuter gravement des questions de liturgie, excommunier les idées modernes, mettre Dumas père et Dumas fils à l'index, et canoniser un jésuite de temps en temps, est-il absolument nécessaire de porter la couronne et de frapper monnaie ?

S'il n'y a pas moyen d'accommoder les choses, et que les consciences catholiques soient intraitables sur ce point, faut-il absolument que le pape règne à Rome et non ailleurs ? Les Romains se sont dévoués assez longtemps ; il serait juste enfin de leur donner congé et d'offrir à la papauté d'autres victimes. À qui le tour ? Personne ne répond. M. Thiers lui-même, j'en suis sûr, ne consentirait pas à loger le pape en France. Il tient à le laisser à Rome, parce que M. Thiers est ami de l'Autriche et ennemi de l'Italie : il compte sur les ravages qu'une balle oubliée, un éclat d'obus ou tout autre corps inerte produit à la longue dans un corps vivant. Reste à savoir si la nation française est pour l'Autriche avec M. Thiers, ou pour l'Italie contre lui.

L'honorable orateur a déployé dans sa plaidoirie toutes les ressources d'un esprit subtil. Cependant il a oublié un argument très-neuf et très-piquant, qu'un de ses nouveaux alliés m'adresse aujourd'hui même par la poste.

Le chanoine Salvador Petronio Russo, Sicilien d'origine et jésuite de profession, si je ne me trompe, a publié une brochure où il défend, lui aussi, le pouvoir temporel au nom de la liberté de conscience. Cet opuscule, où la foi la plus vive et la polémique la plus ardente remplacent avantageusement l'érudition et la logique, a été traduit à Dijon par M. l'abbé Victorin Simonet, qui l'a

enrichi de ses observations personnelles. Simonet vous est peut-être inconnu et Petronio n'avait pas encore logé son nom dans la mémoire des hommes ; mais l'un des deux au moins mérite d'être cloué sur cette page, aux yeux de tous les honnêtes gens du pays. C'est lui qui a volé le petit Coën à ses parents, et il s'en vante !

Non-seulement il s'en vante, le malheureux, mais il tire de cet exploit un argument décisif en faveur du pouvoir temporel : « Si l'Église n'était pas souveraine, on ne serait pas libre de se sauver dans ses États ! »

Qu'en pense l'honorable M. Thiers ?

Il est certain qu'en France et dans tous les pays où l'Église n'est pas tout à fait souveraine, un tel crime ne serait pas toléré. À Rome, sous la protection du drapeau français, il a été non-seulement impuni, mais sanctionné par le chef de l'État, qui en fait son affaire personnelle.

Plusieurs versions ont circulé dans le public : voici la bonne, puisqu'elle émane du héros lui-même.

Petronio était lié avec deux cordonniers de son pays, bourboniens et fanatiques. Ces messieurs avaient leurs boutiques à deux pas du Ghetto. Un jour que le chanoine était allé faire une visite à ses amis, il les trouve en pleine discussion avec un juif, marchand de mouchoirs. Il n'était question ni de cuirs ni d'étoffes, mais du catholicisme comparé à la religion des Hébreux. Le chanoine intervient avec cette douce autorité qu'on admire chez les prêtres, partout où ils sont les plus forts. Il écrase le juif et lui ferme aisément la bouche. Ceux qui savent comment la liberté de conscience est tolérée au Ghetto devinent que le pauvre marchand n'osa pas répondre grand'chose. Un apprenti de onze ans

travaillait dans un coin. Petronio, vainqueur, après avoir mis son ennemi en fuite, se tourne vers l'enfant et lui dit :

« Savais-tu ces belles choses-là ? les avais-tu déjà entendu dire si élégamment au catéchisme ?

— Ah bah ! interrompt le cordonnier ; c'est un enfant de juif !

— Bon Dieu ! mais il n'a pas la physionomie d'un juif. Dis-moi, mon bon petit enfant, aurais-tu par hasard le désir de te faire chrétien ?

— Oui. »

Voilà ce que j'appelle une vocation miraculeuse. Là-dessus, Petronio embrasse le petit, lui fait faire le signe de la croix, et lui apprend l'Ave Maria en latin. C'était le 8 juillet. Le 25 du même mois, les cordonniers, en compagnie d'un autre prêtre sicilien qui passait là par hasard, conduisent le petit au catéchuménat. On l'expédie à Frascati, où un cardinal constate sa vocation, et enfin, le 29 septembre, on le baptise malgré les cris et les larmes de ses parents.

L'enfant était d'ailleurs d'une précocité admirable, car déjà il disait : « Je ne puis plus voir les juifs !... Les juifs, on le sait, font toujours des tracasseries. »

Ses parents n'ont pas été admis à causer avec lui, mais les pauvres gens rôdaient autour du catéchuménat comme des âmes en peine. On l'appelait, on lui faisait des signes : il répondait à tout comme un jeune perroquet bien nourri. Il criait fort correctement à son père : « Ne m'importunez pas davantage ! »

Le baptême s'est célébré au noviciat des R. P. Jésuites. Le parrain est M. de Maistre, un nom connu dans l'histoire de la liberté de conscience.

Petronio parle avec un profond mépris « des réclamations importunes de M. de Sartiges ; » il cite la constitution de Benoît XIV (24 février 1747), d'après laquelle on peut convertir un enfant sans le consentement de son père lorsqu'il est parvenu à l'âge de raison, soit sept ans. Or, le jeune Coën a onze ans, donc, toute discussion sur la question de droit serait impertinente au premier chef.

Qu'il se trouve des papes pour autoriser ces infamies, des jésuites et des savetiers pour les commettre, et même un prêtre français pour en traduire le récit insolent, ce n'est pas ce qui me scandalise ; mais qu'un vétéran de la discussion, un député de la ville la plus libérale de notre pays défende la liberté de conscience dans le même esprit et presque dans les mêmes termes que Petronio Russo, cela m'afflige.

Le Juif et le Moine

PERSONNAGES

Le baron SILBERMANN, cinquante ans, embonpoint raisonnable, accent imperceptiblement germanique.

Le P. BRISQUET, trente-cinq ans, taille d'un carabinier, le regard humble, les pieds en dedans, la voix flûtée.

(Au lever du rideau, le baron, plongé dans un fauteuil confortable, croise les jambes. Le Père, debout auprès de la porte, tourne ses pouces avec un visible embarras.)

Le baron, (cordialement)

Approchez donc, mon brave !

Le père, (de sa place)

Que Dieu soit avec vous, monsieur le baron ! Que le Dieu d'Israël et de Jacob, qui est aussi le nôtre, bénisse vos respectables spéculations !

Le baron

C'est bien. Merci. Mais plus près donc, que diable !

Le père, (s'approchant)

Mille grâces pour vos généreuses bontés.

Le baron

Mes bontés ? mes bontés ? J'ai donc fait quelque chose pour vous sans vous connaître ?

Le père

Mais rien que cet accueil empreint de bonne grâce et de…

Le baron

C'est bon ! Allons au fait. Le temps est de l'argent, et à ce point de vue-là, je suis moins riche que beaucoup d'autres. Vous avez quelque chose à me demander ?

Le père

Bien peu de chose, eu égard aux immenses richesses que le ciel vous a départies, monsieur le baron, mais beaucoup si l'on considère la pénurie des infortunés qui vous implorent.

Le baron, (ouvrant un tiroir et prenant quelques louis)

Que ne le disiez-vous plus tôt ? Vous quêtez pour les pauvres ?

Le père, (sans avancer la main)

Pour mon ordre, monsieur le baron, qui a fait vœu de pauvreté.

Le baron, (reprenant de l'or dans son tiroir)

C'est différent. S'il y a vœu de pauvreté, je sais que ça coûte plus cher. Tenez, mon garçon, je double la somme.

Le père

Monsieur le baron daignera m'excuser. Je ne viens pas solliciter une aumône vulgaire. L'ordre auquel j'appartiens, quoique indigne, possède plus d'un milliard en Europe…

Le baron, (vivement et tendant la main)

Alors, mon cher, vous êtes plus riche que moi. La charité, s'il vous plaît !

Le père, avec une humilité croissante

Hélas ! ces biens terrestres ne nous appartiennent pas, et si considérables qu'ils paraissent à première vue, ils sont fort au-dessous des besoins de l'Église. C'est pourquoi nous cherchons à

les accroître par tous les moyens honorables et permis. Nous avons donc espéré que M. le baron ne refuserait pas de nous associer à l'emprunt qu'il émet en ce moment dans des conditions si avantageuses…

LE BARON

Allons donc ! Du diable si je savais où vous vouliez en venir ! Vous demandez de l'emprunt au pair ?

LE PÈRE

On nous a dit que cet emprunt émis à 60 ferait sous peu de jours 70 francs pour le moins.

LE BARON

Mais j'y compte.

LE PÈRE

Mes supérieurs m'ont ordonné en conséquence d'en prendre, s'il se pouvait, pour six cent mille francs.

LE BARON

Ils ne sont pas trop bêtes, vos supérieurs. Je comprends pourquoi vous avez refusé mes vingt louis tout à l'heure. C'est un cadeau de cent mille francs que vous voulez, pas vrai ?

LE PÈRE

Nous le préférerions sans nul doute.

LE BARON

Àpropos, vous savez ce que c'est que mon nouvel emprunt ?

Le père

Nous en avons une idée confuse.

Le baron

C'est un emprunt musulman, ni plus ni moins !

Le père

Le titre n'a qu'une importance secondaire.

Le baron, (avec gaieté)

Si les titres font prime, hein ? (Sérieusement.) C'est égal je voudrais qu'un moine du moyen âge, un de ceux qui brûlaient mes ancêtres en Espagne ou aux Pays-Bas, pût ressusciter un quart d'heure. Que dirait-il en voyant un moine de 1865 solliciter chez un juif quelques titres d'emprunt musulman ?

Le père

Il dirait vraisemblablement que la fin justifie…

Le baron

Connu mais songez-y : la fin la plus prochaine de notre petite opération sera d'affermir un prince mécréant sur son trône.

Le père

Qu'importe, si la fin dernière doit être d'ajouter cent mille francs à notre humble trésor ?

Le baron

N'auriez-vous pas un intérêt plus direct à prêter votre argent au pape ? Il en a grand besoin, le pauvre homme ! Ses finances vont mal, et je l'ai averti la semaine dernière que mon caissier ne pouvait plus rien en sa faveur.

Le père

Le ciel prendra soin d'assister notre saint-père le pape. En lui prêtant un secours matériel, nous aurions l'air de mettre en doute la providence de Dieu.

Le baron

Àla bonne heure ! vous êtes un gaillard subtil et vous savez accorder votre conscience avec vos intérêts. Je veux faire quelque chose pour vous, mon brave homme. Vous gagnerez vos cent mille francs ; mieux encore, je vous eh ferai gagner deux cent mille.

Le père, (tombant presque à genoux)

Ah ! monsieur le baron ! votre grandeur nous comble.

Le baron, (avec bonté)

Mon ami, vous oubliez que la Grandeur ne se donne qu'aux évêques. Oui, vous aurez deux cent mille francs ! Mais il faut les mériter, morbleu !

Le père

Toutes nos prières les plus ferventes…

Le baron

Àquoi bon ? les prières de tous les justes réunis ne sauraient empêcher la damnation d'un juif.

Le père

Nous obtiendrons que Dieu vous éclaire et vous convertisse !

Le baron

Je vous le défends ! et je vous en défie. Ma religion est plus vieille que la vôtre, et, soit dit entre nous, elle est peut-être moins caduque. Rien ne prouve qu'ayant commencé quarante siècles plus tôt, elle n'aura pas l'avantage de durer encore plus longtemps.

Le père, (avec une douce résignation)

Je suis votre obligé : je commettrais le péché d'ingratitude en essayant de vous contredire. Croyez d'ailleurs, monsieur le baron, que les chrétiens de notre époque n'ont plus que des sentiments charitables pour les israélites. Nous vénérons en eux la nation prédestinée qui a prêté au Fils de Dieu sa chair et son sang.

Le baron

Moine, ne parlons pas de sang.

Le père

Eh ! qui donc en parle aujourd'hui avec l'idée de le répandre ? Les tristes jours de l'ignorance et de la barbarie sont bien finis. Si le malheur voulait qu'une nouvelle persécution s'élevât contre les israélites, ils trouveraient à Rome, sous l'aile du souverain pon-

tife, cette félicité tranquille et sereine qui ne leur a jamais manqué.

LE BARON

Au Ghetto, n'est-il pas vrai ?

LE PÈRE

Les murailles du Ghetto, si souvent calomniées par l'impie, n'ont été construites par les papes que pour la protection des juifs.

LE BARON

Pourquoi donc le premier acte libéral de Pie IX a-t-il été de les détruire ?

LE PÈRE

Je ne sais ; mais Son Éminence le cardinal de Bonnechose a dit en plein Sénat…

LE BARON

Je sais ce qu'il a dit. Il a même affirmé, entre autres vérités éclatantes, que les moines de France possédaient plus de dettes que de biens. L'a-t-il dit ? Moniteur du 15 mars 1865, page 266, première colonne, ligne 3 ! Est-ce la vérité ?

LE PÈRE

J'ai tout lieu de le croire, puisque Son Éminence…

LE BARON

Et si la France vous prenait au mot, lorsque vous nous contez de telles balivernes ? Si elle vous disait : « Vous êtes en faillite, les cardinaux l'ont avoué, mais on va démolir la prison pour dettes, nous ne voulons donc pas vous mettre à Clichy. Livrez-nous votre actif, nous payerons vos dettes, et par-dessus le marché on vous donnera du pain jusqu'à la fin de vos jours ! »

Le père

Dieu puissant ! ce serait l'abomination de la désolation !

Le baron

Àla bonne heure ! Un peu de franchise, mon brave ! Et puisque nous voici sur ce terrain je vais vous dire à quel prix je vends ou je vous donne les deux cent mille francs demandés. Vous allez vous asseoir, nous causerons dix minutes, et vous répondrez à mes questions sans mentir d'un seul mot. Si vous êtes sincère, l'argent est à vous, mais gare ! Vous n'aurez pas un centime, si je vous prends en flagrant délit.

Le père, (avec hésitation)

Je n'ai rien à refuser au bienfaiteur de mon ordre ; mais monsieur le baron m'a dit lui-même que ses instants étaient d'un prix…

Le baron

Je vous ai dit que le temps était de l'argent, mais quand je donne dix mille louis pour quatre mots de vérité, je peux bien faire encore un sacrifice de dix minutes. Assis, jeune homme, assis !

Le père, (s'asseyant au bord d'une chaise)

J'attends votre bon plaisir.

Le baron

Est-on pour le gouvernement, dans votre boutique ?

Le père

Il faudrait distinguer. Quoique nous ayons l'habitude d'enseigner la légitimité dans nos colléges, nous ne sommes pas légitimistes absolus. Quel que soit l'homme qui nous permettra de gouverner sous son nom, notre dévouement lui est acquis. L'Empereur a fait mine de nous livrer la France, nous l'avons servi fidèlement tant que nous avons compté sur lui. Depuis la campagne d'Italie, il paraît s'éloigner de nous sans secousse, avec une lenteur calculée. Nous sommes sur le qui-vive et nous attendons les événements sans rien compromettre. Ce n'est pas nous qui déclarerons jamais la guerre, mais nous ne la craignons pas et nous sommes prêts.

Le baron

Peste ! mais vous parlez d'entrer en campagne comme si vous aviez cinq cent mille hommes sous les armes. Combien êtes-vous donc ? trois mille au plus, d'après la statistique la plus exagérée. Vous n'avez pas d'existence légale ; pour vous jeter une fois de plus hors du pays, il ne faut ni loi, ni décret, une ordonnance de police suffit.

Le père

Qu'on essaye ! La statistique n'a compté lue les officiers de la compagnie ; nous seuls pourrions fournir le recensement de nos soldats.

LE BARON

Ne vous faites donc pas plus terribles que vous n'êtes. Je parie que dans votre armée il y a cent jupons pour une paire de culottes.

LE PÈRE

C'est déjà fort joli d'avoir les femmes pour soi. Mais nous avons, Dieu merci ! des alliés dans le sexe fort. Notre effectif en hommes se compose : 1 de tous ceux qui ne savent pas lire. Y en a-t-il encore dans le pays ?

LE BARON

Trop, par malheur.

LE PÈRE

2 De tous ceux qui ont appris à lire chez nous. Nous en a-t-on livré assez, depuis quinze ans, de ces jolis petits garçons ?

LE BARON

Trop ! Beaucoup trop !

LE PÈRE

La moitié de chaque génération, pas davantage. Nos élèves sont faufilés partout aujourd'hui. Nous en avons dans l'enseigne-

ment, dans le barreau, dans la magistrature, l'administration, l'armée !

LE BARON

Ils sont trop jeunes pour avoir beaucoup d'autorité.

LE PÈRE

Croyez-vous donc que leurs parents ne soient pas aussi dans notre main ? Nous faisons la cour à la mère pour qu'elle nous amène son fils, mais nous faisons la cour au fils qui tarde rarement à nous livrer son père. Si monsieur le baron me permettait de lui conter l'histoire de la maison à laquelle j'appartiens…

LE BARON

J'allais vous en prier. Un seul fait en dit plus que vingt pages de phrases.

LE PÈRE

Monsieur le baron connaît certainement la ville de X… ?

LE BARON

Comment donc ? Une des plus fortes places de la France ! un des centres les plus intelligents et les plus libéraux !

LE PÈRE

Notre maison s'y est maintenue de tout temps, à la barbe des parlements et des rois. Mais, sous la Restauration, sous Louis-Philippe, et jusqu'en 1852, nos Pères y ont végété plutôt que fleuri. Ils étaient quatre au moins, douze au plus, petitement logés.

Les uns prêchaient les missions dans la campagne, les autres pratiquaient la confession partielle.

LE BARON

Pardon ! Qu'entendez-vous par là ?

LE PÈRE

Une admirable invention qui nous est propre. Vous comprenez que les dévotes n'aiment pas à conter leurs gros péchés au curé de leur paroisse, à un homme qui les voit tous les jours en face et vit avec ses pénitentes dans une sorte d'intimité. On tient à conserver l'estime d'un voisin vénérable, et pourtant on n'aime pas à garder sur la conscience les énormes péchés qui vous tirent comme un plomb jusqu'au fond des enfers. Pour ces âmes dans l'embarras, nous avons inventé la confession partielle. Nous blanchissons le gros, on va porter le fin aux curés et vicaires de paroisse.

LE BARON

Ça, c'est joli.

LE PÈRE

En 1852, l'occasion nous parut bonne pour fonder un collége à X... La ville possédait bien un lycée, et même un des meilleurs de cette immonde Université ; mais le ministère de l'instruction publique affichait la généreuse intention de suicider l'État dans son enseignement officiel. Nous fîmes l'acquisition d'un pensionnat très-modeste où peu de temps avant nous un abbé avait fait de mauvaises affaires. Notre clientèle, au début, se composait surtout d'élèves incorrigibles, expulsés de partout, de polissons plus

indomptables que le mulet du Cirque : on nous les donnait à dresser. Quelques gentillâtres bien pensants nous confièrent leur progéniture. Je ne crois pas manquer de modestie en disant que nous avons le génie de l'éducation. Nous n'apprenons pas grand'-chose à nos élèves, mais nous les nourrissons bien, nous les entourons de petits soins, nous ne leur ménageons pas les congés, nous leur prodiguons les fêtes. Peu ou point de punitions et force récompenses. Le plus médiocre sujet obtient chez nous sans se fouler la rate plus de décorations, de rubans, de distinctions honorifiques qu'un diplomate allemand n'en étale aux réceptions du grand-duc. Que doit penser un lycéen lorsqu'il rencontre un de nos élèves en vacance ? On lui vante les douceurs de l'Éden que nous avons fait, tandis qu'il se lamente encore sur la sévérité des pions et la sécheresse des haricots. À la rentrée, il demandera formellement qu'on le mène chez les bons Pères !

Pour nous attacher les parents, nous les flattons un peu dans la personne de leurs fils ; nous ne nous plaignons pas du gamin, si diable qu'il puisse être ; nous l'embrassons avec une certaine ostentation de tendresse, fût-il un peu sale ou mal mouché. Nous offrons aux familles des séances de musique, de littérature, d'escrime, de gymnastique où leurs enfants se couvrent de gloire sous les yeux des principales autorités du département. Rien de pareil dans les lycées. Le père qui veut embrasser son fils n'a pour distraction que la figure du portier, les murailles nues du parloir, et la grimace rébarbative d'un censeur qui n'embrasse pas.

Pour les mères de famille, nous montons avec un luxe éblouissant des messes à grand orchestre ; nous leur faisons nous-mêmes, avec mille attentions délicates, les honneurs du saint

lieu. Leur âme tendre s'émeut au spectacle de nos cérémonies ; nous les prenons comme il faut prendre les femmes, par les nerfs.

Pour le public badaud, nous avons inventé un système d'anoblissement général qui produit un effet admirable à nos distributions de prix. Rien de plus simple dans la pratique : il s'agit d'ajouter à chaque nom propre la particule de. Premier prix : Charles de Cordonnier ; second prix : Athanase de Dupont ; troisième prix : Émile de Jeanpierre. Car nous donnons des troisièmes et des quatrièmes prix. Les parents vraiment nobles sont flattés de voir par eux-mêmes que l'enfant vit au milieu de ses pairs, qu'il ne s'encanaille pas chez nous comme au lycée. Ceux qui n'ont pas la particule et qui la voient accolée au nom de leurs enfants s'étonnent bien un peu, mais je n'en ai pas vu qui se missent en colère.

Par ces manœuvres innocentes, monsieur le baron, nous avons agrandi si victorieusement notre commerce qu'il a fallu déménager deux fois en trois ans. Aucun local ne suffisait. Enfin, l'État est venu à notre aide et nous a cédé à moitié prix un ancien couvent et l'église attenante total un bon hectare tout bâti, au milieu d'une ville forte, où les terrains valent cher. On estimait le tout à 800 000 fr., l'État nous l'a donné pour 400 000 fr. Nous avons dépensé 600 000 fr. en travaux de toute sorte, et…

LE BARON

Vous aviez donc un million sous la main ?

LE PÈRE

Nous avons émis des obligations ; c'est l'a-b-c de la science. Aujourd'hui nous comptons plus de cinq cents élèves, et dans ce

nombre les fils de tous les principaux fonctionnaires, sauf un. Le général, le receveur général, le procureur général, les plus gros bonnets du pouvoir sont à nous ; le préfet seul, un jacobin, nous résiste encore.

LE BARON

Ah çà, mais, qui est-ce qui met ses enfants au lycée ?

LE PÈRE

Personne, ou peu s'en faut.

LE BARON

Alors l'État aurait mieux fait de vous vendre les bâtiments du Lycée.

LE PÈRE

Nous n'en aurions pas voulu. Nous avons le droit d'être difficiles !

LE BARON

Allons, allons, vous êtes forts, en province.

LE PÈRE

Nous croyez-vous moins forts à Paris ? Vous avez entendu avec quels ménagements l'archevêque lui-même parlait de nous au Sénat. Que pensez-vous du Sénat, monsieur le baron ?

LE BARON

Il me semble que nous intervertissons les rôles mon ami. C'est vous qui me questionnez maintenant ! Je pense que le Sénat n'est pas seulement un wagon de cent mille tonneaux attelé à la queue d'un train pour l'empêcher d'aller trop vite ; c'est plus et mieux qu'un musée ou conservatoire des arts et métiers politiques où l'on admire des machines puissantes en pleine activité, d'autres hors de service, d'autres qui ont éclaté en tuant le mécanicien. C'est un corps vivant, ou plutôt qui commence à vivre. Le jour où le progrès y sera représenté aussi largement que la réaction, le jour où toutes les opinions, tous les cultes…

Le père, (se signant)

Un juif serait assis entre les cardinaux !

Le baron

Moine, mon bon ami, vous n'avez donc jamais réfléchi sur les ressemblances historiques qui existent entre les juifs et les moines ?

Le père, (de plus en plus scandalisé)

Ah ! monsieur le baron ! vous me vendez votre argent un peu cher !

Le baron

Au moyen âge, mon cher, les moines et les juifs vivaient également hors de la société, les moines par choix, les juifs par force. Seulement vous la dominiez, et elle nous écrasait. Malgré l'opinion qui vous plaçait trop haut et nous trop bas, nous étions régulièrement pillés les uns comme les autres. Lorsqu'un roi manquait d'argent, la seule question était de savoir si l'on dépouille-

rait les juifs ou les moines. Il n'y a pas de sécurité hors de la loi commune, des idées communes, de la patrie commune. Nous l'avons compris avant vous, et nous nous en sommes bien trouvés. Le juif a fait des efforts héroïques pour rentrer dans le sein de la société française, tandis que le moine s'escrime à en sortir. Nous avons obtenu d'être citoyens, nous sommes heureux de cette conquête, et nous nous efforçons de nous en montrer dignes. Nous payons plus d'impôts, nous faisons plus d'enfants, nous rendons plus de services que la plupart des chrétiens ; dans l'industrie, le commerce, les arts, dans les fonctions publiques et même sur les champs de bataille nous rivalisons d'activité, de dévouement et de courage avec ceux dont les pères étaient citoyens avant nous. C'est pourquoi nos personnes et nos biens sont aujourd'hui plus en sûreté que les vôtres. Personne ne serait assez fort pour demander l'expulsion des juifs, tandis que les chrétiens pétitionnent aujourd'hui pour obtenir la vôtre. Aucun prince n'attenterait sans crime aux millions que j'ai accumulés par mon travail, conformément à la loi commune. Si vous voulez obtenir la même sécurité, méritez-la. Vous aurez l'argent que je vous ai promis ; mais si vous tenez à le garder longtemps, devenez citoyen et commencez par devenir homme.

LE PÈRE

Monsieur le baron, j'accepte l'argent.

Le recrutement des hommes d'État

On a dit et répété tous ces jours-ci qu'il n'y a pas d'hommes indispensables. D'accord. Mais vous m'accorderez probablement aussi

qu'on ne gouverne pas sans hommes et qu'il est indispensable de remplacer ceux que l'on perd.

J'ajoute que cette question du recrutement politique nous touche, nous peuple, autant que le chef de l'État. L'Empereur et les citoyens sont solidaires en cela comme en bien des choses : un prince et une nation ne font pas ménage ensemble pendant seize années sans que les intérêts de l'un et de l'autre se lient par plus d'un bout.

Les partisans de l'anarchie, ceux qui croient le troupeau français assez sage pour marcher en bon ordre sans bergers et sans chiens, se consolent de voir le destin concentrer tous ses coups dans un même cercle, comme s'il avait résolu de faire la solitude autour du trône. Ils disent avec l'âne de la Fontaine : « Notre ennemi, c'est notre maître » ; quand on n'aura plus d'hommes pour nous gouverner, on ne nous gouvernera plus.

Un fait suffit pour réfuter cette théorie un peu sauvage. Nous n'avons pas de maître, mais un chef pris par nous au milieu de nous. Ses pouvoirs sont, à mon avis, plus étendus qu'il ne serait absolument nécessaire ; mais c'est la nation qui lui a fait si bonne mesure, un jour qu'elle avait peur d'elle-même et besoin de lui. Sa politique au dedans et au dehors n'a pas contenté tout le monde ; à qui le dites-vous ? Mais la somme du bien réalisé est visible à l'œil nu, et nous n'avons pas abjuré l'espérance du mieux. Et les philosophes anarchistes ne seraient pas les derniers à croire tout perdu si les hommes d'État qui nous restent étaient emportés demain par une dernière razzia de la mort.

Les jeunes gens (cet âge est plein d'illusions) ne s'embarrassent pas pour si peu. Je les entends d'ici dans leur noble et

naïve arrogance : « S'il en faut absolument, de ces hommes d'État, nous en improviserons en huit jours ! ». En huit jours, mes amis, on improvise des héros ; vous l'avez prouvé trop souvent pour qu'on ait besoin de le dire ; mais un homme de bon sens, de savoir, de parole, d'action, un homme assez pénétrant et assez large dans ses vues, assez audacieux et assez prudent, assez ferme et assez souple, assez amoureux du bien et assez patient du mal pour mériter de gouverner les autres, voilà ce que l'improvisation la plus heureuse ne saurait créer en dix ans.

Ah ! s'il ne s'agissait que d'émarger cent mille francs au budget et d'éconduire poliment quarante solliciteurs au jour le jour, la plupart des Français seraient aptes à la chose ; mais le gouvernement est un métier comme les autres, sauf qu'il est plus savant et plus pénible que la plupart des autres : il faut de longues études et un apprentissage laborieux, même pour arriver à gouverner très-mal.

Vous me direz que la grande Révolution a fait éclore des hommes d'État par douzaines. Oui, l'éclosion date de 89, mais le dix-huitième siècle avait couvé les œufs. On comptait par milliers les individus de tout rang, de tout âge, de tout sexe qui étudiaient la théorie, et même, çà et là, la pratique du gouvernement. Tout ce monde accourut aux États-Généraux comme les écoliers de Paris s'en vont à la Sorbonne pour subir l'examen du baccalauréat. Sur tous ces appelés, combien d'élus ? Pas tant, car la Révolution, vous en conviendrez sans doute, nous a mieux défendus qu'elle ne nous a gouvernés.

Le difficile ne sera jamais de trouver des soldats et des marins qui nous défendent. Telle est l'organisation de la flotte et de l'armée française que les emplois y manquent aux hommes plus

souvent que les hommes ne manquent aux emplois. Prenez cent officiers au hasard : il y en a pour le moins deux ou trois dans le nombre qui feraient des amiraux sans reproche ou de bons maréchaux de France.

Quand nous avons perdu Saint-Arnaud, Castellane, Pélissier, Bruat, Hamelin, Romain-Desfossés, et tant d'autres militaires, dont quelques-uns avaient plus que du talent, le peuple les a regrettés sans doute, mais il ne s'est pas demandé avec inquiétude comment on pourrait les remplacer. L'armée était là, la flotte était là : il n'y avait qu'à prendre et le choix ne manquait pas, Dieu merci ! Dès qu'il s'agit de remplacer un homme d'État, un Billault, un duc de Morny, tout le monde s'émeut, non-seulement les amis du pouvoir, mais ses adversaires qui raisonnent. Car, enfin, c'est nous qui payons les fautes de nos gouvernants : il nous importe donc que l'Empereur ait toujours sous la main un certain choix d'hommes capables. Nous avons donc le droit d'envisager avec mélancolie ce petit état-major de personnages politiques qui vieillissent, qui meurent et qui ne se recrutent pas.

C'est en vain que le pouvoir les déplace, les transpose et les multiplie par le mouvement comme ces quatre soldats du Cirque qui, passant et repassant devant les yeux du spectateur, figuraient une armée entière. Quand on arriverait, par un miracle de prestidigitation ; à déplacer dix fois un homme dans l'année, quand il descendrait du fauteuil pour prendre tour à tour chacun des portefeuilles et même le carnet du ministre sans portefeuille, pour aller en dernier lieu présider n'importe quelle assemblée du haut de n'importe quel fauteuil, il ne serait, tout bien compté, qu'un homme ; il n'aurait qu'une seule tête ; il ne mettrait au ser-

vice du public que les forces, les talents et les lumières d'un homme.

Ces embarras du pouvoir et ces préoccupations du peuple sont chose unique en Europe et nouvelle en France. Lisez l'histoire de 1816, de 1840, de 1849, vous verrez qu'à ces diverses époques le pays fourmillait d'hommes capables et possibles. Est-ce que le niveau des intelligences aurait baissé ? Je le nie. Les hommes capables abondent et surabondent. Ce qui manque, c'est un groupe assez nombreux d'hommes possibles, pour que le pouvoir ait du choix.

Comme nous avons un peu oublié la langue parlementaire, ce vieux mot « homme possible » a besoin d'être défini. On désignait ainsi les hommes de talent que le chef de l'État pouvait employer sans honte et qui pouvaient sans déshonneur accepter un emploi public.

Lorsque M. Guizot et ses amis occupaient le ministère, M. Thiers était le chef de l'opposition ; et vous savez s'il taillait des croupières à M. Guizot. Il n'en était pas moins un ministre possible, et très-possible, et ses collègues de l'opposition constitutionnelle étaient possibles tout comme lui. Le roi pouvait, sans avilir la majesté du trône, leur donner gain de cause un beau matin et dire : « Décidément, vous êtes dans le vrai ; vos idées me semblent plus justes que celles de mes ministres actuels : gouvernez à leur place ! » Ce qu'il fit, un peu trop tard, au mois de février 1848.

M. Thiers, de son côté, pouvait sans déshonneur, et même avec beaucoup d'honneur, accepter le portefeuille. Pourquoi ? parce qu'il n'avait jamais, dans l'ardeur des discussions les plus

acharnées, contesté les principes fondamentaux de la monarchie, ni attaqué la personne du roi parce que ni lui, ni ses amis, ni ses électeurs n'avaient aucun parti pris contre ce pouvoir irresponsable qu'on appelait le trône.

Il s'était fait le champion de certaines idées, contraires aux idées de M. Guizot, mais n'avait pas renoncé au doux espoir d'appliquer ses théories lui-même, au nom du roi. Le jour où il eût pris le portefeuille aurait été un triomphe non-seulement pour lui, mais pour ses électeurs. En devenant ministre, il ne désertait pas ses principes : il les intronisait.

Transportez la scène en 1865. Supposons que demain l'Empereur appelle M. Darimon à ce quasi-ministère qu'on nomme la présidence du Corps législatif. Que dira-t-on de l'Empereur dans les régions du pouvoir ? Que dira-t-on de M. Darimon dans le parti démocratique, où il occupe un rang très-honorable ? Êtes-vous sûr que les électeurs qui ont voté pour lui mettront des lampions à leurs fenêtres ? Non certes, et pourquoi ?

Pour une foule de raisons que je vais esquisser de mon mieux, avec l'humble sincérité d'un homme qui est et sera toujours impossible.

L'Empereur est un homme d'État d'un incontestable mérite. Il a étudié le pouvoir à la meilleure de toutes les écoles, qui est l'opposition. Il a été, depuis 1830 jusqu'à la fin de 1851, le chef d'un parti très-faible d'abord, puis important, puis immense, que l'histoire désignera sous le nom d'opposition bonapartiste. Ses amis de la veille, et notamment M. Mocquard et M. de Persigny, ont fait leurs études politiques avec lui.

Si l'art de gouverner s'acquiert par la pratique, on l'apprend peut-être encore mieux en harcelant un adversaire qui gouverne. On étudie l'envers des mêmes questions ; on donne plus de temps à la théorie, n'ayant pas les détails et les ennuis de la pratique ; on voit plus clair dans le jeu, comme le spectateur qui suit une partie d'échecs.

On a d'ailleurs les mêmes occasions d'acquérir la connaissance des hommes : on contracte forcément l'habitude de parler et d'écrire ; on se fait un style net, on trouve les formules les plus simples et les arguments les plus décisifs : on prend de l'autorité, car enfin gouverner une opposition, c'est déjà gouverner quelque chose.

Cette éducation si bien commencée s'est parfaite, en quelque sorte, dans l'exercice du pouvoir. Le malheur est que la confiance personnelle, manifestée avec éclat par l'immense majorité du peuple, les talents personnels acquis laborieusement par le nouveau souverain, les idées personnelles qu'il apportait toutes faites, presque mûres, l'empressement de traduire la théorie en fait, l'impatience des obstacles et de la contradiction même ont poussé l'Empereur au système noble et périlleux du gouvernement personnel. Louis-Philippe disait : nous ; le pauvre excellent homme aurait pu même, sans paradoxe, dire : eux, car il n'était que l'auguste et respectable porte-voix de ses ministres. L'Empereur dit : moi, et qui pourrait l'en blâmer, je vous prie ? C'est avec lui que la nation française a signé un bail indéfini. Vous ne lui avez pas fait de conditions : ce n'est pas vous qui lui avez imposé une charte, en garantie des libertés publiques : il a rédigé la Constitution de l'Empire et vous l'avez acclamée. Les neuf dixièmes de ceux qui ont tant de fois voté pour lui n'avaient en

vue aucun système politique : ils voulaient Napoléon, et acceptaient, les yeux fermés, ce qu'il aurait pour agréable. Quelques-uns souhaitaient la paix, quelques autres préféraient la guerre ; celui-ci inclinait vers les idées libérales, celui-là vers les idées cléricales, mais tous ou presque tous se ralliaient par anticipation à la volonté telle quelle de l'Empereur. La sagesse des nations dit qu'un homme en vaut un autre ; l'enthousiasme de la France a déclaré qu'un seul homme appelé Napoléon III valait plus à lui seul que trente-sept millions d'autres. Voilà le commentaire véridique des oui que vous avez jetés dans l'urne. Vous avez dit oui pour le passé, oui pour le présent, oui pour l'avenir, oui au nom des enfants de vos petits-enfants, qui n'ont pas été consultés, et pour cause. Tous ces oui ne datent pas d'hier ; un certain nombre de citoyens ont regretté par-ci par-là d'avoir parlé si net et de n'avoir pas fait plus de réserves ; et pourtant si demain la question de personne était remise sur le tapis, l'immense majorité du peuple, après avoir délibéré froidement, sans trouble et sans passion, dirait encore : oui.

Étant donnés l'homme et le peuple, l'homme qui se sait si fort, et le peuple qui s'avoue si faible, vous comprendrez que l'Empereur était presque autorisé à vous dicter ses volontés au lieu d'exécuter les vôtres. S'il n'a pas pris au mot l'espèce d'abdication qui fut le premier acte du suffrage universel, s'il s'est préoccupé quelquefois de l'opinion publique, c'est une preuve de modération dont vous deviez lui savoir gré. En théorie, l'Empereur règne et gouverne sous l'inspiration du peuple ; mais si le peuple ne dit rien, s'il attend, bouche béante, qu'on lui dise ce qu'il doit penser, l'Empereur est le bras, l'Empereur est la tête, l'Empereur est toute la France à lui seul. Rappelez-vous le succès de certaines brochures que vous avez dévorées, englouties plutôt que vous ne

les avez lues. M. Dentu les tirait à quatre éditions par jour. On disait, à tort ou à raison, que l'Empereur les avait dictées, et le peuple se jetait dessus : la foule était bien aise de connaître une fois dans sa vie quelle opinion elle devait avoir.

Lorsqu'un homme est investi d'une telle confiance, il a beau jeu à prendre sur lui les responsabilités les plus écrasantes. Il peut endosser hardiment tous les actes de ses ministres ; sa popularité est assez solide pour que les traits de la critique ne la traversent jamais ; son autorité est trop haute pour que le discrédit puisse l'atteindre. L'Empereur responsable, c'est l'irresponsabilité absolue de tout le gouvernement.

Mais si la sympathie et l'admiration publiques rendent un homme tout-puissant, elles ne le rendent pas immortel. L'Empereur se porte bien, Dieu merci, mais nous devons pourvoir à l'avenir, lui comme nous. Le travail du gouvernement personnel est terriblement dur : cette responsabilité, qui est une force entre les mains du père, serait peut-être un fardeau sur les épaules du fils. Écartons la perspective des malheurs prochains : le prince impérial aura trente ans en 1886 ; un homme de trente ans est bien jeune pour gouverner la France à lui tout seul… Je sais bien que M. le maréchal Magnan et tous les sénateurs ont promis de se serrer autour du trône ; le maréchal Magnan est de 1791 : en 1886, il aura 95 ans, et M. Dupin 103.

Vous me direz que nous n'en sommes pas là ; je le sais. Mais si, dès aujourd'hui, le gouvernement personnel commence à remarquer que les hommes lui manquent, à quelle disette ne sera-t-il pas exposé dans vingt ans ?

Le gouvernement personnel (c'est le point où j'en voulais venir) use autant d'hommes que le gouvernement parlementaire, et il lui est plus difficile d'en créer un.

Ne voyez pas dans ce qui me reste à dire, l'apologie d'un vieux système condamné par l'expérience et par l'équité même. Le régime parlementaire qui a fleuri sous Louis-Philippe péchait par la base, puisqu'il était fondé sur le suffrage restreint. Mais il avait des avantages précieux qu'il est encore temps de lui prendre. Aucun vainqueur n'est assez grand, assez fort, assez riche pour dédaigner les dépouilles du vaincu. Le demi-Dieu qui inventa le gouvernement personnel, Hercule, après avoir vaincu le lion de Némée, ne crut pas déroger en s'habillant de sa peau. Si l'Empereur, au lieu d'avoir autour de lui quinze hommes d'État capables et possibles, dont le plus jeune est âgé de cinquante-deux ans, pouvait en réunir cent cinquante, n'êtes-vous pas d'avis qu'il serait mieux couvert, qu'il aurait sur le dos la peau du lion de Némée, et qu'il pourrait au besoin la transmettre à son fils ?

La presse, le barreau, le haut enseignement, la députation forment, exhibent et recommandent les hommes capables. Ce qui fait les hommes possibles, c'est la discussion loyale, modérée, amiable, sans arbitraire, sans violence, sans injures, entre le pouvoir et l'opposition. Deux hommes dont l'un prétend que deux et deux font trois, et l'autre que deux et deux font cinq, pourront tomber d'accord et se donner publiquement la main sans scandale, s'ils ont eu soin de se renfermer dans la défense de leur opinion. Mais si le premier, étant plus fort, est tombé à coups de poing sur l'autre ; si le second, foulé aux pieds, s'est vengé par une de ces paroles qui ne s'effacent jamais, rien au monde ne pourra les réconcilier honorablement. Celui des deux qui propo-

sera la paix fera dire qu'il s'est abaissé devant l'autre. Ses amis le rencontreront dans la rue et ne le salueront plus.

Depuis que la démocratie dont nous sommes tous membres s'est donné un gouvernement personnel, il semble que le pouvoir ait pris à tâche de rendre l'opposition impossible. Les ministres ne sont guère que les exécutants de la symphonie impériale : celui qui aurait la prétention de jouer son petit air à part ferait plus sagement de retourner chez lui. Les fonctionnaires fonctionnent dans le plus bel ordre ; cinq cent mille orgues de barbarie répètent jusqu'aux extrémités de la France la ritournelle exécutée et transmise par les ministres. J'avoue qu'au milieu d'une harmonie si parfaite un seul cri, un seul mot d'opposition doit détonner sensiblement. Mais est-ce une raison pour que cinq cent mille hommes tombent à bras raccourcis sur le téméraire qui a parlé ?

Je crois que l'Empereur ignore neuf fois sur dix les contradictions qui s'élèvent parmi nous contre sa politique. Les connût-il, je suis presque certain qu'il n'en serait pas personnellement offensé. Il est de bonne foi dans la recherche du mieux, et la preuve c'est qu'il a déjà changé d'avis sur plus d'une question importante. C'est le fonctionnaire qui s'insurge comme un beau diable au premier symptôme d'opposition. « Comment ! moi qui suis moi, et qui porte un habit brodé sur toutes les coutures, je m'applique héroïquement à étouffer toutes mes idées, à réprimer tous mes penchants, à ne rien faire, ne rien dire et ne rien penser par moi-même, et un simple citoyen, un vil contribuable se permettrait de raisonner tout seul ! »

Il suit de là que nous avons vu de fort honnêtes gens malmenés (au nom de l'Empereur, qui n'en savait rien) pour avoir dit loyalement ce qu'ils pensaient. Or, le plus patient des hommes est

enclin à se révolter contre la force. On se met en colère, on va trop loin, on est conduit nécessairement à viser haut, puisque les basses et moyennes régions du pouvoir sont couvertes par la responsabilité impériale, et l'on devient impossible, malgré soi.

Un fonctionnaire se dit, avec juste raison : J'appartiens corps et âme au gouvernement qui me paye ; quoi qu'il décide, il a raison pour moi ; je suis tenu de lui prêter les mains, ou de rentrer dans la vie privée. Mais la funeste erreur des fonctionnaires impériaux est d'appliquer le même raisonnement à tous les citoyens du pays. « M. un tel est d'accord avec nous sur quatre-vingt-dix-neuf questions, mais il ose trancher sur la centième avec indépendance. Si j'agissais ainsi, je serais un mauvais fonctionnaire : donc, M. un tel est un mauvais citoyen. »

Que les dieux, que les papes argumentent de la sorte ; qu'ils disent carrément : celui qui n'est pas pour moi en toutes choses, est contre moi : ils sont dans la logique de leur rôle. Mais cet absolutisme moral est-il bien à sa place chez des hommes sujets à l'erreur, semblable à nous en tout point, sauf l'habit ?

Je ne veux pas pousser au noir la peinture de nos mœurs politiques. C'est pourquoi je citerai simplement l'histoire de ce maire, qui mettait hors la loi les poules d'un citoyen trop indépendant. Le maître de ces poules n'aspirait pas sans doute au trône de France. Le seul fait d'élever des poules nous prouve abondamment qu'il était doux, paisible, ami de l'ordre et dévoué aux lois qui protégent l'éducation de la race galline. Avait-il en lui l'étoffe d'un ministre ? Je ne sais. Était-il capable de gouverner trente-sept millions d'animaux sans plumes ? Je n'en veux pas jurer. Mais il était possible, avant la proscription de sa volaille. Le lendemain, il s'est mis en colère, il a déblatéré au café contre la

constitution de l'Empire ; il se présentera aux élections municipales comme candidat de l'opposition. C'est un homme impossible ; la France n'a plus rien à espérer de lui !

J'ai l'air de plaisanter, mais au fond la chose est très-grave. Lorsqu'un sous-préfet de M. Guizot molestait un électeur à deux cents francs, l'honnête censitaire ne s'en prenait pas au roi, qui n'était responsable de rien. Il n'était pas même tenté de faire un de ces coups de tête qui rendent un homme impossible. Il attendait la prochaine élection et votait pour un ami de M. Thiers. Aujourd'hui, c'est une autre histoire. L'Empereur seul est responsable : chaque bévue, chaque bourrade d'un employé public, ministre ou garde-champêtre, pousse un homme à l'opposition et donne un adversaire au pouvoir. Toutes ces unités réunies ne font pas une somme énorme, j'en conviens. Mais comparez les votes de 1852 aux votes de 1864 ; vous aurez le chiffre exact des impossibles créés par les abus du gouvernement personnel.

Pourquoi l'élection est-elle devenue stérile ? J'entends, pour le pouvoir, et non pour le public. Pourquoi, dis-je, en dix ans, le Corps législatif n'a-t-il pas fourni un ministre ? Parce que le pouvoir, dans l'intérêt mal entendu de sa stabilité, désigne ses candidats au choix des électeurs. J'emploie le verbe désigner, pour ne pas envenimer les choses. Le pouvoir donc a soin de désigner aux électeurs les députés qui lui seraient particulièrement agréables. Il choisit avant nous et pour nous l'homme qui viendra plaider notre cause devant lui. Mais pour quels mérites les choisit-il ? Pour la largeur des vues ? Pour l'abondance des idées ? Pour la fermeté du caractère ? Le grand souci du gouvernement n'est-il pas plutôt de se faire envoyer des députés fidèles, sûrs, dévoués, acquis d'avance à l'infaillibilité du pouvoir ? Je rends justice aux

hommes de talent et de caractère qui siégent sur les bancs de la majorité. J'avoue qu'ils ont plus d'une fois donné des preuves de leur indépendance. Mais il a dû leur en coûter un peu de repousser certaine loi, de refuser certaine dotation ; car enfin le pouvoir les avait adoptés comme agréables, et ils cessaient d'être agréables ce jour-là. Accepter une candidature officielle sous un gouvernement aussi personnel que le nôtre, ce n'est pas voter d'avance toutes les lois qui seront proposées, mais c'est dire qu'on tournera la langue sept fois dans sa bouche avant de dire non. Tout candidat officiel est un homme plus que possible ; j'en pourrais citer quelques-uns qui sont en même temps fort capables ; mais le pouvoir est tellement sûr de leur docilité, il a si bien bridé en eux l'audace et l'initiative, qu'il ne pense pas même à les employer.

Je crois, Dieu me pardonne ! qu'il chercherait plus volontiers ses ministres dans les rangs si clairsemés de l'opposition libérale. Le pouvoir ne saurait ignorer ce vieux proverbe qui dit : On ne s'appuie que sur ce qui résiste. Mais il n'est pas libre d'offrir, et les députés de l'opposition ne sont pas libres d'accepter. On a pris soin malheureusement de les rendre impossibles.

Par une contradiction qui paraîtra bizarre dans cent ans, lorsqu'un homme honorable et considéré se présente comme candidat libre, on commence par lui faire prêter serment d'obéissance et de fidélité ; après quoi les préfets, les sous-préfets, et les gardes-champêtres se répandent dans les campagnes et jurent que cet homme est l'ennemi de l'Empereur et de la Constitution. Que voulez-vous qu'il réponde à cela ? Il serait bien patient si, du coup, il ne passait pas au rang des impossibles. Ses électeurs y comptent bien. On ne l'a pas envoyé à la Chambre, lui, cinquième

ou trentième, pour déplacer la majorité, retourner la marche des affaires et diriger le pays dans un autre sens. Personne ne rêvait un miracle si invraisemblable ; mais l'électeur s'est dit : « C'est un gaillard solide ; il votera contre toutes les lois, il fera un discours sur l'Adresse, un autre sur le budget, et il dira des choses désagréables au gouvernement. » Qu'il s'écarte de ce programme, il se fera honnir. À quoi bon citer des exemples ? Je vois d'ici la minorité de la Chambre : j'y compte au moins cinq hommes très-capables, très-conciliants, très-doux, très-fermes, qui feraient d'excellents ministres et des présidents admirables, si le mot impossible était rayé du dictionnaire français.

Mais il ne faut jamais désespérer de l'avenir. Le Prince Impérial, à l'occasion de la Saint-Charlemagne, a rassemblé autour de lui cent cinquante bambins de son âge. Il ne leur a pas demandé s'ils pensaient exactement comme lui sur la charge en douze temps et les confitures de groseille. Il leur a dit, dans un petit gazouillement très-sensé : « Vous avez tous été des premiers dans vos classes ; vous êtes probablement l'élite des bambins ; votre place est donc autour de moi. Buvons et mangeons ensemble, et gardons-nous de nous prendre aux cheveux ; car si je vous battais, vous me diriez des choses désagréables, et je ne veux pas qu'un seul homme de talent soit impossible par ma faute en 1886. » Amen !

Les Poissons d'avril

Je le sais mieux que vous, cet article est un anachronisme. Mais ne vous en prenez pas aux rédacteurs de l'Opinion nationale. Il

n'y a qu'un coupable, et je vous le dénonce : c'est le gouvernement français.

Est-ce ma faute, à moi, si notre politique avance sur le calendrier, et si les hommes d'État les moins badins, les plus graves, les plus augustes, nous donnent le poisson d'avril dans les premiers jours de mars ?

Décidément, il y a de la place entre la coupe et les lèvres. On a bien tort de se réjouir ou de s'affliger vingt-quatre heures d'avance, surtout quand le sujet de joie ou de tristesse est confirmé par le journal officiel. Si vous lisez un exposé des motifs où tous les arguments, tous les exemples, toutes les citations se réunissent pour dire blanc, attendez au lendemain : qui sait si le projet de loi ne viendra pas renverser toutes vos idées ? Le ministre disait blanc, et donnait ses raisons ; le gouvernement dira noir. Mais pourquoi ? Mais comment ? Par quels motifs ? N'importe. Contentez-vous de connaître les arguments de M. Duruy en faveur de la loi rejetée.

Quant à la loi proposée, elle nous semble insignifiante par-ci, dangereuse par-là, et généralement inutile. Vous voudriez savoir sur quelle base elle se fonde ? Vous êtes bien curieux, messieurs les payeurs d'impôt ! Cette loi nulle, pire que nulle, a obtenu l'approbation de plusieurs ministres, l'appui de plusieurs membres du conseil privé. N'est-ce pas une recommandation suffisante ? Vous faudrait-il encore de bonnes raisons par-dessus le marché ? Mais il n'y en a plus, de bonnes raisons ! M. Duruy les a toutes prises : il en a fait un échafaudage de vingt colonnes, pour le projet de loi qui ne sera pas présenté. Ô la plaisante méthode à publier dans les traités d'architecture ! Creuser les fondations d'un immense édifice, et bâtir sur le sable à cinquante pas plus loin !

Quelques simples d'esprit regrettent qu'on ait laissé passer vingt-quatre heures entre l'Exposé des motifs qui dit oui, et le projet de loi qui dit non. Les fanatiques du progrès se sont livrés à l'espérance ; le Moniteur du 6 les a chauffés à blanc, le Moniteur du 7 leur est tombé sur la tête comme la douche des bains russes. Les champions de l'ignorance publique ont été plus agréablement surpris, mais ils pensent aussi qu'on aurait pu leur donner une secousse moins forte.

« La joie fait peur, disent-ils ; on ne passe pas impunément du désespoir profond à l'allégresse triomphante. Nous avons cru toute une journée que le peuple allait apprendre à lire et que le règne du Progrès était inauguré sur la terre. Ce n'était qu'une fausse alerte : le ciel en soit béni ! Mais enfin nous avons eu peur ; l'évêque de Saverne a été remué jusqu'au fond de ses entrailles : il faudra quinze jours de soins et de confitures pour rendre à ses fonctions naturelles leur vénérable régularité.

Les hommes sans passion qui composent la majeure partie du peuple, ces innombrables esprits de bonne foi, toujours sincères, souvent timides, ont éprouvé deux commotions profondes, qu'on aurait pu leur épargner. Entre nous, je crois que l'honorable M. Duruy avait un peu devancé l'opinion publique. La cause de l'instruction gratuite était gagnée depuis quelque temps, mais le grand nombre n'avait pas d'idées arrêtées sur l'instruction obligatoire.

Quelques millions de campagnards (sans compter celui qui vous parle) conservaient au fond de l'âme un reste d'incertitude, une hésitation naturelle et fort excusable, lorsqu'il s'agit de toucher, même utilement, à ce qui nous reste de liberté. Mais lorsqu'un général, emporté par sa fougue, se jette au milieu des enne-

mis, les soldats restent-ils à deviser entre eux sur l'imprudence de leur chef ? Non, morbleu ! Leur premier mouvement est de courir à sa suite : chacun prend ses jambes à son cou et se rue au danger, sauf à débattre après la victoire si le général n'est pas allé un peu loin.

Donc les plus hésitants ont pensé que l'hésitation n'était plus permise lorsqu'ils ont vu M. Duruy engagé au fort de l'action. Il y a des vérités qui ont le moyen d'attendre ; mais du jour où elles sont avancées, il faut marcher avec elles : les laisser se défendre toutes seules serait presque une trahison. L'esprit de l'homme fait beaucoup de chemin en vingt-quatre heures. Soyez persuadés qu'une foule d'esprits sages, modérés, patients même, se sont ralliés à l'audace généreuse de M. Duruy entre le Moniteur du 6 et le Moniteur du 7. Ceux-là se plaignent plus amèrement que tous les autres, car ils ont la ferveur des nouveaux convertis. Ils disent (passez-moi la comparaison) qu'on les a entraînés dans une sorte d'embuscade, et qu'on aurait mieux fait de leur crier Casse-cou !

Ils ont tort. Le gouvernement a bien fait de laisser vingt-quatre heures entre le travail de M. Duruy et la piètre loi qui le dément. En évitant de rapprocher deux pièces si contradictoires, il a prouvé qu'il respectait encore un peu cette autorité immortelle, sacrée, inviolable à toutes les révolutions de la rue et à tous les coups d'État du pouvoir : le sens commun.

Le sens commun n'est pas chose commune.

disait je ne sais quel petit poëte de la sénilité française. Je ne suis pas de cet avis. En général, je crois que les hommes voient juste, et c'est ce qui nous permet une certaine confiance dans les décisions du suffrage universel. Dans l'espèce, il me paraît am-

plement démontré que le chef de la nation française a reçu pour le moins sa part de sens commun. Mais voir le bien et le faire sont deux ; entre la pensée et l'action, entre la tête et le bras des hommes qui gouvernent, il y a un bon bout de chemin.

Si nous avions le temps de passer en revue tous les poissons d'avril qui nous ont été servis depuis seize ans, vous reconnaîtriez un grand fond de bon sens dans les promesses qu'on nous a faites.

Reportez-vous au discours de Bordeaux et à cette belle parole : l'Empire, c'est la paix ! Savez-vous rien de plus juste et de plus raisonnable ? Si la richesse et la grandeur réelle de notre pays ont pris ce magnifique accroissement en dépit de la guerre, que n'aurions-nous point gagné par la paix ? Vous allez dire que la paix si noblement promise n'a été qu'un poisson d'avril ; vous citerez la Crimée, l'Italie, la Syrie, la Chine, la Cochinchine et le Mexique : d'accord. C'est que les passions, les sollicitations, les tentations, les ambitions et cent autres causes généralement irrésistibles viennent s'interposer entre la sagesse qui délibère et le bras qui agit.

La lettre à Edgar Ney, la liberté des Romains sous le pape, le Code Napoléon à Rome : poisson d'avril ! À qui la faute ? Rien n'était plus sensé ni plus juste que ce programme dont les cardinaux ont fait litière. Peut-être eût-il suffi d'une démonstration énergique pour soumettre cette coterie à l'autorité du bon sens. Mais placez un wagon sur les rails entre deux locomotives qui le tirent en sens inverse ; lui reprocherez-vous de rester stationnaire ou de marcher avec hésitation ? Il y a deux forces qui se combattent sur toute la surface du pays : vous-même qui me lisez en ce moment, vous subissez tour à tour leur influence. Quand je

me serai fatigué les bras à vous pousser en avant, un autre va probablement vous reprendre et vous pousser en arrière. Pensez-vous être seul tiraillé de la sorte ? Pourquoi les influences qui vous font osciller comme un balancier de pendule ne s'exerceraient-elles que sur vous ?

La même comédie se joue dans les palais et dans les maisons bourgeoises, avec une différence pourtant. Quand vous vous êtes installé chez vous, vous n'avez pas repris avec le bail les serviteurs de l'ancien locataire. C'est un grand avantage que vous avez, monsieur : vous êtes plus heureux qu'un roi. Tous les princes se repassent un vieux fonds de maison qui perpétue chez celui-ci les traditions de celui-là. On a beau rajeunir le personnel de temps à autre : l'antiquité domine, et les idées nouvelles se heurtent inévitablement contre une montagne de préjugés. Il n'y a pas de voix assez fortes pour dominer le chœur nasillard des Gérontes qui disent : « Prenez garde ! nous ne le savons pas, donc cela n'est pas vrai ; nous ne l'avons jamais essayé, donc cela n'est pas possible ! Suivez, suivez la trace antique et vénérable de tous les gouvernements qui se sont perdus, grâce à nous ! »

Un beau poisson d'avril, c'est le couronnement de l'édifice. Je crois que nous l'aurons, quoi qu'on dise ; je suis même persuadé que nous l'aurions depuis quelques années sans les tiraillements que j'indiquais plus haut. La liberté des citoyens ne menace jamais les princes, mais elle ennuie tout le monde autour d'eux. Voilà la grande affaire et l'obstacle difficile à surmonter. Avez-vous lu l'adresse du Sénat ?

Voyez avec quel soin paternel (j'allais dire providentiel) les gardiens de la Constitution nous protégent contre les abus de notre libre arbitre. Ils ne demandent pas qu'on nous refuse abso-

lument les libertés politiques, mais qu'on nous les conserve pour la joie et la consolation de nos vieux jours. Il nous sera permis de mordre ceux qui nous battent, lorsqu'on aura bien constaté la chute de notre dernière dent. Cette plaisanterie me rappelle le mot d'une petite fille à qui l'on avait donné une poupée de prix : « Tu es trop enfant, disait la mère, pour qu'on te laisse jouer avec cette poupée-là ; je vais la serrer dans un tiroir, et je te la rendrai quand tu seras grande.

— Mais, maman, répondit-elle, quand je serai grande, je ne jouerai plus. »

L'Italie délivrée jusqu'à l'Adriatique a été le poisson d'avril de 1859. La promesse fut accueillie avec le même enthousiasme que le rapport de M. Duruy. Il s'agissait, dans les deux cas, d'émanciper un peuple : affranchir les Italiens par la guerre, les Français par l'école. Le traité de Villafranca fut une déception navrante, comme le projet de loi sur l'instruction primaire. Déception, j'entends pour les hommes de progrès ; consolation pour le grand parti réactionnaire. Cependant la guerre d'Italie n'a pas été stérile ; Villafranca n'a marqué qu'un temps d'arrêt sur la grande route du mieux ; le mouvement s'est continué, pour ainsi dire, tout seul, malgré la résistance des uns et l'hésitation des autres. Telle est la force d'une idée juste, qu'elle aboutit quelquefois spontanément ; elle entre dans le domaine des faits comme un boulet dans une bicoque. Qui sait si le rapport de M. Duruy ne fera pas son chemin de la même manière ? Les vérités qu'il proclame n'ont été ni réfutées ni même contestées : le gouvernement les laisse intactes ; il passe outre, en fermant les yeux pour ne pas les voir. Il les verra toujours, quelques efforts qu'il fasse, et il y reviendra malgré lui.

Êtes-vous bien certain qu'il ne nourrisse pas une arrière-pensée d'y revenir bientôt ? Examinez l'affaire de tout près. Rien n'obligeait le Moniteur à publier le travail de M. Duruy. Les ministres ne sont pas assez omnipotents aujourd'hui pour qu'on ait peur d'enterrer leurs élucubrations au fond d'un portefeuille. Or, on n'a pas enterré celle-là ; bien au contraire. Pensez-vous qu'on lui ait donné une publicité immense pour le plaisir de nous faire pousser les hauts cris ? C'est tout à fait invraisemblable : le pouvoir est fondé sur l'opinion, et il le sait ; il ne s'amuserait pas à saper sa propre base. Cherchez une autre explication.

Lorsqu'un auteur a écrit une pièce hardie, sans précédents, faite pour étonner une noble partie du public, il y a deux moyens de la produire.

Le plus simple, mais le plus dangereux, consiste à aborder directement le théâtre. On risque d'exciter un vacarme de tous les diables et de voir la pièce arrêtée dès la première représentation.

L'autre méthode est plus savante et plus sûre. On fait refuser la pièce par un directeur, ou on la fait interdire par le ministère, puis on l'imprime en brochure, et l'on dit : J'en appelle à l'impartialité du public. Le public, ainsi prévenu, commence par trouver l'œuvre innocente, et finit par se gendarmer pour elle. On peut jouer la pièce, elle ne scandalisera plus personne ; c'est un succès presque assuré.

Transportez ces façons d'agir sur la scène politique. La pièce qu'on a jouée directement, du premier coup sans préparer son succès dans le public, c'est, par exemple, la convention du 15 septembre. Personne ne connaissait le dénouement, qui est neuf et inattendu. L'auteur avait des amis, beaucoup d'amis ans la salle ;

il ne les avait pas invités aux répétitions. Le parterre a trouvé que la pièce était bonne ; il a applaudi à tour de bras ; mais les messieurs de l'orchestre et des premières loges ont sifflé ; ils sifflent encore ; ils ne désespèrent pas de faire tomber l'ouvrage. Quelle fête pour eux si le grand et légitime espoir de l'europe libérale pouvait finir en queue de poisson !

Il se pourrait que le gouvernement, après cette expérience, eût voulu tâter de l'autre méthode. Le Moniteur du 6, c'est la pièce imprimée ; le Moniteur du 7, c'est la préface où l'on nous dit :

…Le génie est captif sur la terre
Comme un aigle blessé qui meurt dans la poussière,
L'aile ouverte et les yeux tournés vers le soleil.

En autres termes : « Vous avez vu le vrai, le juste, le possible ; mais la majorité du ministère et du conseil privé n'est pas à la hauteur de cette révolution-là. On y renonce donc, à moins que l'intelligence et la conscience publique ne s'élèvent contre ces messieurs, en faveur de la loi. »

Si c'est là ce qu'on nous demande, à la bonne heure ! Crier contre le mauvais vouloir ou l'incapacité des gouvernants est un exercice facile et doux pour un larynx vraiment français. J'ai poussé mon cri, que chacun en fasse autant, et si le pouvoir ne nous entend pas, c'est qu'il aura tout le coton de l'Amérique empilé dans ses oreilles.

Puisqu'il me reste encore une colonne ou deux, parlons des libertés municipales qu'on nous annonce pour cette année, et voyons à ce que cette grande promesse ne soit pas un poisson d'avril. J'ai reçu plusieurs lettres sur la question ; elle intéresse beaucoup de bons esprits, et elle a le mérite de réunir sur un ter-

rain commun les hommes les plus foncièrement divisés par la politique. Républicains, orléanistes, rêveurs de légitimité, partisans désintéressés de l'Empire, tous les Français, sauf les fonctionnaires, sont travaillés par un véritable besoin de vie indépendante. Ceux même qui font leur deuil de toutes les libertés politiques aspirent à voir couper cette multitude de ficelles inutiles qui enchaînent chaque citoyen au pouvoir central.

Si plusieurs millions de citoyens sont encore indifférents à la liberté de la presse, faute d'avoir appris à lire, il n'y en a pas un qui fasse bon marché de la vie municipale et de ses plaisirs aussi légitimes qu'inoffensifs.

Se gouverner à l'amiable, entre soi, dans les petites choses ; décider d'un commun accord les questions d'utilité communale ; confier l'exécution des vœux publics à un homme choisi par le public ; épargner, dépenser ses écus comme on l'entend, sans contrainte ni pression d'aucune sorte ; surveiller l'emploi de son argent, faire en un mot de la commune française une association un peu plus large que la famille, mais régie par des lois assez fraternelles pour qu'on n'y trouve jamais ni vainqueurs ni vaincus, ni oppresseurs, ni opprimés : voilà ce que tous les Français demandent à l'envi, voilà ce qu'ils pourraient obtenir aujourd'hui même sans ébranler l'Empire sur ses fondements.

On promet de décentraliser bientôt les communes ; mais nous savons comment on a décentralisé les départements en 1852, et le souvenir bride un peu notre espérance. Quand le peuple des départements se plaignait d'être vexé sans raison par les bureaux de tous étages, un bon décret vint à son aide. « Braves gens, nous dit-on, vous avez assez couru de Caïphe à Pilate, du préfet au mi-

nistre. Soyez heureux ! À dater de ce jour, les préfets sont investis d'un pouvoir absolu. »

Je vois bien ce que les préfets ont gagné à cette réforme ; mais le bénéfice des administrés me semble beaucoup moins net. Supposez que demain une loi, rédigée dans le même esprit, élargisse et fortifie l'autorité des maires : les maires y gagneront ; mais nous ? Notre maire n'est pas nous ; il ne représente pas la commune ; au contraire ! Tant qu'il n'est pas élu par ses concitoyens, il représente le préfet dans la commune, comme le préfet représente le ministre de l'intérieur au chef-lieu, comme le ministre représente l'Empereur à l'hôtel Beauveau. C'est le gouvernement en cascade, conforme sur tous les points, sauf un, à la logique du droit divin.

En droit divin, Dieu choisirait le roi, qui choisirait le ministre, qui choisirait le préfet, qui choisirait le maire, qui choisirait les conseils municipaux, qui bâcleraient à leur fantaisie les affaires des citoyens.

Mais nous n'en sommes plus là : le peuple a renversé la pyramide. Si notre France est à nous, si le plus haut personnage de l'empire n'est qu'une auguste créature de l'élection populaire ; si les députés qui dépensent le principal de nos impôts sont les enfants de notre choix ; si les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement sont tous à la nomination du peuple, en vertu de quel principe les maires sont-ils exceptés ?

Sommes-nous souverains ? Oui, puisque nous avons pu faire un Empereur.

Avons-nous abdiqué en 1852 ? Non, puisque nous exerçons encore notre droit dans les élections de toute sorte.

Dira-t-on que nous ne sommes pas suffisamment éclairés pour qu'on nous livre le choix d'un maire ? On nous a trouvés assez bons pour élire un président, un empereur, que nous ne connaissions pas ; on nous trouve assez bien renseignés pour choisir avec discernement un député, un conseiller général, un conseiller d'arrondissement que nous connaissons à peine. Et le maire de notre commune, l'homme que nous connaissons le mieux, que nous rencontrons le plus souvent, que nous sommes le plus capables d'apprécier, ne sera pas soumis à notre choix ! Le préfet, au chef-lieu, prétend savoir mieux que nous tous l'homme qui nous convient pour manier notre argent et gouverner nos petites affaires !

On nous parlait dernièrement résultats acceptés par l'opinion publique. Qu'on interroge un peu l'opinion publique sur les maires tombés du ciel !

Les chroniqueurs ont soin de conserver une anecdote pour la fin. En voici une petite qui se rattache à la question municipale.

Nous avons, à Nancy, un agriculteur éminent, M. Paté, qui rédige une feuille spéciale. Au mois de février 1865, il prit à partie la commune de Pont-Saint-Vincent, qui possède un vaste terrain honteusement inculte, au milieu d'un pays riche et très-bien cultivé. Il affirmait avec une sérieuse vraisemblance que ce sol, mis en culture, ou simplement reboisé, pourrait donner à la longue un revenu de dix à quinze mille francs.

Le maire lui répondit dans son journal (le Bélier, 26 février) une lettre fort hautaine où j'ai cueilli cet aveu naïf :

« Vous établissez tout à votre aise quinze mille francs de revenus. Les forêts rapportent si peu aux communes, que nos deux

cents hectares ne donnent pas cinq cents francs par an net. »

Connaissez-vous en France un seul propriétaire assez fou pour affermer deux cents hectares de bois au prix de cinq cents francs ? Deux francs cinquante par hectare !

Croyez-vous que la commune de Pont-Saint-Vincent, pour en prendre une entre mille, se loue de voir son bien administré de la sorte ?

Admettez-vous que nos institutions démocratiques défendent à ces propriétaires de changer leur régisseur !

Ne vous semble-t-il pas que si l'on nous refuse le droit de choisir nos maires nous-mêmes, les promesses de décentralisation municipale tomberont, avec beaucoup d'autres, dans le bocal aux poissons d'avril ?

Épître aux Bredouilles

Saverne, 1 septembre.

Je ne serai pas des vôtres aujourd'hui, par la meilleure raison du monde, c'est qu'au lieu de chausser mes guêtres, de prendre mon fusil et d'offrir mes épaules à cette jolie petite pluie qui commence à tomber si gaiement, j'ai chaussé mes pantoufles, saisi une plume neuve et commencé la présente épître, qui partira ce soir, à sept heures, par le train-poste de Strasbourg à Paris. Or, on n'est pas bredouille lorsqu'on n'est pas sorti à la poursuite du gibier.

Mais, comme dit le trop élégant traducteur de Virgile,

Je connais le malheur, et j'y sais compâtir.

Oui, messieurs, moi aussi je me suis levé quelquefois trop matin pour arpenter les chaumes à grandes enjambées et pour mouiller mes genoux dans la luzerne ; moi aussi j'ai promené un chien mélancolique à travers des champs dépeuplés, et je suis rentré à la maison par des chemins de traverse, cachant mon carnier vide à la malignité des voisins.

Il n'y a pas à dire, le mot bredouille est ridicule. Sa terminaison rime à je ne sais combien de mots disgraciés : citrouille, grenouille, andouille. Ouille est aussi malheureux en français que chote en espagnol. Cervantes a changé Quexada en Quichotte, et l'Espagne s'est mise à rire. Prenez le plus beau nom de France et le terminez en ouille, vous obtiendrez le même effet. La Trémouille est une exception qui confirme la règle.

Mais ce n'est pas seulement le mot bredouille qui est malencontreux ; la chose est sotte.

Un chasseur qui rentre au logis avec un chevreuil sur le dos, quatre lièvres dans le sac, trois douzaines de cailles et de perdrix suspendues à la ceinture, est littéralement écrasé. Il ploie, il se tient mal, il a l'air d'un bossu, il est grotesque, si vous voulez, mais il n'a pas l'air sot ; il ne sera jamais ridicule. Les passants l'envieront peut-être ; à coup sûr, ils ne penseront pas à lui rire au nez.

Un beau jeune homme qui marche droit à cinq heures du soir, le fusil négligemment jeté sur l'épaule, le carnier flottant avec grâce sur le dos, n'est pas grotesque, mais pas du tout. En revanche, il est ridicule.

C'est que le rire est une joie malicieuse qui s'éveille en nous au spectacle des petits malheurs d'autrui. C'est un mouvement égoïste et vaniteux causé par la vue des mécomptes dont nous sommes ou croyons être exempts nous-mêmes. On ne rit pas des gros accidents, de la mort, des blessures, de la misère en haillons, des désastres qui nous rappellent notre condition mortelle et la dépendance où le sort nous tient tous ; mais on rit aux éclats chaque fois qu'on signale un contraste entre les ambitions du prochain et ses succès, entre sa vanité et son mérite, entre son but et son point d'arrivée.

Rien n'est plus réjouissant, au 15 août, que le mât de cocagne, parce qu'on y voit jusqu'à vingt-cinq ou trente polissons s'élancer l'un après l'autre à la poursuite d'un couvert d'argent, et retomber sur le derrière. Le système représentatif a planté sur le sol français une véritable forêt de mâts de cocagne ; aussi chaque élection a-t-elle le piquant d'une comédie : on rit de ceux qui tombent, fussent-ils cent fois plus honorables et plus dignes que ceux qui arrivent. Ah ! tant pis : le rire est impartial, toute déception l'éveille, qu'elle soit ou non méritée. Y a-t-il un contraste évident entre ce que vous désirez et ce qui vous arrive, on rira.

Je ne sais rien de plus intéressant, de plus digne de pitié, de moins risible au fond qu'un mari trompé par sa femme. Il faudrait avoir le cœur atroce pour refuser un peu de compassion au pauvre diable qui nourrit une coquine, élève des bâtards, travaille pour des ingrats, aime sans être aimé. Mais je crois aussi qu'on le plaint. Seulement, on commence par en rire. Que voulez-vous ? Il y a un contraste trop visible entre l'ambition de ce malheureux et le résultat qu'il a obtenu. Il s'est marié, c'est-à-dire il a affiché publiquement la prétention d'avoir une femme à lui seul ; à chaque

fois que l'événement lui donne un démenti, le public se tient les côtes. La chose est d'autant plus comique qu'il ignore son infortune et cette désinence en U dont madame l'a décoré. On le voit aller, venir, dîner de bon appétit, promener avec orgueil la scélérate qui le trompe ; il a le front serein et le visage épanoui ; plus sa gaieté contraste avec le malheur qu'il ignore, plus on s'amuse à ses dépens, et jamais les rieurs ne font un retour sur eux-mêmes ; jamais ils ne s'avisent de dire, avec le sage Gargantua : Autant nous en pend à l'œil ! Les célibataires sont bien sûrs qu'on ne les prendra jamais au mariage ; les maris sont certains que leurs femmes les aiment et que s'ils n'étaient plus aimés, ils le sauraient. Bonnes gens !

Quant à nous, bredouilles, mes frères, nous sommes ridicules pour une ou plusieurs raisons du même genre.

1 Nous avons payé vingt-cinq francs le droit de vie et de mort sur tout gibier de poil et de plumes ; mais l'État et la commune qui se partagent notre argent ne se chargent pas de nous donner les lièvres et les perdreaux en échange. C'est à nous de nous rembourser par nos mains. Or, le chasseur qui ne tue pas a l'air aussi nigaud qu'une cuisinière à la halle, si les pigeons qu'elle a payés s'envolaient de son panier.

2 Nous avons fait les frais d'un fusil, d'un équipement complet, d'un costume plus ou moins pittoresque qui ne permet aucun doute sur nos intentions et rend notre espérance visible à nos concitoyens les plus obtus. S'habiller tout exprès pour un bal et arriver en voiture, à minuit, devant une maison démolie, c'est payer les frais d'un contraste assez ridicule. Se costumer en Robin des bois pour tuer des perdreaux et revenir sans un pouillard, n'est-ce pas la même aventure ?

3 Une journée de chasse où l'on n'a rien tué, c'est une journée perdue, et nous vivons dans un temps où le riche lui-même n'a guère le moyen de perdre ses journées. Tous les hommes qu'on rencontre sur le chemin de la maison viennent de travailler utilement. Les faucheurs de regain qui reviennent des prés ont fait une besogne énorme depuis l'aube ; le garçon de labour qui ramène ses bœufs a labouré tout un arpent ; les ouvriers qui sortent de la fabrique ont fait leur tâche ; les enfants qui déboulent de l'école en poussant des cris aigus ont appris quelque chose : tous ces gens ont un avantage marqué sur le chasseur bredouille ; aussi se moquent-ils cordialement de lui.

Il dira peut-être, pour son excuse, que l'exercice et le grand air lui ont fait du bien. N'en croyons pas un mot, mes frères. Forçons-le d'avouer avec nous que l'exercice et le grand air n'ont jamais profité aux bredouilles. C'est le chasseur heureux qui respire avec fruit et dégourdit utilement les ressorts de ses jambes. Quand on revient bredouille, on a le cœur aigri, et les meilleures choses du monde, qui sont l'exercice et le grand air, se tournent en poison.

4 J'aborde avec fureur un détestable préjugé dont nous avons tous été victimes, et j'espère que pas un de nous ne refusera de faire chorus avec moi, car il s'agit de notre honneur. Que dis-je ? Ce que je défends ici, c'est l'honneur de l'humanité tout entière. Lorsqu'on nous voit rentrer le carnier vide, les rieurs s'imaginent calomnieusement que nous avons manqué le gibier !

Inutile d'insister sur les conséquences d'une idée si injuste et si fausse. S'il est vrai que nous ayons rencontré, tiré et manqué, nous encourons le plus insupportable de tous les ridicules : nous passons pour des vaniteux maladroits ; on dit autour de nous que

nous avons eu trop de confiance dans nos moyens physiques, que nous avons spéculé sur la rapidité de nos mouvements, la fermeté de nos bras, la précision de notre coup d'œil ; en un mot, que nous nous sommes crus infaillibles. Or, l'homme qui se croit infaillible est mal vu du public depuis un certain temps.

La vérité, mes frères, est que nous ne manquons pas le gibier, ou du moins nous ne le manquons guère plus que les chasseurs heureux. C'est le gibier qui nous manque, et, je le dis avec tristesse, il va manquant un peu plus à mesure que le monde se fait vieux.

De chasseurs absolument maladroits, nés pour manquer, il n'y en a guère, et ceux-là ne s'obstinent point ; ils tirent leur épingle du jeu après les premières expériences. Pour transformer un lièvre en manchon et même pour descendre un perdreau, il ne faut qu'une adresse et une expérience vulgaires. On s'y met vite. J'ai ici un lycéen qui a pris hier soir son premier permis de chasse, ce matin, à six heures, il avait inscrit un grand lièvre à son actif. Les chasseurs les mieux doués arrivent à toucher une pièce sur deux ; les moins favorisés de la nature en touchent une sur huit ; la moyenne est vraisemblablement d'un coup utile sur quatre ou cinq.

Il est donc à peu près certain, mes très-chers frères, que personne ne reviendrait bredouille si tout le monde avait l'occasion de tirer seulement dix coups dans la journée. Nous avons donc un problème à résoudre : la multiplication du gibier.

Je vais me rencontrer probablement avec l'auteur de Tristia, notre cher et charmant Toussenel. Mais il est dans ma destinée de vagabonder ici sur le terrain de tout le monde. Faute d'avoir

un enclos qui m'appartienne, je suis forcé de vivre sur le commun, glanant après les moissonneurs, hallebotant après les vendangeurs, braconnant après le plus spirituel et le plus aimable des chasseurs. Mais qu'importe ? Je me sais tout pardonné d'avance. D'ailleurs, si le problème appartient au maître qui l'a posé, la solution que je propose humblement est bien à moi.

Nous sommes tous d'avis que la chasse est un exercice très-sain pour ceux qui n'en reviennent pas bredouilles. Nous souhaitons unanimement que le gibier multiplie assez sur nos 53 millions d'hectares pour que le plaisir du chasseur ne soit pas corrompu par la crainte du ridicule.

Mais nous sommes d'abord honnêtes gens, et nous ne songeons pas à nourrir notre gibier aux dépens du pauvre monde. Empoisonner de lièvres ou de lapins le champ d'un paysan qui ne chasse pas, c'est lui manger sa récolte après l'avoir transformée en viande. Les grands seigneurs qui s'adjugeaient autrefois le privilége de la chasse grugeaient le laboureur par l'entremise de leur gibier. La justice veut absolument que tout plaisir soit payé par ceux qui en jouissent à celui qui en fait les frais.

Nous sommes démocrates, et la sainte égalité nous est plus chère que nos plaisirs. Nous pensons donc que la chasse doit être permise à tout Français sans exception, pourvu qu'il paye sa part du dégât ; car on ne saurait trop le dire, toute viande se nourrit sur le sol, et, dans un pays où le sol est cultivé sur presque toute son étendue, les chevreuils, les lièvres, les lapins, les perdrix représentent une certaine quantité de récolte détruite. Vous n'avez pas le droit de faire paître vos bœufs ou vos moutons dans l'herbage du voisin ; pourquoi feriez-vous pâturer vos lièvres dans son

trèfle, vos lapins dans ses choux, vos chevreuils dans ses bois, vos perdrix dans son blé ?

Il semble juste à première vue que tout Français puisse chasser n'importe où. Le gibier libre n'appartient à personne ; ainsi le disent les vieilles lois ; il est la proie de celui qui sait le prendre. Pour moi, je ne sais rien de plus inique que cette théorie. Elle ne tend à rien moins qu'à immoler les intérêts d'une moitié de la nation aux plaisirs de l'autre.

La récolte appartient à ceux qui ont semé, le gibier est absolument à la charge de l'agriculture ; il serait odieux qu'un industriel, un rentier, un marchand, celui qui n'a jamais tiré du sol la pitance matinale d'un lièvre, celui qui, n'ayant pas un hectare en bien fonds, n'a jamais pu fournir une poignée de grains à la perdrix, une grappe de raisin à la grive, se donnât sans indemnité le plaisir de la chasse, qui est une récolte au second degré. J'ai parlé de ce qu'elle dévore, et je n'ai rien dit de ce qu'elle gâte ; mais nous savons tous, mes chers frères, que les chasseurs et les chiens rencontrent tous les jours des récoltes sur pied, qu'ils battent ces remises et qu'ils les foulent toujours un peu. Il est juste que cela se paye. Si le paysan froissait, tachait ou écornait la moindre chose dans la boutique d'un marchand, il la payerait.

J'ajoute que si tout le monde avait le droit de tirer sans payer, la chasse deviendrait une industrie et créerait parmi nous une population dangereuse. C'est un mauvais métier, fort amusant, je l'avoue, et chers aux esprits vagabonds, mais qui rapporte moins qu'il ne coûte. Les piéges, les lacets et mille engins moins coûteux que la poudre feraient une terrible concurrence au fusil. On prendrait des mesures répressives ; mais les braconniers par état deviennent en peu de temps des hommes terribles.

Je n'insiste pas sur ce point : à quoi bon ? La chasse gratuite pour tous serait, au bout d'un an, la chasse interdite à tous : il n'y aurait plus de gibier.

Nous désirons qu'il y en ait toujours et qu'il y en ait, s'il plaît à Dieu, plus qu'il n'en reste. C'est nous, mes frères, qui, depuis trente ans, importunons l'État de nos requêtes et l'adjurons de nous faire un peu de gibier. Nous nous sommes mal adressés, ce me semble. L'État ne couve pas les œufs de perdrix ; il est impropre à l'allaitement des levrauts. Il a cru nous rendre service en élevant à vingt-cinq francs le prix des permis de chasse ; nous n'y avons gagné que de payer dix francs de plus. On trouve moins de lièvres en plaine depuis qu'il en coûte plus cher pour les tirer.

Quelques-uns d'entre nous demandent une trêve de Dieu qui permette au gibier de réparer ses pertes. Mais les plus sensés de la bande assurent que la suspension générale du droit de chasse ferait la partie trop belle au braconnier. L'État pèse gravement ces raisons et pense que nous ferions mieux de pourvoir à nos plaisirs nous-mêmes. Il a tant d'affaires sur les bras, sans la nôtre !

Eh bien ! je vous propose une combinaison fort simple, qui se recommande par plusieurs années de pratique et de succès à l'étranger.

J'ai parcouru, à quelques lieues d'ici, des plaines où le gibier foisonne tellement, qu'il faudrait faire exprès et être très-adroit pour en sortir bredouille.

Vous devinez que je parle de l'Allemagne, et vous avez raison. Mais si vous croyez qu'il s'agit de l'Allemagne féodale, vous avez tort.

Voici le mécanisme ingénieux et simple grâce auquel les paysans et les petits bourgeois du grand-duché de Bade font foisonner le gibier jusque dans les jambes des chasseurs : tous les propriétaires d'un village mettent leurs terres en commun pour la chasse, et ils afferment le tout au plus offrant.

Ils savent que par ce moyen ils établissent chez eux une véritable fabrique de perdreaux et de lièvres ; que leurs récoltes seront un peu rongées par-ci, un peu foulées par-là, et qu'ils n'auront plus le droit de toucher au gibier qui les gruge ; mais, en revanche, ils encaissent une somme assez ronde au profit de la commune, et la commune c'est eux. La location de la chasse dégrève leurs impôts d'autant ; ils payeront en moins l'équivalent du déficit qui va peser sur leurs récoltes. Chacun se trouve indemnisé au prorata de ce qu'il perd.

Le locataire le plus offrant, qui prend la chasse à bail, surveille, exploite, récolte son gibier à sa guise. Il ajoute du lièvre, ou du perdreau, ou du faisan, si le pays en manque ; il fait garder le tout à ses frais et poursuit soigneusement les braconniers. Il agit comme un éleveur sur une propriété louée ; il veille sur ses troupeaux et les protège contre les loups.

Ce plus offrant n'est pas un grand seigneur ; c'est presque toujours une association de petits bourgeois, qui comprend les paysans les plus aisés de la commune. Vous me demanderez peut-être comment un simple paysan peut entrer dans les frais d'une telle exploitation ? Assurément, le droit de chasse lui coûte plus de vingt-cinq francs par an, à celui-là !

J'en conviens ; mais reste à savoir s'il est plus avantageux de donner vingt-cinq francs pour revenir bredouille, où d'en donner

cent en échange de deux cents francs de gibier ? Car ces petites associations, garanties contre le fléau de braconnage, encaissent en gibier plus qu'elles ne dépensent. J'en sais une qui payait six cents francs de fermage en 1864, et qui réalisait, tous frais payés, un bénéfice de six cents francs.

Qu'en pensez-vous, mes frères ?

Qu'en disent les communes de notre cher pays, et ces conseils municipaux, qui n'ont pas tous de quoi nourrir un instituteur ?

Les Miracles à la mode

Le fait est non-seulement avéré, mais encore officiel, et plutôt deux fois qu'une, car le Moniteur du soir en parle dans ses numéros du 6 et du 8 : nous avons des thaumaturges à Paris !

Ils viennent d'Amérique, ils sont deux, ils s'appellent Ira et William Davenport ; ils seront les lions de la saison prochaine, ou du moins ils en seront les Lyonnets.

Je me trompe : ils sont trois, selon ce qu'ils déclarent eux-mêmes. Mais le troisième, M. Fay, n'est jamais entré dans l'armoire. Il se cache modestement dans les coulisses, pour donner un coup d'épaule au miracle, pour chatouiller les esprits qui s'endorment, ou pour semer la poudre à poignées dans les yeux de l'honnête public.

Ils sont peut-être quatre, car enfin l'honorable M. Guppy, qui fait les annonces au public, ne se mettrait pas en frais d'éloquence s'il n'était un peu dans l'affaire. Mais il s'efface au mo-

ment où le miracle, discuté par les journaux, entre dans l'ordre des choses exotériques. Il ne signe pas au Moniteur ; il est prêt à payer sa part des 10 000 fr., si M. Robin les gagne, mais il ne les promet pas en son nom personnel. C'est une différence à constater entre M. Barnum et M. Guppy.

Ils sont peut-être cinq, mais je ne le croirai que si on me le prouve. Pourquoi seraient-ils cinq, au nom du ciel ? C'est assez de deux hommes pour étonner une assemblée de bonnes gens bien disposés, qui se sont presque fait bander les yeux à l'avance.

On a l'armoire préparée, les cordes de coton mou, fabriquées ad usum miraculi ; on a les bougies éteintes ou couvertes de taffetas gommé : n'est-ce pas plus qu'il ne faut pour protéger quelques faibles malices ? On pourrait même, ce me semble, jeter l'armoire par la fenêtre, allumer cent becs de gaz, brûler les cordes molles et prendre un bon cordeau chez l'épicier voisin, puisqu'on a sous la main une légion de génies adroits et vigoureux, demi-dieux complaisants, collaborateurs invisibles, sinon infatigables, de MM. William et Ira Davenport.

Mais qu'ils soient deux, trois, quatre ou cinq, ces estimables Américains sont des personnes éminemment pratiques. Depuis douze ans qu'ils travaillent dans le miracle, ils ont perfectionné les moyens d'exécution, étudié le public, tâté le fort et le faible de l'esprit humain. Ils arrivent précédés d'une réputation foudroyante ; leur évangile a paru avant eux : c'est un volume de 300 pages, rédigé en anglais par M. Nichols, traduit dans la langue de Voltaire par M Bernard-Derosne, que nous avons applaudie aux Folies-Dramatiques, aux Variétés et à la Comédie-Française sous le nom de M Judith.

Cet évangile, qui vient de loin, assure que MM. Davenport ont résolu dès leur plus tendre jeunesse le problème de l'aviation, si bravement poursuivi en France par cet héroïque casse-cou de Nadar. Ils s'envolaient jusqu'au plafond et planaient sur l'assistance quoiqu'ils fussent déjà visiblement plus lourds que l'air.

Si j'ose contester sur ce point le témoignage de M. Nichols, ce n'est pas seulement parce que la chose est absurde en elle-même, c'est surtout parce qu'elle est injurieuse aux frères Davenport.

Eh quoi ! messieurs, vous laissez dire que vous avez volé sans ailes dans un salon, quand il est avéré que vous ne le pouvez plus ! Vous aviez donc alors une puissance qui s'est usée, une vertu qui est sortie de vous ? Faut-il conclure que vous avez démérité des esprits, vos domestiques ? Que vos porteurs aériens se sont mis en grève ? Que vous n'avez plus sur eux la même autorité qu'autrefois ? Que vous êtes en baisse, à l'âge de 25 et de 23 ans ? Que vous allez de plus fort en plus faible, et cela dans la patrie du grand thaumaturge Nicolet ? Vous venez nous montrer des miracles de pacotille, après avoir donné en Amérique des représentations dont un dieu serait jaloux ? Prenez-vous donc Paris pour une de ces sous-préfectures infimes où les ténors sans voix et les comiques hors d'âge vont quêter un regain de succès ?

Négligeons ces fanfaronnades d'outre-mer et prenons le divertissement que ces messieurs nous donnent. Leurs exercices sont divisés en deux parties, comme ceux du Cirque. On a donné tout récemment, à Genevilliers, une demi-représentation où l'on avait convoqué la presse bienveillante et non autre. Un journaliste invité a cru bien faire en amenant avec lui M. Robin, prestidigitateur et physicien de profession. M. Robin, qui tient théâtre sur le boulevard et qui fait en public mille choses surprenantes, ne s'est

jamais vanté d'avoir commerce avec les esprits. Ce n'est qu'un honnête homme, de grand sens, fort ingénieux et habile dans sa partie. Comme tous ceux qui se jouent élégamment à travers les secrets de la nature, il est payé pour ne pas croire aux choses surnaturelles.

Dès qu'il s'est vu en présence des frères Davenport, il a reconnu des confrères, mais des confrères trop ambitieux, et il s'est fait un plaisir d'éventer leurs sept ou huit mèches. Son jugement, très-courtois et publié en fort bons termes dans le Moniteur du 6, m'a ravi par un air de bonne foi et de modération. Notez que je ne connais ni M. Robin ni les frères Davenport ; je n'ai vu ni le théâtre sincère et public du prestidigitateur, ni les salons que ces Américains transforment en théâtre ; mais, depuis plusieurs mois, j'ai les oreilles rebattues de ces Davenport, et il me tardait de les voir en présence d'un brave homme un peu plus clairvoyant que le vulgum pecus d'Angleterre ou d'Amérique.

Il faut vous dire que je reçois depuis assez et trop longtemps un journal intitulé l'Avenir, moniteur du spiritisme. C'est ce qu'on appelle, en langage familier, une feuille de chou hebdomadaire. Il n'y a pas un petit journal de province, un Figaro de Brives, un Charivari de Pont-à-Mousson, qui soit aussi vide et aussi nul que ce moniteur là. Or, il est en grande partie dirigé par des médiums, c'est-à-dire par des messieurs qui évoquent Socrate, Cicéron ou Lamennais, les font entrer dans un pied de table, et les obligent d'écrire en français médiocre un supplément à leurs œuvres posthumes.

Érasme, Lamennais, Platon, que sais-je encore ? sont les collaborateurs malgré eux de ce joli petit journal. Dans quel style on les fait écrire, je vous laisse à deviner. Le roman est remplacé par

une foule de canards sérieux, solennels, comme l'histoire du pape Pie IX, médium voyant, qui tout en faisant sa prière, voit mourir dans son antichambre un assassin qui venait l'égorger. Vous y verrez l'esprit parleur de la famille X..., un Espagnol du seizième siècle, qui s'était attaché de nos jours à une famille anglaise. Il s'appelait Gaspard Ludovico y Urbino, cet Espagnol ; c'est lui-même qui l'a révélé à ses clientes.

Un Espagnol du nom de Gaspard est presque aussi vraisemblable que le sultan Oscar dans les Saltimbanques. Ludovico est un prénom italien, et n'a jamais été un nom de famille espagnol ; Urbino est le nom d'une ville italienne assez connue : il faut être naïf comme un marchand de miracles pour négliger la vraisemblance à ce point-là ! L'Avenir, moniteur du spiritisme, a consacré je ne sais combien d'articles à la gloire des frères Davenport ; c'est par son entremise que les frères thaumaturges me donnent depuis longtemps sur les nerfs.

Je sais bien qu'on n'est pas forcé de lire tous les journaux que l'on reçoit ; il serait fort aisé d'en rendre quelques-uns à la poste ; on pourrait même écrire au rédacteur en chef : « Monsieur, vous m'envoyez votre journal gratis ; je ne vous en veux pas pour si peu de chose ; mais combien m'en coûterait-il tous les trois mois pour ne pas recevoir l'Avenir ? »

Mais on n'a pas le temps d'écrire ce billet, on oublie de renvoyer le journal à sa source, et on lit sans préméditation, par pure inadvertance, la prose des médiums.

Après tout, il est peut-être utile de connaître les épizooties qui sévissent dans les bas-fonds de l'esprit humain. Il est bon de connaître quels rêves creux, quelles billevesées se débitent mysté-

rieusement en Europe pour la consommation des femmes hystériques et des hommes badauds. Il faut avoir au moins une notion des bourdes qu'on exploite en certains lieux pour abêtir, affoler ou exalter les simples. Croiriez-vous qu'il existe en Europe neuf journaux rédigés dans le même esprit (passez-moi le mot) que l'Avenir déjà nommé ? En voici la liste complète :

La Revue spirite, de Paris, 8 année, mensuelle.
La Vérité de Lyon, hebdomadaire, 3 année.
L'Union spirite bordelaise, quatre fois par mois.
L'Écho d'outre-tombe, de Marseille, hebdomadaire.
Annali dello Spiritismo, de Turin, mensuelle.
La Luce, de Bologne.
La Gazetta Magnetico-Scientifico-Spiritistica, de Bologne.
Le Spiritual Magazine, de Londres.
Le Spiritual Times, de Londres.

Neuf et un dix ! Et, dans le nombre, pas un qui s'imprime à Charenton.

La théorie du spiritisme est vieille comme la crédulité humaine. Un roi qui a la guerre veut savoir s'il sera vainqueur ou vaincu. Il va chercher une sorcière, un médium femelle, et lui dit : « Évoquez-moi un mort un peu intelligent, que je le consulte sur mes affaires. » C'est l'histoire de Saül. La sorcière évoque l'âme de Samuel ; cette âme est visible comme un corps, elle parle comme si elle avait des poumons, un larynx, une langue et des lèvres, et elle annonce l'avenir comme si elle l'avait lu dans ses papiers.

Voilà l'heureuse invention qu'on s'applique à ressusciter aujourd'hui. À quel propos ? Pourquoi ? Mais pour faire des dupes

et soutirer l'argent des sots ; rien n'est plus simple.

La pauvre pythonisse d'Endor voit Saül tout défait, atterré, presque malade après l'évocation. Elle l'oblige à se reposer, elle tue un veau gras, le seul qu'elle ait chez elle ; elle pétrit du pain sans levain et répare les forces du roi. (Rois, xxviii, 22 à 25). La Bible ne dit pas qu'elle ait été payée. C'était une Juive, pourtant. Nos médiums, qui sont chrétiens, ne travaillent pas au même prix.

N'est-il pas singulier qu'en 1865, lorsque l'humanité entière court à grands pas vers le progrès, quand l'esprit positif envahit tout, quand le bon sens vient tout soumettre à son contrôle, quand toutes les sciences, débarrassées du fardeau des niaiseries antiques, se lancent résolument dans la route du vrai, une petite église borgne entreprenne de ressusciter les farces surnaturelles ?

Si le moment est mal choisi, le choix des instruments n'est guère moins ridicule. Comment ! voici deux gaillards qui ont dompté les puissances invisibles ; ils se font servir par des esprits ; ils ont à leurs ordres une armée d'êtres inconnus, mais assurément supérieurs à l'homme.

Que ne ferait-on avec de tels moyens ? Donnez-moi seulement un petit farfadet, pas plus haut que ma botte, et je me charge de découvrir tous les secrets que nous cherchons, de mettre au service de l'humanité toutes les richesses qui lui manquent, de rendre la liberté à tous ceux qui sont esclaves, la santé à tous ceux qui souffrent, d'arrêter toutes les guerres, de concilier tous les partis, de transformer ce globe en un vaste jardin de plaisance ! Les frères Davenport nous amènent d'Amérique une légion de diablotins tout dressés, et grâce à l'alliance de ce pouvoir surna-

turel, ils parviennent à quoi ? À jouer du violon dans une armoire ! En vérité, les demi-dieux sont devenus bien modestes depuis quelques temps !

Modestes ? Est-ce le mot ? Je remarque que ces messieurs le prennent de bien haut avec M. Robin. Ils l'appellent prestidigitateur, faiseur de tours ; un peu plus ils diraient acrobate. Il y a deux classes d'hommes qui professent un hautain mépris pour les prestidigitateurs : MM. les grecs, d'abord ; MM. les thaumaturges ensuite. Mais M. de Caston et M. Robin ont de quoi se consoler. Il leur reste l'estime de tous ceux qui ne font pas sauter la coupe, la sympathie cordiale des bonnes gens qui ne vendent point de miracles. Et grâce à Dieu, j'aime à croire que c'est encore une imposante majorité.

Les frères Davenport assurent qu'on les calomnie lorsqu'on explique leurs malins tours par des causes naturelles. Calomnie est un bien gros mot, qui d'ailleurs me semble impropre. Le monde est plein de gens qui ont fait des choses plus belles, plus utiles et plus difficiles que de gratter un violon dans une armoire avec un peu de farine dans la paume des mains. Nous avons M. Émile Augier qui a fait des comédies, M Sand qui a fait des romans, M. de Lamartine qui a fait des poëmes, M. Kœberlé qui a fait des opérations, M. Claude Bernard qui a fait des découvertes, M. Ruhmkorff qui a fait sa bobine, et cent mille autres qui ont été plus agréables et plus utiles au genre humain que les deux frères Davenport. Interrogez tous ces gens-là, ils vous diront de bonne grâce que les puissances surnaturelles ne leur ont pas donné le moindre coup de main. Si quelqu'un les accusait de faire faire leur besogne par de petits volatiles invisibles, ils crieraient à la calomnie, et cette fois je pense qu'ils auraient raison.

Je connais un certain Rossini qui a écrit des mélodies encore plus originales que le Devil in house de ces messieurs. Ses amis et ses ennemis affirment unanimement que ses opéras sont l'œuvre du génie, et il ne s'en défend pas trop, car c'est le plus grand bonhomme de grand homme qui ait jamais digéré la gloire dans un fauteuil. Mais le génie auquel il doit sa gloire est tout en lui. Évoquez-le si vous pouvez, ce génie presque divin, et faites-le chanter dans votre armoire : M. Robin ne vous discutera pas, ni moi non plus.

Plus je relis la lettre de ces plaisants américains, plus je me demande ce qu'ils sont. Ils ne veulent pas être des faiseurs de tours, fi ! Mais ils n'osent pas s'expliquer franchement sur ce qu'ils veulent être. Ils se vantent d'être venus d'un bout du monde à l'autre, abandonnant patrie et famille : c'est un sacrifice que les commis voyageurs font volontiers, lorsqu'ils y trouvent leur compte, et ils ne se croient pas indiscutables pour si peu. J'ai connu un honnête comédien qui était allé de France en Amérique, quittant famille et patrie pour jouer le Sonneur de Saint-Paul et la Grâce de Dieu. Il fut sifflé et s'en revint chez lui sans dire raca à la grande nation américaine.

Ces messieurs semblent avoir fait le voyage pour nous montrer des phénomènes. C'est le mot qu'ils emploient, et ils ont soin d'ajouter que « ces phénomènes ont été constatés par les savants les plus renommés de l'Angleterre et de l'Amérique. » Leur évangile, traduit par M Judith Derosne, est intitulé : « Phénomènes des frères Davenport. Va donc pour phénomènes ; c'est un mot usité dans le langage de la science, et de la foire aussi. La foire de Saverne ne s'ouvre que dimanche prochain, et déjà la place est encombrée de phénomènes. Il y en a de vivants, tous constatés

par l'empereur de la Chine et le sultan du Maroc, mais ils n'en sont pas plus fiers pour cela. Ils se laissent discuter par le public qui les paye.

Direz-vous que M. Robin n'avait pas le droit de vous discuter parce qu'il vous avait vus gratis ? Autant dire que les critiques de la presse n'ont pas le droit de discuter une première représentation. Ils donnent même leur avis sur la répétition générale où ils n'ont assisté que par faveur intime, comme hôtes de la direction. Tous les gens qui jouent mal une comédie, petite ou grande, ruent volontiers à la critique et se hâtent de dire qu'on a trahi leur hospitalité. C'est un travers commun aux rois et aux saltimbanques ; placez-vous où il vous plaira entre ces deux extrêmes ; il y a de la marge.

Mais je reviens aux phénomènes, puisqu'enfin vous avez des phénomènes à vous, et que vous semblez désireux d'en trouver le placement. Vous ne savez donc pas que les phénomènes ne sont rien par eux-mêmes, il s'agit de les rapporter à une loi connue ou inconnue, ancienne ou nouvelle ; ils n'intéressent les hommes sérieux qu'à la condition de prouver quelque chose. Que voulez-vous prouver ? Quelle conclusion tirez-vous de vos petits tapages nocturnes ? Quel élément apportez-vous à la science ? Ni vous, ni votre impresario, ni votre évangéliste, ni votre aimable traductrice n'en ont rien dit.

J'admets par excès de bonté que vos phénomènes soient des miracles, des faits en contradiction avec toutes les lois connues. Et après ? Les faiseurs de miracles qui fourmillent dans l'histoire avaient tous une raison de se donner tant de mal. Les uns tenaient à prouver leur nature divine : seriez-vous des dieux, par hasard ? Les autres pensaient donner ainsi une autorité plus

haute à leur doctrine. Avez-vous une doctrine ? Déboutonnez-vous franchement ; les idées neuves ne nous font pas peur. Elles nous effarouchent si peu qu'il est fort inutile aujourd'hui de les recommander par le miracle. Une bonne vérité bien démontrée fait son chemin dans le monde sans accompagnement de guitares lumineuses et de violons phosphorescents.

M. Robin, après avoir vu les exercices des deux frères, nous a laissé le côté philosophique de la question ; il s'est renfermé dans son art, il a traité fort poliment les choses de sa compétence. Il offre de prouver que MM. Davenport sont des mortels, comme vous et moi, sauf la dextérité qui les distingue, et qu'ils ont assez d'esprit dans les mains pour délier leurs ficelles sans l'intervention des farfadets en chambre. Il défie ces messieurs de recommencer leurs exercices sur un théâtre, avec de vraies ficelles, vraiment nouées autour des mains. Il met sa petite salle à leur disposition, se charge de tous les frais et consacre le prix de la représentation au soulagement des aliénés.

Mais les frères Davenport ne sont pas venus d'un bout du monde à l'autre pour enrichir les fous ; au contraire.

Ces hommes supérieurs à l'homme, ces maîtres du monde surnaturel, ces colonels de l'armée subtile qui voltige incessamment sur nos têtes, ces deux puissants seigneurs qui pourraient envoyer quatre génies et un caporal chez M. de Rothschild pour dénouer la ficelle de tous les sacs, refusent énergiquement d'opérer un phénomène au profit des malheureux. Ce n'est pas la publicité qui les effraie, c'est la gratuité. Leur dignité de thaumaturge se révolte à l'idée de travailler dans le miracle « sans rétribution aucune. » Ils sont d'un pays où tout se paye, et où le merveilleux atteint surtout des taux élevés. Leur temps est de l'argent ; ils le

disent en accusant M. Robin de se montrer prodigue de l'argent d'autrui.

Pourquoi ne sont-ils pas plus conséquents avec eux-mêmes ? Ils avouent dans la même lettre que M. Robin a assisté chez eux à une représentation toute gratuite. S'ils ont pu travailler gratis devant les journalistes pour se faire un peu de réclame, pourquoi refusent-ils une si belle occasion d'attaquer la grosse caisse en présence du vrai public ? Un succès dans ces conditions, après ce défi solennel et officiel, ne serait-il pas la plus triomphante des réclames ?

Mais ils n'en veulent point ; ils proposent un match que je copie textuellement :

1 M. Robin déposera une somme de 10 000 fr. ; et, de notre côté, nous ferons le dépôt de pareille somme.

2 Un comité de vingt personnes notables sera nommé, et nous nous présenterons devant lui.

3 M. Robin assistera à la séance.

4 Nous rendrons ce comité témoin des faits que nous avons à présenter au public dans les conditions dans lesquelles nous avons l'habitude de les produire.

5 M. Robin devra ensuite nous imiter exactement, en se servant des mêmes cordes, du même cabinet et des mêmes instruments que nous, et rien de plus.

6 Au cas où M. Robin n'obtiendrait pas exactement les mêmes résultats que nous, de la même manière et dans le même espace de temps, il perdrait les dix mille francs déposés par lui.

7 Au cas où, au contraire, il réussirait, les dix mille francs déposés par nous lui seraient acquis.

Lisez-moi cela posément, lecteur philosophe, et avouez que les frères Davenport sont moins adroits dans leurs paris que dans leur armoire.

Ils parient 10 000 francs que M. Robin ne pourra pas les imiter exactement en se servant des accessoires qui leur sont familiers. Ils exigent de plus que l'honorable prestidigitateur obtienne exactement les mêmes résultats, de la même manière et dans le même espace de temps. N'est-ce pas avouer que M. Robin pourrait faire les mêmes tours avec d'autres instruments, ou avec quelque variante, ou si on lui donnait quelques minutes de plus ? Que devient le surnaturel ? Où prenons-nous les esprits familiers de la maison Davenport brothers and Co ?

Je le crois parbleu bien, que M. Robin, après une seule leçon, n'atteindrait pas du premier coup à la perfection des maîtres. Voilà douze ans que ces messieurs s'exercent à leur petit jeu, et ils veulent qu'on les égale au pied levé, sans une seule répétition !

Une autre imprudence, mais grave. Pourquoi dire en termes formels : « Nous consentirons pour une fois seulement à nous rencontrer avec lui ! » Vous refuseriez donc de recommencer deux fois, dix fois, cent fois une séance qui vous rapporte 10 000 fr. ? À quel prix comptez-vous travailler cet hiver dans les soirées du grand monde ?

On donne mille francs à nos plus grands artistes, et ils sont fort contents. Et vous êtes « venus d'un bout du monde à l'autre, abandonnant patrie et famille, » et vous refusez un petit jeu où l'on pourrait gagner 300 000 francs par mois ! Ah ! messieurs !

Le bout de l'oreille est sorti. Vous laissez voir que vos lutins familiers sont capables de passer à l'ennemi dès la seconde expérience !

C'est pourquoi M. Robin n'a qu'un parti à prendre : assister en payant à vos aimables exercices et les répéter chaque soir dans son théâtre. Je ne connais pas un meilleur moyen de mettre le public en garde contre les miracles, et je regrette au fond du cœur que la salle de cet honnête homme n'ait pas été construite il y a deux mille ans.

Les Esprits et les Dupes

« La guerre au destin désormais, c'est la guerre régulière, la guerre savante.

« Les forces dont la société dispose sont éprouvées, classées ; chaque corps spécial de l'armée du progrès a pris son rang de combat.

« Les écrivains, les journalistes, les explorateurs, les émigrants sont lancés en avant en éclaireurs.

« Les géomètres, les mécaniciens, les astronomes, les géologues, les géographes, les physiciens, les naturalistes, les physiologistes, étudient le terrain, tracent les plans, forgent les armes et les engins puissants que le gros de l'armée met en œuvre.

« Ingénieurs, constructeurs, laboureurs, fabricants, commerçants, ouvriers-maîtres et contremaîtres des divers corps d'état, banquiers, administrateurs, se groupent, développent, combinent

leurs masses et s'avancent en bon ordre. Sur le flanc, et comme s'ils remplissaient le rôle des tambours et des clairons, les romanciers, les poëtes, les artistes animent les combattants par leurs récits et leurs chants. Les archéologues, les linguistes, les historiens se tiennent à l'arrière-garde pour réduire les contradictions et les résistances du passé que l'armée du progrès franchit sans s'y arrêter, certaine que ses conquêtes futures feront rentrer sous sa loi tout ce qu'elle laisse en arrière.

« Voilà le spectacle magnifique que présente notre époque ! »

Ami lecteur, ce n'est pas moi, et je le regrette, qui ai exprimé en style si noble une si belle pensée. C'est M. Charles Duveyrier, un général de l'armée, où je sers tantôt à l'avant-garde, tantôt à l'arrière-garde, tirailleur, éclaireur, enfant perdu, clairon, toujours simple soldat et content de porter l'épaulette de laine, mais fermement résolu à ne jamais me perdre dans la foule honteuse des traînards.

Les paroles que j'ai citées en commençant (comme les prédicateurs du vieux monde citaient un texte d'Évangile) ont été prononcées dans une conférence de la Société polytechnique. L'auteur les a publiées depuis peu dans une brochure de 160 pages in-8 qui doit être à la veille, sinon au lendemain de sa troisième édition.

Je comptais m'étendre aujourd'hui sur ce modeste et puissant ouvrage d'un de nos grands hommes de bien. J'en voulais exprimer la quintessence au profit des lecteurs intelligents de l'Opinion nationale et de notre public progressif entre tous. Aux grandes vérités esquissées à larges traits par M. Charles Duveyrier, je voulais ajouter quelques observations de détail, car l'au-

teur n'a pas tout dit. Il n'a pas expliqué, par exemple, pourquoi cette brochure, destinée à passer par les mains les plus laborieuses et séjourner dans les poches du prolétaire comme un vade mecum, est devenue, malgré l'auteur et au préjudice certain de l'idée, un quasi volume de 160 pages in-8.

Il faut, bon gré mal gré, que j'ajourne cette étude, et si vous êtes curieux de savoir pourquoi, je vous le dirai en continuant à ma manière la métaphore de cet honorable et vaillant M. Charles Duveyrier.

Lorsqu'une armée victorieuse traverse, musique en tête et drapeaux déployés, les rues d'une ville conquise, elle entend sur sa route une série de petites détonations honteuses, et l'on voit, çà et là, un soldat tomber dans les rangs. C'est l'ennemi qui s'est caché dans les caves et qui tire par les soupiraux. Au bout de quelque temps, les vainqueurs se fâchent d'un tel procédé. Quelques hommes de bonne volonté font halte, épient le premier nuage de fumée, et se mettent à tirer dans les caves suspectes.

Si quelques bonnes âmes étaient tentées de croire que l'on fait trop d'honneur à trois banquistes américains en les fusillant dans leur cave pour attentat contre la marche triomphale de la civilisation, je répondrais ceci :

Le spiritisme est une maladie secrète de notre temps, et une maladie singulièrement contagieuse. Tous ces jongleurs en chambre qui font tourner les tables, qui font écrire les crayons, qui font sonner les clochettes, qui font retentir un toc-toc mystérieux dans les planchers et les plafonds, acquièrent sur les esprits faibles une autorité supérieure à celle du bon sens.

Ils ne dictent pas seulement des niaiseries inoffensives, signées Descartes, Lazare ou Platon ; ils dictent des testaments qui dépouillent l'héritier légitime au profit des filous ou de leurs associés. Ces jongleurs font entrer le désordre et l'injustice dans les familles, ils ne se bornent pas à obscurcir les lumières de la raison ; ils étouffent aussi les sentiments naturels. Si je ne craignais pas de violer le secret des affaires privées, je nommerais ici des héritiers dépossédés par la haute influence des esprits, des filles séparées brutalement de l'homme qu'elles avaient choisi, et tout cela sur l'ordre d'un médium crasseux et cupide.

Nous avons vu tout récemment en Cour d'assises un ignoble mendiant qui avait paralysé la fille d'un honnête cultivateur en lui faisant croire à je ne sais quel pouvoir mystérieux. Les femmes un peu nerveuses sont faciles à dompter par le premier scélérat qui en impose à leur imagination. Elles se laissent fasciner et tombent dans une sorte de catalepsie dont ils abusent à plaisir. Il est sûr et certain qu'elles riraient au nez de ces drôles si l'on avait pris soin de fortifier leur bon sens contre les farces du surnaturel.

On estime qu'à Paris, sur une population d'environ deux millions, cinquante mille individus sont plus ou moins dominés par le somnanbulisme et par le spiritisme. Je les réunis à dessein parce que ces deux exploitations, fondées sur la même absurdité (l'existence des âmes hors du corps), tondent le même troupeau de dupes.

Ce qu'il est moins facile de déterminer exactement, c'est le nombre des fortunes qui se sont fondues à la Bourse, aux loteries et ailleurs, sur la foi des médiums, des somnambules, des devins, des cartomanciens, des interprètes de songes. Le calcul de probabilités, ce chef-d'œuvre de l'esprit humain, est nul et non avenu

pour les sujets du pape qui consultent le Libro de Sogni avant de risquer onze sous à la loterie, et pour les citoyens français, qui achètent du Séville-Xérès ou du Crédit foncier selon la carte qui tourne ou le toc-toc des esprits invisibles.

Si la superstition du merveilleux ne ruinait que des portières et des gardes-malades, elle mériterait déjà d'être combattue à fond ; car l'obole des malheureux est aussi intéressante que le million des riches. Mais il importe tout particulièrement à la société qu'on ne dilapide pas les capitaux les plus importants et les plus utiles en obscurcissant les esprits de la classe la plus éclairée.

Il importe que les principaux directeurs de l'esprit public, les propriétaires des grands journaux, ne se laissent pas mettre à la tête des dupes et ne donnent pas l'exemple du bélier de Panurge à trente ou quarante mille lecteurs. Mon plan n'est pas de désigner personne, mais, parmi les bons entendeurs qui m'écoutent, plusieurs savent que l'un des plus grands journaux du soir est littéralement mené à la baguette, et, depuis plusieurs années, par les médiums.

Les médiums ont le bras long, et si vous en doutez, je vais vous en donner une preuve. Le Constitutionnel, qui n'est pas un journal du soir, et qui est rédigé par des esprits plus positifs que ceux des frères Davenport ; le Constitutionnel, organe semi-officiel de l'autorité ; le Constitutionnel, qui ne saurait ignorer un événement aussi grave que l'intervention de la police dans un concert de sifflets à la salle Herz ; le Constitutionnel, bien informé, bien dirigé, bien rédigé, n'a pas consacré un fait divers à la grande et scandaleuse mésaventure des prestidigitateurs américains. Pourquoi ? Tout simplement parce que la revue scientifique du Constitutionnel est faite avec un grand talent par M. de Parville,

et que M. de Parville a célébré la gloire des Davenport à la Patrie, dans un article signé Flamel. Les Davenport, en se conciliant l'alliance de la Patrie, ont acquis par-dessus le marché la neutralité du Constitutionnel.

Mais ce n'est pas dans les journaux que l'influence croissante du spiritisme se fait le plus cruellement sentir. C'est dans les hospices d'aliénés. Vous savez sans nul doute que si la population de la France est restée stationnaire depuis quelques années, le nombre des fous s'est accru dans une progression terrible : il a doublé, de notre vivant. Interrogez les médecins spéciaux sur les causes du mal, ils vous en citeront deux qui priment toutes les autres : l'alcool et le spiritisme.

C'est pourquoi M. Robin fait œuvre pie en reitérant tous les soirs les jongleries des Davenport. C'est pourquoi j'ai la conscience de remplir un devoir en revenant sur une question que je pensais avoir épuisée.

Si les Davenport et leurs compères s'étaient soumis de bonne grâce à la justice du sens commun ; s'ils avaient accepté l'arrêt d'un public plus clairvoyant que leurs victimes ordinaires, j'aurais cru faire preuve de bon goût en les laissant partir comme ils étaient venus. À quoi bon triompher après une victoire si facile ? Jamais trucs n'ont été plus lestement éventés : jamais le sens commun du vieux peuple français n'a eu meilleur marché de trois farceurs subalternes.

Mais, par une obstination qui nous montre à quel point ces messieurs sont avides de nos écus, ils demandent leur revanche ! Ils affichent la prétention de reprendre en détail l'argent qu'ils ont rendu en gros devant le commissaire de police ! Voici la note

qu'ils ont osé faire insérer dans la Gazette des étrangers, au lendemain d'un fiasco si éclatant :

MM. Davenport et Fay donneront aujourd'hui jeudi, 14 septembre 1865, à huit heures et demie du soir, à la salle Herz, une séance privée pour laquelle il ne sera délivré que soixante entrées nominales qui seront louées d'avance à raison de trente francs chaque. Le bureau de location sera ouvert de dix heures du matin à six heures du soir, et les coupons délivrés pour la séance du 13 y seront échangés pour des coupons pour cette séance, qui aura lieu tous les jours à la même heure et dans les mêmes conditions.

Cette annonce est précieuse d'un bout à l'autre : il serait difficile de dire plus naïvement : Nous venons exploiter l'élite des naïfs. On se réserve le droit d'exclure non-seulement M. Robin, mais tout homme qui saura nouer solidement une corde, tout citoyen suspect de malice ou de curiosité, que dis-je ? toute figure un peu intelligente ! Je vois d'ici ces bons messieurs, ces jeunes gens qui ont « toujours autour d'eux des quarante à cinquante intelligences ! »

Je les vois, ces Castor et Pollux de la plaisanterie, assis à leur comptoir dans le bureau de location, et dévisageant les Parisiens à 30 francs pièce ! La bonne comédie avant la comédie ! À soixante bonnes âmes par jour, et jamais les bonnes âmes n'ont manqué dans une ville comme Paris, on gagnera 1 800 francs tous les soirs, le salaire annuel d'un ouvrier qui sue, le traitement d'un employé de commerce, d'un caissier de magasin qui manie les billets de 1 000 francs par centaines, et qui dîne à vingt-deux sous !

Mais en vertu de quelle loi ce billet de théâtre peut-il être nominal ? Je comprends que le directeur de la Porte Saint-Martin, lorsqu'il donne un billet de faveur au petit neveu d'une ouvreuse, ajoute les mots sacramentels « ce billet ne peut être vendu. » Il ne peut être vendu, parce qu'il est donné, c'est une donation gratuite, faite à la condition qu'elle demeurera toujours gratuite ; mais ce que j'achète et que je paye est-il à moi ? Puis-je en disposer librement ? Puis-je l'offrir à un ami ou même à M. Robin, que je n'ai pas l'honneur de connaître ? Le droit me paraît évident.

Que je tombe malade à l'heure du spectacle, MM. Davenport ne semblent pas d'humeur à me rendre mes trente francs. Il est donc naturel que j'emploie au profit d'une autre personne, à mon choix, ce billet qui ne peut me servir à moi-même. Je crains donc que, malgré toutes les précautions, un spectateur de la première séance ne se retrouve à la seconde. Et alors ?

Il me vient encore un scrupule. Sur quel argument la police s'est-elle fondée pour faire rendre la première recette ?

Est-ce parce que le spectacle n'avait pas pu finir ? Non. Le public n'a rien à réclamer quand la représentation est abrégée de son fait. Le sens commun le dit, l'histoire le confirme. Il y a des précédents. Le rédacteur en chef de l'Avenir, M. Alis d'Ambel, un nom de troubadour, m'a fait l'honneur de m'envoyer hier son numéro du 14 septembre. Il n'y avait aucune mention du fiasco de la salle Herz, mais il m'appelle avec une ironie charmante « l'heureux auteur de Gaëtana. »

Troubadour, mon ami, vous n'êtes pas charitable. Pourquoi donc votre journal a-t-il pris pour devise : « Hors la charité, pas de salut ! » Certes j'ai fait un pièce intitulée Gaëtana, et j'en ferai

encore d'autres que vous pourrez siffler, mais que vous ne pourriez pas écrire, même avec la collaboration de vos esprits, qui me semblent légèrement auvergnats. Mais ayant fait une pièce qu'on n'a pas laissé finir, je suis d'autant plus fort aujourd'hui pour vous dire :

Les Davenport, vos clients, ont rendu l'argent au public ; ils l'ont rendu parce que la police les y a contraints, sur les réclamations violentes du public ; et si le public a réclamé, contre toute habitude, si la police a appuyé, contrairement à l'usage, c'est que non-seulement la pièce était mauvaise, mais qu'on avait abusé de notre confiance pour nous soutirer 4 000 francs ! Il y avait pour le moins tromperie sur la qualité de la marchandise vendue.

Si j'achète pour dix francs de surnaturel, je n'entends pas qu'on me livre des trucs usés, valant deux sous. Que va-t-il arriver si, parmi les soixante spectateurs à 30 francs, il s'en trouve un, deux, vingt, soixante assez audacieux pour réclamer leur argent ? La police sera-t-elle en permanence à la salle Herz pour reprendre à la caisse des frères Davenport les sommes que ces messieurs auront puisées dans les poches ?

J'ai grand'peur que le phénomène en question se soit déjà produit à la salle Herz au moment où j'écris cet article. Mais quand même il se produirait cinquante fois de suite, quand cinquante fournées de spectateurs choisis auraient vu, touché, démoli le matériel complaisant des frères Davenport, je ne suis pas certain que l'expérience aurait désabusé les dupes du spiritisme.

Il y a de fort honnêtes gens parmi ces malheureux.

Quelques-uns d'entre eux m'ont écrit avec une douceur évangélique. Ils m'invitent à étudier leur doctrine, qu'ils croient nou-

velle et connue seulement des adeptes. Ils sont tout fiers de leur devise : Hors la charité, point de salut. Ils se proposent pour but l'amélioration morale de l'homme.

Et nous aussi parbleu ! Nous n'avons pas attendu que trois escamoteurs américains vinssent nous enseigner l'amour du genre humain à quatre mille francs le cachet ! Nous aussi nous rêvons l'amélioration morale de l'homme ; mais nous ne la faisons pas consister dans l'abrutissement.

Le difficile est de raisonner avec ces naïfs. Voici un exemple comique que j'emprunte à l'avant-dernier numéro du journal spirite :

Un petit Davenport, nommé Allen, vient de faire scandale en Amérique. Quelques malins du cru ont prié les esprits de leur frapper sur la tête sans leur dire qu'ils s'étaient mis du noir de fumée dans leurs cheveux. Les esprits ont frappé, et le noir de fumée a paru sur les mains du médium.

Croyez-vous que ce phénomène, assez gênant à première vue, ait déconcerté les hommes spéciaux ? Écoutez ce qu'ils disent :

Ce n'est pas la première fois qu'on a dénoncé des médiums, parce que l'on trouvait sur leurs mains les traces d'une substance à laquelle les mains des esprits avaient touché. La fréquence de ce fait, ainsi que la prétendue découverte de l'imposture, m'a amené à faire quelques expériences auxquelles le docteur Randall et le jeune Allen se sont prêtés de la meilleure grâce. Je croyais qu'il y avait là une loi qui nous était inconnue, mais dont les effets étaient invariablement les mêmes. Voici ce qui résulte de mes expériences : tout ce que touche la main électrique ou fluidique est immédiatement transféré à la main du médium. J'ai, hier, expéri-

menté la vérité de cette théorie avec quelques personnes bien connues de notre ville. J'étais assis dans un fauteuil, des instruments de musique étaient sur un canapé derrière moi ; à ma droite se trouvait le jeune Allen, ses deux mains étaient solidement attachées à mon bras, il n'y avait pas de possibilité qu'elles bougeassent. Je mis mon habit par-dessus elles, et par-dessus le tout ma main gauche. Toutes les précautions avaient été prises. On pria les esprits de faire jouer les instruments et d'agiter les cloches, ce qui fut fait à l'instant. Je découvris aussitôt la main du médium, et je la trouvai noircie par la même substance qu'on avait mise sur les instruments et sur la cloche. La même expérience fut répétée plusieurs fois avec un résultat identique. Au lieu de prouver l'imposture du médium, elle prouve l'existence d'une loi naturelle. Rappelez-vous tous les exemples où les images d'objets environnants ont été transférées sur le corps humain par le fluide électrique. Je conclus, que la main de l'esprit étant composée en partie d'éléments magnétiques tirés du médium, lorsqu'elle est dissoute, et que le fluide retourne d'où il était venu, elle doit nécessairement rapporter avec elle la substance matérielle qu'elle a touchée, et la déposer sur la surface de la main du médium. Ayant, dans d'autres circonstances, noirci les instruments avec du cirage ou du liége brûlé, j'ai toujours retrouvé ces substances sur la main du jeune Allen, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour exclure l'idée de la possibilité de l'intervention physique du médium. Quel que soit le résultat d'investigations ultérieures, il m'est démontré qu'il y a là un transfert de matière. Un champ immense d'études s'ouvre devant nous. J'apprends que la même expérience a été faite chez un de nos concitoyens dans des circonstances différentes. Les mains d'Allen ayant été solidement liées, on mit de la farine en grande quantité sur le manche de la cloche, et cela à l'insu du docteur

Randall et du médium. Les esprits agitèrent la cloche, les mains du médium furent instantanément examinées : on les trouva couvertes de farine. Les mêmes phénomènes se seraient déjà produits chez les Davenport avec un porte-voix et un violon, dans de pareilles circonstances.

Pourquoi donc mes naïfs correspondants me disent-ils que le spiritisme se contente d'améliorer le moral de l'homme ? Le voilà qui se joue assez agréablement à travers le monde physique.

Nous verrons paraître un beau jour un plaisant catéchisme, entrelardé de vieilleries morales et de nouveautés scientifiques. Tout le monde s'y met, les hommes et les femmes. Voici un médium célèbre, M Conant, qui accouche d'une théorie admirable sur la cohésion des métaux. Je copie et toujours dans le journal du troubadour Alis d'Ambel (un nom pétri de miel et de lait) :

« D. Comment un anneau solide peut-il être passé autour du bras d'un médium, lorsque les mains de ce dernier sont tenues par un membre de la société ?

« R. Nous devons vous dire d'abord qu'il n'y a rien de solide dans l'univers, puisque tout peut être divisé. L'anneau de fer est maintenu par la loi d'attraction agissant sur les molécules dont il se compose. Si vous comprenez bien cette loi, ou si vous êtes au-dessus d'elle, de manière à en pouvoir suspendre les effets pendant un instant, il vous est possible de séparer l'anneau à n'importe quel point, de le rendre de nouveau entier avec la même rapidité. »

Lecteurs de l'Opinion nationale, vous à qui nous servons tous les jours, avec un talent contestable, mais avec bonne foi et bonne volonté, toutes les vérités petites ou grandes qui nous paraissent

solidement démontrées, que pensez-vous de cet impudent catéchisme ? Que vous semble des charlatans qui droguent de la sorte le cerveau du pauvre monde ? Faites-vous grande différence entre les médiums et le docteur la Pommerais ? Je n'en vois qu'une, c'est que le trop célèbre docteur a empoisonné une seule personne pour gagner 500 000 francs, et que les médiums en empoisonnent peut-être cinq cent mille en Europe et en Amérique pour empocher quelques sous.

Quant aux victimes, guérissons-les si nous pouvons, plaignons-les, en tous cas, et ne leur jetons pas la pierre.

Je ne vous en veux pas, mon cher monsieur Rival, ingénieur mécanicien, 2, rue du Rendez-Vous, barrière du Trône. C'est vous qui m'avez écrit ces paroles mémorables :

« … M. Robin, qui serait, dit-on, soudoyé par le clergé pour éreinter le spiritisme en le parodiant. Prenez garde qu'on n'en dise pas autant de vous ! »

Je ne vous en veux pas de cette insinuation, parce qu'au moins elle est drôle.

Les Vessies et les Lanternes

Ami lecteur, vous êtes témoin que j'aime à varier les sujets de ces Causeries. Pour faire un peu de bien dans mon modeste emploi, le mieux serait, à mon avis, d'effleurer successivement toutes les questions intéressantes, d'ouvrir les avenues et de donner carrière au bon sens du lecteur, qui saura bien aller jusqu'au bout sans guide.

Je croyais avoir assez fait, presque trop, en accordant deux fois douze colonnes à la discussion des plaisanteries spirites. Si l'on me laissait aujourd'hui le choix de mon sujet, j'aimerais à vous parler de quelques faits intéressants et actuels, comme la mort de ce pauvre duc de Grammont-Caderousse, une jeune et sympathique figure effacée trop tôt de ce monde. Il y aurait quelques bonnes pages à écrire sur la franc-maçonnerie moderne et la dernière excommunication lancée par le pape. On pourrait aussi commenter l'évacuation de la Roquette, cette belle victoire enlevée par l'éloquence honnête de M. Jules Simon.

C'est la première fois depuis douze ans que l'opposition obtient quelque chose du pouvoir, et ce triomphe (chose importante à noter) est l'œuvre du plus modéré, du plus éclectique de nos orateurs libéraux. Un des traits caractéristiques de l'événement est la collaboration tout à fait imprévue d'un homme qui siége à la gauche, et d'une auguste personne qui s'assied sur le trône. Dans la multitude des cœurs que la parole de M. Jules Simon a touchés, il s'est trouvé un cœur d'impératrice, et le gouvernement a fait une bonne œuvre, quoiqu'elle fût réclamée par un de ces terribles députés de Paris.

Avouez que le fait mérite un quart d'heure de réflexion ; mais je n'ai pas le droit de m'y arrêter plus d'une minute. Il faut même que je remette aux calendes grecques le restant des observations que j'ai recueillies ces jours derniers en courant la montagne. Messieurs du spiritisme ne veulent pas que je parle de rien, si ce n'est de leur jonglerie.

En rentrant chez moi ce matin, j'ai trouvé une lettre du médium Alis d'Ambel, qui réclame la publicité de l'Opinion nationale. M. Alis d'Ambel a pourtant un journal à lui. Mais il pense

avec raison que l'Avenir, Moniteur du spiritisme n'est pas assez lu ; que la publication de sa réponse entre intimes pourrait être perdue pour la presque totalité du peuple français : Alis veut apparaître aux yeux éblouis de nos lecteurs ordinaires. Paraissez, médium Alis, et faites rayonner devant un public, hélas ! mal préparé, ces lumières d'en haut que vous vendez 9 francs par an !

Paris, le 3 octobre 1865.

À Monsieur Ad. Guéroult, rédacteur en chef de l'Opinion nationale.

Monsieur,

Vous voudrez bien, je l'espère, publier dans votre journal Spiritualiste, ma réponse aux attaques malveillantes que M. Edmond About a dirigées contre le Spiritisme, les Spirites et moi-même, à propos des frères Davenport. Ma personnalité importe peu, mais la doctrine que je professe et le droit de la liberté de conscience me font un devoir de rétablir la vérité violemment méconnue par votre courriériste de Saverne.

Ce monsieur, qui nous a entretenus de la première dent du petit About, s'est cru le droit de jongler avec le nom que je porte, parce qu'il fait pro domo sua, la voltige et le grand écart normalien dans le cirque de l'opposition et l'hippodrome du gouvernement.

Eh bien ! oui, monsieur, vous pouvez répondre à votre feuilletoniste du samedi que mon père m'a laissé un nom de troubadour… Mais c'étaient de rudes troubadours que ces soldats du premier Empire qui ont eu pour mission de semer par le vieux monde féodal, l'idée égalitaire et régénératrice de 1789. Mon père

est mort à trente-six ans, officier de la Légion d'honneur : cela suffit-il à M. Edmond About ?

M. Edmond About a publié, chez Hachette, un gros volume in-8, intitulé le Progrès, d'où il s'est cru autorisé à se croire le seul et légitime représentant de ce progrès à la conquête duquel chacun de nous marche ici-bas avec ses armes et ses propres forces. Non certes, car M. About ne représente que l'intolérance et l'orgueil ; il est exclusif et ne veut la liberté que pour lui. Au surplus, il ressemble à ces méchants enfants qui mordent le sein nourricier : n'a-t-il pas déchiré à pleines dents le Figaro, où il a fait ses premières armes, et M. de Villemessant qui lui a ouvert la carrière littéraire ?

M. Edmond About est élève de l'école normale ; c'est un philosophe de l'école de MM. Vacherot, Comte et Littré ; il ne croit ni à Dieu ni aux esprits : c'est sa foi ! je la respecte, mais qu'il respecte la mienne également, moi qui crois à Dieu, aux bons et aux mauvais esprits. Si la liberté de conscience est proscrite en France, qu'on le dise ! car il n'est pas bon de se poser en apôtre d'une liberté apocryphe et menteuse et de désigner une classe paisible et nombreuse de citoyens à l'animadversion publique, comme l'a fait M. About. Quant à nous, nous voulons la liberté pour tous. Les spirites acclament toutes les religions parce que toutes les religions reconnaissent et affirment Dieu. Pour nous, tout est là ! La forme n'est rien, l'idée est tout. Toutes les autres questions sont secondaires.

M. Bonneau enseigne dans l'Opinion nationale du 28 septembre le magnifique principe de la réincarnation. Les spirites sont les plus sincères partisans de cette idée souverainement équitable, la seule qui puisse logiquement expliquer les inégalités

humaines, et l'Opinion nationale, par la plume de M. Edmond About, nous a désignés à ses lecteurs comme des charlatans, des exploiteurs ou des dupes.

Eh quoi ! nous sommes, — dites vous, cinquante mille à Paris, un petit million en France, et il sera permis à quelques écrivains de nous vouer au mépris parce que nous croyons à des manifestations particulières qu'ils ne veulent pas admettre ! Qu'on nous ramène aux barbares ! Vive l'inquisition, alors ! elle est préférable à l'intolérance des Normaliens en rupture de ban.

M. Edmond About a été créé et mis au monde pour être professeur. Il professe quand même, et lorsque quelque chose le choque de la part d'un public qu'il veut régenter, il monte sur les échasses de Maître Pierre et parcourt les Landes de la Liberté, en posant des piéges et des entraves partout. La liberté est son domaine et nul n'a le droit d'y passer que lui et les siens.

Le Spiritisme est ou n'est pas : tout ce qu'on fera pour le faire vivre, s'il n'est pas viable, sera absolument inutile ; mais s'il a la vie en lui, tout ce qu'on fera pour le détruire n'aboutira à rien. Il y a toujours un Joas ou un Joad qui échappe aux massacres ordonnés par les Jézabel de l'intolérance.

Je ne viens pas, monsieur Guéroult, faire un cours de Spiritisme pour vos lecteurs : nous acceptons ceux qui viennent à nous, de bonne foi, sans parti pris, qui veulent étudier nos croyances et rechercher avec nous la cause des phénomènes que nous observons ; mais nous ne violentons personne. Nous comptons dans nos rangs de hauts fonctionnaires publics, des magistrats, des généraux, des soldats et des artisans nombreux qui ne se cachent pas dans les caves, comme le dit le trop spirituel écri-

vain de Saverne, mais veulent être respectés, comme c'est leur droit, par les écrivains et les journalistes.

Laissons ces choses, car c'est trop triste de voir des écrivains d'une valeur réelle, comme M. Edmond About, se lancer dans une voie aussi déplorable en compagnie de tous les Timothée de lettres.

J'ai été mis en cause à propos des frères Davenport.

Vidons cette question.

Le Spiritisme n'est ni le complice ni le compère de ces messieurs. Ils sont médiums, c'est notre conviction sincère ; mais ils ne sont nullement spirites. Ce sont des spéculateurs américains qui exploitent leurs facultés médianimiques, comme Jenny Lind exploitait ses facultés vocales et musicales. Ils n'ont que faire de la doctrine spirite, qui est complétement incomprise ou méconnue par eux.

Au surplus, ces médiums ne sont pas les seuls qui jouissent de la faculté qu'ils exhibent en public. Nous déclarons formellement qu'il existe à Paris d'autres médiums, aussi et plus puissants que les frères Davenport, et que ceux-là ne tirent aucun salaire, aucune rémunération des personnes qu'ils admettent chez eux.

Depuis cinq ans bientôt, nous étudions le Spiritisme, cherchant la vérité et la lumière. Nous ne les avons trouvées que d'une manière relative ; mais nous croyons être sur la voie qui doit conduire l'humanité vers le but qu'elle est appelée à atteindre. Si nous nous trompons, nous sombrerons comme toute doctrine mal assise, mal établie, et au dehors du véritable courant humain ; si au contraire, comme Galilée, comme Salomon de

Caus, comme Galvani, nous avons découvert une vérité, cette vérité restera.

La grenouille de Galvani ? quelle absurdité ! s'écriaient les About du siècle dernier ; et cependant, de cette grenouille, est sorti le télégraphe électrique.

Si vous voulez être respectés, messieurs les anti-spirites, respectez les premiers la croyance et la foi des autres.

En résumé, car je ne veux pas user du droit que j'ai de remplir vingt-quatre colonnes du feuilleton de l'Opinion nationale, en résumé, les assertions de M. About sont de pures calomnies, et si le Spiritisme avait occasionné 21 pour 100 de plus de cas de folie, ce n'est pas dans le journal clérical de Rouen que ce fait eût été premièrement consigné. L'Académie de médecine a ses journaux spéciaux, et la statistique d'un homme qui ignore les premières données de cette science, que peut-elle prouver ? Je m'en rapporte à vous, honorable député de la Seine.

Vous rappelez-vous Ménilmontant, monsieur Guéroult ? Alors vous ne devez pas avoir oublié les diatribes que les About de 1825 dirigeaient contre les Saint-Simoniens. Soyez donc tolérant, vous qui avez tant souffert de l'intolérance.

Permettez-moi pour finir, monsieur, de rétablir dans sa sincérité ce qu'a fait notre petite église borgne, depuis quelques années seulement : elle a versé entre les mains du caissier de l'Opinion nationale, par M. Allan Kardec, la somme de 2 853 fr. pour les ouvriers sans travail de Rouen, plusieurs milliers de francs au Siècle pour les ouvriers de Lyon, 255 fr. pour les incendiés de Limoges ; enfin, comme acte de charité spontanée de spirites, il nous est permis de citer ce qu'à fait M. Provost jeune, ancien

saint-simomen, qui a construit de ses deniers un hospice civil, libéral et spirite à Cempuis, près Grandvillers (Oise). Qu'on ne nous jette donc plus la pierre, car que de misères privées et secrètes ont été soulagées par ces spirites que M. Edmond About et quelques autres signalent comme des malfaiteurs à la vindicte publique !

Recevez, monsieur le directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Alis d'Ambel.

Àmon tour maintenant !

Àmonsieur Alix d'Ambel, rédacteur en chef de l'Avenir.

Saverne, 13 octobre 1865.

Monsieur,

Ce n'était pas à mon honorable ami M. Guéroult, mais à moi que vous deviez adresser votre réponse. Je suis de ceux que l'on rencontre aisément face à face lorsqu'on a quelque chose à leur dire.

Je vous ai mis personnellement en cause, vous et vos compères, dans la question Davenport. À qui la faute ? À vous, qui me faites l'injure de m'envoyer depuis six mois un journal insolemment absurde, où l'on ne conte que des fables ineptes, où l'on affirme aux niais de Paris qu'ils peuvent, avec un peu d'effort, suspendre l'action des lois naturelles ; où l'on évoque les plus grands écrivains d'autrefois pour les faire parler en style de portier. Rien ne vous autorisait à m'inscrire sur la liste de vos abonnés ; je n'ai rien dit ni rien fait dans ma vie qui vous permît de me prendre

pour un fou. Si vous m'avez servi le Moniteur du Spiritisme, si vous m'avez berné pendant deux ou trois mois en me contant les miracles des frères Davenport, c'est sans doute que vous comptiez lasser ma patience et provoquer une explosion qui vous servirait de réclame. Hé bien ! soit. Je me prête à votre ambition de boutiquier spirite. Vous allez être célèbre, ou du moins connu.

Quand je dis vous, ce n'est pas que je m'attaque à votre petite ou grosse personne. Je ne vous connais pas plus que vous ne me connaissez, et c'est beaucoup dire. Je ne sais pas si vous êtes jeune ou vieux ; si vous avez écrit des livres, ni le public ni moi nous n'en avons rien su ; la lecture de vos articles ne m'a pas même indiqué si vous aviez été à l'école. Foin des personnalités ! Si j'avais eu la tentation de me laisser aller sur cette pente, l'exemple de vos bévues m'aurait immédiatement arrêté. Je vous laisse le privilége d'assaisonner ma personne à la sauce spirite, de dire que j'ai fait mes premières armes dans le Figaro, et que le sire de Villemessant m'a ouvert la carrière littéraire. Gardez, monsieur, gardez pour vous le ridicule qui punit les calomnies ignorantes et sottes. Les esprits qui vous dictent une agréable prose n'ont pas lu le dictionnaire de Vapereau. Plaisantez avec eux sur la première dent de mon fils, qui n'a pas encore de dents, et qui d'ailleurs est une fille. Ces pataquès ne troubleront pas la foi des malheureux qui vous tiennent pour infaillibles ; mais j'écris pour le public sensé, je dois donc éviter des bourdes qu'on porterait à mon passif.

J'ai eu le tort de plaisanter sur votre nom, et j'en demande pardon à l'homme qui l'a honoré, c'est-à-dire à monsieur votre père. Expliquons-nous pourtant ; je n'ai pas commis une faute, mais une erreur, et le vrai coupable, c'est vous. Pourquoi avez-

vous pris la profession de médium ? Les médiums se donnent volontiers des noms de fantaisie ; j'ai cru que Alis d'Ambel en était un. Est-ce que M. Allan Kardec, votre compère en spiritisme, se nomme réellement Allan Kardec ? Vous savez bien que non, et vous savez aussi le vieux proverbe français : Dis-moi qui tu hantes… Et vous-même, monsieur, ne signez-vous pas quelquefois de noms qui ne sont pas les vôtres ?

Un médium croit-il commettre un faux en écriture historique lorsqu'il met le nom d'un grand homme au bas de ses élucubrations ? J'ai sous les yeux un numéro de la Revue spirite, rédigée par ce M. Allan Kardec, votre compère, qui ne s'appelle ni Allan ni Kardec. J'y trouve saint Louis, Lamennais, saint Augustin, le cardinal Wiseman, radotant à l'unisson en patois spirite. Il est bien établi qu'un médium écrit ce qui lui passe par la tête et signe du nom qu'il veut. Direz-vous le contraire ? Vous figurez dans ce numéro comique où le cardinal Wiseman a eu besoin de se faire assister par saint Augustin pour confectionner la phrase suivante :

Oh ! oui, mes amis, c'est avec bonheur et reconnaissance pour celui à qui nous devons tout, que je viens vous exhorter, vous qui avez le bonheur d'être admis parmi les ouvriers du Seigneur, de persévérer dans la voie où vous êtes engagés ; c'est sinon la seule, au moins la meilleure, car si une partie de l'humanité peut faire son salut avec la foi aveugle sans tomber dans les embûches et les dangers qu'elle offre, à plus forte raison ceux dont la foi a pour base la raison et l'amour de Dieu, que nous vous faisons connaître tel qu'il est, doivent arriver à conquérir la vie éternelle dans le sein de ce même Dieu.

(Revue spirite, 8 année, p. 221.)

Ne comprenez-vous pas qu'un simple mortel étourdi par ce pathos, ébloui par cette mascarade de grands noms ridiculement portés, finisse par concevoir des doutes sur la vraie personnalité du médium ? Qu'est-ce qu'un médium, selon la doctrine spirite ? Un étui de chair et d'os où les âmes les plus distinguées viennent se loger tour à tour. Il était saint Louis ce matin, en prenant son café au lait ; il est Lamennais à midi ; ce soir, il s'appellera Wiseman, et signera tous ces noms sans scrupule. Il s'agit bien du nom, du modeste nom de famille ! Qu'importe qu'on se nomme Alis d'Ambel ou Kardec, si l'on n'a qu'à se chatouiller un peu pour devenir Cléopatre ou Napoléon ?

Mais je n'oublierai pas, monsieur, que vous vous nommez Alis d'Ambel à la ville, et je m'engage à respecter un nom qui fut noblement porté. Je n'en ai plus qu'à vous, c'est-à-dire à votre journal et à votre prétendue doctrine.

Votre journal a-t-il, oui ou non, consacré une série d'articles à la gloire des Davenport ? C'est par lui que j'ai su le nom des thaumaturges, lorsque les thaumaturges faisaient vaguement espérer leur visite au peuple de Paris.

Est-ce vous ou un autre Alis d'Ambel qui signiez un acte de foi dans l'Avenir, il y a six semaines, quand ces Américains donnaient leurs répétitions générales à Gennevilliers ? « Nous avons vu et nous croyons ! »

Aujourd'hui, vous changez de note : « Le spiritisme, dites-vous, n'est ni le complice ni le compère de ces messieurs ! Ils sont médiums, c'est notre conviction sincère, mais ils ne sont nullement spirites. Ce sont des spéculateurs américains, etc. »

Ces pauvres Davenport ! Me voilà tenté de les plaindre. Le spiritisme en fait des dieux, tant qu'il espère profiter de leurs trucs. Aussitôt la mèche éventée, les dieux tombent au rang des médiums spéculateurs.

Encore ne jouiront-ils pas longtemps du seul titre qu'on leur laisse. Attendez seulement huit jours, et vous verrez ! Je me trompe : huit jours sont un terme trop long. Ah ! scélérats d'Américains ! vous avez laissé voir la malice de votre armoire ! Vous n'êtes que des jongleurs, et l'Avenir, moniteur du spiritisme, vous le dira sur-le-champ. Dans le même numéro, à la colonne suivante, je lis :

« Les frères Davenport m'importent peu. Leur cause n'est pas la nôtre. Jongleurs, ils ont trompé le public en se disant médiums.

« Médiums, ils auraient mérité leur sort en faisant marchandise de leurs facultés. »

Voilà deux hommes lestement exécutés. Le Moniteur du Spiritisme n'y va pas de main morte. Ceux qu'il décore officiellement du titre de médiums à la quatrième colonne passent jongleurs à la cinquième. Y a-t-il donc si peu de distance entre un jongleur et un médium ? Vous, monsieur, qui comptez parmi nos médiums les plus considérables, pourriez-vous en si peu de temps retomber au niveau des jongleurs ? À quel signe distingue-t-on les uns des autres ? Quel est le juge qui prononce en dernier ressort dans ces questions délicates ? Si c'est vous, je suis bien tranquille ; mais si c'est un autre, je crains pour vous.

Vous souriez de mon ignorance. Hé bien ! non, je ne suis pas un ignorant en ces matières, et s'il fallait exposer la doctrine du

spiritisme, je m'en tirerais peut-être aussi bien que vous.

Le spiritisme est une sorte de catholicisme échauffé, mystique et maladif. En dépit des progrès de la raison publique, beaucoup de femmes, de vieillards, de valétudinaires, d'oisifs, d'esprits faibles, ont la rage du merveilleux. Le monde réel ne leur suffit pas, les plus nobles rêveries de la métaphysique, les plus douces espérances d'outre-tombe ne leur semblent ni assez réelles, ni surtout assez proches. Cette foule de gens nerveux et pressés a besoin d'escompter ici-bas les espérances de l'autre vie. Elle veut voir travailler Dieu dans les salons obscurs ; elle a besoin de toucher du doigt les âmes immortelles. Elle ne doute pas que saint Louis ne soit logé au premier étage du ciel, mais elle en douterait encore moins s'il venait casser un verre de lampe ou faire toc toc dans la cheminée. Quelques milliers de Français et de Françaises sont en deuil de parents bien aimés. On s'inquiète de ceux qu'on a perdus ; on payerait très-cher pour avoir de leurs nouvelles. Et s'ils daignaient venir en apporter eux-mêmes, quelle joie !

Les malades abandonnés de la science lèvent les yeux au ciel et disent :

« Si Dieu voulait, il ferait un miracle en ma faveur ; ou, si le temps lui manque, il m'enverrait un simple renseignement : la formule du remède qui doit me guérir. Je ne lui demande pas de quitter le timon de l'univers pour panser mes petites plaies ; qu'il expédie un ange, un esprit, une ombre, le plus humble des volatiles surnaturels qui encombrent son paradis. Le plus ignorant des morts en sait plus long sur tout que les plus savants de la terre. Comment obtenir cette grâce ? La prière, dit-on… Mais j'ai déjà tant prié ! Ne serait-il pas temps d'essayer autre chose ? »

Les ambitieux qui rêvent au lieu d'agir et attendent les alouettes rôties font le même raisonnement : « Si Dieu voulait ! Il est si riche ! Un million ne le ruinerait pas. Il a tous les pouvoirs en main pourquoi me refuserait-il une sous-préfecture ? Je lui rendrais hommage et le servirais en bon vassal. » Un autre, qui se repent d'avoir négligé ses études, veut arriver au talent par des chemins de traverse. Au lieu de piocher comme un serf de l'École normale ou de l'École polytechnique, il demande des collaborateurs au ciel. Les écrivains, les artistes, les savants pullulent là-haut ; si l'un d'eux se dérangeait un moment pour me dicter un chef-d'œuvre ! Non-seulement il ne se fatiguerait pas, mais il se distrairait en travaillant pour moi, ce grand homme ! »

J'en passe, et des plus ridicules. Ceux qui veulent connaître l'avenir pour spéculer dessus ou simplement pour savoir ; ceux qui ont à se venger d'un ennemi, et qui craignent la police correctionnelle : « Qu'il serait doux de convoquer Mozart, Beethoven et Donizetti et de les envoyer faire charivari chez le nouvel adjoint de mon village ! »

Les magiciens de tous les temps ont exploité ces secrètes aspirations de la faiblesse humaine. Ils promettaient à l'un le pouvoir, à l'autre la possession d'une belle indifférente ; la gloire, la santé, la vengeance, la vue d'un parent ou d'un ami regretté ; que sais-je encore ? Le tout par l'intercession du diable. Le diable n'a jamais fait ni bien ni mal à personne : je me trompe ; il a fait gagner beaucoup d'argent aux sorciers.

Mais le diable est passé de mode ; ses cornes faisaient peur à la grande moitié des dupes ; la concurrence prêchait contre lui ; le bûcher consumait de temps en temps un de ses hommes d'affaires.

Il s'est fondé une nouvelle école de magiciens, plus habile à coup sûr et plus prudente que l'ancienne. Les sorciers d'aujourd'hui sont des chrétiens irréprochables ; ils rendent hommage à Dieu, ils n'évoquent que les bons esprits ; ils commentent l'Évangile en style amphigourique, et grâce à cette politique, non-seulement ils désarment les rigueurs de l'Église, mais ils attirent jusque des prêtres autour d'eux. À cela près, le troupeau des dupes n'a point changé, c'est toujours la même laine qui se fait tondre. Lisez l'Histoire du merveilleux dans les temps modernes, quatre volumes par M. Louis Figuier : vous y verrez, monsieur, la liste de vos ancêtres. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on fait parler les morts, qu'on prédit l'avenir, et que l'on fait voyager les esprits d'un corps à l'autre. Le spiritisme contemporain se traîne timidement sur les brisées de la magie, en glanant çà et là quelques pièces de cent sous.

Le premier venu, lorsqu'il a épuisé ses ressources et son crédit, ouvre boutique de merveilleux ; il se décerne un brevet de médium et donne des soirées où l'on paye. Son logement devient une sorte d'église ; il prend lui-même, au bout d'un certain temps, la gravité ecclésiastique. Il appelle les bons esprits, il invite les mauvais à vider l'enceinte ; et l'exercice commence. Dix, quinze, vingt innocents évoquent les esprits des morts à leur aide ; ils se battent les flancs, ils se donnent la fièvre, et l'un d'eux finit par se croire inspiré. Il griffonne, il griffonne, sa main tremble, ses nerfs s'usent, et le malheureux accouche enfin d'une platitude qu'il signe Démosthènes ou Cicéron.

Quelquefois pour frapper les âmes les plus grossières, Cicéron daigne agiter une sonnette et Démosthènes atteste sa présence en cognant au plafond. Voilà les grands miracles du spiritisme mo-

derne ; les nouveaux mages, dont vous êtes, n'ont rien donné de plus à tous ces affamés qui courent au surnaturel. Votre Moniteur et les autres journaux du spiritisme publient à qui mieux mieux les chefs-d'œuvre dictés d'en haut. J'en ai lu de toutes les façons, et même de la vôtre, monsieur, et je n'ai vu que des platitudes. Les médiums ne sont pas même assez lettrés pour faire du pastiche. Vous me direz que si l'on avait un peu de littérature on ne choisirait pas le métier de médium. Mais encore faudrait-il donner quelque vraisemblance à la chose. On ne demande pas que vous fassiez un opéra de Mozart ni une comédie de Molière. Essayez seulement d'inviter la Fontaine à écrire pour vous une fable de plus.

M. Allan Kardec a publié le Livre des Esprits, dicté par les esprits ; les esprits ont daigné même en corriger les épreuves. On ouvre le volume, et l'on n'y trouve qu'un gâchis de phrases pâteuses ; pas une idée nouvelle, et pas plus de style que dans un numéro du journal l'Avenir ! Était-il nécessaire de déranger les esprits pour si peu ?

Mais vous, monsieur, vous venez de manquer une belle occasion de venger la doctrine. Au moment d'apparaître devant le public libéral, instruit et peu mystique de l'Opinion nationale, il fallait évoquer l'esprit de Paul-Louis Courier.

Gavarni, un esprit vivant, a écrit une belle parole qui me revient en tête à chaque instant depuis que j'ai commencé cette lettre :

« Mangeux et mangés, c'est l'histoire ancienne ; blagueux et blagués, c'est l'histoire moderne. »

Si j'étais né au temps de l'histoire ancienne, j'aurais pris le parti des mangés contre les mangeux. En 1865, il n'y a qu'une chose à faire : défendre les blagués contre ceux qui les blaguent.

Vous prétendez qu'en agissant ainsi j'attente à la liberté, et vous pensez ameuter contre moi la classe paisible et nombreuse des dupes. Distinguons, s'il vous plaît. Il y a deux éléments dans le spiritisme, et ce n'est pas attenter à la liberté des moutons que de crier : au loup !

Les Bains d'air

Si quelques lecteurs du journal m'ont fait l'honneur de remarquer mon absence, je parie hardiment que pas un n'a deviné en quel coin du monde je m'étais perdu. J'étais, je suis encore enfermé dans un couvent, et j'y suis de mon gré, ce qui peut paraître invraisemblable à ceux qui me connaissent. On ne m'a pas jeté tout frémissant dans le cloître, comme le sire de Spesbourg qui rugit soixante ans sous le froc, à quelques lieues d'ici, et qui passa un jour devant les ruines de son château sans pouvoir les reconnaître. Je n'ai pas succombé non plus à une atteinte de monomanie religieuse, comme certains artistes ou écrivains de notre temps. Si l'abbé Litz comptait sur moi pour servir sa première messe, il risquerait un peu de ne la dire jamais. Connaissez-vous ce joli mot de M Octave, une belle actrice du Palais-Royal ? Un journal de théâtre annonça qu'elle avait pris le voile ; elle répondit gaillardement : « Soyez sûrs que si j'entre au couvent, je choisirai un couvent d'hommes. » C'est dans un couvent de femmes que je griffonne ce feuilleton.

Un rédacteur de l'Opinion nationale, interné au monastère de Sainte-Odile, voilà certes du nouveau. La légende prétend que Charlemagne, Louis le Débonnaire, l'empereur saint Henri, le pape Léon IX, Frédéric Barberousse, Richard Cœur de Lion et autres personnages de haute volée ont habité tour à tour ces modestes cellules et nourri de leur sang les aïeules de nos puces ; mais c'est la première fois, j'en réponds, que l'Opinion nationale vient se faire manger ici.

J'y suis d'ailleurs en bonne compagnie. J'ai pour voisins Gustave Doré et Adolphe Leleux, un auditeur au conseil d'État, charmant garçon plein d'esprit et d'entrain, un ingénieur qui passe sa vie à percer des puits artésiens dans le Sahara, un chirurgien fameux, le seul qui pratique l'ovariotomie avec un succès presque constant : inutile de vous dire que l'un s'appelle Degousée et l'autre Kœberlé.

N'allez pas croire au moins que nous soyons entrés à Sainte-Odile comme les compagnons du comte Ory à Faremoutiers. Presque tous les hôtes du couvent y ont amené leurs familles. Celui-ci a gravi la montagne en compagnie de sa mère, cet autre a sa femme et sa fille avec lui. Le monastère haut perché qui nous héberge tant bien que mal, est devenu depuis dix ans un rendez-vous de bonne compagnie. Si l'on voulait connaître en un été tout ce qu'il y a d'un peu notable en Alsace, il suffirait de séjourner ici trois mois durant.

Si vous êtes curieux de savoir à quoi tient la vogue de cette résidence, je ne vous ferai pas languir trop longtemps.

L'habitant d'une grande ville, et même d'une petite, éprouve au moins une fois dans l'année un violent besoin d'oublier ses

voisins, ses affaires, son travail, ses journaux et le cours de la Bourse. Nous sommes tous de grands enfants ; il nous faut des vacances. Les citadins ont inventé la maison de campagne pour satisfaire à cet appétit. Mais on s'est bientôt aperçu que les villas entassées l'une sur l'autre dans les banlieues ne faisaient qu'élargir indéfiniment le périmètre des villes.

C'est en vain que les chemins de fer étendent le rayon de la villégiature ; le châtelain, si loin qu'il se transporte, entraîne ses petites misères avec lui. Il fuit escorté de ses habitudes, et des nécessités artificielles de sa vie. Il ne se débarrasse de ses relations que pour en subir de nouvelles ; on a partout des voisins ; on reçoit, on est reçu, on s'habille autrement, mais aussi ridiculement qu'à la ville ; il faut tenir maison, faire figure, ouvrir un salon, écouter et répondre des riens ; on a cru s'affranchir, on se retrouve esclave de la sottise et de la vanité urbaines.

Il suit de là que les châtelains eux-mêmes s'échappent de la campagne au beau milieu d'une saison. Les uns gagnent la mer, les autres se dirigent vers les eaux de France ou d'Allemagne. Mais il n'y a pas d'eaux à la mode qui ne deviennent bientôt plus parisiennes que Paris. On y trouve tout ce qu'on fuyait, et de plus les tripots, le gaspillage insolent de l'argent gagné vite, le mélange de tous les mondes, le contact inévitable de la pornocratie.

Les bains de mer valent un peu mieux, j'en conviens : on s'y cantonne plus facilement contre les invasions de l'autre monde. Mais aussitôt qu'une plage est adoptée par la mode, elle devient un turf d'élégance ; on y passe la vie à se faire voir, à changer de toilette ; l'âcreté des jalousies fait plus de mal que l'air salé ne fait de bien. D'ailleurs, le voisinage de la mer ne convient pas à tous les tempéraments. Ajoutez que les distractions de Bade et de

Trouville ont le tort de coûter fort cher : le temps n'est plus où les élégantes pouvaient faire en été des économies pour l'hiver.

Économisent-elles au moins de la santé et de la force ? J'en doute un peu. Pour que les gens du monde tirassent un vrai profit de leurs vacances, il ne faudrait pas transporter dans leurs bagages les habitudes meurtrières de Paris. Mais on se couche aussi tard à Trouville et à Bade qu'à Paris même. Le jeu, le spectacle, le bal durent jusqu'à minuit ; on soupe ensuite. On se couche trop tard pour se lever matin ; on se lève fort las, bon à rien, capable tout au plus de nager vingt minutes ou de flâner une heure à cheval. Je me suis amusé souvent à étudier les figures qui peuplent les casinos et les kursaals en France et à l'étranger ; j'ai vu partout des yeux battus, des figures tirées, les rides précoces de la fatigue et de la fièvre. Paris retrouvera ces pauvres gens en octobre tels qu'il les a vus partir en juillet.

Il y a donc autre chose à chercher, et si les moralistes se reconnaissent impuissants à modifier le train des villes, ils doivent se mettre en quête de certains lieux de repos où nos pauvres civilisés puissent se refaire entre leurs fatigues.

Nous avons les montagnes qui semblent inventées tout exprès. Je suis presque certain qu'elles prendront faveur à leur tour et qu'on verra bientôt les bains d'air à la mode.

On me dira que les Alpes et les Pyrénées ont devancé d'un siècle au moins ma petite prophétie. Je le sais. Mais la Suisse elle-même est assez loin de Paris ; les voyages y coûtent cher ; les auberges un peu propres y sont inabordables. D'ailleurs, les grandes ascensions sont un exercice de haute école interdit à la plupart des jambes. Il faudrait, pour bien faire, offrir aux Pari-

siens une région moins lointaine et moins escarpée, où toute une famille, y compris les femmes et les enfants, pût s'ébattre en bon air et prendre un exercice modéré, tout en faisant des économies. Prenez mon ours, prenez les Vosges, et vous m'en direz des nouvelles.

Les Vosges sont à dix heures de Paris, et je sais de science certaine que la Compagnie de l'Est veut mettre le voyage à la portée de toutes les bourses. Avant trois ans d'ici, peut-être l'année prochaine, vous viendrez de Paris à nos montagnes pour le prix d'une stalle des Italiens. Mais encore, avant de se risquer dans un pays si neuf et si peu connu, faut-il savoir ce qu'on y verra. Je vais vous le dire. Nous n'avons ni glaciers, ni grands lacs alimentés par la fonte perpétuelle des neiges. Mais nous avons des forêts aussi belles, plus grandes et plus anciennes que la forêt de Fontainebleau. Quelques-unes sont encore aussi sauvages et (tranchons le mot) aussi vierges que celles de l'Amérique.

Nous avons des rochers énormes, d'une forme et d'une couleur admirables ; blocs de grès rouge, de granit et de porphyre ; nous avons des vallées riantes et fraîches où les ruisseaux débordent sur des prés plus verts que l'émeraude, après le formidable été qui a séché, roussi et crevassé le sol français, du nord au sud. Enfin, ce qu'on ignore un peu trop dans cette belle France, nous avons sur toutes ces montagnes une collection de vieux châteaux historiques que le voyageur le plus infatigable ne pourrait point cataloguer en trois mois.

Il y en a de tous les temps et de tous les styles, mais la plupart construits entre le douzième et le quatorzième siècle. Les uns s'étalent à ciel ouvert au sommet d'une montagne : les autres sont enfouis sous les arbres et paraissent d'autant plus poétiques

que des sapins géants ont pris racine dans leurs murs. On vous montrera dans la même demi-journée une demeure seigneuriale, opulente, quasi princière comme le Landsperg, et un nid de vauriens ténébreux comme le Dreystein.

Nos forêts sont littéralement peuplées de ces petits repaires qu'un brigandeau faisait construire en lieu inaccessible pour serrer son butin et protéger sa personne. On n'habitait pas ces terriers, on s'y retranchait. Les princes ne les assiégeaient point ; il y aurait eu trop à faire : ils coupaient une forêt, l'amoncelaient autour du château imprenable, et enfumaient le brigand comme un renard. Les murs, construits en prévision de l'incendie, ont souvent deux mètres d'épaisseur et plus.

Nous n'avons qu'à tourner autour de notre gîte pour rencontrer le Landsperg, le Dreystein, et dix autres ruines aussi curieuses, comme le Hanfmatterschloss, le Hagelschloss, Birkenfels, le Niedermunster, Truttenhausen, Ratsamhausen et son voisin Lutzelbourg ; et la fortification romaine du Kæpfel, et le dolmen druidique du Mennelstein, et la voie romaine, et le fameux mur païen, long de dix kilomètres, énorme et singulière énigme où tous les archéologues de l'Alsace ancienne et moderne ont cassé leur estimable nez.

Pour peu que la promenade s'allonge, nous tombons sur Andlau et le Spesbourg. Ces jours derniers, Bartholdy, le statuaire de Colmar, nous a entraînés jusqu'à sa ville natale, et, sous prétexte de nous montrer le lac noir et le lac blanc, deux volcans éteints, il nous a fait compter une demi-douzaine de monuments héroïques, dont l'un, le haut Kœnigsbourg, est moins un château qu'une cité féodale. Il faut avoir traversé cette région des Vosges alsaciennes pour se faire une idée de ses richesses archéolo-

giques. Pas un bourg, pas un village où l'on ne rencontre cinq ou six monuments du moyen âge ou de la Renaissance.

En dix minutes de séjour dans la petite cité d'Obernai, j'ai vu un hôtel de ville admirable, une fontaine féerique et un bahut italien qui est un monument, en son genre. Les voyageurs ont raison d'admirer Strasbourg ; mais Colmar, qu'on oublie, est peut-être plus intéressant. Un épicier nommé Pfister habite, après Charles-Quint, une maison du seizième siècle qui mériterait huit jours d'études assidues. Non-seulement il l'habite, cet honnête homme, mais il l'entretient, la répare et la restaure avec intelligence dans le plus pur style du temps. Toute cette face des Vosges qui regarde le Rhin, depuis Colmar jusqu'à Saverne, est une fourmilière de belles choses, merveilles de la nature et chefs-d'œuvre de l'art.

Sainte-Odile, où nous sommes, est la sentinelle avancée des Vosges, la tête de l'Alsace. Les Romains l'ont fortifiée, après les Druides ; on reconnaît encore les ruines de leur castellum. Le premier duc d'Alsace y résidait au septième siècle. Cet Adalric, ou Atticus, ou Étichon, qui est l'ancêtre commun du comte de Chambord, du comte de Paris, de la reine d'Espagne, du grand-duc de Bade, de l'empereur d'Autriche et du dernier roi de Naples, faisait ses bombances seigneuriales sur le plateau où nous avons si mal déjeuné ce matin.

C'est lui qui fut le père de sainte Odile et qui la condamna à mort, dit la légende, parce qu'elle était née aveugle. Mais Odile fut sauvée par sa mère Berswinde, qui fit tuer une jeune vassale à sa place ; elle reçut une éducation chrétienne dans un cloître de la Franche-Comté ; elle recouvra la vue le jour de son baptême ; elle se réconcilia avec son père, qui voulut la marier malgré elle, et la poursuivit comme une biche, à courre, pour la livrer au mari de

son choix. Mais les anges veillaient sur la vierge chrétienne ; ils écartaient les rochers devant elle, et les remettaient à leur place aussitôt qu'elle avait passé. La paix se fit, à la fin, entre le père et la fille ; Étichon rasa son château et construisit un cloître dont Odile devint abbesse.

La future patronne de l'Alsace faisait des miracles par douzaines ; elle guérissait les aveugles ; elle faisait jaillir l'eau des rochers en les touchant du bout du doigt. Pour arracher son père au purgatoire, elle pleura tant et tant qu'elle creusa un trou large et profond comme un coffre dans le granit. On ne voit plus les larmes, mais j'ai vu le trou. Quand la sainte mourut à l'âge de 109 ans, un ange descendit tout exprès pour lui apporter le viatique. Tout est miracle dans cette histoire ; le couvent seul n'est plus guère miraculeux. Il est vrai que douze incendies et une demi-douzaine de saccages l'ont fait aller de mal en pis. Ce n'était qu'une ruine informe en 1833 lorsqu'un mauvais garnement du nom de Lhuillier l'acheta 14 000 francs et y fonda l'ordre des Frères paillards. Il y avait aussi des Sœurs paillardes, et les deux sexes y menaient un train plus joyeux qu'édifiant, malgré les interdictions et les excommunications de l'évêque.

L'ordre (ou, pour parler correctement, le désordre) se maintenait grâce aux coupes des bois voisins et au pèlerinage obstiné des Alsaciens aveugles, borgnes ou chassieux.

Le peuple naïf de ces contrées n'a jamais perdu l'habitude de financer au tronc de sainte Odile et de se laver les yeux à sa fontaine miraculeuse. Tous les propriétaires du couvent, moines, séculiers, voire laïques, ont trouvé une ressource abondante dans l'obole des pèlerins.

Il y a douze ans que le patriotisme alsacien s'est mis en tête de ressusciter le monastère Sainte-Odile. On a fait une souscription dont le chiffre, si je ne me trompe, s'est élevé à 45 000 francs. L'évêque actuel de Strasbourg, au nom du diocèse, a racheté et restauré la ruine. Il en a fait une auberge vraiment originale, qui conserve la forme et le nom du couvent. Le premier personnage est un aumônier fort discret : il ne se montre guère qu'à l'église. L'abbesse, ou mère, préside aux soins de la cuisine et de la comptabilité. Elle installe les voyageurs dans leurs cellules, règle le menu des repas, et présente la carte à payer. La cuisine est médiocre, et surtout monotone en diable ; les vins, fournis par l'évêque, qui est un des plus riches vignerons du pays, ne valent pas précisément ce qu'ils coûtent ; le service est assez mal fait par des servantes cloîtrées, qui ignorent généralement le français. La ferme annexée au couvent est confiée à des frères porteurs d'eau, bouviers, laboureurs, faucheurs, etc., tous ignorants à faire peine et sales à faire peur. L'eau manque trop souvent dans nos cellules, les petites bêtes qui piquent y pullulent insolemment.

Malgré toutes ces horreurs, on est heureux ici, et je n'hésite pas à vous recommander l'auberge de Sainte-Odile. Si l'on n'y trouve pas le même confort qu'au Grand-Hôtel, si les lits sont trop durs, les corridors trop sonores, si l'on mange sur la toile cirée sans autre nappe, si le maigre est obligatoire deux fois par semaine, si la règle un peu bebête interdit le cigare, le piano et jusqu'aux simples chansons, tous ces défauts sont rachetés par des avantages inestimables. L'auberge, telle quelle, est située au milieu des plus belles beautés des Vosges. Elle touche aux grands bois et aux châteaux héroïques ; elle regarde la forêt Noire face à face par-dessus la plaine d'Alsace et le large ruban du Rhin.

Nous faisons chaque jour deux grandes promenades, la première jusqu'à midi, la seconde jusqu'au coucher du soleil ; on escalade des montagnes, on se laisse rouler dans les ravins, on se froisse, on se heurte, on se fatigue, on sue à tordre sa chemise, et l'on ne se fait pas de mal. Cette gymnastique virile obtiendrait, j'en suis sûr, l'estime d'Hector Malot, notre vaillant collaborateur, et de M. Eugène Paz qui veut régénérer les Parisiens par l'exercice. On s'étonne parfois que Gustave Doré, le plus puissant artiste et le plus fécond de notre temps, ne soit pas mort à la peine : il n'est pas mort parce qu'il vient chaque année passer un mois dans ce pays-ci, parce qu'il grimpe aux vieux châteaux comme un chat, parce qu'il se laisse rouler en boule dans ces précipices inoffensifs.

Un autre mérite du lieu, c'est que le carnaval des toilettes y est tout bonnement impossible. Les robes de Bade et de Trouville ne tiendraient pas une heure dans ces sentiers. De bons souliers solides, de bons tissus bien résistants, voilà le seul luxe permis aux jolies femmes et aux dandies.

Enfin, cette excellente vie a l'avantage de coûter un peu moins que rien. Quoique le couvent de Sainte-Odile fasse des affaires d'or, je défie les viveurs les plus déterminés d'y dépenser plus de cinq francs par jour. Que vous en semble ?

Il y a peu de fortunes en Alsace, et les riches de nos contrées sont enclins à garder leur argent. Si les bains d'air qu'on prend dans les Vosges n'étaient pas d'un prix modéré, on ne verrait pas la population de la plaine se jeter dans les montagnes aux approches de l'été.

Depuis sept ou huit ans, chaque site un peu remarquable s'embellit d'un chalet aussi hospitalier, sinon aussi fameux que le couvent de Sainte-Odile. Le peuple des villes y court. Nos petits chemins de fer départementaux, à dix centimes par station, transportent les citadins jusqu'au pied de la montagne. Aussitôt débarqué, chacun prend ses jambes à son cou et monte joyeusement vers la région du bon air. J'ai vu, ces jours derniers, dans un pays perdu, au bout du monde, un chalet dont la bâtisse et les dépendances ont coûté cent mille francs.

Comprenez-vous qu'on installe une auberge d'un tel prix dans un hameau de six maisons qui s'appelle le Hohwald, c'est-à-dire la forêt haute ? Hé bien ! la propriétaire aura tout payé l'an prochain. Elle n'avait pas un centime au début ; son mari, un pauvre garde assassiné dans la forêt, l'avait laissée sans ressource, avec un fils. Elle a trouvé du crédit, elle s'est mise à héberger les touristes de la montagne au prix de cinq francs par jour. Sa maison ne désemplit pas de tout l'été ; il faut s'inscrire un mois à l'avance. Il est vrai que la cuisine est meilleure au Hohwald qu'à Sainte-Odile et le logement plus propre.

J'insiste sur cet exemple, pour prouver aux habitants des Vosges que leur tour est venu, que les montagnes seront bientôt à la mode, et qu'ils doivent se mettre en mesure d'héberger convenablement cent mille chercheurs de santé. Quant à vous Parisiens, qui lirez ceci dans deux jours, ai-je besoin de vous prouver qu'on vit heureux sur ces montagnes ? Notre séjour au couvent de Sainte-Odile en dit plus long que tous les discours.

On sonne à la porte d'entrée ; je vous quitte pour aller voir si ce n'est pas M Adelina Patti qui nous arrive. Elle a presque promis de venir se reposer au pays des bonnes fatigues, des appétits

terribles et des nuits où l'on s'endort à neuf heures moins le quart.

La Justice et la Liberté dans l'industrie Typographique

Je discutais hier, à cent lieues de Paris, sur les progrès les plus récents de la démocratie française. Mon interlocuteur, étranger de naissance, mais Français par la culture, ne nous admirait pas assez, selon moi.

« Vous croyez, disait-il, achever pacifiquement la révolution de 89 et amener tous les hommes au même niveau sans courber aucune tête ?

— Non-seulement je le crois, mais je le vois. C'est un travail qui s'accomplit au grand soleil, avec la collaboration de tous les gens de bien. Les premiers arrivés tendent la main à ceux qui sont en bas : tout le monde s'élève par degrés, et l'égalité s'établit peu à peu par la meilleure des méthodes, qui est la méthode ascendante. Il y a du tirage assurément ; ce n'est pas l'œuvre d'un jour, mais ce sera l'œuvre d'un siècle, et d'un grand siècle. »

J'évoquai à l'appui de mon dire le tableau vraiment admirable des efforts qui se font en haut lieu pour aplanir les montées : le pouvoir, le capital, l'intelligence, incarnée dans la presse, tout le monde s'y met. Et le spectacle plus admirable encore de ces déshérités d'hier qui s'acheminent par millions vers une condition meilleure, s'aidant les uns les autres, centuplant leurs forces par l'association, travaillant le jour pour vivre et le soir pour

s'instruire, dévorant les journaux, engloutissant les livres, remplissant les écoles d'adultes, envahissant les cours publics et les conférences, assiégeant les musées, les expositions, les amphithéâtres de l'école Galin-Paris-Chevé, enfin doublant l'étape dans les chemins les plus ardus, tant cette légion de traînards malgré eux est pressée de rejoindre l'avant-garde !

L'étranger sourit de mon patriotisme et répondit : « Mais si ce beau vernis de civilisation n'était qu'une pellicule brillante étendue sur beaucoup d'ignorance et de violence ? »

Je bondis. « Attendez, dit-il ; il sera toujours temps de me prouver que j'ai tort. Êtes-vous bien certain que les nouveaux appelés au banquet de l'intelligence sachent tirer profit de leurs lectures ? N'absorbent-ils pas par hasard tous les aliments, soit bons, soit médiocres, soit même nuisibles ? Dans cet empressement légitime, honorable même, qui les précipite à s'instruire, n'ont-ils pas enjambé trop vite les éléments, les premiers principes, l'A B C des sciences morales, économiques et politiques ? Ce n'est pas un reproche que je leur fais : la France n'a pas encore un seul livre élémentaire à l'usage du citoyen ; l'Angleterre en regorge.

— Nous en ferons aussi !

— Tant mieux ! mais laissez-moi dire. Les travailleurs français qui aiment tant la liberté pour eux, ont-ils autant d'amour pour la liberté d'autrui ? sauraient-ils la respecter à l'occasion, comme ils savent faire respecter la leur ? Ont-ils médité ce vieux précepte évangélique : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même ? »

Un tel doute était presque une offense, et je me récriai hautement. Je confessai de bonne foi que l'ouvrier français, surtout dans les grandes villes, se fait une instruction plus brillante que solide, qu'il empoche un peu au hasard les idées nouvelles ; qu'il manque à ces esprits souvent très-bien doués, quelquefois même assez ornés, la première mise de fonds de l'enseignement rudimentaire. Je n'eus garde de nier les erreurs qui se sont commises sous nos yeux, dans l'ivresse d'une liberté tout fraîchement conquise. Mais, après ces concessions, je me sentis d'autant plus fort pour repousser cette incroyable imputation d'injustice et de violence. Je maintins que le niveau des âmes s'était assez élevé depuis un siècle pour que le prolétaire de 1865 fût moralement supérieur au gentilhomme de 1765. Et voilà, si je ne me trompe, une conquête de la Révolution qui n'a fait de tort à personne.

Mon adversaire, qui avait d'abord souri, se mit décidément à rire. « Pardon, dit-il ; les ouvriers, quel rang occupent-ils parmi les prolétaires ?

— Le premier, quant à présent. Les villes sont en avance de vingt ans sur les campagnes.

— Et Paris ?

— Paris a certainement une avance sur nos plus grandes villes.

— Et parmi les ouvriers de Paris, où placez-vous les typographes ?

— À la tête. Ils sont les plus instruits, donc ils sont les meilleurs. Les imprimeurs et les auteurs appartiennent pour ainsi dire au même bâtiment. C'est nous qui leur donnons l'ouvrage, ce sont eux le plus souvent qui corrigent nos fautes d'orthographe.

Plus d'un grand écrivain a imprimé avant d'écrire ; Béranger, par exemple, et Balzac. On voit à chaque instant un prote ou un metteur en pages intercaler dans les journaux un bon article de son cru. Enfin les auteurs vieux et fatigués sont fort heureux souvent de trouver un emploi dans une imprimerie.

— Bien ! très-bien ! Ainsi les typographes sont une élite ?

— Tout le monde vous le dira.

— Et la Société typographique de Paris ?

— D'après le peu que j'en sais, elle doit être l'élite de cette élite.

— De mieux en mieux. C'est donc là que vous me conduirez d'abord, ô démocrate ! pour me prouver que l'ouvrier de 1865 est moralement supérieur au gentilhomme de 1765 ?

— Parfaitement.

— À propos, pensez-vous que les gentilhommes de 1765 se seraient mis dix contre un dans une rencontre ?

— Non.

— Et dix contre une !

— Oh !

— Eh bien, mon cher monsieur, le bruit court à Paris que cinq mille ouvriers typographes se sont coalisés contre cinq cents ouvrières de leur profession.

— C'est une vieille histoire, une erreur depuis longtemps abandonnée, un mauvais mouvement comme le plus honnête homme

en a quelquefois, mais où jamais il ne s'obstine.

— Vous vous trompez. J'arrive de Paris, et le fait est notoire. La Société typographique recommence aujourd'hui chez M. Crété, imprimeur à Corbeile, la guerre injustifiable qu'elle avait essayée en 1862 chez M. Paul Dupont. Elle menace un honorable imprimeur de mettre sa maison en interdit, c'est-à-dire de le ruiner, s'il ne renvoie les femmes qu'il occupe depuis quinze ou vingt ans en qualité de typographes. »

Celui qui me contait cette nouvelle est un homme sérieux. S'il manque d'enthousiasme pour la nation française, je le sais incapable de la calomnier de parti pris. Et pourtant je fus tenté de lui répondre qu'il se moquait de moi, qu'il abusait de mon isolement et de mon ignorance des choses actuelles. Il me semblait impossible que cette prétention injuste, illibérale, illogique au premier chef, eût repoussé au bout de trois ans comme une maladie mal soignée.

Il vit que je doutais encore, et il tira deux journaux de sa poche : c'était la France et l'Avenir national. « Lisez, dit-il, et vous constaterez que toutes les opinions sont unanimes à blâmer cette folie. Les publicistes français trouvent moyen de se chamailler à propos de tout, mais, grâce à Dieu il n'y a plus de partis en face d'une iniquité si flagrante. Ah ! vous avez encore beaucoup à faire pour inculquer à votre élite les notions élémentaires du droit ! Et dire que dans cette Société typographique il y a des hommes lettrés, des gens d'esprit, et certainement une demi-douzaine de poëtes !

— Il y a mieux encore, répondis-je, c'est-à-dire des gens de bien et des gens de cœur. Je pose en fait que n'importe quel

membre de la Société, s'il rencontrait au coin de la borne une ouvrière sans ouvrage et sans pain, s'empresserait de partager son pain avec elle et de lui chercher de l'ouvrage.

— J'en suis persuadé ; mais comment vos Français, si bons, si généreux, si dévoués quand on les prend à part, deviennent-ils méchants dès qu'ils se réunissent ? Pourquoi cinq mille ouvriers se coalisent-ils contre cinq cents malheureuses femmes, lorsque chacun d'eux personnellement se mettrait au feu pour chacune d'elles ?

— Pourquoi ? pourquoi ? vous le savez bien ! c'est la même raison qui fait écraser les enfants et les faibles un jour de foule. On est nombreux, on craint d'être étouffé, chacun pense à soi, on écarte les coudes, on pousse un peu, et les poussées s'ajoutant l'une à l'autre finissent par produire un ébranlement monstrueux, aveugle, fatal, qui brise tout sur son passage. À qui s'en prendra-t-on ? qui est-ce qui a donné l'impulsion première ? Personne n'en sait rien, pas même celui-là. Il regagne peut-être son logis en se disant « Je l'ai échappé belle. » Voilà comment les hommes font ensemble un mal que chacun d'eux n'eût jamais fait tout seul. Quel Français, quel sauvage même se dirait de sang-froid : « Je vais faire mourir de faim une femme qui travaille, et par cette combinaison j'arriverai peut-être à gagner quelques sous de plus par journée ? Le simple énoncé d'une telle proposition ferait dresser les cheveux sur la tête la plus mal faite ; à plus forte raison l'élite d'un peuple intelligent la repoussera-t-elle avec horreur. Mais ce n'est pas ainsi qu'on a posé la question. On a dit probablement : « Les patrons nous exploitent ; ils voudraient se passer de nous, ou tout au moins réduire nos salaires. En faisant travailler la femme qui vit de peu, ils préparent sous main la ré-

duction de nos tarifs. C'est un piège qu'on nous tend, il faut nous mettre en garde. Montrons que l'ouvrier français n'est pas dupe, qu'il sait défendre ses intérêts, faire acte d'autorité, et se conduire en homme ! » Voyez-vous d'ici le mouvement qui gagne de proche en proche, la foule qui s'ébranle, la vitesse qui s'accélère, la masse qui déborde, et bientôt les femmes écrasées, avec des petits enfants tout autour ? Voilà, monsieur, l'histoire de toutes les iniquités populaires. Quand le mal sera fait, il n'y aura pas un coupable ; il n'y aura eu que des hommes entraînés.

— C'est consolant pour les victimes.

— Croyez-vous donc que je ne les plaigne pas ? Je suis de leur bord, et si bien que dès ce soir je plaiderai leur cause.

— Vous la plaiderez mal.

— Et pourquoi ?

— Parce que vous manquez de colère contre les auteurs de cet absurde, injuste et cruel ultimatum.

— Eh ! monsieur, l'unique auteur de tout le mal qui se fait ici-bas s'appelle l'ignorance. Un homme bon, mais ignorant, est exposé à commettre de bonne foi cent sottises nuisibles aux autres et souvent à lui-même. Lâchez une idée, une phrase, un mot dans une tête mal en ordre, c'est assez pour y produire des ravages incalculables. Pour que nous arrivions à faire le bien tout naturellement, sans effort, sans hésitation, sans erreur possible, il faut que nous ayons le cerveau tout planté d'axiomes solides, de vérités incontestables, d'idées bien claires et bien définies. Que vous dirai-je ? il faut allumer tant et tant de chandelles sous le crâne des

gens, qu'un paradoxe n'y puisse entrer sans se brûler aussitôt les ailes.

— Allumez ! allumez ! mais il faudra du temps. Nous avons mis plus de trente années, vous et moi, à faire collection de lampes, de flambeaux, de lustres et de girandoles ; c'est pourquoi la question du travail des femmes nous paraît plus claire qu'aux typographes de Paris. Emploierez-vous trente années à leur montrer la chose sous son vrai jour ?

— Il ne faut pas seulement trente minutes. Je leur dirai :

La société moderne reconnaît en vous les égaux de l'homme le plus fort, le plus intelligent, le plus instruit et le plus riche. Pourquoi ? Parce que l'être humain, quels que soient son âge, son sexe et les caractères accessoires qui le distinguent d'un autre individu, est le copartageant d'une souveraineté naturelle. Si vous ne voulez pas qu'on vous conteste votre droit, reconnaissez le droit d'autrui.

Vous êtes fort épris de la liberté, je vous en félicite ; à la condition expresse que vous saurez respecter la liberté d'autrui.

Vous trouveriez injustes et criminels ceux qui abuseraient de la force ou du nombre pour vous lier les mains et arrêter le travail qui vous fait vivre. N'abusez pas de ce que vous êtes les plus nombreux et les plus forts pour arrêter le travail d'autrui. Celui qui gagne honnêtement sa vie en travaillant fait l'œuvre la plus respectable et la plus sainte. Sa personne est aussi sacrée que tous les temples anciens et modernes ; car le travail est la providence visible de cette pauvre humanité. Vous avez le sentiment de la dignité qu'il vous donne ; n'outragez point par des violences inexcusables la dignité de celles qui travaillent comme vous.

Le labeur de la femme n'est pas plus sacré que le vôtre ; c'est impossible. Mais il est encore plus méritoire, la femme étant plus faible et moins bien organisée.

Il serait à souhaiter qu'elle pût vivre à la maison et laisser l'atelier aux hommes. C'est ce qu'elle fait d'ailleurs toutes les fois qu'elle le peut. Mais chaque femme n'est pas assez heureuse pour avoir un mari qui travaille pour elle : il y a des veuves ici-bas. Qui sait si vous n'en laisserez pas vous-mêmes ?

Souhaitez-vous qu'une corporation d'hommes forts par eux-mêmes, fortifiés encore par l'association, vienne leur ôter le pain de la bouche ?

Dans toutes les industries, dans tous les arts, l'homme civilisé partage le travail avec la femme. L'homme ne se plaint pas, quand même il voit la femme travailler au rabais. Je vois par ma fenêtre un journalier et une journalière qui piochent côte à côte dans le même jardin. L'homme est payé deux francs par jour, la femme un franc. Ils ne sont point jaloux l'un de l'autre. L'homme qui a deux francs n'accuse pas la femme d'avilir le prix du travail. Tous les matins ils arrivent ensemble de leur village, tous les soirs ils y retournent à travers la forêt, et pourtant jamais l'homme n'a pensé à tordre le cou de la femme. Voudra-t-on le croire à Paris ?

Les femmes ne cultivent pas seulement les jardins ; nous en avons plusieurs dans la littérature ; M Sand, entre autres, qui est, vous le savez, le plus grand écrivain de notre temps. À côté d'elle, c'est-à-dire au-dessous, il y a de beaux talents féminins, et même de petites gloires. M Sand et les autres écrivains de son sexe font juste le même tort à notre industrie que les ouvrières de M. Crété

ou de M. Dupont peuvent faire à la vôtre. Elles prennent dans les journaux et les revues une place que nous pourrions bien réclamer, car nous aussi nous sommes les plus nombreux et les plus forts. Elles partagent les éditeurs avec nous, les théâtres avec nous, le public avec nous, le succès avec nous, le pain même, et vous savez que plus d'un homme de lettres a manqué de pain dans Paris. Que diriez-vous de nous, chers collaborateurs de la typographie, si nous mettions en interdit les revues, les journaux, les librairies et les théâtres qui publient le travail des femmes ? Ce serait une grève générale. Pour le plaisir d'affamer quelques femmes, dont l'une, André Léo, signe ses livres du nom de deux enfants qu'elle nourrit, nous cesserions d'écrire, ou du moins de faire imprimer ?

Et que deviendrez-vous ?

Le sentiment du bien exerce un tel empire sur les hommes civilisés qu'ils ne commettent jamais une iniquité sans la légitimer d'abord à leurs propres yeux. On se grise de bonnes raisons avant de se ruer aux plus déplorables folies ; on oblige le vrai à se rendre complice du faux, le juste de l'injuste. Un principe respectable, un sentiment généreux, un axiome incontesté devient le fondement abusif, mais spécieux, d'une prétention illogique et souvent inhumaine.

Cet abus, s'il est en somme à l'honneur de la nature humaine, ne contribue pas à éclaircir les questions politiques et économiques. Il permet à deux hommes de s'armer, avec une égale bonne foi, au nom du pour et du contre.

Si la Société typographique, composée de travailleurs honnêtes et éclairés, va déclarer la guerre à quelques malheureuses

femmes, il faut qu'elle s'appuie sur quelque fait incontestable et mal interprété, sur un prétexte spécieux qui lui aura servi à s'abuser elle-même. Le plus homme de bien fait flèche de tout bois lorsqu'il a ou croit avoir un intérêt personnel à défendre. Tel argument que nous contesterions s'il était au service de nos adversaires, nous paraît excellent dès qu'il peut nous servir.

Les typographes en ont un, qui s'est rencontré fort à point pour le besoin de leur cause. Ils le faisaient valoir il y a trois ans contre M. Paul Dupont ; ils le tournent aujourd'hui contre M. Crété ; ils courent risque de s'en servir longtemps si le bon sens d'un homme désintéressé ne leur en montre une bonne fois l'inanité profonde.

Le voici, tel que je l'ai entendu formuler souvent par les typographes eux-mêmes, et j'avoue qu'à la première audition il m'avait un peu troublé, car il est spécieux. D'ailleurs il faut qu'il ait bonne apparence pour avoir séduit et trompé cinq mille travailleurs intelligents.

« Notre industrie, disent les typographes, n'est pas une industrie comme une autre, car elle est privilégiée. Entendons-nous bien sur le mot : nous ne sommes pas les bénéficiaires du privilége, nous en sommes les victimes. Les brevets d'imprimeur existent en nombre déterminé ; nos patrons les achètent, les exploitent et nous font travailler en vertu du monopole qu'ils ont acquis. Nous sommes donc parqués, pour ainsi dire, dans un domaine étroit, et nous y sommes en si grand nombre que nous y trouvons bien juste à vivre. Les ouvriers typographes suffisent amplement au travail de leur partie, le travail suffit à peine à nourrir les ouvriers.

Donc l'invasion de cinq cents femmes dans la typographie équivaut à l'introduction de cinq cents bouches inutiles dans une ville bloquée. »

Je n'ai pas atténué la force de ces raisons, ce qui serait la plus mauvaise tactique. Lorsqu'on veut réfuter utilement un sophisme, le mieux est de le présenter sous sa plus belle apparence, avec tous ses agréments.

Et maintenant, allons au fond des choses.

Oui, la typographie est une industrie privilégiée ; je crains même qu'elle ne soit longtemps encore condamnée au monopole et au régime des brevets. On a pu sans inconvénient proclamer la liberté de la boulangerie, la liberté de la boucherie, la liberté des entreprises dramatiques. La suppression des brevets d'imprimeur présente par malheur de tout autres difficultés. Le brevet n'est pas un but, mais un moyen, c'est une condition qui simplifie la surveillance. Or, l'État a besoin de savoir ce qui s'imprime ; la justice doit toujours être en mesure de remonter à la source d'une publication nuisible.

Si les délits de presse étaient purement politiques, l'imprimerie pourrait être affranchie de son privilége dans un avenir plus ou moins prochain. À mesure qu'un gouvernement se sent plus fort, il devient moins chatouilleux et presque indifférent aux malveillances de la polémique. Un pouvoir neuf et mal assis répond par des rigueurs aux ennemis qui l'attaquent ; il faut aller au plus pressé. On répond par des faits et des raisonnements lorsqu'on a tout le temps et la sécurité désirables. C'est ainsi que la maison de Hanovre, en Angleterre, après avoir puni de mort les violences de la presse, en est venue à réfuter paisiblement toutes les at-

taques ou même à les punir par son dédain. Mais ni l'action du temps ni le progrès des mœurs politiques ne guériront les vices clandestins que la presse chatouille chez les vieillards, éveille chez la jeunesse. Un gouvernement fort peut mépriser les philippiques des tribuns en chambre et les mazarinades de cabaret ; il n'a pas le droit de tolérer un attentat contre les mœurs publiques. Tous les hommes d'État, ou, pour mieux dire, tous les hommes, sont unanimes sur ce point. J'excepte seulement ces estimables spéculateurs, toujours les mêmes, qui profitent du désordre des révolutions pour courir à l'imprimerie et remettre sous presse je ne sais quels livres monstrueux. Tant qu'il y aura des hommes assez dégradés pour faire ce commerce, et il y en aura toujours, la liberté de l'imprimerie sera moralement difficile.

Mais croyez-vous en bonne foi que la somme du travail à faire et de l'argent à gagner soit subordonnée au nombre des brevets ?

Si les brevets étaient des nuages chargés de manne, égaux en volume, en poids, en richesse alimentaire, et destinés à nourrir un nombre invariable d'affamés, votre argument signifierait quelque chose. Nous compterions ensemble les brevets existants, puis les bouches à nourrir dans la typographie ; et, après constatation du déficit, nous dirions à l'État : Vous êtes responsable. Hâtez-vous de créer tant de brevets nouveaux, car il y a tant de typographes qui manquent de travail. Et l'État, j'en réponds, se ferait un devoir de nous satisfaire au plus vite.

Mais vous savez fort bien que la création de mille brevets nouveaux ne ferait pas gagner un sou de plus à ceux qui travaillent, ne donnerait pas une heure d'occupation à ceux qui cherchent de l'ouvrage.

Si l'on triplait demain le nombre des boulangeries de Paris, la production du pain n'augmenterait pas d'un kilogramme. Si quarante patrons se mettaient à fabriquer des machines comme les Schneider du Creuzot et les Kœchlin de Mulhouse, il ne naîtrait pas dans l'année une locomotive de plus. Si deux cents nouveaux imprimeurs, munis d'un brevet neuf, déclaraient la guerre aux Lahure, aux Claye, aux Serrière, il ne s'imprimerait pas dans l'année une feuille de plus. Pourquoi ? Vous le savez : parce que la production ne varie pas avec le nombre des producteurs : elle ne subit qu'une loi, celle de la demande. Les boulangeries de Paris, qu'elles soient deux ou deux mille, fabriqueront tout juste autant de pain que la population en voudra consommer. Les constructeurs de machines, qu'ils soient cinq ou cinquante, feront exactement le nombre de locomotives qui sera demandé par les chemins de fer. Que les brevets d'imprimeur soient quadruplés ou réduits de trois quarts, il ne s'imprimera ni plus ni moins de feuilles que le public n'en veut acheter pour les lire.

Vous regrettez de n'avoir pas deux fois plus d'ouvrage. C'est un but honorable et qu'on peut avouer sans fausse honte. Mais il n'y a qu'un moyen de l'atteindre, c'est de doubler le nombre ou l'appétit des lecteurs. Votre avenir est donc entre les mains d'un fonctionnaire très-modeste, et, grâce à Dieu, très-actif : le maître d'école.

Dans l'état actuel des mœurs françaises, on lit déjà passablement, trois fois plus, j'en réponds, qu'aux premiers jours du xix siècle. Les armées de M. Duruy vont accroissant chaque année la foule de nos consommateurs. Nous sommes loin, bien loin du temps où l'éditeur de Boileau s'étonnait de vendre le Lutrin à trois cents exemplaires. Les journaux, ce pain quotidien, s'en-

lèvent matin et soir par centaines de mille : ils ne tarderont pas à se vendre par millions, je l'espère ; mais l'État n'en ferait pas écouler deux de plus en décuplant le nombre des autorisations. Demandez au capital : il s'y connaît, et ne se risque qu'à bon escient. On rencontre à Paris plus d'autorisations en quête d'un capital que de capitaux à la recherche d'une autorisation.

Si la consommation du papier imprimé décuplait en un jour, tous les typographes se trouveraient dix fois plus riches, du soir au matin, ou du moins votre métier arriverait à nourrir dix fois plus de monde. Ce phénomène très-désirable est-il subordonné à la multiplication des brevets ? Non, car vous connaissez tel brevet qui fait vivre plus de mille individus, et tel autre qui ne sert pas même à faire végéter trois personnes.

Avant que tous les imprimeurs à brevet occupent autant de bras que M. Lahure, M. Claye, ou M. Dubuisson ; avant que tous les journaux munis d'une autorisation fassent vivre autant d'ouvriers que le Siècle et le Moniteur, le progrès a de la marge. Les neuf dixièmes des brevets existants sont à peu près stériles : il est plus simple de les féconder que d'en créer de nouveaux plus stériles encore. Pour une imprimerie en plein rapport, combien en comptez-vous, même à Paris, qui ne font rien ? Pour un journal qui fait fortune, on en voit dix qui tombent après avoir mangé beaucoup d'argent.

Aucune restriction n'interdit aux imprimeurs de noircir dix fois plus de papier dans l'année et d'employer par conséquent dix paires de bras au lieu d'une. Donc la typographie parisienne, malgré le privilége, le monopole, le brevet, pourrait nourrir cinquante mille ouvriers au lieu de cinq mille. Et la province ! Les brevets surabondent en province ; on en trouve au moins un dans

la plus petite ville, et tout cela, neuf fois sur dix, est encore à l'état de non-valeur.

Donc, malgré le brevet, votre industrie est économiquement semblable à toutes les autres, soumise aux lois de la demande comme la métallurgie, la boulangerie et la couture, et il n'y a pas lieu de violer en votre faveur le droit naturel.

Vos patrons, comme le tailleur qui vous habille et le cordonnier qui vous chausse, ont le droit d'employer qui bon leur semble, homme ou femme, en payant le travail ce qu'il vaut.

Vos concurrentes ont le droit de gagner leur pain en assemblant des caractères au lieu de coudre ou de broder. Tout être intelligent choisit librement un travail, selon ses goûts et ses aptitudes. Vous trouveriez injuste et révoltant que l'on vous contraignît à casser des pierres sur les routes. Homme ou femme, chacun peut vivre comme il lui plaît, pourvu qu'il ne nuise à personne.

Direz-vous que les femmes vous nuisent en prenant le travail que vous pourriez obtenir ? À ce compte, vous leur nuiriez dix fois plus, puisque vous êtes dix fois plus nombreux qu'elles, et il n'y a aucune raison pour qu'on vous donne de préférence une besogne qu'elles font aussi bien que vous.

Prétendrez-vous qu'elles vont sur vos brisées et qu'elles envahissent un terrain où vous étiez les premiers occupants ? Il y a chez M. Crété des femmes qui composent depuis quinze et vingt ans. Ceux qui pensent à les déposséder ne sont certes pas tous aussi vieux typographes : si le reproche d'usurpation doit tomber sur quelqu'un, c'est sur les plus jeunes d'entre eux. Il arrive souvent qu'on aborde une profession sans savoir si l'on y trouve-

ra de l'ouvrage ; on compte trop sur la marche du progrès, on s'abuse sur les accroissements probables de la consommation, la carrière s'encombre ; il y a plus d'appelés que d'élus. Dans ces occasions, malheureusement assez communes, le trop-plein doit s'éliminer de bonne grâce et chercher fortune ailleurs. C'est au distributeur de la besogne, au patron, qu'il appartient de choisir librement les collaborateurs qui lui sont les plus utiles. Le travail, le gagne-pain devient pour ainsi dire le prix d'un concours. L'industrie a ses fruits secs comme l'École militaire ou l'École polytechnique. Le seul parti qu'ils aient à prendre est de revenir sur leurs pas et de chercher fortune ailleurs.

Je ne dis pas que vos patrons soient guidés uniquement par l'esprit de chevalerie lorsqu'ils admettent les femmes dans leurs ateliers. Très-vraisemblablement ils se priveraient de leurs services si elles travaillaient moins bien que l'homme ou si elles se faisaient payer plus cher.

Vous assurez que non-seulement elles rendent les mêmes services que vous, mais encore qu'elles travaillent au rabais. Le fait est contesté ; n'importe, je l'admets, et je dis encore qu'elles sont dans leur droit si elles travaillent au rabais, et l'imprimeur qui les emploie est dans son droit aussi bien qu'elles. Le rabais, que vous mettez au rang des monstres dévorants, est le fruit naturel de la concurrence. Il est aussi le principe du bon marché.

Pourquoi les livres et les journaux se consomment-ils aujourd'hui en quantités incalculables ? Pour deux raisons : vous savez la première, c'est que le nombre des lecteurs a doublé. La seconde est la réduction des prix, le rabais qui s'est produit sur le papier imprimé.

Les éditeurs, qui se font concurrence, abaissent à qui mieux mieux le prix des livres. Les journaux, qui se font concurrence, abaissent le tarif de leurs abonnements jusqu'à la dernière limite du possible.

Les imprimeurs, vos patrons, qui se disputent la clientèle des éditeurs et des journaux, vendent votre travail au rabais ; il est donc naturel qu'ils cherchent à l'acheter au rabais. Vous pensez qu'il suffit de vous mettre en travers pour arrêter un mouvement qui enveloppe l'humanité et qui est la vie industrielle dans son essence ! Mais tandis que vous refusez fièrement de travailler au rabais et que vous vous coalisez contre ceux qui travaillent et font travailler au rabais, vous profitez vous-mêmes avec empressement des rabais de toute sorte qui se font autour de vous. Exemple :

Vous prenez vos repas dans une pension où le le dîner coûte un franc. L'homme qui vous vend à manger s'arrange de manière à gagner quelque chose ; il se paye à lui-même des journées qu'en sa qualité d'homme il estime à six francs pour le moins. Il espère d'ailleurs que dans quinze ou vingt ans il aura épargné sur vous un capital suffisant pour se créer une petite rente. De l'autre côté de la rue, une femme, veuve ou fille, vient ouvrir une autre pension et se mettre en concurrence. Elle ne compte sa journée que trois francs, elle se résigne à travailler trente ou quarante ans s'il le faut pour conquérir l'aisance la plus modeste, et moyennant ces sacrifices elle vous offre à 75 centimes le dîner que son voisin vous faisait payer 1 franc. À qui donnerez-vous la préférence ? Vous avez trop de jugement, vous entendez trop bien vos intérêts pour hésiter une minute.

Entre deux biens égaux en qualité et en quantité, un homme qui n'est pas fou choisira toujours le moins cher. Chaussures, vêtements, chapeaux, tout ce que vous achetez est choisi en vertu du même principe. Paris est peuplé de boutiques qui ont pour spécialité de vous vendre une redingote 45 fr. au lieu de 75. Vous vous habillez là plutôt que chez les tailleurs à la mode, et ce n'est pas moi qui vous blâme de courir au bon marché. Mais enfin vous êtes des hommes éclairés, vous savez à quelles conditions on obtient le rabais dont vous profitez sans scrupule. Non-seulement le vendeur limite ses bénéfices et travaille lui-même au rabais, mais il adjuge ses façons au rabais, il achète au rabais toutes ses fournitures chez divers fabricants qui tous font travailler hommes et femmes au rabais.

Quoi ! dans ce monde où tous les hommes sont unis par une solidarité absolue, vous voulez profiter de la concurrence des autres et vous n'admettez pas la concurrence chez vous ? Dans toutes les industries qui vous servent, on lutte à coups de travail et de privations ; l'homme s'exténue en efforts, la femme se refuse le nécessaire ; c'est à qui donnera son travail au meilleur marché ; on obtient, Dieu sait à quel prix, un rabais sur vos vêtements, vos chaussures et le reste, et vous vous gendarmez à l'idée d'un rabais fort problématique qui vous menace à l'horizon lointain ? Si vous êtes en dehors des lois communes et des rudes nécessités de l'industrie, vous êtes véritablement un corps privilégié, dans le sens le plus commode et le plus agréable du mot. Nous estimions en vous une élite et rien de plus ; il faudra nous incliner devant une aristocratie !

Vos patrons ont le droit d'acheter le travail au rabais, comme l'État, la ville de Paris et la plus humble municipalité adjugent au

rabais les travaux et les fournitures, comme vous prenez vous-mêmes au rabais vos fournitures, qui toutes représentent le travail d'autrui.

Vos camarades de la typographie ont tous, hommes et femmes, le droit de travailler au rabais. Avant tout, il faut vivre ; un salaire médiocre et même insuffisant vaut mieux que la misère absolue du chômage. Si quelque malheureuse offrait de composer pour un morceau de pain les dix mille lettres que vous levez pour 6 francs, vous n'auriez pas le droit de l'en empêcher.

La Société typographique répondra qu'elle ne fait violence à personne ; qu'elle use pacifiquement d'un droit reconnu et limité par la loi ; qu'elle n'est animée d'aucun mauvais sentiment contre les femmes, loin de là, car elle voudrait les voir uniquement occupées aux travaux de la maison et tirées du pêle-mêle compromettant des grands ateliers. « C'est avec nos patrons que nous avons la guerre. Le travail des femmes est une arme qu'ils sont allés chercher Dieu sait où, non-seulement pour augmenter leurs bénéfices, mais pour venger certaines blessures du principe d'autorité, quelquefois méconnu et maltraité dans les grèves. En inventant la femme compositrice, ces messieurs ne préparent rien moins que notre asservissement : nous défendons la liberté. »

Je répondrai de mon mieux, et je ne désespère pas de dissiper les dernières équivoques qui obscurcissent encore la question.

Il n'y a pas deux logiques, l'une à l'usage des ouvriers, l'autre à l'usage des patrons ; deux évidences, dont l'une apparaîtrait aux hommes et l'autre aux femmes. Ce qui est vrai en soi est vrai pour tout le monde.

Notre époque a vu naître des malentendus ruineux et même sanglants qu'une explication publique et sans réticences aurait rendus impossibles. Les passions ne sont autre chose que des idées troubles qui fermentent en nous : à mesure que nos idées s'éclaircissent, la fermentation s'éteint, le cœur se calme.

Les ouvriers s'entendront aisément, je ne dis pas avec les ouvrières (c'est trop simple), mais avec leurs patrons aussi, lorsqu'ils ne se mettront plus en campagne pour un mot ou pour une formule avant de les avoir tirés au clair. Il n'y a pas de vin qui grise aussi terriblement que les mots ; vous voyez les hommes les plus sobres s'entretuer pour une phrase creuse ou un syllogisme boiteux. Lorsqu'ils en viennent à creuser la formule, à contrôler le raisonnement, à définir les mots, à vérifier les choses, il est trop tard, le mal est fait.

C'est que le travailleur, à quelque étage qu'on le prenne, est plus enclin à l'action qu'à la réflexion ; les exercices de pure logique sont ceux auxquels il est le moins accoutumé. Il est tout naturellement porté à rêver un ordre de choses où il gagnerait davantage en fatiguant moins. Voilà le fond du cœur, et vous avouerez que c'est un sol préparé à souhait pour les agitateurs et les semeurs de paradoxes. Le premier qui viendra dire à demi-voix : « Mes amis, on vous exploite ! » trouvera des oreilles ouvertes et des esprits plus qu'à moitié convaincus. Il est d'ailleurs assez facile de faire croire aux ouvriers que leur patron s'enrichit tandis qu'ils restent pauvres ; en voilà plus qu'il n'en faut pour persuader aux plus sages que le patron leur fait tort de tout ce qu'il gagne par leurs mains.

Dès ce moment, le patron n'est plus à leurs yeux la principale ressource de leur vie, l'initiateur bienveillant et indispensable de

leur travail, l'homme sans qui aucun d'eux n'aurait du pain assuré pour la semaine : le patron devient l'ennemi, et on le lui fait bien voir. Dès qu'il l'a vu, il est froissé ; rien de plus simple. Un homme intelligent et fort n'est pas souvent d'humeur à se laisser faire la loi. Il accepte le combat, ayant foi dans ses ressources et convaincu d'avance que la victoire doit lui rester. Si le danger devient trop pressant, il se ligue avec ses confrères pour mettre à la raison les ennemis de sa prospérité. Les ouvriers se liguent à leur tour, et la loi impartiale autorise l'une et l'autre coalition. Les ouvriers refusent unanimement de travailler tant qu'on ne leur cédera pas telle augmentation de salaire ; les patrons refusent de céder, et voilà toute une industrie en chômage. Le patron souffre, le consommateur souffre, l'ouvrier souffre plus que tout le monde, car il n'a pas un capital de réserve. Cela finit généralement par une cote mal taillée qui ne satisfait personne et qui laisse le capital et le travail profondément irrités l'un contre l'autre. N'ai-je pas exactement décrit le mécanisme de la grève ?

Mais je n'ai pas indiqué le point par où toutes les grèves se rattachent à un seul et même principe. La cause occasionnelle peut varier à l'infini : c'est aujourd'hui le travail des femmes, c'était hier la moyenne imposée aux cochers ; une question de temps, une question de tarif, une méthode de mesurage, la substitution des journées aux façons ; que sais-je encore ?

La cause première de toutes les grèves passées, présentes et futures, n'est rien de tout cela. C'est l'ignorance absolue des lois économiques qui livre le travailleur à toutes les illusions de l'espoir, à toutes les fascinations de l'empirisme.

Il ne s'est point passé une journée depuis la Révolution sans que le travailleur inquiet des grandes villes ait entendu la voix

d'un camarade murmurer à son oreille :

« Cela pourrait aller beaucoup mieux.

— Je m'en doutais. Et le moyen ?

— On ne me l'a pas dit, mais je peux te nommer un homme qui le sait.

— Bon ! cet homme-là sera mon homme. Il a trouvé le moyen de nous faire gagner plus avec moins de travail ?

— Le moyen simple, facile, infaillible !

— Alors, vive lui ! »

On pourrait les compter par centaines, les marchands de pierre philosophale qui ont promis monts et merveilles à l'ouvrier trop confiant. Quelques-uns sont arrivés aux affaires, le succès les a mis en demeure de tenir ce qu'ils avaient promis. Qu'ont-ils fait ? Rien : pas même du mal, car le mal est difficile à faire au grand jour, sous le contrôle immédiat de la sagesse et de l'honnêteté publiques. C'est dans l'ombre, le secret, la quasi-intimité des petites coteries qu'on sème avec profit les espérances folles et les illusions dangereuses. Le capital et le travail ne s'entendront à l'amiable que le jour où les ambitions secrètes de l'ouvrier seront nettement formulées, hardiment publiées et discutées au grand soleil par tous les hommes compétents.

Si notre siècle arrive à dégager les questions économiques de l'élément clandestin qui les fausse et les corrompt, cette œuvre sera comptée parmi les plus utiles. Mais les ennemis du grand jour ont répandu de tels préjugés dans la classe ouvrière qu'elle

ne croit pas pouvoir discuter ses intérêts sans encourir les rigueurs de la loi.

Un ancien rédacteur du journal l'Atelier, M. Leneveux, m'a fait l'honneur de m'écrire une lettre très-digne et parfaitement rédigée, dont j'extrais les passages suivants :

« Je commence par déclarer que les typographes, s'ils ont essayé de faire renvoyer les femmes d'une imprimerie où elles travaillent et gagnent leur vie depuis longtemps, ont commis un acte qui ne pourrait se justifier à aucun point de vue et qu'ils n'essayeraient pas de maintenir s'ils jouissaient de la liberté d'association et de discussion, au lieu d'en être réduits à l'organisation souterraine et dictatoriale du compagnonnage. »

Et plus loin, en manière de conclusion :

« Faites-nous donner, monsieur, si vous le pouvez, la liberté de discussion : faites que les ouvriers puissent toucher aux questions d'économie sociale sans encourir, eux et leurs imprimeurs, un mois de prison, et la lumière se fera, éclatante, évidente, pour nous permettre de concilier plus sérieusement qu'aujourd'hui la justice et la liberté dans l'industrie typographique… et ailleurs encore. »

L'adversaire très-courtois qui m'interpelle ainsi pourra facilement s'assurer que la Société typographique demande l'expulsion des ouvrières de M. Crété, et que plusieurs de ces malheureuses femmes y gagnent leur vie depuis quinze et vingt ans.

Reste à discuter l'argument que voici : les typographes commettent un acte injustifiable à tous les points de vue ; mais s'ils

essayent de le maintenir, c'est la faute du Gouvernement qui leur refuse la liberté d'association et de discussion.

Ce qui revient à dire : 1 Ils s'associent pour expulser de l'atelier quelques innocentes créatures, parce qu'ils n'ont pas le droit d'association ; la phrase implique contradiction ; 2 Cette mesure est un acte de violence brutale, mais les typographes sont exemptés du devoir de la justifier. En leur refusant le droit de discussion, l'État les autorise à faire tout ce qui leur plaît, juste ou injuste.

Certes l'État serait un grand coupable s'il avait mis tant de citoyens au-dessus ou au-dessous de la loi morale. Non-seulement les typographes, mais tous les ouvriers, voire tous les Français, sont soumis au même régime en matière de discussion.

Mais est-il vrai qu'un ouvrier ne puisse toucher aux matières d'économie sociale sans encourir un mois de prison ? Il y aurait donc à la suite du code pénal un supplément rédigé tout exprès contre les ouvriers ? S'ils sont régis par la loi commune, ils ont le droit d'écrire et d'imprimer tout ce qui leur semble vrai en matière d'économie.

L'ouvrier qui trouvera moyen d'améliorer le sort du peuple sans violer aucun droit légitime ne risque pas d'aller en prison ; on l'enverrait plutôt au Sénat pour sa peine.

Mais si le remède n'est pas bon ? — Dame ! on vous le laissera pour compte, après avoir démontré qu'il est mauvais. Craignez-vous que l'on vous punisse pour vous être trompés ? On sait partout qu'erreur n'est pas crime. Publiez demain soir que deux et deux font cinq, le juge d'instruction ne songera pas même à informer contre vous. Mais si vous imprimez quelque chose comme

ceci : « Frères ! deux et deux font cinq, quoi qu'en dise une bourgeoisie féroce et stupide ! » ou : « Frères, deux et deux font cinq ; c'est pourquoi il faut brûler la Banque de France, renverser le Gouvernement et pendre tous les ministres ! » vous excéderez les limites d'une sage discussion économique, et vous tomberez sous le coup de la loi.

Il est plus délicat que vous ne pensez de discuter un point d'économie sans tomber dans la controverse politique. C'est un art, et tout art s'apprend ; vous n'avez pas appris celui-là. Il faut de l'art aussi pour dire juste ce qu'on veut, sans exagération ni violence. Nous qui faisons métier d'écrire, nous sortons à chaque pas des limites du sujet, nous franchissons même assez souvent les barrières de la discussion permise. Que serait-ce si nous écrivions pour la première fois ? L'écrivain neuf (et presque tous les ouvriers sont dans ce cas) joint à l'inexpérience un tel encombrement d'idées qu'il ne sait par où commencer : tout veut sortir, tout se présente à la fois, tout s'entasse. Voilà pourquoi un ouvrier pris au hasard ne peut guère se lancer dans les discussions économiques sans commettre des imprudences qui se payent.

Mais il est fort aisé, lorsqu'on a une idée à répandre, de passer la parole au plus fort. Il y a nombre de lettrés parmi les typographes ; j'ai lu souvent de leur prose avec un vif intérêt et un vrai plaisir. Pourquoi ne prennent-ils pas la plume pour défendre leur droit et donner leurs raisons ?

S'il leur déplaît de se mettre en avant dans leur propre cause, les journalistes de profession ne manquent pas à Paris. Nous vivons sous un régime de suffrage universel ; la popularité mène à tout : donc il n'y a pas de cause populaire qui ne puisse choisir un défenseur habile et zélé, si elle est bonne.

Les ouvriers qui nient la liberté de discussion pour excuser une injustice ne savent pas qu'ils sont armés des plus admirables moyens de discussion. Qu'ils comptent les députés, les avocats, les publicistes dévoués à leurs intérêts ! ils en trouveront mille pour un, s'ils ont seulement à moitié raison. Donc le jour où leurs vrais amis refusent de les défendre et même se tournent contre eux, ce qui arrive aujourd'hui, il faut qu'ils soient pleinement dans leur tort.

Parlerai-je de la liberté d'association, que les typographes réclament par l'organe de M. Leneveux ?

Il y a deux sortes d'association : la bonne et la mauvaise. La loi vous encouragera toujours à tâter de la bonne ; elle ne vous défend pas même d'essayer l'autre à vos risques et périls.

La bonne association est celle qui rend votre condition meilleure sans porter préjudice aux droits d'autrui, et sans immoler votre avenir à vos satisfactions immédiates.

Une caisse de secours mutuels qui assure vos personnes et vos familles contre les suites du chômage forcé, voilà une des meilleures formes de l'association.

Cent familles s'entendent pour acheter en commun, au prix du gros, les denrées nécessaires à la vie. Elles réalisent ainsi une économie de 10 pour 100 sur leur consommation et arrivent au même résultat que si elles avaient obtenu une augmentation de 10 pour 100 sur leurs salaires. Recevoir plus ou donner moins, c'est tout un. Voilà donc un bénéfice net de 10 pour 100 réalisé sans nuire au patron, sans grever le consommateur, sans nuire au travail, sans compromettre l'avenir de notre industrie.

L'association dans la dépense se cumule à merveille avec l'association dans le travail. Je disais l'an dernier dans un volume intitulé le Progrès : « Le livre que vous lisez est composé par une petite association dans les ateliers de M. Lahure. Étant donné un travail à faire, quelques ouvriers l'entreprennent en commun, se le partagent selon leurs aptitudes, proportionnent le salaire au service rendu, excitent l'émulation entre eux, suppriment une multitude de mouvements inutiles, font la besogne mieux et plus vite, et augmentent de 25 pour 100 le produit de leurs journées. » C'est sans nul doute une combinaison du même genre qui permet aux ateliers Dubuisson d'établir la Bibliothèque utile à quarante centimes le volume et la Bibliothèque nationale à 20 centimes, prix net. Une association intelligente et pacifique, appliquée simultanément à la dépense et au travail, peut donc augmenter d'un grand tiers (35 pour 100) les salaires quotidiens sans coûter un centime aux patrons ni aux consommateurs. Connaissez-vous une grève assez puissante pour amener des résultats pareils ?

Et le mieux que j'indique ici n'est pas assurément le dernier mot du progrès. Pourquoi vingt travailleurs intelligents ne s'associeraient-ils pas pour acheter un brevet à cent lieues de Paris et l'exploiter en commun ? La première mise de fonds n'est pas exorbitante : il y a cent brevets qu'on aura, si l'on veut, pour un morceau de pain. Le matériel coûte plus cher, mais on n'est pas forcé de l'acquérir en un jour ni surtout de le payer comptant. Notre époque tend à supprimer les intermédiaires inutiles entre le producteur et le consommateur. L'industrie typographique n'est pas nécessairement parquée à Paris et dans les grandes villes : au contraire, nous voyons qu'elle se décentralise de plus en plus. Vingt typographes associés feraient aussi légitimement un patron que vingt pièces d'un franc font un louis. Ils pourraient

s'établir dans une petite ville à leur choix, sur un chemin de fer ; les nécessités de la vie leur coûteraient moitié moins qu'à Paris, et leurs produits ne seraient grevés que du transport, qui est peu de chose.

Supposez-les établis dans le voisinage d'une grande papeterie, à quelques lieues d'une mine de charbon ; le transport des livres fabriqués sera compensé largement. Une société organisée de la sorte ferait la concurrence la plus sérieuse aux grandes imprimeries de Paris, mais les patrons en souffriraient sans se plaindre, car ils connaissent les lois de l'industrie un peu mieux que leurs ouvriers ; ils savent que le marché appartient à tous les producteurs de travail utile sans exception ni distinction. Voilà ce que j'appelle une association irréprochable. Ce qui l'est beaucoup moins, et surtout moins sensé, c'est la prétention de quelques ouvriers qui m'écrivaient il y a trois mois « Nous en avons assez, de la servitude des salaires ; nous voulons être les associés de nos patrons, ni plus ni moins. » Les ambitieux qui parlent ainsi méconnaissent par ignorance la légitimité des droits acquis. Ils ne rêvent rien moins qu'une confiscation arbitraire ; ils immolent naïvement le capital à la main-d'œuvre, le passé au présent, le travail accumulé au travail à faire. Ce n'est pas mauvaise foi chez eux, car ils affichent leurs prétentions avec une candeur effrayante. On ne leur a pas enseigné les lois élémentaires de l'industrie, et ils épousent, comme de grands enfants, la première théorie qui les séduit.

Pour un peuple guerrier comme nous, rien n'est plus séduisant que la guerre. C'est pourquoi vous voyez toutes les industries user l'une après l'autre des armes qui leur sont données par la loi des coalitions. De toutes les associations, la coalition est la pire. C'est

une arme qui blesse un peu les adversaires, beaucoup les spectateurs, et terriblement les maladroits qui la manient. Le duel de l'ouvrier contre son patron a cela d'original, que le patron ne peut tomber sans entraîner l'ouvrier dans sa chute. Une autre singularité de cette guerre, c'est que les neuf dixièmes des combattants y courent sans savoir pourquoi. Ils vont au feu, avec femmes et enfants, sous la conduite de chefs ou de meneurs anonymes.

Le caractère français s'accommode assez bien de ces entraînements illogiques. Je me rappelle le temps où nous étions au lycée. Quelquefois, pendant l'étude du soir, on voyait circuler un billet ainsi conçu : « À sept heures et demie, on éteindra les quinquets et on jettera les encriers au pion. » Chacun de nous, dans son particulier, était un petit garçon assez raisonnable, qui aurait bien voulu ne pas éteindre le quinquet et ne pas jeter d'encrier au pauvre pion. Mais personne ne voulait être lâche ; personne ne se résignait à trahir le courageux anonyme qui avait donné le mot d'ordre : on éteignait les quinquets, on lançait les encriers, on faisait mal à un pauvre innocent, on s'éclaboussait les uns les autres, et tout finissait par une punition générale. Le pis est que l'auteur du billet anonyme était souvent un élève de la classe voisine qui se moquait de nous en nous voyant écrasés de pensums. Le même phénomène se produit trop souvent dans l'histoire des coalitions.

Je sais bien que la Société typographique ne songe pas à jeter des écritoires à la tête de M. Crété. On est une assemblée d'hommes bien élevés, on use pacifiquement d'un moyen de défense accordé par la loi. Il s'agit de ruiner en tout bien tout honneur un patron qui donne un dangereux exemple. Quant aux ouvrières de Corbeil, on les estime, on les respecte, on les mettrait

volontiers sur un trône, en tant que femmes : on s'applique seulement à leur ôter le pain de la bouche, au nom d'un intérêt général. Aucune violence ne sera exercée contre elles : on enjoindra seulement aux hommes qui travaillent chez M. Crété de quitter cette imprimerie et de se pourvoir ailleurs. Les démissionnaires souffriront : c'est leur affaire ; les femmes seront sacrifiées : peu importe : M. Crété sera ruiné, on le plaindra lui-même ; car ce n'est pas à lui qu'on en veut, mais à l'avidité insatiable des patrons qui préparent la ruine de l'ouvrier en donnant du travail aux femmes.

Ô Français ! lycéens éternels, surtout quand vous n'avez pas été sur les bancs du lycée !

Les ouvriers de M. Crété vont ruiner un patron qui n'est en rien leur ennemi, chez qui ils sont entrés sans contrainte, un homme qui leur donne à vivre, un homme dont ils ne peuvent que se louer personnellement ; et cette mauvaise action qu'ils préparent, ils n'ont pas même le triste honneur de l'avoir décidée eux-mêmes : ils la feront pour obéir à un ukase de la Société typographique !

Les ouvriers de M. Crété vont mettre sur la paille un certain nombre de femmes qu'ils connaissent, avec lesquelles ils travaillent, dont ils ont pu apprécier le courage et plaindre la misère. Car enfin ce n'est pas pour leur plaisir que ces pauvres créatures se noircissent les mains dix heures par jour à manier le caractère. Les femmes n'ont pas tant de métiers honnêtes à choisir en 1865 ! N'importe ! il est décidé que celles-ci mourront de faim, et ce sont leurs compagnons, leurs camarades d'atelier qui exécuteront l'arrêt de la Société typographique.

Les ouvriers de M. Crété, en frappant leur patron et leurs compagnes de travail, vont se mettre eux-mêmes sur le pavé pour un temps plus ou moins long. Comment se replaceraient-ils du jour au lendemain, puisqu'on assure qu'il n'y a pas assez de travail pour les typographes ? Ils souffriront, c'est inévitable. Mais ils n'auront pas même la consolation de se dire qu'ils expient leurs propres fautes. Après avoir prêté les mains aux sottises d'autrui, ils tendront le dos pour le compte d'autrui ; ils sont aujourd'hui les instruments et seront demain les plastrons de la Société typographique !

Mais le plus beau de cette affaire, c'est que les malheureux croiront faire acte de dignité en subissant le despotisme de leurs égaux !

Et que dire de cette Société typographique qui prétend nous ramener à cent ans en arrière, et ressusciter, au nom du progrès, le régime industriel de 1765 ? Je n'exagère rien : les prétentions qui ont été formulées vont droit au rétablissement des corporations. Lorsqu'on aura chassé les femmes de l'imprimerie Crété, on les chassera de toutes les autres : c'est logique. On procédera ensuite à l'expulsion des étrangers ; puis on mettra dehors tous ceux qui n'adhéreront pas aux statuts de la Société, ceux qui auront la prétention de rester libres, ceux qui voudront se soustraire à « l'organisation souterraine et dictatoriale du compagnonnage. » De progrès en progrès on ira loin sur cette pente, et nous verrons bientôt le gentilhomme typographe, comme autrefois le gentilhomme verrier, transmettre le composteur à son fils suivant l'ordre de primogéniture.

Et quand vous aurez accompli ce progrès en sens inverse, savez-vous ce qui arrivera ? Un honnête homme d'inventeur fabri-

quera le compositeur mécanique, un appareil aussi habile et plus économique que vous. On cherche depuis longtemps le moyen de vous remplacer tous par le fer, le charbon, et les doigts de quelques enfants de l'école primaire. Si le problème n'est pas résolu d'hier, il le sera demain ou tout au moins dans un avenir assez proche. Ce jour-là, vous subirez une crise terrible : je vous promets que les gens de cœur accourront tous à votre aide. Mais ne nous forcez pas de dépenser toute notre sympathie au profit de vos victimes, si vous voulez qu'il en reste pour vous.

Le premier Fagot de l'hiver

Le vent a soufflé, sifflé, hurlé toute la nuit : un vent à décorner non-seulement les bœufs, mais les montagnes elles-mêmes. Nos chiens ont aboyé à perdre haleine, comme pour annoncer l'approche d'un ennemi. En effet, l'ennemi est aux portes : voici l'hiver. Hier, quand le soleil s'est caché derrière notre étroit horizon, à trois heures après midi, la forêt était encore plus verte que jaune. Ce matin elle est rousse, et le sommet des hêtres s'est dégarni. Les feuilles voltigent par milliers, par millions, dans le ciel brumeux ; nos pièces d'eau, nettes comme un miroir, se rident et se tachent. Là-bas, vers la petite ville, la rivière, si pauvre en septembre, déborde déjà sur les prés. L'herbe a verdi ; ce n'est pas pour longtemps. Cette troisième jeunesse des prés a-t-elle un avenir de huit jours devant elle ? Le reste de la campagne a vieilli subitement ; le jardin, le verger, les peupliers qui bordent la route, tout est frappé de sénilité foudroyante. Il y a des femmes qui passent ainsi, sans transition, d'un âge à l'autre.

On se lève de bon matin lorsqu'on a mal dormi : cela coûte moins, ce me semble. Mais aussitôt hors du lit, on frissonne. L'humidité est entrée dans la maison par les volets fermés et les fenêtres bien jointes : il faudra compter avec elle, jusqu'aux froids. La température est encore tiède, car ce vent furieux nous arrive du sud-ouest. Le thermomètre accuse une quinzaine de degrés. Que cette température eût été bienvenue il y a seulement, trois semaines ! Maintenant, il n'y a pas à dire, on a froid dans la moelle des os.

Cependant, j'aurais honte de faire allumer du feu dans les poëles : on assure d'ailleurs qu'à se chauffer trop tôt l'homme devient frileux pour tout l'hiver. Mais nous avons une cheminée, une seule dans la maison : si j'y faisais jeter une bourrée de bois sec ! Il est bien établi qu'un feu de cheminée n'a jamais chauffé une chambre ; mais pour sécher le tapis, la tenture et le propriétaire, je ne connais rien de tel. Séchons la moelle de nos os. Le fagot est délivré de sa hart, l'allumette est mise ; le feu flambe et petille. À la bonne heure, on se sent déjà mieux.

Par quel caprice de la mémoire ce feu me rappelle-t-il la première poignée de charbon de terre que j'ai allumée à Paris ? Il y a douze ans de cela ; j'habitais l'hôtel du Grand-Mazarin, rue Mazarine ; ma chambre était une sorte de halle ouverte à tous les vents, un peu plus bas que l'entre-sol, un peu plus haut que le rez-de-chaussée. Elle doit exister encore, au fond de cette cour humide et froide. J'y fis porter, en arrivant, une charge de houille, et je me vois encore séchant mes os, comme aujourd'hui, devant cette grille suante et fumeuse. Avec quelle impatience et quelle indécision j'interrogeais l'avenir ! J'avais vingt-cinq ans sonnés, et point d'état ni de ressource. Les dix premières pages

d'un petit livre ébauché timidement représentaient tout mon avoir et toutes mes espérances. Quand le feu s'éteignait, le froid me montait aux jambes et le doute me serrait le cœur ; une pelletée de charbon ranimait et ragaillardissait tout l'homme. « En avant ! » disais-je en reprenant ma plume ; et j'avançais ! »

En ce temps-là, j'étais fermement persuadé qu'un travailleur intelligent ne peut vivre et mourir qu'à Paris. Je me serais fâché tout rouge si l'on m'avait prédit que mes ambitions de toute sorte iraient échouer dans le bonheur et dans la paix entre deux montagnes de l'Alsace. Je n'avais jamais traversé une petite ville sans plaindre les pauvres exilés que je voyais bien portants, heureux et souriants à l'ombre de leurs tonnelles ou sur le seuil de leurs maisons. Aujourd'hui, c'est tout le contraire : je me prends quelquefois à plaindre ces dix-sept ou dix-huit cent mille détenus qui pataugent dans les rues de Paris. Se peut-il que le fond de l'homme, c'est-à-dire les idées, les goûts et les habitudes se modifient en si peu de temps ? On me le jurerait, je ne voudrais pas le croire. Mais comment en douter, si je le sens ?

Le fagot vient de s'affaisser sur lui-même. Il ne reste dans le foyer qu'une myriade de petits charbons rouges. Quelques tisons à demi consumés flambent encore à droite et à gauche, sur les chenets. Un catholique profiterait peut-être de cet instant mélancolique pour faire son examen de conscience. Pourquoi n'en ferais-je pas autant ? La conscience n'est pas le monopole des croyants, quoi qu'ils disent. Je viens de résumer pour moi ces douze années, qui ont passé si vite que le souvenir le plus ancien me semble daté d'hier. Allons ! Il faut avouer qu'en douze ans l'homme le mieux intentionné peut faire beaucoup de sottises. J'en ai fait par paroles, par actions et par écrit. Il y a là, dans la

bibliothèque, vingt-cinq volumes dont les trois quarts auraient pu se dispenser de naître. Que d'erreurs, de contradictions, de malices inutiles et de violences dangereuses ! Combien d'engouements dont on est revenu, et de sévérités sur lesquelles on voudrait pouvoir revenir ! Baste ! ce qui est fait est fait ; tous nos actes se tiennent par un enchaînement nécessaire. Le plus clair de tout ceci est que j'ai rudement travaillé ; que je n'ai jamais exprimé une pensée qui ne me parût vraie dans le moment ; que mes sottises les moins vénielles n'ont guère nui qu'à moi-même, et que je puis me les pardonner, car elles ne m'empêchent pas d'être heureux. Quand je passerais une autre douzaine d'années à corriger ce que j'ai fait, le monde n'en irait pas mieux. Le parti le plus sage est de tourner le dos au passé, de voir le bien qui reste à faire, les vérités qui restent à dire, et de choisir son lot dans cet énorme travail.

Je revoyais ces jours derniers un de mes ex-voisins de la rue Mazarine, cet excellent Taine, qui logeait, il y a douze ans, à la même enseigne que moi. Il est sans contredit celui de nous qui a le mieux employé ces douze années. S'il a fait moins de bruit que les attacheurs de grelot comme moi, il a fait infiniment plus de besogne.

Tandis que nous nous jetions tête baissée dans la cohue des discussions quotidiennes, et que nous allions jouant des coudes, frappants, frappés, poussants, poussés et poursuivis de mille criailleries, il s'est cantonné sur une hauteur, loin du tumulte et de la foule.

Il a cherché le vrai sans souci des opinions courantes, sans passion, sans impatience et sans fièvre, dédaignant de poursuivre le succès, qui est venu spontanément à lui.

Je l'ai retrouvé à Saverne tel que je l'avais connu et aimé à l'école, puis à l'hôtel du Grand-Mazarin : un pur esprit, et le plus large et le plus puissant esprit de notre époque. Mais en présence d'un homme si supérieur à moi, je ne me suis pas même demandé pourquoi je n'avais pas suivi la même carrière et tenté de faire le bien dans les mêmes régions que lui. Pour faire sa besogne, il eût fallu que je fusse lui. Il y a des hommes qui naissent pour élaborer les idées, et d'autres qui ne sont bons qu'à les colporter dans le monde, à travers les bourrades de la foule.

Hier soir, avant de me mettre au lit, j'ai lu les dernières pages de ses Nouveaux essais de critique et d'histoire. C'est la réunion de huit ou dix travaux sur Balzac, sur Racine, sur les Mormons, sur La Bruyère, sur Jean Reynaud, Marc Aurèle, le Bouddhisme, que sais-je encore ? Autant d'opuscules, autant de magasins où le lecteur peut faire provision d'idées claires. Dans ces quatre cents pages, il y a de quoi défrayer pendant une année l'esprit le plus affamé de connaissances précises. Quand je lis des travaux aussi pleins que ceux-là, je ne regrette jamais de ne point les avoir faits, car je sens que nul effort n'aurait pu m'élever assez haut au-dessus de moi pour les entreprendre. Fais ce que peux, bonhomme, mais pas moins. On te jetterait la pierre, et cette fois on aurait raison.

Au milieu de ces méditations, le courrier vient m'interrompre. C'est une pluie de journaux et de brochures, tout Paris qui m'arrive à huit heures du matin.

Pourquoi les neuf dixièmes des lecteurs commencent-ils leur journal par le cours de la Bourse ? Il y aurait deux pages de philosophie à écrire là-dessus. Nos mœurs changent insensiblement, et nous ne nous en apercevons qu'à la longue. La vie est toute

pleine de nouveautés imperceptibles d'abord, qui deviennent peu à peu visibles à l'œil nu. Quand j'étais habitant de Paris, je faisais comme les autres, je vivais vite, vite, et je me donnais à peine le temps de réfléchir. Au fond des bois, on a plus de loisir pour philosopher sur les choses. Quand je lis qu'un maçon s'est fait voler 260 francs en or dans son porte-monnaie, je me réjouis d'apprendre que les maçons de 1865 sont plus à l'aise que leurs anciens. Il y a seulement trente années, un maçon qui aurait eu 260 francs en or dans sa poche aurait paru suspect à la police.

Le volé dont je vous parle a eu tort de se griser en mauvaise compagnie ; il a eu tort de garder un petit capital dans sa poche. Mais on ne l'y prendra plus, il apprendra la prévoyance comme tant d'autres. J'apprends que des ouvriers de M. Mazeline, au Havre, ont demandé spontanément qu'on retînt 5 pour 100 de leur salaire pour la caisse des retraites. Cette excellente idée leur a été inculquée par un des leurs, M. Anquetil, qui depuis des années leur prêchait la prévoyance. Ces petits faits, que le public superficiel entend sans réfléchir, sont des signes de notre temps.

Il y a de bons signes et de mauvais. Quand vous lisez que l'impôt des tabacs s'est encore augmenté de neuf ou dix millions, c'est un signe assez grave. On constate d'un autre côté que la consommation de la bière s'accroît dans des proportions énormes : tout s'enchaîne. La bière est à peu près le seul liquide qu'on puisse boire en fumant. Plus on fume, plus on boit de bière. La bière a fait tomber l'usage du vin chaud ; le vin chaud est aujourd'hui relégué aux barrières. Le vin de Champagne, si français et si gai, tend à sortir de nos mœurs. Reste à savoir si la bière et le tabac sont destinés à améliorer la race française. On le verra plus tard ; mais si ces nouveautés étaient contraires à l'hygiène

comme elles le sont déjà au rapprochement des sexes et à la vie de société, serait-il encore temps, en 1965, de remédier à la chose ?

Nous voilà loin du cours de la Bourse ; mais n'ayez pas peur : je suis forcé d'y revenir : intérêt majeur. Aïe ! cinq francs de baisse sur les dernières actions que j'ai achetées. J'en ai cinquante ; c'est 250 francs tombés à l'eau. Je perds, en me levant, plus que je ne gagnerai dans la journée.

Et vous, lecteur ? Car il est bien certain que presque tous ceux qui me lisent s'intéressent au cours de la Bourse avec plus de raison que moi.

Et je ne suis pas un joueur ! ni vous non plus, monsieur ; ni ces millions de citoyens français qui ont du papier dans leur portefeuille. S'intéresser aux mouvements de la Bourse n'est plus un vice, ni même un travers : c'est une nécessité de la vie telle qu'elle est depuis quarante ans.

Le total de la richesse française peut être évalué à 120 milliards au minimum ; dans ce total, la propriété foncière entre pour 80 et les valeurs mobilières pour 40. Il suit de là que dans nos fortunes, petites et grandes, il entre un tiers de papier.

Plus nous irons, plus la proportion du papier sera considérable. Le papier envahit tout, transforme et remplace tout. Combien de maisons et de fermes, grâce au Crédit foncier, vont circulant de main en main, sous forme de papier ! Or, le papier, s'il a des avantages incontestables, a le tort d'encourir les soubresauts quotidiens de la hausse et de la baisse. Le bourgeois qui possède cent mille francs en terres et en maisons peut dormir sur les deux oreilles : il est sûr de s'éveiller aussi riche qu'il l'était en se met-

tant au lit. Mais si l'on a cent mille francs en papier, on court la chance d'en posséder demain 101 mille, ou 99 mille, et cela sans avoir rien fait pour accroître ou diminuer son bien.

Me demanderez-vous pourquoi tant d'hommes intelligents exposent leur capital à l'alea des révolutions financières et politiques ? Il serait plus prudent de tout mettre en biens fonds. Mais hélas ! Les biens fonds donnent un revenu si modeste, qu'il faut être prodigieusement riche pour échapper aux séductions du papier. Placez donc votre avoir à deux et demi, quand vous avez cent mille francs pour tout potage ! Le papier donne cinq, sept et demi et jusqu'à dix. Il est donc le préféré des petites fortunes. Sur un million qui s'économise chez nous, six ou sept cent mille francs n'ont rien de plus chaud que de se transformer en papier.

Et dire qu'un simple accident, sous un régime comme le nôtre, pourrait, en vingt-quatre heures, amener une baisse de 50 pour 100 sur quarante milliards de valeurs !

Je ne crois pas aux accidents, on n'y croit pas davantage en haut lieu, et je dois dire, à la louange de la nation, qu'elle est unanime dans sa confiance. Lorsque le vice-roi d'Égypte s'est enfui à Constantinople, laissant son peuple se débrouiller tout seul avec la mort, il a fait, sans nul doute, un acte de haute prudence asiatique. Il a préservé les Égyptiens de toute commotion financière et prouvé aux porteurs de son papier que leur gage vivant ne voulait courir aucun risque. Mais ces façons de rassurer un peuple obtiendraient, si je ne me trompe, un médiocre succès parmi nous. Nous aimons mieux les hommes qui s'exposent, et nous oublions les intérêts de notre bourse en présence d'un chef qui risque galamment sa vie.

Je ne suis pas de ceux qui professent l'inégalité des races et prétendent qu'un Français pris au hasard vaut mieux qu'un Turc quelconque, pris dans la masse. Cependant ma théorie hésite un peu quand je vois une femme de santé délicate affronter simplement et doucement un danger devant lequel le plus gros Turc du Caire s'est enfui. Ce vice-roi est-il d'une essence supérieure à ses sujets ? Je répugne à le croire. Mais s'il ne vaut pas mieux, s'il vaut moins que les autres, pourquoi donc ses sujets lui permettent-ils de régner ?

Il faut noter un singulier effet de l'épidémie chez un peuple aussi brave que les Français. Presque personne n'a déserté son poste, on compte les malheureux fonctionnaires qui ont déserté devant la mort ; on ne compte pas les volontaires qui l'affrontent. Personne ne craint pour sa peau, et, par une anomalie invraisemblable, tout le monde tremble pour son argent ! Interrogez le commerce de Paris, on vous dira que la peur a littéralement paralysé les affaires. Vous savez que M. Mame est sur le point de publier la grande Bible que l'on connaît déjà par quelques centaines d'échantillons, et qui restera (jusqu'à nouvel ordre) le chef-d'œuvre du génie de Doré. Hé bien, les grands libraires de Paris, ceux qui avaient fait leurs commandes par trois et quatre cents exemplaires, sont pris d'hésitation. Ils doutent, non du succès qui est assuré cent fois pour une, mais de la vente. Paris a peur, Paris n'achète plus.

Je comprends ces économies pusillanimes au dixième siècle de l'ère chrétienne. Le monde devait finir en l'an 1000 ; toutes les prophéties étaient d'accord sur ce point. On cessa de bâtir, de travailler ; chacun fit pénitence : l'argent ne servit plus qu'à payer les contremarques du Paradis, qui se vendaient dans les couvents

et dans les églises. Mais nous n'en sommes plus là, Dieu merci ! nous savons qu'une épidémie, si grave qu'elle soit, est une conscription où l'on compte un mauvais numéro sur mille. Encore, le perdant peut-il se racheter par la prudence et les bons soins. Usons de tout avec prudence, faisons provision d'un bon médecin, et vivons comme à l'ordinaire. Si votre billet est bon, vous aurez honte un peu plus tard d'avoir changé votre train de vie. Et si le malheur veut que vous tombiez au sort, vous n'emporterez pas vos économies dans l'autre monde.

Les journaux reviennent encore de temps à autre sur la franc-maçonnerie si puérilement incriminée par le pape. Il faudra qu'un de ces jours nous abordions cette question de face. La franc-maçonnerie existe, elle a encore beaucoup de bon, quoiqu'elle ait accompli le plus fort de sa tâche à la fin du siècle dernier. Depuis longtemps elle évitait de se mettre en évidence ; elle recherchait par pure modestie l'ombre où ses ennemis se cachent lorsqu'ils ont peur. On veut absolument qu'elle fasse parler d'elle : soit, nous en parlerons, elle ne peut qu'y gagner.

Mais je n'aurais aujourd'hui ni le temps ni la place. Le fagot est réduit en cendres depuis une bonne heure. J'ai laissé le feu s'éteindre, tandis que je feuilletais une énorme collection d'images. MM. Pinot et Sagaire, éditeurs à Épinal, m'ont fait l'honneur de m'envoyer toute la collection de leurs produits. Elle est vraiment intéressante, et elle pourra contribuer, dans un délai plus ou moins long, à l'éducation des campagnes. Je compte vous en parler tout à l'aise, quand j'aurai plus de loisir. L'Empereur a voulu l'avoir ; on en a fait un grand album ; M. Charles Pinot a été nommé imagiste en titre de l'Empereur. J'aimerais mieux imagier ; c'est le nom qu'on donnait aux pères de l'image.

Il ne faut pas que je finisse sans répondre au moins quelques mots à M. H. Leneveux, auteur d'une remarquable brochure sur les grèves. M. Leneveux a parfaitement raison de croire que je partage son avis sur le fond. J'ajoute que la forme sage et modérée de son discours a droit à toutes mes sympathies. Mais il a tort quand il me reproche de n'avoir pas publié dans le Moniteur la lettre qu'il m'avait fait l'honneur de m'écrire. Le Moniteur n'est pas à mon service. J'ai saisi avec empressement l'occasion qui m'était offerte dé plaider dans le journal de l'autorité une cause qui me semblait juste. Mais je n'y pouvais pas demander la modification des lois qui régissent la presse. Je la demande ici, pour la vingtième fois peut-être ; je la demanderai partout où je serai chez moi. Mais M. Leneveux a trop de sens et d'esprit pour comprendre qu'un progrès ne peut être demandé dans le journal officiel avant d'avoir été obtenu.

Mais voici le soleil qui m'appelle au jardin : permettez-moi d'y courir. Je le connais, le soleil d'octobre : il ne m'attendrait pas.

Le Musée des pauvres Gens

Samedi dernier, je vous ai fait espérer ou craindre une étude sur la nouvelle imagerie d'Épinal. Ce n'est pas que j'aie la prétention d'épuiser la question des images à bon marché. Je laisse de côté les origines fort intéressantes de cet art populaire. Sur le passé, M. Nisard a tout dit dans sa belle et savante histoire du colportage. Il ne s'agit ici que du présent et de l'avenir.

Avant tout autre propos, je supplie le lecteur gentleman ou même aristocrate de ne point dédaigner mon humble sujet. Il in-

téresse tous les Français ou plutôt tous les civilisés sans exception.

Les images d'un sou ont exercé de tout temps une certaine influence sur l'éducation publique ; elles peuvent devenir avant la fin du siècle un admirable instrument de progrès.

Le dessin est une langue universelle, et une langue (notez ce point) que les illettrés eux-mêmes savent lire. Nous avons tous eu l'occasion de voir un enfant de deux ans se jeter sur un livre d'images et le lire avec intérêt d'un bout à l'autre, sans poser les yeux sur le texte, qui est encore lettre morte pour lui. L'année suivante, il reverra ce livre avec plaisir, et il fera quelques petits efforts pour déchiffrer les légendes. Les désœuvrés de tout âge et de tout sexe résistent rarement à la tentation de feuilleter un ouvrage où le dessin entrecoupe et anime la prose. Les illettrés, les ignorants, ceux qui m'épèleraient pas sans effort une page d'impression, s'arrêtent avec plaisir devant le moindre croquis. Et vous-même, si lettré que je vous suppose, quand vous avez à perdre un quart d'heure dans l'antichambre ou le salon d'un étranger, vous donnez un coup d'œil aux tableaux qui le décorent avant de prendre un journal sur la table du milieu.

Il est vrai que l'habitant des villes oublie en un rien de temps les gravures ou les tableaux qui l'ont t arrêté au passage. Il en voit tant dans les musées, dans les salons, à l'étalage des marchands ! Il a d'ailleurs le cerveau farci de tant d'idées et de faits qu'il garde au plus le souvenir des chefs-d'œuvre. Mais l'habitant d'une cabane toute nue, l'homme qui n'a rien vu, qui ne sait rien, qui n'a guère l'esprit plus meublé que sa maison, celui-là ouvre de grands yeux devant la moindre enluminure. De toutes les merveilles que l'art a semées sur la terre, il ne connaît qu'un papier

barbouillé de rouge, de jaune et de bleu. C'est le portrait de Napoléon I, ou l'image du patron de sa paroisse, ou le tableau à bon marché qui représente le Juif-Errant à Bruxelles, ou sainte Geneviève de Brabant, ou même la mort du pauvre Crédit, tué par les mauvais payeurs.

Ces œuvres de pacotille, qui vous font hausser les épaules, prennent une place assez considérable dans l'esprit du paysan. Elles remplissent, faute de mieux, la case de son cerveau que la nature destine aux choses artistiques. Chez vous et moi, la case s'est élargie ; nous y avons fait entrer le Louvre, le Luxembourg, le Vatican, le palais Pitti, le Campo Santo de Pise et mille autres trésors : chez lui, chez l'homme qui pioche ou laboure, la case étroite s'est ouverte pour loger une ou deux images, et elle se referme là-dessus.

Or, il a de l'imagination, ce simple : quel homme n'en a pas peu ou prou ? Les idées claires ou confuses qu'on a déposées dans son esprit subissent une fermentation spéciale qui les transforme et produit des idées nouvelles, des sentiments inconnus, des résolutions qu'il croit spontanées ; car il n'a ni le temps ni le talent de remonter à leur source. Qui peut dire de quels éléments se compose la volonté d'un peuple ? Quand l'histoire analysera tel scrutin quasi miraculeux, telle explosion du suffrage universel, il sera constaté qu'un refrain populaire et une image d'un sou ont fait plus de besogne, à un moment donné, que tous les arguments de la politique.

L'homme ne crée pas les forces ; mais lorsqu'il en a découvert une comme l'électricité, la vapeur et la poudre, il doit s'en rendre maître et la tourner au bien. L'imagerie populaire est une force.

Quelques industriels l'ont deviné, mais il ne me semble pas qu'ils en aient trouvé l'emploi et le maniement du premier coup.

M. Pinot, imagier de l'Empereur, en m'adressant la collection de ses produits, m'a prévenu qu'il commençait à peine la révolution qu'il médite. On ne le voit que trop. Cependant le progrès est incontestable. Je me rappelle les soldats que nous achetions il y a vingt-cinq ans pour les enluminer ; ils étaient presque grotesques. Aujourd'hui les enfants de la campagne et de la ville peuvent se procurer, au prix d'un sou la feuille, un véritable musée de l'armée française. Toutes les armes y sont, et tous les grades, et tous les mouvements de soldat, très-convenablement rendus. On y trouve en supplément plusieurs corps de troupes étrangères, des Polonais, des Cosaques, des Chinois. L'éditeur a poussé une pointe dans l'archéologie ; il est allé chercher les hommes d'armes de Charles VII, les mousquetaires de Louis XIII et les cuirassiers de Louis XV. Un enfant peut apprendre quelque chose en jouant avec ces soldats. Voilà qui va mieux. La meilleure partie de la collection est sans contredit la galerie militaire.

Vient ensuite une série des rois de France où l'on peut prendre une vague teinture d'histoire, malgré quelques anachronismes de détail. La collection des souverains vivants est traitée dans un esprit de snobisme rustique. Peu de figures ressemblantes, mais une incroyable profusion d'oripeaux. Je ne veux pas discuter ce luxe un peu ridicule. Il est trop certain qu'on risquerait d'entamer les illusions du peuple si on lui faisait voir les photographies authentiques de tel roi ou de tel grand-duc. Laissons croire aux âmes simples que le moindre tyranneau d'Europe ou d'Asie est pétri d'une porcelaine à part. Si ce préjugé doit tomber, ce n'est pas l'imagerie d'Épinal qui peut actuellement le battre en brèche.

La commission de colportage permettrait-elle à l'éditeur de peindre les rois, nos alliés, tels qu'ils sont ?

Les sujets de sainteté ont été, je le crains, l'objet d'une prédilection malheureuse. L'éditeur semble avoir fait appel aux fruits secs de l'École des Beaux-Arts pour enjoliver l'Écriture sainte. Un vague parfum de Bouguereau inférieur et de Cabanel manqué s'exhale de ces petits ouvrages. L'enfant prodigue tombant aux pieds de son père obtiendrait vraisemblablement un accessit au concours de Rome : c'est le triomphe de la fadeur et de la banalité. Ce dessin jure étrangement avec la vieille légende qui l'entoure :

Laquais, cherchez des souliers
Et mettez-les à ses pieds ;
Cherchez dans ma garde-robe
Une bague pour son doigt,
Avec sa première robe,
Puisqu'il revient comme il doit.

De deux choses l'une : ou l'éditeur devait rester fidèle à la naïveté du dessin, ou il devait commander une autre légende à quelque élève de rhétorique. La nouvelle Judith d'Épinal est une tragédienne de la rue de la Tour-d'Auvergne. Que ferons-nous de la légende ?

Laissons ces pourceaux endormis ;
Le passage nous est permis.

Certes, l'éditeur est dans son droit lorsqu'il fabrique et fait vendre des tableaux de sainteté. Mais puisqu'il est animé du désir de bien faire, pourquoi ne pas exécuter une vingtaine de croquis d'après les tableaux des grands maîtres ? Il est certain que Ra-

phaël, Titien, Paul Véronèse et Rembrandt perdraient quatre-vingt-dix pour cent de leur valeur sous la main des copistes ; mais le peu qui en resterait suffirait encore amplement à jeter dans le peuple une notion telle quelle du vrai beau.

Cela viendra, j'en suis certain. Il faut d'abord que l'éditeur se rende un compte exact de son rôle. Il doit se mettre en tête qu'il est un des instituteurs primaires du peuple français. Cette révolution pacifique que M. Duruy entreprend au ministère, que Jean Macé poursuit énergiquement dans les bibliothèques communales, que les Barral, les Meunier, les Pouchet activent en vulgarisant les sciences ; cette grande œuvre d'éducation que les savants, les écrivains, les publicistes, les orateurs, cinq ou six mille hommes de progrès ont prise à tâche, un modeste éditeur d'Épinal peut la seconder puissamment.

M. Pinot ne fait ni bien ni mal quand il édite à plusieurs millions d'exemplaires le Juif Errant, le Conscrit de 1810, M. de la Palisse, l'histoire de Peau d'âne, le Roi Dagobert, Barbe-Bleue, Grenadier, que tu m'affliges, Au clair de la lune, Il pleut, bergère, Adélaïde et Ferdinand et le Chat de la mère Michel. Ces publications ne nous feront marcher ni en avant ni en arrière ; elles n'introduiront pas une idée neuve sous le crâne des paysans ; j'ajoute que malgré la bonne intention de l'éditeur, le dessin des nouvelles lithographies n'apprendra pas au peuple à distinguer le beau du laid. Mais il serait utile et généreux d'intercaler entre ces antiquailles mal rajeunies un élément instructif. La grosse vieille farce servirait de passe-port à la vérité nouvelle.

Je ne m'insurge pas contre la popularité d'Isaac Laquedem, mais je me demande pourquoi ce juif légendaire est plus connu que Christophe Colomb, par exemple, et les plus grands hommes

de l'histoire. Les figures légendaires ne Manquent point dans le passé de la France ; je n'en trouve pas une dans la collection de M. Pinot. Jeanne Darc, Charlemagne, Henri IV, Molière, Voltaire, Fénelon, Parmentier, Jacquart, Lapérouse, Bayard et cent autres noms qu'il est honteux d'ignorer, ne méritent-ils point d'avoir chacun sa page, comme Malborough, Manon la couturière et sainte Geneviève de Brabant ? Pourquoi l'éditeur d'Épinal ne publie-t-il pas une galerie historique ? Le peuple choisirait là dedans, au gré de ses sympathies. Chaque corps de métiers avait autrefois son patron : n'y a-t-il pas quelque chose à faire dans le même sens en faveur de la société nouvelle ?

Une des choses que le Français ignore le plus profondément, c'est la géographie de la France. Une carte de France coûterait-elle plus cher à établir que M. et M Denis, ou Henriette et Damon ? Je sais bien qu'une carte d'un sou ne serait pas détaillée à l'infini, et que nous aimons tous à lire le nom de notre village. Mais serait-il bien difficile de lithographier à part les cartes des 89 départements ? Je parie tout ce qu'on voudra que la spéculation serait bonne et que peu de chaumières refuseraient d'acheter la France et le département, si on les leur offrait ensemble pour deux sous. Essayez seulement, et l'affaire ira si bien que vous ne vous en tiendrez pas là. Vous ferez dans deux ans les cartes des divers chemins de fer, dans quatre ans, celles des fleuves avec leurs bassins, et de fil en aiguille vous arriverez à vulgariser la géographie nationale. Moyennant quoi, vous trouverez un nouveau débouché dans les écoles primaires et même chez nombre de messieurs, à la ville.

Quiconque a essayé d'apprendre quelque chose à un enfant a senti le besoin d'une littérature puérile, c'est-à-dire élémentaire

et pittoresque à la fois. Et pourtant un homme de bien, outillé comme l'est M. Pinot, et décidé comme lui à faire œuvre pie, pourrait combler cette lacune en deux ou trois ans. Vingt images à un sou pièce apprendraient aux jeunes Français un million de choses intéressantes, utiles, honnêtes, que la plupart risquent d'ignorer jusqu'à la mort. Et cela coûterait vingt sous ! Et l'éditeur ferait fortune !

Supposez, par exemple, qu'on rassemble sur une page tous les animaux domestiques du pays ; sur une autre les animaux nuisibles ; sur une autre les animaux utiles en liberté, tous ces persécutés de l'ignorance publique, le crapaud, le moineau, la chouette, la chauve-souris, la taupe, ces innocents qu'on tue parce qu'ils sont laids ; une page pour les poissons d'eau douce ; à droite les carnassiers, à gauche les herbivores ; une page pour les insectes, nos amis d'un côté, nos ennemis de l'autre. Toute cette zoologie pratique coûterait cinq sous. Rien n'empêcherait l'éditeur d'offrir, en outre, et à part, les grands animaux qui intéressent la curiosité des enfants, d'esquisser toutes les chasses exotiques et nationales ; mais ceci est affaire de luxe, et je m'en tiens au strict nécessaire.

Le nécessaire, c'est encore une planche consacrée aux arbres forestiers de notre pays : une collection de nos arbres fruitiers, avec quelques instructions pratiques sur la taille. Toute cette théorie prendrait assurément moins de place que la complainte d'Adélaïde et Ferdinand. Ajoutez-y un tableau des plantes fourragères et potagères ; un tableau des fleurs les plus belles qui se cultivent chez nous ; une page sur le blé (nous lui devons bien cela !) et les autres céréales ; une page sur la vigne, et sa culture, et la fabrication du vin. Craignez-vous que cette réunion de docu-

ments utiles, indispensables, présentés sous la forme la plus saisissante, paraisse trop chère à six sous ? Je sais bien, pour ma part, que je ne marchanderais pas et que je remercierais le vendeur avec effusion. Et pourquoi donc les citoyens les plus intéressés à faire provision de ces lumières seraient-ils plus indifférents ou plus avares que nous ?

M. Delbruck, un homme de bien, a réuni dans ses récréations instructives un certain nombre de monographies dont il faudrait saturer le public. Étant donné le chanvre, par exemple, il prend la plante à sa naissance et la conduit jusqu'aux derniers usages que l'industrie en a su tirer. Il applique le même procédé à chaque espèce de plantes ou d'animaux utiles. Je ne crois pas qu'un éditeur d'Épinal serait poursuivi en contrefaçon s'il répandait à quelques millions d'exemplaires les jolis enseignements de M. Delbruck. On peut, d'ailleurs, acheter les dessins ou les refaire : il n'y a point de plagiat en matière d'instruction, car nous n'enseignons rien qu'on ne nous ait appris à nous-mêmes. Je n'ai pas sous les yeux les Récréations instructives, mais je vois encore d'ici tous ces petits tableaux pleins de choses, et j'imagine que les enfants ne doivent pas les oublier dès qu'ils les ont parcourus une fois.

L'éditeur d'Épinal a sous la main, sans sortir de chez lui, des matériaux considérables. Sa collection, telle qu'elle est, comprend six ou sept planches d'animaux indigènes et exotiques, mammifères, oiseaux, poissons, insectes. Tout cela ne manque que d'ordre et de proportion. La proportion n'est pas chose indifférente dans un enseignement qui parle aux yeux. Il ne faut pas donner à croire aux enfants que la loutre est de la même taille que le sanglier, et que la sarigue peut tenir tête au crocodile du Nil. Il faut éviter les erreurs de classification, et ne pas ranger la

baleine parmi les poissons. Le premier devoir d'un imagier moderne est de ne point violer la science moderne. M. Pinot a rempli toute une page de papillons, et une autre d'insectes divers. Mais pas un nom ! c'est peu. Les enfants n'apprendront jamais rien devant ces images, quoiqu'elles soient jolies l'une et l'autre. Autant plonger le regard dans le tube d'un kaléidoscope.

Je ne taquinerais pas l'éditeur de l'imagerie nouvelle sur des questions de détail s'il n'avait franchement annoncé l'intention d'être utile. Sa collection, mal classée jusqu'ici, laisse voir deux courants d'idées qui vont presque en sens inverse. Beaucoup de vieilleries dépourvues de sens, beaucoup de sottises, de grosses plaisanteries rustiques ; mais un nombre presque égal de dessins destinés à l'éducation des enfants. Et les enfants, il en est de tout âge, dans un pays où trente conscrits sur cent ne savent ni lire ni écrire. On reconnaît dans cette dernière série le bon vouloir d'un honnête homme qui cherche sa voie et qui la trouvera demain. C'est quelque chose déjà que de fabriquer des feuilles de soldats avec l'indication des manœuvres ; d'ajouter çà et là quelques croquis d'uniformes anciens ; de montrer aux enfants une esquisse des divers modèles de navires, d'indiquer les divers aspects de la nature dans une série de petits paysages tels quels. L'intention d'enseigner est évidente : il faut donc la louer, mais en la ramenant vers la route.

Il y a des essais d'enseignement moral qui ne sont pas tous heureux. Je ne ferai pas voir à mes enfants les Aventures tragiques de Julie, la petite désobéissante. Cela est bête et cruel. Qu'une enfant désobéissante casse les vases de Chine et se fasse donner le fouet, la leçon est bonne : mais qu'elle crève l'œil à son petit frère et que le sang coule en rouge sur le papier ; qu'elle

s'enfonce un couteau dans la main et qu'une mare de sang tombe à terre ; qu'elle s'empoisonne à la fin et vienne mourir en scène, c'est un enseignement atroce ; il n'enseigne que la férocité. On donne aux jeunes Allemands des albums de ce style, et l'on arrive quelquefois à les rendre cruels. Quand ils se sont bien amusés à voir couler le sang sur une image, ils vont couper la gorge au petit chat de la maison.

Je m'aperçois, mais un peu tard, que j'ai quasiment fait un article de critique sur ces images d'un sou, comme s'il s'agissait d'une comédie de Dumas fils ou d'un roman de M Sand. Parbleu ! l'éditeur sait que ses images laissent à dire, et je ne lui apprends rien de nouveau. Peut-être cependant, après ce petit bout de conversation, comprendra-t-il qu'il y a une belle œuvre à faire et un beau grade à mériter. M. Pinot est imagier de l'Empereur ; très-bien. Encore un petit effort, et il deviendra l'imagier en titre du peuple français.

Les Francs-Maçons excommuniés

La dernière malédiction publiée par le pape a surpris beaucoup mes lecteurs. On m'écrit de divers côtés : « Il y a donc des francs-maçons ? En seriez-vous par hasard ? Qu'est-ce que cette conspiration permanente contre les autels et les trônes ? S'il est vrai que la franc-maçonnerie menace également le pouvoir religieux et le pouvoir civil, comment est-elle protégée par les gouvernements lorsque les prêtres la damnent ? Éclairez-nous, si toutefois vous pouvez le faire sans danger, car on assure que la vengeance des francs-maçons est terrible. »

Je ne suis pas docteur ès-science maçonnique ; toutefois, j'en sais assez long pour réfuter les calomnies enfantines ou séniles (c'est tout un) de la papauté sur ses fins.

On m'a fait l'honneur de m'envoyer, sans précaution d'aucune sorte, tous les écrits récents qui concernent l'institution maçonnique. J'ai tout lu, tout analysé, j'ai assisté de loin aux débats de l'assemblée constituante du Grand-Orient de France. J'ai sous les yeux la nouvelle constitution votée en juin 1865, avant l'injuste et ridicule condamnation de Rome. Si le secrétariat du Grand-Orient m'a mis ces pièces en main, ce n'est pas, je le suppose, dans l'espoir que je n'en ferais point usage. Je vais donc m'en servir librement, sauf le respect que tout initié doit aux symboles et aux mystères innocents d'une quasi religion philosophique. Il y a deux éléments dans l'affaire : une doctrine qu'on ne saurait trop publier, et une collection de rites quelque peu surannés qu'il faut laisser sous le boisseau jusqu'au jour où ils tomberont en désuétude.

Cette réserve indiquée, je suis parfaitement à mon aise pour apprendre au public qui me fait l'honneur de me lire :

1 Ce que la franc-maçonnerie n'est pas.

2 Ce qu'elle est.

3 Ce qu'elle pourrait être, et ce qu'elle sera bientôt, s'il plaît aux hommes de bonne volonté.

La maçonnerie n'est pas une société secrète. Est-il bien nécessaire d'insister sur ce point ? La loi sur les sociétés secrètes est encore en vigueur dans ce joyeux pays de France. Si le gouvernement ne l'applique pas aux maçons, c'est qu'il tient leur inno-

cence pour démontrée. Le grand-maître de la maçonnerie était naguère le prince Murat, en dernier lieu le maréchal Magnan ; aujourd'hui c'est le général Mellinet, commandant des gardes nationales de la Seine.

M. le général Mellinet n'a jamais passé pour un conspirateur ; il n'est pas même révolutionnaire en musique ; demandez aux honorables et excellents chefs de l'école Galin-Paris-Chevé. Les grands maîtres adjoints sont M. Alfred Blanche, conseiller d'État, secrétaire général de la préfecture de la Seine, et M. Lenglé, ancien préfet de la Meurthe. Parmi les grands dignitaires de l'ordre maçonnique, je remarque M. de Saulcy, sénateur, et trop homme d'esprit, j'en réponds, pour conspirer contre lui-même. La maçonnerie est donc entre les mains d'une direction très-rassurante au point de vue de l'ordre établi. Ajoutez que presque toutes les loges ou réunions particulières sont fréquentées par des officiers, des magistrats, des hommes dont le dévouement au pouvoir est incontestable. Ajoutez que tout citoyen majeur, bien famé et pourvu de l'instruction primaire, peut demander l'initiation maçonnique. M. Boitelle, préfet de police, remplit amplement les conditions d'un tel programme. Il peut donc être maçon si bon lui semble, et rien ne prouve qu'il ne le soit pas.

La constitution du 10 juin 1865 dit, article 17 : « Tout maçon a le droit de publier son opinion sur les questions maçonniques. » Or, vous n'ignorez pas que la loi civile ordonne le dépôt de toutes les publications. Donc, la maçonnerie ne peut pas avoir de secrets pour les hommes qui nous gouvernent.

Et le plus surprenant de l'affaire, c'est que le contrôle imposé à tous ses faits et gestes ne l'incommode aucunement. Pourquoi ? parce que la maçonnerie, aux termes de sa constitution, « interdit

formellement à ses assemblées toute discussion en matière religieuse ou politique, qui aurait pour objet soit la controverse sur les différentes religions, soit la critique des actes de l'autorité civile et des diverses formes de gouvernement. Elle rappelle à tous ses adeptes qu'un de leurs premiers devoirs, comme maçons et comme citoyens, est de respecter les lois du pays qu'ils habitent. »

Mais si l'on violait cette sage prescription ? Si la loge se métamorphosait en club ?

« Le grand-maître (article 28) a la haute surveillance de tous les ateliers. Il suspend (article 25) tous ateliers et tous maçons qui se seraient écartés du respect dû aux lois du pays. »

Il est donc absolument impossible que la maçonnerie conspire contre l'État ou même contre l'Église. Une loge qui discuterait le dogme de l'Immaculée-Conception serait fermée dans les vingt-quatre heures. Le pape peut formuler tous les dogmes les plus inutiles et les plus invraisemblables. Ses inventions seront critiquées partout, excepté dans les ateliers maçonniques. Votre foudre tombe mal, ô saint-père, quand elle choisit les seules maisons où l'on ne vous attaque jamais.

Il n'y a pas même de courage à frapper la maçonnerie ; elle est sans armes contre ses ennemis du dehors ; contre ses ennemis du dedans, les initiés qui la trahissent, elle n'a que des peines disciplinaires.

Est-ce à dire que les francs-maçons n'aient jamais conspiré ? M'est avis qu'ils n'ont pas fait autre chose depuis l'an 1725 jusqu'à la Révolution de 1789. Les épreuves de l'initiation, le secret des assemblées, les mots et les signes mystérieux, le serment,

tous les détails du rite indiquent clairement que la maçonnerie a été une conjuration énergique, terrible, contre les iniquités du vieux monde. Mais aujourd'hui qu'elle a remporté la victoire, aujourd'hui que sa devise : Liberté, Égalité, Fraternité, est devenue le mot d'ordre du genre humain, lorsqu'elle voit la science, l'industrie et la politique elle-même renverser les barrières internationales qu'elle battait en brèche, la maçonnerie vit en paix avec le nouvel ordre de choses qu'elle a si laborieusement préparé. En déclarant la guerre à la civilisation moderne, elle croirait commettre un infanticide. Elle pouvait s'armer secrètement contre les lois, lorsque les lois n'étaient pas autre chose que le bon plaisir d'un homme ; elle doit et sait les respecter depuis qu'elles expriment la sagesse d'un peuple.

Ces conséquences logiques de la Révolution sont évidentes à tous les yeux ; j'entends aux yeux de tous les hommes qui lisent notre histoire sans déchirer la page qui leur déplaît. Le pape n'en sait rien parce qu'il s'obstine à regarder 89 comme non avenu, et que l'horloge du Vatican retarde de trois quarts de siècle.

Mais s'il est vrai que la maçonnerie ait atteint son but en 1789, pourquoi existe-t-elle encore ? Pourquoi n'a-t-elle pas désarmé après la victoire ? Dans quel intérêt recrute-t-on en France de 10 à 12 000 adhérents chaque année, s'il ne s'agit que d'enfoncer une porte ouverte ? Voilà l'objection des indifférents, qui sont assez nombreux aujourd'hui, je l'avoue. Beaucoup d'esprits sensés ne voient dans les ateliers maçonniques qu'un rendez-vous de bourgeois désœuvrés, un cercle de bons vivants qui se déguisent en conspirateurs pour trinquer et faire bombance. D'autres ayant entendu dire qu'un commis-voyageur en vins s'est fait initier à la loge de Molinchart, s'imaginent que tous les Frères sont des né-

gociants en quête de clientèle, et qu'ils courent les ateliers pour placer leur marchandise. D'autres, pour avoir su qu'une réunion maçonnique ne se sépare jamais sans donner pour les pauvres, supposent que la maçonnerie n'est qu'une association de charité, quelque chose comme la société de Saint-Vincent de Paul, avec la tolérance en plus. C'est ainsi que M. de Persigny, franc-maçon, a jugé la maçonnerie. L'Empereur, en Afrique, a répondu dans le même sens au vénérable, ou président d'une loge qui le haranguait.

Certes, la bienfaisance est un des objets de la maçonnerie, mais elle n'est ni l'unique ni même le principal. Aux termes de la constitution (art. 1), « la franc-maçonnerie a pour objet la recherche de la vérité, l'étude de la morale universelle, des sciences, des arts et l'exercice de la bienfaisance. » Prenez cette définition pour ce qu'elle est ; je la trouve trop ambitieuse et trop étroite à la fois ; je constate seulement qu'elle exprime des aspirations bien supérieures à l'exercice banal et inutile de l'aumône.

Et quant au préjugé des sages ménagères qui redoutent les banquets maçonniques pour la santé et la bourse de leurs maris, je le ferai tomber d'un seul mot. Chaque loge se réunit à table deux fois par an, et ces repas, au moins ceux que j'ai vus, sont de six ou sept francs par tête, vin compris. La maçonnerie n'est pas une institution gastronomique.

Qu'est-elle donc ?

Une vaste association de bourgeois honnêtes, intelligents et tolérants, qui se rassemblent de temps à autre pour parler de ce qui les unit sans toucher à ce qui les divise. La loge maçonnique, très-utile surtout dans les villes de province, est un petit conser-

vatoire où quelques hommes d'opinions et de religions diverses, vont respirer en commun l'esprit de 89.

On y perd beaucoup de temps, je l'avoue. Les vieux rites, parfaitement inutiles aujourd'hui, prennent une place qui pourrait être consacrée à des discussions utiles. Mais déduction faite des formes surannées et des symbolismes oiseux, il reste un fond sérieux et un enseignement sain. La seule agglomération de citoyens inégaux dans la société civile et qui deviennent égaux tout d'un coup ; le contact de ces juifs, de ces protestants et de ces catholiques qui s'appellent frères ; l'introduction d'un Russe ou d'un Anglais qui se sent et se dit notre concitoyen dès qu'il a franchi le seuil de la loge ; la hauteur des discussions qui planent au-dessus de toute actualité religieuse ou politique ; la modération qui s'impose d'elle-même à tous les orateurs, l'autorité quasi paternelle du président, la cordialité des rapports : voilà ce qui rachète amplement les côtés enfantins du rite.

Je fais bon marché des progrès réalisés par la maçonnerie contemporaine dans le domaine des arts et des sciences, voire des sciences philosophiques. Il est trop évident que la maçonnerie n'a fait ni un musicien, ni un peintre, ni un sculpteur, ni un mathématicien, ni un philosophe. Elle a reçu Voltaire, et elle s'en fait une gloire, mais elle ne l'a pas créé. On naît artiste ou philosophe, on s'instruit à l'école, on se perfectionne dans la vie ; toutes les loges de l'Europe s'attelleraient ensemble à la besogne, qu'elles ne produiraient pas la cinquième partie d'un Rossini, d'un Ingres ou même d'un M. Cousin.

Il est également démontré que les vérités utiles à l'homme ne sont plus aujourd'hui un objet de monopole. Les prêtres égyptiens pouvaient échelonner les révélations de leur science et me-

surer le vrai à petite dose, durant une longue et pénible initiation. Les philosophes grecs étaient forcés de diviser leur doctrine en deux parties, dont l'une se vulgarisait dans la foule et l'autre se réservait pour les adeptes. Les francs-maçons eux-mêmes, avant 89, agissaient prudemment en révélant leurs idées une à une, à mesure que l'initié offrait des garanties plus sérieuses. En 1865, le franc-maçon le plus complet, se fût-il élevé jusqu'au 99 grade dans les ateliers de perfectionnement, ne sait rien qui ne soit imprimé dans les livres et les journaux. L'initiation n'a pu lui donner que des secrets vides, des formules creuses, un vase de forme plus ou moins bizarre où il enfermera des idées connues. Je dis plus : il serait un mauvais franc-maçon, un mauvais citoyen, un homme impie s'il gardait par devers lui un atome de vrai. Tout ce que nous savons d'utile ou simplement de certain, nous le devons aux autres hommes. Il n'y a pas une vérité qui ne fasse partie du patrimoine commun.

L'ancienne organisation de la maçonnerie ne ressemblait pas mal à un trésor mystérieux où 99 vérités inconnues à la foule étaient serrées dans 99 sacs de formes et de couleurs différentes. On ouvrait le premier sac en présence de l'apprenti et on lui disait : Puise ! Le second sac ouvert élevait l'apprenti au rang de compagnon ; le troisième en faisait un maître. Les avides fouillaient ainsi jusqu'au 30 sac, et les insatiables jusqu'au 99.

Aujourd'hui, le contenu de tous les sacs, le trésor des idées modernes, a été répandu sur le peuple ; il ne reste que des sacs vides ; quelques maçons ambitieux les découpent en lanières et les portent fièrement dans les cérémonies maçonniques.

Les hauts gardes, les cordons, les décorations, les jouets orgueilleux, qui amusent un certain nombre de francs-maçons, ne

tarderont pas à disparaître. Ils n'ont été maintenus qu'à trois voix de majorité dans la nouvelle constitution. Il est absurde qu'une institution qui proclame l'égalité des hommes multiplie les distinctions entre ses associés. Il est d'ailleurs assez ridicule d'appeler Tartempion illustre et Barbanchu très-illustre. Un bourgeois de Paris, ou même de Strasbourg, peut acquérir dans la maçonnerie les titres de chevalier, de prince et de souverain prince, ce qui n'a pas le sens commun. Ces vieilleries ont fait leur temps ; on les a maintenues dans la nouvelle constitution pour une raison toute financière : c'est que les titres et les hochets maçonniques payent l'impôt de la vanité.

Cette réforme faite, il restera la loge, l'humble atelier maçonnique où les plus honnêtes gens de la ville iront fraterniser ensemble, échanger amicalement leurs idées et s'instruire les uns les autres. Voilà le fond de la maçonnerie, ce qu'il faut respecter, honorer et étendre, s'il est possible, sur toute la surface du monde. Concevez-vous rien de plus pur et de plus beau, malgré toutes les malédictions du saint-père ? Dans un temps affairé comme le nôtre, quand la plupart des hommes, enfoncés dans la mêlée des intérêts matériels, n'ont d'autres récréations que le jeu, le café et M Thérésa, on crée des oasis morales où les passions s'apaisent, où l'esprit se retrempe, où le cœur s'élève et s'élargit. Les hommes les plus éclairés de chaque ville se rassemblent à jour fixe, et chacun d'eux, écartant les préoccupations de la théologie et de la politique, cherche à fonder solidement la morale sociale, étudie les meilleurs moyens de rendre l'homme meilleur et plus heureux. Chacun apporte sa théorie ; on s'éclaire réciproquement, on discute à l'amiable, un auditoire attentif et bienveillant profite des leçons, soumet ses doutes, provoque les explications et fixe laborieusement ses idées sur le bien et sur le mal.

La franc-maçonnerie ainsi comprise n'est pas une institution de luxe, croyez-moi, et sa tâche n'est pas une sinécure. Songez donc ! il s'agit de fonder une morale qui s'impose avec l'autorité la plus incontestable au genre humain tout entier. Étant donnés un protestant comme Lincoln, un israélite comme M. de Rothschild, un musulman comme Abd-el-Kader, un catholique comme vous et un athée comme Proudhon, rédiger une loi qui satisfasse tout le monde et ne blesse ni les opinions, ni la foi, ni les intérêts de personne ! c'est l'harmonie universelle à fonder : ni plus ni moins. Voilà le but de la maçonnerie, et quoiqu'il soit placé un peu haut, un peu loin, il est assez digne d'ambition pour que les plus honnêtes gens chaussent leurs bottes et se mettent en route.

Mais plus la route est longue et le but élevé, plus il importe de secouer tout bagage inutile. Or, j'ai indiqué discrètement tout le fatras qui surcharge la maçonnerie actuelle.

Il y a une langue maçonnique : à quoi bon ? Que les conspirateurs parlent entre eux à mots couverts ; que les malfaiteurs aient un argot, qu'un maître et une maîtresse de maison causent en anglais devant leurs domestiques, c'est dans l'ordre. Il s'agit de soustraire un secret petit ou grand, honnête ou criminel, à des oreilles indiscrètes.

Mais la maçonnerie n'est plus une conspiration, et elle n'a jamais été une association criminelle. Mais les profanes ne sont ni les valets, ni même les inférieurs des maçons ; ils sont leurs frères, et l'on n'a rien à leur cacher. Ne voudriez-vous pas que l'univers entier pensât aussi correctement que vous et fût éclairé de la même manière ? Oui, j'en réponds. Alors pourquoi mettez-vous la lumière sous le boisseau ? Le monde est avide de vrai, de

juste et de bien : vous êtes-vous associés pour le nourrir ou pour l'affamer ? Lorsque je crois avoir un atome de vérité au bout de ma plume, j'enrage de ne pouvoir y concentrer toute la lumière du soleil, j'accuse le français de n'être pas une langue assez claire, je voudrais que la pensée pût aller toute nue par le monde pour épargner à mes lecteurs la fatigue et l'ennui de la déshabiller.

Que diriez-vous de moi si, tenant l'évidence sous ma main, je l'affublais d'un manteau et d'un masque ? Le symbolisme a eu sa raison d'être ; il était de son temps, mais il a fait son temps. À bas les voiles et les mystères ! Les hommes d'aujourd'hui ne sont pas des prisonniers qu'on tire d'un cachot : leurs yeux peuvent affronter le grand jour ; ils seront éclairés, ils ne seront pas éblouis. La lumière pour tous, au nom de la devise maçonnique ! Liberté, égalité, fraternité, cela n'a jamais voulu dire : liberté pour les maçons, égalité entre les maçons, fraternité avec les maçons.

Mais s'il n'y a plus de secret, les maçons ne pourront plus se reconnaître les uns les autres. Où est le mal ? Est-ce que par hasard un vrai maçon, imbu de la morale maçonnique, réserverait son assistance, ses lumières et sa bourse aux maçons ? Jamais de la vie. La maçonnerie ainsi interprétée serait de l'égoïsme à cent mille, comme l'amour est de l'égoïsme à deux. Le premier mot qu'on vous a dit en vous ouvrant le temple, c'est que tous les hommes sont vos frères. On ne vous a pas dit : Les maçons sont vos frères et les profanes vas cousins.

Le temple maçonnique se cache dans un recoin obscur des petites villes ; il devrait se montrer. On le ferme soigneusement ; on devrait l'ouvrir à la foule. Comment ! on fait autour de vous des efforts énergiques pour instruire les ignorants gratis ; les écoles, les cours, les conférences se fondent par milliers ; on enseigne

pour rien l'orthographe, le dessin, la musique, la chimie, tous les arts et toutes les sciences, et vous, hommes de bien réunis pour bien faire, vous élaborez une morale excellente, et vous refusieriez d'en faire part au public ! Je vois des directeurs de théâtre, de purs industriels, admettre les soldats par fournées de deux cents à leurs pantomimes ou leurs féeries, et vous n'invitez pas les ouvriers à votre école de bon droit et de bon sens !

Le vœu que j'exprime ici est celui des francs-maçons les plus éclairés et les plus dévoués au progrès. Il y a des éléments précieux, je vous jure, dans cette association méconnue à Rome, et trop peu connue à Paris. La lecture des séances de l'assemblée constituante m'a sérieusement édifié. Je voudrais transcrire ici le beau discours prononcé par M. Massol, et quelques autres encore. Si les hommes acharnés au progrès n'obtiennent pas toujours la majorité dans les discussions, on peut espérer dès aujourd'hui qu'ils ne tarderont guère à entraîner le grand nombre. Et quand la maçonnerie sera débarrassée de certaine friperie et de certains préjugés, elle jouera un grand rôle dans le monde. Après la Révolution de 1789 qu'elle a préparée dans l'ombre, elle peut accomplir la régénération de l'homme, au soleil. Mais la papauté sera-t-elle encore là pour excommunier cette grande œuvre ?

FIN

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Causeries%2C_deuxi%C3%A8me_s%C3%A9-rie. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.